



Bulletin Officiel Département du Loiret

Directeur de publication : M. Marc GAUDET

ISSN : 0294-1317

N°06 - Tome 1 - JUILLET 2019

SOMMAIRE

COMMISSION PERMANENTE

Pages

- Séance du vendredi 12 juillet 2019 – Tome 1 1 à 322

Commission Permanente du vendredi 12 juillet 2019

Etaient Présents : Mme MARTIN, M. MALBO, Mme LECLERC, M. TOUCHARD, Mme JEHANNET, Mme BELLAIS,
M. BOURILLON, Mme GALZIN, M. GABELLE, Mme QUAIX, Vice-Présidents
Mme CHERADAME, M. GUERIN, Mme GABORIT, M. LECHAUVE, Mme CHAUVIERE, M. GUDIN,
Mme KERRIEN, M. RIGLET, Mme CHANTEREAU, M. DUPATY, Mme DUBOIS, M. SAURY,
Mme LORME, M. BREFFY, Mme COURROY, M. SOLER, Membres.

Absents excusés : M. NERAUD, M. GRANDPIERRE.

TOME 1

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS1

- A 01 - Politique des infrastructures - Programme sécurité routière - Attribution des enveloppes cantonales 2019 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines 1
- A 02 - Politique des infrastructures - Programme "Aménagement du réseau principal" - RD 2060 / RD 952 - Echangeur de Châteauneuf-sur-Loire - Convention relative à la participation financière de la Région Centre-Val de Loire pour la desserte du futur lycée à Châteauneuf-sur-Loire 8
- A 03 - Déplacement au congrès national de la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) à Nice - Mandat spécial - Indemnités des déplacements des élus 16
- A 04 - Politique G07 - Adapter le patrimoine au besoin : Orléans - Abrogation de la délibération A07 de la Commission permanente du 1er mars - Cession de la propriété sise 85 rue du faubourg Saint-Jean..... 19
- A 05 - Déviation RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel - Acquisition - Indemnisation..... 19
- A 06 - Montargis - Acquisition de l'ancienne école Sainte-Agnès pour l'évacuation des élèves du collège Chinchon 56
- A 07 - Régularisation de l'assiette foncière du collège Robert Goupil à Beaugency 56
- A 08 - Adapter le patrimoine au besoin - Garantir une gestion active du patrimoine - Régularisation foncière du collège Pierre de Coubertin et mise en place d'une servitude au profit de la commune de Saint-Jean-de-Braye 56
- A 09 - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et le Département du Loiret pour des travaux d'adaptations fonctionnelles et techniques sur les bâtiments et leurs dépendances 57
- A 10 - Projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais - Déclaration de projet 64

COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION.....	115
B 01 – Rapport retiré	
B 02 - Convention de groupement de commandes pour la réalisation d'une étude permettant la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du voyage	115
B 03 - Réajustement des objectifs CAOM 2019.....	120
B 04 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires	127
B 05 - Référencement social des bénéficiaires du RSA - Modalités de poursuite du partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais.....	128
B 06 - Renouvellement de la convention de partenariat permettant à l'association des Restaurants du Coeur du Loiret de bénéficier à titre gratuit des matériels d'impression du Département.....	128
B 07 - Projets de conventions dans le cadre du Fonds Unifié Logement (FUL) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) avec la Caisse d'Allocations Familiales du Loiret (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA)	134
COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP	148
C 01 - Mise à l'abri des jeunes se déclarant Mineurs Non Accompagnés	148
C 02 - Accueil des mineurs non accompagnés par des familles solidaires	154
C 03 - Conventions relatives aux Centres de Planification ou d'Education Familiale (CPEF)	178
C 04 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance et formulées auprès de la Direction Petite Enfance - Enfance Famille au titre de l'année 2019.....	208
C 05 - Conférence des financeurs - Attribution des crédits 2019	209
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	222
D 01 - Mobilisation en faveur des territoires : lancement des dispositifs du volet 3 valant pour l'année 2020 et répartition des montants plafonds des enveloppes cantonales des volets 3.....	222
D 02 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 3) : vote de dossiers de demandes de subvention 2019 au titre de l'appel à projets d'intérêt communal, de l'aide aux aménagements de sécurité sur routes départementales en agglomération et de la 2ème campagne d'aide aux communes à faible population	237
D 03 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurant du territoire de la Communauté de communes du Val de Sully : demande de subvention de la Communauté de communes du Val de Sully - Canton de Sully-sur-Loire - Construction d'une structure Multi-accueil à Ouzouer-sur-Loire	243
D 04 - Mobilisation du Département en faveur des Territoires (Volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Forêt : approbation de l'avenant au contrat signé le 05/07/2017.....	243
D 05 - Partenariat 2019 avec la Chambre d'Agriculture du Loiret et soutien financier au dispositif Loiret Ecoute Active.....	253
D 06 - Manifestations agricoles (politique E01) : demandes de subvention	265

D 07 - Politique départementale d'attractivité touristique du Loiret : modalités de gestion du Parc Floral de la Source, Orléans - Loiret, en 2019	265
D 08 - Lutte contre la désertification médicale - "Soutien à l'installation de deux médecins généralistes - Achat de matériel professionnel"	271
D 09 - Appel à projets 2019 - Loiret Coopération - Examen de trois dossiers présentés lors du jury du 25 avril 2019	280
D 10 - Une politique de soutien à la marine de Loire : demande de subvention.....	280
D 11 - Actions en faveur des châteaux et musées du Département : tarifications spécifiques pour le Château-musée de Gien - Proposition de signature d'une convention avec le château-musée de La Bussière et le Musée de la Faïencerie de Gien - Proposition de signature d'une convention avec l'association des Trompes du Musée de la Chasse de Gien et proposition de signature d'une convention avec les Gîtes de France, pour les quatre sites du Département	280
D 12 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité et favorise l'attractivité touristique : proposition d'une convention de partenariat avec Tourisme Loiret pour la participation du château de Chamerolles à la "Route de la rose"	289
D 13 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Fonds-d'Accompagnement Culturel aux Communes.....	292
D 14 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles	294
D 15 - Modification des circonscriptions territoriales de certaines communes dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental de Boësses, Echilleuses, Grangermont, Ondreville-sur-Essonne, Bromeilles avec extension sur Puiseaux, La Neuville-sur-Essonne, Givraines et Beaumont-du-Gâtinais (77)	296
COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT	296
E 01 - Convention de partenariat Vélotour 2019.....	296
E 02 - Convention de partenariat relative à une plateforme d'hébergement d'applications et de données pour la solution technique de continuité de trafic développée dans le cadre du projet BE-GOOD	301
E 03 - Le Département partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide	306

TOME 2

E 04 - Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) - Demandes de modifications de chemins inscrits au PDIPR	323
E 05 - Une politique responsable en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la valorisation du cadre de vie des habitants du Loiret : révision du périmètre de préemption des Espaces Naturels Sensibles du Département du Loiret	323
E 06 - Une politique responsable en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la valorisation du cadre de vie des habitants du Loiret : modalités financières des sites labellisés en Espaces Naturels Sensibles	615

E 07 - Une politique responsable en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la valorisation du cadre de vie des habitants du Loiret : conventions avec l'Abeille olivetaine, M et Mme CHENUE pour le parc naturel de Châteauneuf-sur-Loire, le SEPCS pour l'Etang du Puits et M. BOUCHARD pour le parc naturel de Trousse-Bois à Briare	617
E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution complémentaire des logements de fonction pour l'année scolaire 2018-2019.....	639
E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : versement de l'aide aux repas en faveur des élèves des collèges privés pour la période de janvier à mars 2019	641
E 10 - Le Département, partenaire constant de tous les sportifs - Subventions de fonctionnement pour les comités départementaux - Subventions aux associations de haut niveau et soutien aux manifestations sportives.....	643

COMMISSION DES FINANCES, DES RESSOURCES HUMAINES ET DES SERVICES SUPPORTS.....644

F 01 - Convention de Partenariat Tour Vibration 2019.....	644
F 02 - Fonds Social Européen : opérations cofinancables au titre de 2019	650
F 03 - Convention de groupement de commandes pour la passation d'un marché de fabrication, fourniture et livraison de ballotins de chocolats, à passer avec les Centres Communaux d'Action Sociale de La Chapelle-Saint-Mesmin, Chécy, Fleury-les-Aubrais, Saint-Jean-de-Braye, Orléans et le Conseil Départemental du Loiret	686
F 04 - Convention de mise à disposition individuelle d'un agent du Département du Loiret auprès du Département d'Eure et Loir.....	686

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS

A 01 - Politique des infrastructures - Programme sécurité routière - Attribution des enveloppes cantonales 2019 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les enveloppes cantonales 2019 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole aux cantons suivants :

Canton	Amendes de police	Redevance des mines
	Montants	Montants
BEAUGENCY	42 574	12 295
CHALETTE-SUR-LOING	9 967	7 341
CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	42 473	12 266
COURTENAY	139 166	40 189
FLEURY-LES-AUBRAIS	11 423	3 299
GIEIN	75 488	25 016
LA FERTE-SAINT-AUBIN	27 085	7 822
LORRIS	114 203	32 980
MALESHERBES	70 951	20 490
MEUNG-SUR-LOIRE	61 608	17 791
MONTARGIS	33 022	10 751
OLIVET	-	-
ORLEANS	-	-
ORLEANS-3	-	-
PITHIVIER	47 461	13 706
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	-	-
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	-	-
SAINT-JEAN-LE-BLANC	21 171	6 114
SULLY-SUR-LOIRE	72 671	20 986
Total 2019	769 262	231 044

Article 3 : Il est décidé d'arrêter la 1^{ère} vague de répartition des crédits d'Etat telle que présentée en annexe.

Article 4 : Un principe de fongibilité est appliqué pour l'ensemble des crédits d'Etat en accord avec les Conseillers départementaux. Ce qui signifie qu'un canton qui ne consommerait pas la totalité de l'enveloppe peut accorder ses reliquats à un autre canton.

Annexe : Répartitions par canton des crédits d'Etat 2019 réalisées par les conseillers départementaux suite aux conférences cantonales :

Enveloppe départementale Amendes de police 2019 : 769 262 €

Enveloppe départementale Redevance des mines de pétrole 2019 : 231 044 €

CANTON DE BEAUGENCY :

<u>CANTON DE BEAUGENCY</u>						
Crédits d'Etat 2019						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Baule	Création de ralentisseur rue Abbé Pasty	14 143,74 €	7 071 €	50%		
Jouy-le-Potier	Requalification rue du Chenil	140 826,00 €			12 295 €	9%
Cléry-Saint-André	Deuxième tranche de rénovation et sécurisation de la rue du Maréchal Foch RD951 en cœur de ville (suite audit)	146 475,70 €	31 558 €	22%		
TOTAL		162 858,97 €	38 629 €		12 295 €	

CANTON DE CHALETTE SUR LOING :

AMENDES DE POLICE			Montants enveloppe 2019 : 9 967 €	
Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	Subvention départementale accordée (€)	Taux de participation en %
Cepoy	Voirie 2019 : travaux de réfection, de sécurisation et d'amélioration	19 754,00 €	4 443,00 €	22%
Conflans-sur-Loing	Aménagement de sécurité pour les piétons	4 206,00 €	2 103,00 €	50%
Corquilleroy	Aménagement de sécurité rue Robert Pichon - 12 passages piétons - fournitures de panneaux STOP	5 103,17 €	2 551,00 €	50%
Paucourt	Création d'un stop et remise en état du marquage routier	3 955,61 €	870,00 €	22%
TOTAL		41 298,78 €	9 967,00 €	
REDEVANCE DES MINES			Montants enveloppe 2019 : 7 341 €	
Cepoy	Voirie 2019 : travaux de réfection, de sécurisation et d'amélioration	25 000,00 €	3 450,00 €	14%
Paucourt	Revêtement d'un chemin piétonnier	28 080,00 €	3 891,00 €	14%
TOTAL		56 460,00 €	7 341,00 €	

CANTON DE CHATEAUNEUF SUR LOIRE : 2^{ème} Vague

CANTON DE COURTENAY :

- Produits des Amendes de police : montant de l'enveloppe **139 166 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	Subvention départementale accordée (€)	% subvention sollicitée / coût projet
Château-Renard	Travaux d'aménagement de sécurité route de Melleroy	11 429,00 €	5 714,00 €	50%
Chevannes	2 Radars pédagogiques aux entrées du bourg D 315	3 330,00 €	1 665,00 €	50%
Chevry-sous-le-Bignon	Radars pédagogiques	3 588,00 €	1 794,00 €	50%
Corbeilles	Installation de 4 radars pédagogiques aux entrées d'agglomération	11 980,00 €	5 990,00 €	50%
Dordives	Travaux d'aménagement de sécurité avenue des Sables	10 100,00 €	5 050,00 €	50%
Douchy-Montcorbon	Elargissement et réfection d'un trottoir pour mise en sécurité des piétons	33 538,00 €	16 769,00 €	50%
Ferrières-en-Gâtinais	Création d'un arrêt de bus au lieu-dit Le Perrochet	43 436,70 €	8 687,00 €	20%
Foucherolles	Entretien de voirie	31 690,00 €	15 845,00 €	50%
Gondreville	Réaménagement de la rue Georges Pallain (RD 841)	171 600,00 €	27 703,00 €	16%
Gy-les-Nonains	Création d'un ralentisseur à proximité de l'école	5 115,30 €	1 534,00 €	30%
Le Bignon-Mirabeau	Aménagement de trottoirs et sécurisation de la sortie de bourg sur la RD 33 direction Ferrières	32 810,00 €	14 764,00 €	45%
Nargis	Travaux de voirie 2019 (Impasse du Grand Anglusse)	13 068,00 €	6 534,00 €	50%
Rozoy-le-Vieil	Travaux de voirie	54 235,00 €	27 117,00 €	50%
	TOTAL	425 920,00 €	139 166,00 €	

- Redevance des mines de pétrole: montant de l'enveloppe **40 189 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	Subvention départementale accordée (€)	% subvention sollicitée / coût projet
	TOTAL	741 486,13 €	139 166,00 €	
La Chapelle-Saint-Sépulcre	Travaux de voirie 2019 (restructuration chemin des Bonnards)	26 617,20 €	7 985,00 €	30%
Nargis	Travaux de voirie 2019 (Rue des Allouettes "Beaulieu" + MO)	72 295,00 €	15 106,00 €	21%
Griselles	Travaux de voirie VC 12 suite aux inondations de 2016	56 995,00 €	17 098,00 €	30%
	TOTAL	155 907,20 €	40 189,00 €	

CANTON DE FLEURY LES AUBRAIS :

<u>CANTON DE FLEURY LES AUBRAIS</u>						
Crédits d'Etat 2019						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Loury	Aménagement de la RD2152 en entrée nord de la commune Avenue de Fontainebleau	129 167,00€	11 423 €	9%		
TOTAL		129 167,00 €	11 423 €			

CANTON DE GIEN : 2^{ème} vague**CANTON DE LA FERTE SAINT AUBIN :**

<u>CANTON DE LA FERTE SAINT AUBIN</u>						
Crédits d'Etat						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Dépenses éligibles (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Ardon	Travaux de sécurisation du CV6 d'Ardon chemin de Saint Cyr en Val	47 565,00€	7 085 €	15%		
La Ferté-Saint-Aubin	Aménagement de voirie rue du pré des Rois	108 333,33€	20 000 €	18%		
Sennely	Aménagement de la rue de la Mairie	48 725,00€			14 617 €	30%
		204 623,33 €	27 085 €		14 617 €	

CANTON DE LORRIS :

- Produits des Amendes de police : montant de l'enveloppe **114 203 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	subvention accordée en (€)	%
Auvilliers-en-Gâtinais	Mise en sécurité avec implantation de chicanes route de Fous	27 170,00 €	10 868,00 €	40%
Beauchamps-sur-Huillard	Aménagement de passages piétons et de trottoirs (mise aux normes d'accessibilité)	9 915,00 €	3 966,00 €	40%
Bellegarde	Création d'un parking rue Demersay	146 029,00 €	60 454,00 €	41%
Dammarie-sur-Loing	Aménagements sécuritaires de la voirie communale, remplacement de panneaux	25 192,00 €	10 077,00 €	40%
Ladon	Réfection de trottoirs VC Rue Saulce	4 600,00 €	1 840,00 €	40%
Mézières-en-Gâtinais	Travaux de sécurité sur route départementale, création de trottoirs, cheminement piétonnier et pose de candélabres	54 955,00 €	21 982,00 €	40%
Oussoy-en-Gâtinais	Sécurisation du bourg et des accès au groupe scolaire	1 748,00 €	700,00 €	40%
Varennes-Changy	Installation d'un écran sécuritaire et pédagogique devant l'école	10 790,00 €	4 316,00 €	40%
TOTAL		401 804,85 €	114 203,00 €	

- Redevance des mines de pétrole: montant de l'enveloppe **32 980 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	subvention accordée en (€)	%
Châtillon-Coligny	Restructuration de la Chaussée place de la Croix Blanche	46 450,00 €	13 935,00 €	30%
Le Charme	Opération cœur de village	11 514,00 €	3 454,00 €	30%
Nogent-sur-Vernisson	Voirie rue du hameau, rue du Bac, rue des Bruyères	18 121,00 €	5 436,00 €	30%
Bellegarde	Trottoirs et voirie rue des Pervenches (Bellegarde/Quiers)	146 000,00 €	10 155,00 €	7%
TOTAL		222 085,00 €	32 980,00 €	

CANTON DE MALSHERBES :

CANTON DE MALESHERBES - conférence cantonale du 27/03/2019						
Crédits Etat: produit des amendes de police						
				Montant enveloppe 2019 70 951,00 €		
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention fléchée (€)	Subvention fléchée (%)
-	Bouilly en Gatinais	Bouilly en Gatinais	Réalisation de bourrelet en enrobé de 10 cm rue de Maison rouge	876,00	325,00 €	37%
-	Chilleux aux Bois	Chilleux aux Bois	Aménagement de cheminements piétonniers en traversée du hameau de Gallerand (RD109)	171610,30	63 526,00 €	37%
-	Dimancheville	Dimancheville	Travaux d'aménagements de sécurité (RD25)	19090,00	7 100,00 €	37%
TOTAL				191 576,30 €	70 951,00 €	37%
Crédits Etat: redevances des mines sur le pétrole						
				Montant enveloppe 2019 20 490,00 €		
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention fléchée (€)	Subvention fléchée (%)
-	Barville en Gatinais	Barville en Gatinais	Mise en enrobé noir 0/10 sur 10cm - rue de l'Abbé Moufflet	25684,00	5 907,00 €	23%
-	Boynes	Boynes	Restructuration de la chaussée "hameau de Mousseaux"	26186,00	6 023,00 €	23%
-	Le Malesherbois	Coudray	Aménagement du centre-bourg de Coudray	203000,00	8 560,00 €	4%
TOTAL				254 870,00 €	20 490,00 €	8%

CANTON DE MEUNG SUR LOIRE :

CANTON DE MEUNG SUR LOIRE						
Crédits d'Etat 2019						
Montant enveloppes 2019			61 608 €		17 791 €	
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Chaingy	Réfection de voirie et création d'une liaison douce	272 400,75 €			8 172 €	3%
Huisseau-sur-Mauves	Aménagement d'un cheminement piétonnier sécurisé pour l'accès des enfants à la salle d'activités périscolaires	8 157,00 €	4 079 €	50%		
Meung-sur-Loire	Aménagement de tronçons cyclables centre ville et ZAC des Tertres	274 106,00 €	56 829 €	21%		
Sougy	Sécurisation d'un arrêt de bus scolaire	1 400,00 €	700 €	50%		
Villeneuve-sur-Conie	Travaux de réparation de voirie	45 320,00 €			9 619 €	21%
		601 383,75 €	61 608 €		17 791 €	
SOLDE ENVELOPPES CREDITS D'ETAT			0 €		0 €	

CANTON DE MONTARGIS :

- Produits des Amendes de police : montant de l'enveloppe **33 022 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	Subvention départementale accordée (€)	Pourcentage de subvention CD45
Chevillon-sur-Huillard	Réfection de trottoirs	5 771,75 €	2 166,00 €	38%
Lombreuil	Passage piéton Mise aux normes PMR	2 795,00 €	1 397,00 €	50%
Mormant-sur-Vernisson	Création d'un plateau traversant route d'Amilly Panneaux de signalisation	13 017,00 €	3 963,00 €	30%
Saint-Maurice-sur-Fessard	Requalification du Centre Bourg - phase 2 - mise en valeur des abords de la salle des fêtes en liaison avec l'église et la voirie du centre bourg	31 019,00 €	11 487,00 €	37%
Villemandeur	Travaux du centre bourg : aménagement d'un espace public de centralité	62 360,00 €	13 207,00 €	21%
Vimory	Achat de panneaux	1 603,60 €	802,00 €	50%
TOTAL		116 566,35 €	33 022,00 €	

- Redevance des mines de pétrole: montant de l'enveloppe **10 751 €**

Maître d'ouvrage	Intitulé du projet	coût du projet (HT €)	Subvention départementale accordée (€)	Pourcentage de subvention CD45
Chevillon-sur-Huillard	Construction d'une allée piétonne	40 180,00 €	- €	0%
Lombreuil	Reconstruction et recalibrage de voirie	51 765,00 €	3 080,00 €	6%
Saint-Maurice-sur-Fessard	Travaux de voirie : rue de la Bezonde, rue de l'Ancien Lavoir, rue de la Grande Allée	74 503,25 €	- €	0%
Saint-Maurice-sur-Fessard	Requalification du Centre Bourg - phase 2 - mise en valeur des abords de la salle des fêtes en liaison avec l'église et la voirie du centre bourg	193 190,00 €	- €	0%
Solterre	Aménagement chemin des Noues	25 571,80 €	7 671,00 €	30%
Villemandeur	Travaux du centre bourg : aménagement d'un espace public de centralité	58 100,00 €	- €	0%
	TOTAL	443 310,05 €	10 751,00 €	

CANTON DE PITHIVIERS :

CANTON DE PITHIVIERS - conférences cantonales du 25/03/2019 et du 29/04/2019						
Crédits Etat: produit des amendes de police						
					Montant enveloppe 2019	47 461,00 €
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention fléchée (€)	Subvention fléchée (%)
-	Andonville	Andonville	Pose de bordures et aménagement des trottoirs (RD95)	125708,00	44201,00	35%
-	Bazoches les Gallerandes	Bazoches les Gallerandes	Aménagement carrefour de Geudreville (RD310)	9314,23	3260,00	35%
TOTAL				135 022,23 €	47 461,00 €	35%
Crédits Etat: redevances des mines sur le pétrole						
					Montant enveloppe 2019	13 706,00 €
N° dossier E-Sub	Maître d'ouvrage du projet	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention fléchée (€)	Subvention fléchée (%)
-	Pithiviers	Pithiviers	Requalification de la place De Gaulle	1074000,00	13 706,00 €	1%
TOTAL				1 074 000,00 €	13 706,00 €	1%

CANTON DE SAINT JEAN LE BLANC :

CANTON DE SAINT JEAN LE BLANC						
Crédits d'Etat 2019						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Férolles	Aménagement de sécurité au carrefour de la RD712 et de la rue de la Faussature	37 500,00 €	11 250 €	30%		
Vannes-sur-Cosson	Eclairage autonome et abri bus pour nouvel arrêt de bus scolaire	6 513,65 €	3 257 €	50%		
Sandillon	Aménagement de sécurité de la commune rue d'Allou RD13	46 150,00 €	6 664 €	14%		
TOTAL		44 013,65 €	21 171 €			

CANTON DE SULLY SUR LOIRE : 2^{ème} Vague

A 02 - Politique des infrastructures - Programme "Aménagement du réseau principal" - RD 2060 / RD 952 - Echangeur de Châteauneuf-sur-Loire - Convention relative à la participation financière de la Région Centre-Val de Loire pour la desserte du futur lycée à Châteauneuf-sur-Loire

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de fonds de concours avec la Région Centre-Val de Loire relative à sa participation financière d'un montant maximal de 150 000 €, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer, au nom du Département du Loiret, la convention mentionnée à l'article 2.

CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS

Convention n°

Chapitre :

Article :

Opération :

Montant :

ENTRE

LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE représentée par le Président du Conseil régional, **Monsieur François BONNEAU**, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente régionale en date du 7 juillet 2019 (CPR n°19.07.11.81), ci-après dénommée « La Région »,

d'une part,

ET

LE DEPARTEMENT DU LOIRET, sis 15 Rue Eugène Vignat, 45000 ORLEANS , représentée par le Président en exercice **Monsieur Marc GAUDET**, agissant es-qualité, en vertu d'une délibération de l'Assemblée plénière N° en date du 12 juillet 2019,

Ci-après dénommé « Le Département »

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1611-4 et L.4221-1,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

VU le Budget régional et ses éventuelles décisions modificatives,

Vu la délibération DAP n°16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région Centre-Val de Loire,

Vu la délibération DAP n° 18.05.09 du 18 octobre 2018 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission Permanente ;

Vu la demande de versement d'un fonds de concours faite par le Département du Loiret le 5 février 2019

IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

PREAMBULE

Le Département du Loiret va aménager l'échangeur de CHATEAUNEUF SUR LOIRE, entre la RD 2060, la RD 952 et la RD2460. Ce projet intègre une branche supplémentaire d'accès au nouveau lycée qui sera construit. Le surcoût généré par l'augmentation de la dimension du giratoire et la branche d'accès supplémentaire est estimé par le Département à 150 000 euros HT.

Article 1 – Objet de la convention

- 1.1. La Région a décidé de subventionner le département du Loiret pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'échangeur de CHATEAUNEUF SUR LOIRE, entre la RD 2060, la RD 952 et la RD2460. Ils consistent notamment à créer une branche supplémentaire d'accès au nouveau lycée (Cf annexe 1 plan d'aménagement).
- 1.2 Le bénéficiaire, en acceptant le fonds de concours, s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1 ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

Article 2 – Montant de la participation financière de la Région

- 2.1 Le montant de la participation financière de la Région à l'action définie à l'article 1 s'élève à 150 000 euros HT sur une dépense subventionnable de 1 790 000 Euros HT.
- 2.2 Le plan de financement prévisionnel de l'action, qui indique, à titre indicatif, de façon claire et détaillée l'ensemble des dépenses prévues avec une ventilation chiffrée par poste et l'ensemble des recettes prévues, est détaillé à l'annexe I et fait partie intégrante de la présente convention.

Le coût du projet est estimé à la somme de **1 790 000 Euros HT**.

Article 3 – Conditions d'utilisation du fonds de concours

- 3.1 Le bénéficiaire s'engage à utiliser le fonds de concours octroyé exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivé.
- 3.2. Le bénéficiaire du fonds de concours tel que défini à l'article 2 de la présente convention, ne peut en employer tout ou partie au profit d'un autre organisme privé, association, société ou œuvre,
- 3.3 Le bénéficiaire accepte que le fonds de concours ne puisse en aucun cas donner lieu à profit et qu'il soit limité au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses de l'action.
- 3.4 Le bénéficiaire s'engage, en respectant la charte graphique de la Région, à mentionner le soutien financier de la région sur tout document officiel destiné à des tiers relatif à l'action subventionnée.

- 3.5 Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action
- 3.6 Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Région et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.
- 3.7 La bénéficiaire s'engage à respecter les règles de mise en concurrence pour les prestations nécessaires à la réalisation de l'opération subventionnée.

Article 4 – Modalités de versement

- 4.1 Le fonds de concours est versé au bénéficiaire par la Région comme suit :
- 100 % de la participation financière sur présentation
 - d'un plan de récolement attestant la création de la branche pour l'accès au futur lycée.
 - d'un état récapitulatif des dépenses accompagné d'un bilan financier dûment signés par un représentant habilité
- 4.2 Dans l'hypothèse où le montant des réalisations serait inférieur aux prévisions, la subvention régionale serait réduite au prorata.
- 4.3 Les paiements dus par la Région au titre de la présente convention seront versés par le Payeur régional du Centre sur le compte suivant du bénéficiaire :
- Numéro de compte : IBAN : FR613000100615C454000000051
- Nom du titulaire du compte : Paierie Départementale

Article 5 – Modalités de contrôle

- 5.1 La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.
- 5.2 Le bénéficiaire accepte que la Région puisse contrôler l'utilisation qui a été faite du fonds de concours pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter de la date d'achèvement de la convention.
- 5.3 Le bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Région ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites ou locaux où l'action est ou a été réalisée ainsi qu'au siège de l'organisme bénéficiaire.
- 5.4 Le bénéficiaire s'engage à informer la Région de toute modification liée à son statut ou à l'exécution de la présente convention.

Article 6 – Durée de la convention

- 6.1 L'action a une durée estimée à 4 mois à compter de sa date prévisionnelle de début : à la date de sa signature
- 6.2 La convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties et s'achève après le versement de la participation de la Région.
- 6.3 Le bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement du solde par la Région.

Article 7 – Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 8 – Dénonciation et Résiliation de la convention

- 8.1 Le bénéficiaire peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, moyennant un préavis écrit de deux mois et sans être tenu à une quelconque indemnité à ce titre. Dans ce cas le bénéficiaire n'a droit qu'à la partie de la subvention correspondant à l'exécution partielle de l'action.
- 8.2 La Région peut décider, après mise en demeure écrite restée sans effet pendant une durée de 30 jours, de mettre un terme à la convention en cas d'inexécution injustifiée par le bénéficiaire d'une des obligations qui lui incombent.
- 8.3 La Région peut de même mettre fin à la convention, sans préavis ni indemnité quelconque de sa part, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir le fond de concours prévu dans la convention.
- 8.4 Dans l'ensemble de ces hypothèses, les conditions de remboursement du fonds de concours s'effectuent, le cas échéant, selon les modalités définies à l'article 9.1.

Article 9 – Modalités de remboursement du fonds de concours

- 9.1 En cas de résiliation de la convention, la Région se réserve le droit de demander, sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.
- 9.2 La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme du fonds de concours ou de non transmission des pièces justificatives dans le délai imparti.

Article 10 - Litiges

- 10.1 En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable, dans un délai de 45 jours.
- 10.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif d'ORLEANS.

Article 11 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- La présente convention,
- L'annexe 1 : Plan de l'aménagement,
- L'annexe 2 : plan de financement.

Article 12 – Dispositions finales

- 12.1 Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.
- 12.2 En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.
- 12.3 Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article 7, la présente convention ainsi que l'annexe en faisant partie intégrante, expriment l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.
- 12.4 Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie, à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

**Fait à Orléans, le .../.../...
en autant d'exemplaires que de parties**

POUR LE BENEFICIAIRE,

**Le Président du Conseil départemental
du Loiret**

POUR LA REGION,

Le Président du Conseil régional,

Marc GAUDET

François BONNEAU

Les informations recueillies feront l'objet de traitements informatiques destinés à la subvention (pour les travaux d'aménagement de l'échangeur de CHATEAUNEUF SUR LOIRE). Les traitements ont pour base juridique la présente convention. Les destinataires des données sont la DGEEVC de la Région, responsable du traitement. Les informations recueillies seront conservées pendant 5 ANS.

En cas de refus de communication des données obligatoires, la subvention (pour les travaux d'aménagement de l'échangeur de CHATEAUNEUF SUR LOIRE) ne pourra être traitée. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition pour des motifs légitimes, de limitation des traitements et de portabilité des informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer par courrier en vous adressant au délégué à la protection des données de la Région Centre-Val de Loire 9 rue Saint-Pierre Lentin CS94117, 45041 ORLEANS Cedex 1 en joignant une copie de votre pièce d'identité. Vous êtes informé de votre droit d'introduire toute réclamation auprès de la Commission Nationale de L'informatique et des Libertés (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS Cedex 07).

Mise en service été 2019

- Aire de covoiturage supprimée
- Rue des Grands champs
- RD 2060
- Vers Orléans
- Suppression des tournes à gauche
- Création d'un giratoire
- RD 952
- Voie supplémentaire
- Nouvelle aire de covoiturage
- Vers Gien
- Projet de lycée
- RD 2060
- Rue des Prés bas
- Rue Vers Châteaufort Lotte
- Vers Orléans

PLAN DE FINANCEMENT AMENAGEMENT ECHANGEUR DE CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE ENTRE LES RD2060, RD952 ET RD2460				
N°	Désignation	CD 45	Région Centre Val de Loire	Coût Total (€ HT)
1	Etudes	95 000 €		95 000 €
2	Foncier	5 000 €		5 000 €
3	Travaux de Terrassement, Assainissement, Chaussée	1 505 000	150 000 €	1 400 000 €
4	Mesures environnementales			110 000 €
5	Signalisation, éclairage			115 000 €
6	Aménagements paysagers			30 000 €
7	Contrôles d'exécution	35 000 €		35 000 €
Total € H.T.		1 640 000 €	150 000 €	1 790 000 €

A 03 - Déplacement au congrès national de la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) à Nice - Mandat spécial - Indemnités des déplacements des élus

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de donner mandat spécial aux 2 Conseillers départementaux, dont la liste est jointe en annexe, pour effectuer sur une durée de 3 jours, du 1^{er} au 3 octobre 2019, un déplacement au Congrès national de la FNCCR à Nice.

Article 3 : Il est pris acte du programme du déplacement, tel que joint en annexe à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'autoriser la prise en charge par le Département du Loiret des frais de séjours et de transports engagés, sur justificatif de la durée réelle du déplacement, conformément aux dispositions du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 et, le cas échéant, la prise en charge par le Département des autres dépenses liées à l'exercice de ce mandat spécial, sur présentation d'un état de frais, dans la limite des frais liés à l'exercice de la mission définie effectivement engagés, dans les conditions fixés par les articles L. 312-19 et R. 3123-20 du Code général des collectivités territoriales.

Article 5 : Il est décidé d'imputer cette prise en charge des frais réels sur le budget départemental, chapitre 63, article 6532, pour les Conseillers départementaux et au chapitre 011, nature 6251 pour l'agent du Département.

Liste des participants au déplacement du 1^{er} au 3 octobre 2019

- M. Philippe VACHER, Conseiller départemental, membre de la Commission des Bâtiments, des Routes, Canaux et Déplacements,
- M. Michel GUÉRIN, Conseiller départemental, membre de la Commission des Bâtiments, des Routes, Canaux et Déplacements.

<p>Programme du Déplacement au Congrès triennal du 1^{er} au 3 octobre 2019 au Centre de Congrès à Nice</p>

Mardi 1^{er} octobre

7 h 00 : Départ de l'Hôtel du Département en direction d'Orly avec un chauffeur du Département

10 h 00 : Départ d'Orly en Direction de Nice

12 h 00 : Arrivée à l'Aéroport de Nice

Déplacement en transport en commun au Centre de congrès de Nice

Soir : Déplacement en transport en commun à l'Hôtel avec les élus de l'Entente Territoire Energie
Centre-Val de Loire

Mercredi 2 octobre

Matin : Déplacement en transport en commun au Centre de congrès de Nice

Soir : Déplacement en transport en commun à l'Hôtel.

Jeudi 3 octobre

Matin : Déplacement en transport en Commun à l'aéroport de Nice

13 h 00 : Départ de l'aéroport de Nice en Direction d'Orly

15 h 00 : Atterrissage à Orly

Fin d'après-midi : Retour à l'Hôtel du Département avec un chauffeur du Département

A 04 - Politique G07 - Adapter le patrimoine au besoin : Orléans - Abrogation de la délibération A07 de la Commission permanente du 1^{er} mars - Cession de la propriété sise 85 rue du faubourg Saint-Jean

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : La délibération n°A07 de la Commission permanente du 1^{er} mars 2019, votant l'attribution de la vente de la propriété sise 85 rue du faubourg Saint-Jean à Orléans, au profit des conjoints RICHARD/DEGREGORIO est abrogée.

Article 3 : Il est décidé de vendre la propriété sise 85 rue du faubourg Saint-Jean à Orléans, d'une surface de 725 m² cadastrée AH 758, à Monsieur et Madame Paul MENON-BERTHEUX, domiciliés 20 rue Pierre Brossolette, 92 300 Levallois-Perret, pour un montant de 416 000 € net vendeur.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer une promesse de vente, l'acte de vente et toutes pièces nécessaires à la vente de ce bien.

Article 5 : La recette liée à la vente de ce bien sera imputée sur l'action G0701102 - chapitre 77 - nature 775.

A 05 - Déviation RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel - Acquisition - Indemnisation

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 28 voix pour et 1 voix contre.

Article 2 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de Madame Pascale BRACQUEMOND épouse VILAINÉ née le 30/03/1959 à Férolles (45) et Monsieur Jean-Edouard BRACQUEMOND né le 30/09/1960 à Férolles (45), des parcelles sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrées AC 498 de 16 696 m² et AC 506 de 14 075 m² sous DUP (ces parcelles sont issues de la division des parcelles AC 214 de 89 252 m² et AC 218 de 96 790 m²) et ZE 316 de 46 665 m², ZE 317 de 39 547 et AC 500 de 33 009 m² hors DUP, soit au total 30 771 m² sous DUP et 119 221 m² hors DUP au prix de 68 475 €.

Article 3 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de Monsieur Jean-Edouard BRACQUEMOND né le 30/09/1960 à Férolles (45), Monsieur Baptiste BRACQUEMOND né le 30/06/1991 à Orléans (45) et Monsieur Pierre-Marie BRACQUEMOND né le 17/02/1988 à Orléans (45), de la parcelle sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrée AC 511 de 998 m² sous DUP (cette parcelle est issue de la division de la parcelle AC 461 de 12 182 m²) au prix de 719 €.

Article 4 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de Madame Pascale BRACQUEMOND épouse VILAINÉ née le 30/03/1959 à Férolles (45) de la parcelle sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrée ZB 111 de 936 m² sous DUP (cette parcelle est issue de la division de la parcelle ZB 103 de 51 574 m²) au prix de 585 €.

Article 5 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à l'EARL J-E BRACQUEMOND sise « le Marchais Luré » à Marcilly-en-Villette (45), immatriculée au RCS sous le SIREN 481 404 101 000 18, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrée AC 506 de 14 075 m² sous DUP, d'une superficie exploitée de 1,25 ha, pour un montant de 6 474 €.

Article 6 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à l'EARL J-E BRACQUEMOND sise « le Marchais Luré » à Marcilly-en-Villette (45), immatriculée au RCS sous le SIREN 481 404 101 000 18, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrée ZE 316 de 46 665 m² hors DUP, d'une superficie exploitée de 1,28 ha, pour un montant de 6 630 €.

Article 7 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à l'EARL J-E BRACQUEMOND sise « le Marchais Luré » à Marcilly-en-Villette (45), immatriculée au RCS sous le SIREN 481 404 101 000 18, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrée AC 511 de 998 m² sous DUP, pour un montant de 517 €.

Article 8 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de la SCI PUIZEAUX, sis Samatha à Sandillon, SIREN 753 651 314, représentée par son Gérant Monsieur Cédric BURTE ou toute personne s'y substituant, des parcelles sur la commune de Sandillon, cadastrées ZH 28 de 2 138 m², ZH 30 de 4 368 m² et ZI 127 de 302 m² sous DUP, soit au total 6 808 m² au prix de 4 866 €.

Article 9 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à la Pépinière de Vilde sise Route de Saint-Cyr-en-Val (D14) à Sandillon (45), immatriculée au RCS sous le SIREN 394 391 015, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction des parcelles, sur la commune de Sandillon, cadastrée ZH 28 de 2 138 m², ZH 30 de 4 368 m² et ZI 127 de 302 m² sous DUP, soit au total 6 808 m², pour un montant de 3 488 €.

Article 10 : Il est décidé d'abroger l'article 3 de la délibération n°A07 de la Commission permanente du vendredi 24 mai 2019 du Conseil Départemental du Loiret, pour sa partie concernant le compte de propriété de l'Indivision de BEAUCORPS.

Article 11 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de l'indivision de BEAUCORPS des parcelles sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrées AB 270 de 6 407 m², AB 282 de 3 051 m², AB 285 de 9 200 m², AB 296 de 9 686 m² et ZC 715 de 9 787 m² sous DUP et les parcelles cadastrées AB 284 de 1 239 m² et AB 297 de 5 847 m² hors DUP au prix de 49 882 €.

Article 12 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à Monsieur Jacques ROBERT, exploitant agricole, dont le siège social se situe « La Chevrie du Bruel » à Marcilly-en-Villette, SIREN 511 845 158, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Marcilly-en-Villette, cadastrée AE 450 de 9 361 m² sous DUP, pour un montant de 6 350 €.

Article 13 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à Monsieur Jacques ROBERT, exploitant agricole, dont le siège social se situe « La Chevrie du Bruel » à Marcilly-en-Villette, SIREN 511 845 158, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Marcilly-en-Villette, cadastrée AE 456 de 2 758 m² sous DUP, pour un montant de 2 488 €.

Article 14 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention d'éviction (ci-annexée) à Monsieur Jacques ROBERT, exploitant agricole, dont le siège social se situe « La Chevrie du Bruel » à Marcilly-en-Villette, SIREN 511 845 158, visant à l'indemniser de l'ensemble des préjudices subis du fait de son éviction de la parcelle, sur la commune de Sandillon, cadastrée F 495 de 12 501 m² sous DUP, pour un montant de 7 920 €.

Article 15 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à la réalisation de la délibération.

Article 16 : La dépense correspondante sera imputée sur l'opération DEV Jargeau (père : 1999-00561 fille : 2003-0009).

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

SAINT DENIS DE L HOTEL – T 073 – INDIVISION BRACQUEMOND_Ss DUP

CONVENTION D'ÉVICTION – emprise sous DUP

Entre les soussignés :

E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND, « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS sous le numéro SIREN
481 404 101 000 18,

Représentée par Jean-Edouard BRACQUEMOND
Dont le siège social se situe « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE

D'UNE PART

ET

Le Département du Loiret, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté par Eric GAUTHIER, Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine, en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour, consolidé par arrêté du 27 octobre 2017 et reconduit par arrêté du 14 novembre 2017.

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « ***l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés*** ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par la société **E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND**, du fait de son éviction.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de SAINT DENIS DE L'HÔTEL (Loiret)

Anciennes numérotations					Nouvelles numérotations				
					Emprise sous DUP		Hors emprise DUP		
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit	Surf m²	Section et n°	Surface en m²	Section et n°	Section et n°	Surface en m²
AC	218	T	Les Penillons	96790	AC 506	14 075	AC 505	ZE 315	17 670
								ZE 316	46 665
							AC 507	AC 507	18 380
Total en m²						14 075			

La surface agricole déclarée à la MSA (décembre 2017) pour la parcelle AC 218 est de 5,50 ha.
La surface sous emprise DUP en production agricole est estimée à **1,25 ha**, comprise dans la surface de la parcelle AC 506 sous DUP.

Ainsi, que ces parcelles figurent sur l'extrait de plan parcellaire annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- Le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre ;
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1er septembre 2018 et le 31 août 2019, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

***L'indemnité d'exploitation**

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* **Six (6) années pour les départements du LOIRET**, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration vise à porter l'indemnité à huit (8) années de marge brute.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 27 septembre 2018 applicable pour la période du 1er septembre 2018 au 31 août 2019, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> (8 années de Marge Brute)
Orléanais (<i>St Denis de l'Hôtel</i>) Sologne (<i>Marcilly en Villette</i>)	5 179 €/ha

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **1 ha 25 a**

L'indemnité globale d'éviction à l'hectare est de :

Parcelle AC 506, emprise agricole sous DUP	1,25 ha x 5 179 €/ha	6 473,75 €
Montant total arrondi à		6 474 €

Le montant total de l'indemnité d'éviction est donc de

6 474 € (SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera réglée par le Département du Loiret à l'exploitant sur production de la présente convention d'éviction dûment signée, puis validée en commission permanente du Conseil Départemental.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, **ce dernier transmettra un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du Loiret.**

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'Exploitant s'engage à mettre l'Immeuble désigné à disposition du Département du Loiret à compter :

- de la signature de la présente convention
- Ou
- à la date de récolte de la culture en place au jour de la signature de la présente convention

L'Exploitant reconnaît avoir été informé des risques d'expulsion qu'il encourt en cas de non respect de ses engagements concernant la libération des lieux.

CONDITIONS PARTICULIERES

.....

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

SDH_T 074_Ind Bracquemond

CONVENTION D'ÉVICTION – emprise sous DUP

Entre les soussignés :

E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND, « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS sous le numéro SIREN
481 404 101 000 18,

Représentée par Jean-Edouard BRACQUEMOND
Dont le siège social se situe « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE

D'UNE PART

ET

Le Département du Loiret, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans
(Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN
224 500 017.

Représenté par Eric GAUTHIER, Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine, en vertu d'un arrêté
du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du
Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour,
consolidé par arrêté du 27 octobre 2017 et reconduit par arrêté du 14 novembre 2017.

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921
entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16
septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « ***l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés*** ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par la société **E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND**, du fait de son éviction.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de SAINT DENIS DE L'HÔTEL (Loiret)

Anciennes numérotations					Nouvelles numérotations				
					Emprise sous DUP		Hors emprise DUP		
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit	Surf m²	Section et n°	Surface en m²	Section et n°	Section et n°	Surface en m²
AC	218	T	Les Penillons	96790	AC 506	14 075	AC 505	ZE 315	17 670
								ZE 316	46 665
							AC 507	AC 507	18 380
Total en m²						14 075			

Dont,

Commune de SAINT DENIS DE L'HÔTEL (Loiret) **Parcelles hors DUP**

Parcelles acquises hors DUP				
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit	Surf m²
ZE	316	Terre	Les Penillons	46 665
Total				46 665

La surface agricole déclarée à la MSA (décembre 2017) pour la parcelle AC n°218 est de 5,50 ha.

La surface agricole HORS emprise DUP en production agricole est estimée à 1,28 ha, comprise dans la surface de la parcelle nouvelle : ZE n° 316.

Ainsi, que ces parcelles figurent sur l'extrait de plan parcellaire annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- Le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre ;
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1er septembre 2018 et le 31 août 2019, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

***L'indemnité d'exploitation**

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* Six (6) années pour les départements du LOIRET, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration porte l'indemnité à **huit (8) années de marge brute**.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 27 septembre 2018 applicable pour la période du 1er septembre 2018 au 31 août 2019, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> (8 années de Marge Brute)
Orléanais (<i>St Denis de l'Hôtel</i>) Sologne (<i>Marcilly en Vilette</i>)	5 179 € / ha

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **1 ha 28 a**

L'indemnité globale d'éviction à l'hectare est de :

Parcelle ZE 316, emprise agricole hors DUP	1,28 ha x 5 179 €/ha	6 629,12 €
Montant total arrondi à		6 630 €

Le montant total de l'indemnité d'éviction est donc de

6 630 € (SIX MILLE SIX CENT TRENTE EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera réglée par le Département du Loiret à l'exploitant sur production de la présente convention d'éviction dûment signée, puis validée en commission permanente du Conseil Départemental.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, **ce dernier transmettra un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du Loiret.**

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'Exploitant s'engage à mettre l'Immeuble désigné à disposition du Département du Loiret à compter :

- de la signature de la présente convention
- OU
- à la date de récolte de la culture en place au jour de la signature de la présente convention

L'Exploitant reconnaît avoir été informé des risques d'expulsion qu'il encourt en cas de non respect de ses engagements concernant la libération des lieux.

CONDITIONS PARTICULIERES

.....

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

SAINT DENIS DE L HOTEL – T 073 – INDIVISION BRACQUEMOND – Hors DUP

CONVENTION D'ÉVICTION – emprise hors DUP

Entre les soussignés :

E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND, « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS sous le numéro SIREN
481 404 101 000 18,

Représentée par Jean-Edouard BRACQUEMOND
Dont le siège social se situe « Le Marchais Luré » 45240 MARCILLY EN VILLETTE

D'UNE PART

ET

Le Département du Loiret, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté par Eric GAUTHIER, Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine, en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour, consolidé par arrêté du 27 octobre 2017 et reconduit par arrêté du 14 novembre 2017.

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « ***l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés*** ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par la société **E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND**, du fait de son éviction.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de SAINT DENIS DE L'HÔTEL (Loiret)

Commune de SAINT-DENIS-DE-NOYELLE (59107)											
Ancienne Référence cadastrale					N° du plan	Nouvelle Référence cadastrale					
						Surface acquise			Surface non acquise		
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		Sect°	n°	N° Empr. m²	Sect°	n°	N° Surf. m²
AC	461	T	Les Penillons	12182	28	AC	511	998	AC	510	r 11184
Total en m²								998			

Ainsi, que ces parcelles figurent sur l'extrait de plan parcellaire annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- Le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre ;
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1er septembre 2018 et le 31 août 2019, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

***L'indemnité d'exploitation**

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* Six (6) années pour les départements du LOIRET, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration porte l'indemnité à **huit (8) années de marge brute**.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 27 septembre 2018 applicable pour la période du 1er septembre 2018 au 31 août 2019, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> (8 années de Marge Brute)
Orléanais (<i>St Denis de l'Hôtel</i>) Sologne (<i>Marcilly en Vilette</i>)	5 179 €

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **9 a 98 ca**

L'indemnité globale d'éviction à l'hectare est de :

Parcelle AC 511, emprise sous DUP	0,0998 ha x 5 179 € / ha	516,86 €
Montant total arrondi à		517 €

Le montant total de l'indemnité d'éviction est donc de

517 € (CINQ CENT DIX SEPT EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera réglée par le Département du Loiret à l'exploitant sur production de la présente convention d'éviction dûment signée, puis validée en commission permanente du Conseil Départemental.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, **ce dernier transmettra un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du Loiret.**

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'Exploitant s'engage à mettre l'Immeuble désigné à disposition du Département du Loiret à compter :

- de la signature de la présente convention

L'Exploitant reconnaît avoir été informé des risques d'expulsion qu'il encourt en cas de non respect de ses engagements concernant la libération des lieux.

CONDITIONS PARTICULIERES

.....

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et spécialement pour toutes les notifications à faire en vertu du présent acte, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile figurant en tête des présentes.

Fait sur 3 pages,
En 3 exemplaires originaux.

E.A.R.L. J-E BRACQUEMOND Représentée par Jean-Edouard BRACQUEMOND	LE BENEFICIAIRE Le Département du LOIRET
A..... Le	A..... Le.....
Signature du PROMETTANT précédée de la mention manuscrite « <i>Lu et approuvé</i> »	Signature du BENEFICIAIRE (représentant du Département du Loiret)



**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

CONVENTION D'ÉVICTION

Commune de SANDILLON

Entre les soussignés :

PEPINIERE DE VILDE,

Dont le siège social se situe : **Route de Saint Cyr à vannes (D14) ; 45640 SANDILLON.**

Exploitant agricole

Identifiée au SIREN sous le numéro 394 391 015 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ORLEANS

D'UNE PART

ET

Le Département du LOIRET, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté à l'acte par Monsieur Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « ***l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés*** ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par la PEPINIERE DE VILDE, du fait de son éviction.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de SANDILLON (Loiret)

SITUATION ANCIENNE			SITUATION NOUVELLE							
			EMPRISE					HORS EMPRISE		
			Acquisition					Non acquis		
Section	N°	Surf m²	Section	N°	Nature	Lieu-dit	Empr. m²	Section	N°	Surf. m²
ZH	16	79453	ZH	28	T	Terres de Bardy	2138	ZH	29	77315
ZH	17	22447	ZH	30	T	Terres de Bardy	4368	ZH	31	18079
ZI	80	222474	ZI	127	T	Terres de Puiseaux	302	ZI	126	222172
Total en m²							6808			

Ainsi, que cette parcelle figure sur l'extrait de plan parcellaire ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre ;
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1^{er} septembre 2016 et le 31 août 2017, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

*L'indemnité d'exploitation

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.
La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* **Six (6) années pour les départements du LOIRET**, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration vise à porter l'indemnité à huit (8) années de marge brute.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

***L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales**

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrière fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 14 septembre 2016 applicable pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare) (8 années de Marge Brute)</u>
Val de Loire (<i>Sandillon / Mardié</i>)	5.123 €

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

1- INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **68 a 08 ca**

a. Le montant de l'indemnité globale d'éviction est de : 4 328 €/ha x 0,6808 ha = 2 946,50 €

- b. Le montant de l'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales est de : 795 €/ha x 0,6808 ha = 541 €
- c. L'indemnité globale d'éviction est de : 2 946,50 € + 541 € = **3 487,74 €**

2- LE MONTANT DE L'INDEMNITE D'EVICION EST : 3 487,74 €

Arrondi à la somme de :

3 486 € (TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera versée à l'exploitant après que l'acte de cession aura été signé par le propriétaire et par le Département du LOIRET, sur production de la présente convention d'éviction dûment signée et validée en commission permanente du Conseil Départemental du LOIRET.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, ce dernier transmettra **un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du LOIRET**.

Le soussigné reconnaît que la présente indemnité couvre l'intégralité du préjudice objet de la présente convention et résultant de l'emprise mentionnée ci-dessus, et vaut quittance entière et définitive au profit du Département du LOIRET.

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'exploitant des parcelles désignées dans la présente convention s'engage à mettre les lieux à disposition du Département du LOIRET à dater de

- la signature de la présente convention

Ou

- de la date de récolte de la culture en place prévue le

Si l'Exploitant n'a pas quitté les lieux à cette date, Département du LOIRET pourra mettre en œuvre à son encontre une procédure d'expulsion judiciaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse passé un délai de 15 jours courant à compter de sa présentation à l'Exploitant.

Toutefois le Département du LOIRET aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter du si le transfert de propriété n'est pas réalisé à cette date.

CONDITIONS PARTICULIERES

Si une amélioration de fond existe (exemple : drainage) celle-ci fera l'objet d'une indemnisation via un bulletin de règlement d'indemnité.

.....

VALIDITE DES PRESENTES

Le présent engagement est valable jusqu'à la libération effective des terrains par l'Exploitant telle que fixée précédemment et sera considérée comme nulle et non avenue au cas où le Département du LOIRET ne donnait pas suite à l'acquisition dudit Immeuble.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et spécialement pour toutes les notifications à faire en vertu du présent acte, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile figurant en tête des présentes.


Fait sur 5 pages,
En 3 exemplaires originaux.

Signature du PROMETTANT,

A *Sauzillon* , Le *15/05/2019*

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

Le gérant de la Pépinière de Vilde :

Lu et approuvé


Signature du BENEFICIAIRE

A *Eric Gauthier* , Le ,

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

DEPARTEMENT DU LOIRET,
Représenté par Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

CONVENTION D'ÉVICTION

Commune de MARCILLY EN VILLETTE

Entre les soussignés :

ROBERT Jacques,

Exploitant agricole

Dont le siège social se situe « LA CHEVRIE DU BRUEL » 45240 MARCILLY EN VILLETTE.

D'UNE PART

ET

Le Département du LOIRET, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté à l'acte par Monsieur Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « ***l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés*** ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par Jacques ROBERT, du fait de son éviction.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de MARCILLY EN VILLETTE (Loiret)

Ancienne Référence cadastrale					N° du plan	Nouvelle Référence cadastrale			
						Surface acquise en m²		Surface non acquise	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		Sect	n°	Empr.m²	Sect n° Surf. m²
AE	137	T	La Chevie	54 218	5	AE	450	9 361	AE 451 44 857
Total en m²								9 361	

Ainsi, que cette parcelle figure sur l'extrait de plan parcellaire ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre. L'avenant n°12 au protocole signé le 20 août 2018 et applicable à partir du 1^{er} septembre 2018.
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1^{er} septembre 2016 et le 31 août 2017, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

*L'indemnité d'exploitation

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* **Six (6) années pour les départements du LOIRET**, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration vise à porter l'indemnité à huit (8) années de marge brute.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

***L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales**

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 14 septembre 2016 applicable pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> (8 années de Marge Brute)
Sologne (<i>Marcilly en Vilette</i>)	5.317 €

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

1- INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **93 a 61 ca**

a. Le montant de l'indemnité globale d'éviction est de : $5\,317 \text{ €/ha} \times 0,9361 \text{ ha} = 4\,977,24 \text{ €}$

b. Le montant de l'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales est de : 795 €

c. L'indemnité globale d'éviction est de : $4\,977,24 \text{ €} + 795 \text{ €} = 5\,772,24 \text{ €}$

2- SUPPLEMENT POUR EXISTENCE DE BAIL

Le bail rural concernant la parcelle AE 440 à Marcilly en Vilette a pris effet à partir du 01-11-1991 pour une durée de 18 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 9 ans. La date fin du prochain renouvellement est fixé à la date du 30-10-2027. La durée du bail restant à courir est comprise entre 5 et 9 ans.

Majoration de 10 % de l'indemnité d'éviction pour existence de bail : $5\,772,24 \text{ €} \times 10\% = 577,24 \text{ €}$

3- LE MONTANT DE L'INDEMNITE D'EVICION EST : $5\,772,24 \text{ €} + 577,24 \text{ €} = 6\,349,46 \text{ €}$

Arrondi à la somme de :

6 350 € (SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera versée à l'exploitant après que l'acte de cession aura été signé par le propriétaire et par le Département du LOIRET, sur production de la présente convention d'éviction dûment signée et validée en commission permanente du Conseil Départemental du LOIRET.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, ce dernier transmettra **un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du LOIRET.**

Le soussigné reconnaît que la présente indemnité couvre l'intégralité du préjudice objet de la présente convention et résultant de l'emprise mentionnée ci-dessus, et vaut quittance entière et définitive au profit du Département du LOIRET.

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'exploitant des parcelles désignées dans la présente convention s'engage à mettre les lieux à disposition du Département du LOIRET à dater de

- o la signature de la présente convention

Ou

x de la date de récolte de la culture en place prévue le ... 01 Août 2019

Si l'Exploitant n'a pas quitté les lieux à cette date, Département du LOIRET pourra mettre en œuvre à son encontre une procédure d'expulsion judiciaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse passé un délai de 15 jours courant à compter de sa présentation à l'Exploitant.

Toutefois le Département du LOIRET aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter du si le transfert de propriété n'est pas réalisé à cette date.

CONDITIONS PARTICULIERES

Si une amélioration de fond existe (exemple : drainage) celle-ci fera l'objet d'une indemnisation via un bulletin de règlement d'indemnité.

.....
.....
.....

VALIDITE DES PRESENTES

Le présent engagement est valable jusqu'à la libération effective des terrains par l'Exploitant telle que fixée précédemment et sera considérée comme nulle et non avenue au cas où le Département du LOIRET ne donnait pas suite à l'acquisition dudit Immeuble.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et spécialement pour toutes les notifications à faire en vertu du présent acte, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile figurant en tête des présentes.

Fait sur 5 pages,
En 3 exemplaires originaux.

Signature du PROMETTANT,

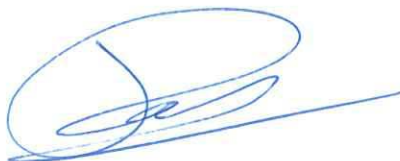
A Marciely en Villette, Le 05/06/2019

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

Monsieur Jacques ROBERT

lu et approuvé

X



Signature du BENEFICIAIRE

A, Le

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

DEPARTEMENT DU LOIRET,

Représenté par Eric GAUTHIER Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine.

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

CONVENTION D'ÉVICTION

Commune de MARCILLY EN VILLETTE

Entre les soussignés :

ROBERT Jacques,

Exploitant agricole

Dont le siège social se situe « LA CHEVRIE DU BRUEL » 45240 MARCILLY EN VILLETTE.

D'UNE PART

ET

Le Département du LOIRET, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté à l'acte par Monsieur Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « *l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés* ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par Jacques ROBERT, du fait de son éviction.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de MARCILLY EN VILLETTE (Loiret)

Ancienne Référence cadastrale					N° du plan	Nouvelle Référence cadastrale			
						Surface acquise en m²		Surface non acquise	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		Sect	n°	N° Empr.m²	Sect n° N° Surf. m²
AE	440	T	La Chevie	253743	7	AE	456	2 758	AE 457 250985
Total en m²								2 758	

(Signature)

Ainsi, que cette parcelle figure sur l'extrait de plan parcellaire ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments :

☐ OUI

☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre. L'avenant n°12 au protocole signé le 20 août 2018 et applicable à partir du 1^{er} septembre 2018.
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1^{er} septembre 2016 et le 31 août 2017, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

***L'indemnité d'exploitation**

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* **Six (6) années pour les départements du LOIRET**, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration vise à porter l'indemnité à huit (8) années de marge brute.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

Paraphes :

***L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales**

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 14 septembre 2016 applicable pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> (8 années de Marge Brute)
Sologne (<i>Marcilly en Villette</i>)	5.317 €

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

1- INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **27 a 58 ca**

- a. Le montant de l'indemnité globale d'éviction est de : $5\,317 \text{ €/ha} \times 0,2758 \text{ ha} = 1\,466,43 \text{ €}$
- b. Le montant de l'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales est de : 795 €
- c. L'indemnité globale d'éviction est de : $1\,466,43 \text{ €} + 795 \text{ €} = 2\,261,43 \text{ €}$

2- SUPPLEMENT POUR EXISTENCE DE BAIL

Le bail rural concernant la parcelle AE 440 à Marcilly en Villette a pris effet à partir du 01-11-1991 pour une durée de 18 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 9 ans. La date fin du prochain renouvellement est fixé à la date du 30-10-2027. La durée du bail restant à courir est comprise entre 5 et 9 ans.

Majoration de 10 % de l'indemnité d'éviction pour existence de bail : $2\,261,43 \text{ €} \times 10\% = 226,14 \text{ €}$

3- LE MONTANT DE L'INDEMNITE D'EVICION EST : $2\,261,43 \text{ €} + 226,14 \text{ €} = 2\,487,57 \text{ €}$
Arrondi à la somme de :

2 488 € (DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT HUIT EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera versée à l'exploitant après que l'acte de cession aura été signé par le propriétaire et par le Département du LOIRET, sur production de la présente convention d'éviction dûment signée et validée en commission permanente du Conseil Départemental du LOIRET.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, ce dernier transmettra **un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du LOIRET**.

Le soussigné reconnaît que la présente indemnité couvre l'intégralité du préjudice objet de la présente convention et résultant de l'emprise mentionnée ci-dessus, et vaut quittance entière et définitive au profit du Département du LOIRET.

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'exploitant des parcelles désignées dans la présente convention s'engage à mettre les lieux à disposition du Département du LOIRET à dater de

- o la signature de la présente convention

Ou

x de la date de récolte de la culture en place prévue le 01 Août 2019

Si l'Exploitant n'a pas quitté les lieux à cette date, Département du LOIRET pourra mettre en œuvre à son encontre une procédure d'expulsion judiciaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse passé un délai de 15 jours courant à compter de sa présentation à l'Exploitant.

Toutefois le Département du LOIRET aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter du si le transfert de propriété n'est pas réalisé à cette date.

CONDITIONS PARTICULIERES

Si une amélioration de fond existe (exemple : drainage) celle-ci fera l'objet d'une indemnisation via un bulletin de règlement d'indemnité.

.....
.....
.....

VALIDITE DES PRESENTES

Le présent engagement est valable jusqu'à la libération effective des terrains par l'Exploitant telle que fixée précédemment et sera considérée comme nulle et non avenue au cas où le Département du LOIRET ne donnait pas suite à l'acquisition dudit Immeuble.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et spécialement pour toutes les notifications à faire en vertu du présent acte, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile figurant en tête des présentes.

Fait sur 5 pages,
En 3 exemplaires originaux.

Signature du PROMETTANT,

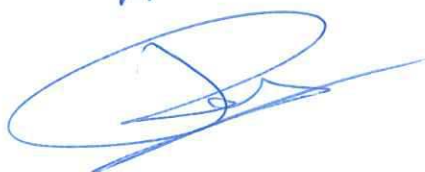
A Morciilly en Villelte, Le 05/06/2019,

Précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé »

Monsieur Jacques ROBERT

Lu et approuvé

X



Signature du BENEFICIAIRE

A, Le

Précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé »

DEPARTEMENT DU LOIRET,

Représenté par Eric GAUTHIER Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine.

**Aménagement de la déviation de la RD 921
entre
SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL et JARGEAU**

CONVENTION D'ÉVICTION
Commune de SANDILLON

Entre les soussignés :

ROBERT Jacques,

Dont le siège social se situe « LA CHEVRIE DU BRUEL » 45240 MARCILLY EN VILLETTE.
Exploitant agricole

SIREN : 511 845 158

D'UNE PART

ET

Le Département du LOIRET, personne morale de droit public, ayant son siège social à Orléans (Loiret), Hôtel du Département 15 rue Eugène Vignat (Orléans), identifié sous le numéro de SIREN 224 500 017.

Représenté à l'acte par Monsieur Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine en vertu d'un arrêté du 20 avril 2017 conférant délégation de signature au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devenu exécutoire par suite de sa transmission à la Préfecture du Loiret le même jour

D'AUTRE PART

LESQUELS ont convenus ce qui suit :

CONTEXTE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le Département du Loiret entend mener des travaux d'aménagement de la déviation de la RD 921 entre Saint-Denis-de-l'Hôtel et Jargeau sur 14,7 kms de long.

Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016 délivré par Monsieur le Préfet du Loiret.

Cette opération implique l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux.

EXPOSÉ PREALABLE

Aux termes du 1^{er} alinéa de l'article L.222-2 du code de l'Expropriation, « *l'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés* ».

Ainsi les baux existants sur les parcelles expropriées sont résolus de plein droit.

La présente convention vise à indemniser l'ensemble des préjudices subis par Jacques ROBERT, du fait de son éviction.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Commune de SANDILLON (Loiret)

Ancienne Référence cadastrale					N° du plan	Nouvelle Référence cadastrale					
						Surface acquise		Surface non acquise			
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		Sect	n°	Empr.m²	Sect	n°	Surf. m²
F	159	T	Le Petit Bruel	88 550	7	F	495	12 501	F	496	76049
Total en m²								12 501			

Ainsi, que cette parcelle figure sur l'extrait de plan parcellaire ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Présence de bâtiments : ☐ OUI ☒ NON

INDEMNISATION

Les Indemnités allouées dans la présente convention sont basées sur :

- le Protocole Régional en date du 28 juillet 2006, conclu entre la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre, les services fiscaux du LOIRET et la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Centre ;
- Le barème d'actualisation applicable entre le 1^{er} septembre 2016 et le 30 août 2017, conclue entre la Chambre d'Agriculture du LOIRET, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) du LOIRET, et la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre et du Département du LOIRET.

Les dispositions issues du Protocole Régional et de la Convention sont applicables au titre de l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières par toutes les collectivités et organismes tenus de solliciter l'avis du Service des Domaines.

Il résulte donc desdites dispositions que l'indemnité d'éviction comprend, d'une part, la perte de revenu subie par l'exploitant évincé pendant la période nécessaire au rétablissement d'une situation économique équivalente à celle qui précédait l'éviction, préjudice réparé par l'indemnité d'exploitation (destinée à compenser la perte de la possibilité d'exploiter, calculée en évaluant le préjudice à partir de la méthode des marges brutes) ; et, d'autre part, les pertes de fumures, arrières-fumures, amendements et façons culturales.

Les règles générales de calcul de l'indemnité d'éviction sont les suivantes :

*L'indemnité d'exploitation

Elle correspond à la perte de revenu subie par l'exploitant pendant le temps estimé nécessaire pour retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

L'appréciation de la perte de revenu s'apprécie en nombre d'années de marges brutes. Cette perte comprend à la fois le revenu net dont l'exploitant est privé et le montant des frais fixes d'exploitation ou charges de structure incompressibles qui demeurent identiques, même après expropriation.

La marge brute/hectare est évaluée d'après la méthode détaillée à l'annexe 2 du protocole.

La marge brute retenue est égale à la moyenne des marges brutes à l'hectare des cinq dernières années, abstraction faite de la meilleure et de la moins bonne.

Le nombre d'années de marge brute à retenir, est fixé comme suit :

- A compter du Premier Janvier 2008 :

* **Six (6) années pour les départements du LOIRET**, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

* Cinq (5) années pour les départements du Cher et de l'Indre.

Toutefois, une indemnité complémentaire peut être allouée au titre de préjudices particuliers exceptionnels que constitue, notamment, la création de voies publiques nouvelles dont l'emprise est de plus de quatre hectares.

Dans ce cadre exceptionnel, la majoration vise à porter l'indemnité à huit (8) années de marge brute.

En l'espèce, cette majoration sera donc appliquée.

***L'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales**

Elle s'ajoute à l'indemnité d'exploitation pour constituer la base de l'indemnité d'éviction.

Les fumures et arrières-fumures correspondent aux amendements et fumures restant en terre lors de la prise de possession résultant des apports d'engrais et amendements constituant l'enrichissement du sol. L'indemnité complémentaire est générée par les pratiques culturales.

L'indemnité allouée à ce titre se compose de la valeur à l'hectare des engrais et amendements (par référence aux comptes-types) de la dernière année connue, augmentée des valeurs résiduelles des quatre années antérieures estimées respectivement à 80, 60, 40, 20 % de la valeur retenue ci-avant.

Les apports végétaux correspondent aux résidus des cultures précédentes (chaumes). Les améliorations du fonds correspondent aux divers travaux qui ont pu être réalisés par l'exploitant (sous-solage, chaulage, etc.).

Forfaitairement, ces deux postes d'indemnité sont globalement évalués à la même valeur que celle retenue pour les fumures et arrières fumures.

Par conséquent, faisant application du barème forfaitaire à l'hectare fixé par la convention conclue le 14 septembre 2016 applicable pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017, et étant pris en compte, la réalisation d'une voie nouvelle dont l'emprise est supérieure à 4 hectares, il convient d'appliquer le barème suivant :

<u>Communes</u>	<u>Indemnité globale d'éviction (à l'hectare)</u> <u>(8 années de Marge Brute)</u>
Val de Loire (Sandillon / Mardié)	5.123 €

Ainsi l'Exploitant s'engage à libérer la/les parcelle(s) ci-dessus désigné(es), et déclare accepter sans aucune réserve l'indemnisation suivante, couvrant l'ensemble des préjudices subis :

1- INDEMNITE D'EVICION PRINCIPALE

La surface objet de l'indemnité d'éviction est : **1 ha 25 a 01 ca**

a. Le montant de l'indemnité globale d'éviction est de :
 $5\,123 \text{ €/ha} \times 1,2501 \text{ ha} = 6\,404,26 \text{ €}$

b. Le montant de l'indemnité compensatrice de la perte de fumures, arrières fumures, amendements et façons culturales est de : 795 €

c. L'indemnité globale d'éviction est de : $6\,404,26 \text{ €} + 795 \text{ €} = 7\,199,26 \text{ €}$

2- SUPPLEMENT POUR EXISTENCE DE BAIL

Le bail rural concernant la parcelle F 159 (nouvelle référence de l'emprise sous DUP : F 495) à Sandillon a pris effet à partir du 01-11-1991 pour une durée de 18 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 9 ans. La date La fin du prochain renouvellement est fixé à la date du 30-10-2027. La durée du bail restant à courir est comprise entre 5 et 9 ans.

Majoration de 10 % de l'indemnité d'éviction pour existence de bail : $7\,199 \text{ €} \times 10\% = 719,90 \text{ €}$

3- LE MONTANT DE L'INDEMNITE D'EVICION EST : $7\,199,26 \text{ €} + 719,90 \text{ €} = 7\,919,16 \text{ €}$
 Arrondi à la somme de :

7 920 € (SEPT MILLE NEUF CENT VINGT EUROS)

PAIEMENT

Cette indemnité sera versée à l'exploitant après que l'acte de cession aura été signé par le propriétaire et par le Département du LOIRET, sur production de la présente convention d'éviction dûment signée et validée en commission permanente du Conseil Départemental du LOIRET.

Le paiement sera réalisé, dans les formes et délais auxquels les personnes morales de droit public sont assujetties. Pour permettre le paiement du prix au locataire, ce dernier transmettra **un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal au Département du LOIRET.**

Le soussigné reconnaît que la présente indemnité couvre l'intégralité du préjudice objet de la présente convention et résultant de l'emprise mentionnée ci-dessus, et vaut quittance entière et définitive au profit du Département du LOIRET.

PRISE DE POSSESSION – ENGAGEMENT D'ABANDON DES LIEUX

L'exploitant des parcelles désignées dans la présente convention s'engage à mettre les lieux à disposition du Département du LOIRET à dater de

- o la signature de la présente convention

Ou

x de la date de récolte de la culture en place prévue le 01. Août 2019

Si l'Exploitant n'a pas quitté les lieux à cette date, Département du LOIRET pourra mettre en œuvre à son encontre une procédure d'expulsion judiciaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse passé un délai de 15 jours courant à compter de sa présentation à l'Exploitant.

Toutefois le Département du LOIRET aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter du si le transfert de propriété n'est pas réalisé à cette date.

CONDITIONS PARTICULIERES

Si une amélioration de fond existe (exemple : drainage) celle-ci fera l'objet d'une indemnisation via un bulletin de règlement d'indemnité.

.....
.....
.....

VALIDITE DES PRESENTES

Le présent engagement est valable jusqu'à la libération effective des terrains par l'Exploitant telle que fixée précédemment et sera considérée comme nulle et non avenue au cas où le Département du LOIRET ne donnait pas suite à l'acquisition dudit Immeuble.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et spécialement pour toutes les notifications à faire en vertu du présent acte, les parties font élection de domicile en leur siège ou domicile figurant en tête des présentes.

Fait sur 5 pages,
En 3 exemplaires originaux.

Signature du PROMETTANT,

A Mancilly en Villette, Le 05/06/2019,

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

Monsieur Jacques ROBERT

Lu et approuvé


Signature du BENEFICIAIRE

A, Le

Précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

DEPARTEMENT DU LOIRET,

Représenté par Eric GAUTHIER, agissant en sa qualité de Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine

A 06 - Montargis - Acquisition de l'ancienne école Sainte-Agnès pour l'évacuation des élèves du collège Chinchon

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'acquérir l'immeuble cadastré AN 1052 situé sur la commune de Montargis – Place des Récollets - au prix de 229 900 €. Les frais d'agence seront payés par le vendeur. Les frais d'acte notarié seront d'un montant d'environ 6 100 €, soit une dépense totale de 236 000 €.

Article 3 : Il est décidé d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à signer tous actes et pièces liés à cette acquisition.

Article 4 : Il est proposé d'affecter cette dépense d'un montant de 236 000 € sur une opération qui sera créée au titre de la décision modification n°2 d'octobre 2019 sur l'autorisation de programme 19-G0701101 – AP DOPAM.

A 07 - Régularisation de l'assiette foncière du collège Robert Goupil à Beaugency

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'acquérir la parcelle cadastrée section F n°630 d'une superficie de 1 209 m², appartenant à la commune de Beaugency, afin d'ajouter cette parcelle omise dans l'acte de vente de 2015, à l'assiette foncière du collège Robert Goupil.

Article 3 : Il est décidé d'accepter l'acquisition de ce bien à titre gratuit, conformément aux dispositions de l'article L. 213-3 du Code de l'éducation.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous actes et pièces liés à l'acquisition de cette parcelle.

Article 5 : La dépense liée aux frais d'acte d'un montant de 550 € HT, soit 660 € TTC, et frais de publication d'un montant de 42 € sans TVA, représentant un total de 592 € HT, soit 702 € TTC, sera engagée sur l'action G0701101 du budget départemental 2019.

A 08 - Adapter le patrimoine au besoin - Garantir une gestion active du patrimoine - Régularisation foncière du collège Pierre de Coubertin et mise en place d'une servitude au profit de la commune de Saint-Jean-de-Braye

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de transférer à titre gratuit au profit du Département et en vertu de l'article L. 213-3 du Code de l'éducation, les biens immobiliers du collège, constitués par les parcelles BM 545, 28, 29, 542, 16, 17, 22, 27, 30, 31, 32, 301, 537, pour une contenance de 22 180 m² actuellement propriété du SIVOM et BM 15 d'une surface de 1 457 m², appartenant actuellement à la Ville.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à authentifier tous actes administratifs relatifs à ces transferts de propriété.

Article 4 : Il est décidé de constituer une servitude de passage au profit de la Ville ou de toute personne habilitée par celle-ci pour la conduite des eaux pluviales, située sur la parcelle BM 544 – fonds dominant – et qui aboutit sur la parcelle BM 545 – fonds servant.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous actes, conventions et pièces liées à la mise en place de cette servitude.

Article 6 : Les dépenses correspondantes sont imputées sur le chapitre 11, nature 6188, action G0701101 du budget départemental 2019.

A 09 - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et le Département du Loiret pour des travaux d'adaptations fonctionnelles et techniques sur les bâtiments et leurs dépendances

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention telle qu'annexée à la présente délibération sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret et le Département du Loiret pour la réalisation de travaux d'adaptations fonctionnelles et techniques sur les bâtiments et leurs dépendances.

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU
LOIRET ET LE DEPARTEMENT DU LOIRET POUR DES TRAVAUX
D'ADAPTATIONS FONCTIONNELLES ET TECHNIQUES SUR LES BÂTIMENTS
ET LEURS DEPENDANCES**

**GROUPEMENT DE COMMANDES INTEGRE PARTIEL
(passation, signature et notification confiées au coordonnateur)**

ENTRE :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret domicilié 195 rue de la Gourdonnerie, 45400 FLEURY-LES-AUBRAIS, représenté par M. Marc GAUDET, président du Conseil d'administration dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n°

Ci-après dénommé « le SDIS »,

ET :

Le Département du Loiret domicilié 45945 ORLEANS, représenté par M. Marc GAUDET, président du Conseil Départemental, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du

Ci-après dénommé « le Département »

Préambule

Dans le cadre de la convention de partenariat entre le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret, les partenaires, soucieux d'optimiser leurs achats publics, ont souhaité créer des groupements de commandes pour leurs besoins communs en termes de travaux, fournitures et de services.

Article 1 : Objet du groupement de commandes

Il est constitué un groupement de commandes ayant pour objet :

- **les travaux d'adaptations fonctionnelles et techniques sur les bâtiments et leurs dépendances.**

Les travaux visés ne relèvent pas du champ d'application de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette dernière vise les travaux de construction neuve et fait explicitement références aux opérations de réhabilitation et de réutilisation.

Ce groupement de commandes est créé en vue de la passation de marchés de travaux ou accords cadres relatifs aux besoins présentés ci-dessus.

Ces bâtiments et leurs dépendances sont situés sur le territoire géographique du Département du Loiret.

Article 2 : Membres du groupement

Le groupement de commandes est constitué des signataires de la présente convention :

- le Département du Loiret,
- le Service départemental d'incendie et de secours du Loiret.

Article 3 : Coordonnateur du groupement

Est désigné comme coordonnateur :

- ☒ le Département du Loiret
- ☐ le Service départemental d'incendie et de secours du Loiret

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, à la signature et à la notification des marchés (à l'exception des marchés subséquents ou bons de commande fondés sur un accord-cadre) et accords-cadres cités en objet.

Chaque membre s'assure de la bonne exécution des marchés dans la limite de ses besoins propres.

Lorsque le présent groupement vise la conclusion d'accords-cadres, chaque membre s'assure de la bonne exécution desdits accords-cadres. A ce titre, chacun des membres est seul chargé, dans la limite de ses besoins propres, de la passation, de la notification et de l'exécution des marchés subséquents ou bons de commande fondés sur les accords-cadres en cause.

Article 4 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé :

- de centraliser les besoins des membres,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer les dossiers de consultation des entreprises,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des titulaires : publicité, analyse des candidatures et des offres, secrétariat et présidence de la commission d'appel d'offres, vérification de la situation des attributaires, information des candidats non retenus,
- d'assurer l'ensemble des opérations de fin de procédure : signature des marchés ou accords-cadres, transmission au contrôle de légalité, notification des marchés ou accords-cadres objet du groupement et communication des pièces aux autres membres, publication d'un avis d'attribution,
- de répondre le cas échéant des contentieux liés à la passation des marchés ou accords cadres,
- d'élaborer, signer et notifier les reconductions, affermissement de tranches, avenants ou résiliations éventuels,
- d'assurer le conseil technique aux membres du groupement lors de l'exécution des marchés et accords-cadres,
- de veiller à la conservation et à l'archivage des dossiers de marchés ou d'accords-cadres originaux selon les règles en vigueur.

Le coordonnateur s'engage à recueillir l'accord préalable des autres membres :

- sur les dossiers de consultation des entreprises et le rapport d'analyse des offres,
- sur les décisions de renouvellement ou d'affermissement de tranche.

Le coordonnateur veillera à solliciter des autres membres :

- l'autorisation de signature des marchés ou accords-cadres objet du groupement,
- l'autorisation de signature des avenants éventuels,
- le cas échéant, la décision de résiliation des marchés ou accords-cadres afférents.

Il est entendu que les missions définies ci-dessus ne s'étendent pas aux marchés subséquents fondés sur un accord-cadre. Ces derniers sont passés, conclus, notifiés et exécutés par chaque membre.

Article 5 : Obligations de chaque membre

Chaque membre du groupement s'engage à :

- établir le programme fonctionnel propre à ses besoins, préalablement à chaque procédure lancée,
- communiquer au coordonnateur une évaluation de ses besoins préalablement au lancement de chaque procédure de marché,
- valider le dossier de consultation des entreprises, participer à l'analyse technique des offres, valider le rapport d'analyse des offres,
- communiquer au coordonnateur sa décision en vue de la signature du marché avec le(s) cocontractant(s) choisi(s) par la commission d'appel d'offres,
- déléguer au coordonnateur la signature en son nom des marchés ou accords-cadres, à hauteur de ses besoins propres,
- exécuter les marchés ou accords-cadres (notamment, suivi et réception des prestations, acceptation et agrément des conditions de paiement des sous-traitants, application d'éventuelles pénalités de retard, etc...) dans la limite de ses besoins propres,
- dans le cas d'accords-cadres : passer, conclure et exécuter les marchés subséquents,
- assurer le paiement de l'avance forfaitaire, l'assiette correspondant au montant de ses besoins propres, assurer le paiement des prestations réalisées à son profit,
- tenir le coordonnateur informé de la bonne exécution des marchés ou accords-cadres,
- communiquer au coordonnateur sa décision en vue du renouvellement des marchés ou de l'affermissement de tranches dans le mois suivant la proposition du coordonnateur, l'absence de réponse vaut acceptation tacite de la reconduction,
- informer l'autre membre de la conclusion des avenants à l'accord-cadre spécifiques à l'exécution des prestations liées à son propre besoin,
- communiquer au coordonnateur sa décision en vue de la résiliation des marchés dans les trois mois suivant la proposition du coordonnateur.

Article 6 : La commission d'appel d'offres (CAO)

Conformément aux dispositions de l'article L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés ou accords-cadres sera exclusivement celle du coordonnateur.

Sur convocation du Président de la commission d'appel d'offres, les agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet du marché ou en matière de marchés publics, peuvent assister aux séances de la CAO.

Article 7 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes en signant la présente convention.

Article 8 : Durée du groupement

Le groupement est créé à compter de la date de signature de la présente convention. Il prend fin au terme des marchés ou accords-cadres cités en objet.

Article 9 : Responsabilité des membres

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Le SDIS et le Département sont responsables chacun en ce qui les concerne des missions définies à l'article 5 de la présente convention. Ils feront leurs affaires de tous les risques pouvant provenir de leur activité. Ils sont seuls responsables vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de leurs missions respectives.

Article 10 : Frais de fonctionnement du groupement

Le coordonnateur supporte les frais afférents au fonctionnement du groupement. Les fonctions de coordonnateur sont exercées à titre gracieux.

Article 11 : Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant, dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

Article 12 : Litige

Les membres du groupement de commandes s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'exécution de la présente convention.

A défaut les litiges seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, en deux exemplaires originaux, le

**Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services
Départementaux,**

**Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours**

Luc CHAPERON

Colonel Christophe FUCHS

ANNEXE : estimation prévisionnelle des besoins de chaque membre

Département du Loiret : 5 200 000 € TTC / an

Service Départemental d'Incendie et de Secours : 150 000 € TTC / an

A 10 - Projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais - Déclaration de projet

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est pris acte de l'avis favorable sans réserve formulé par le Commissaire enquêteur sur les différents objets de l'enquête publique unique portant sur la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet et la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire) dont les rapports et conclusions sont joints en annexe à la présente délibération.

Article 3 : Il est décidé de déclarer d'intérêt général le projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais dans les termes de la déclaration de projet jointe en annexe de la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à solliciter Monsieur le Préfet pour la délivrance de l'arrêté déclarant le projet d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité correspondant.

Article 5 : Il est décidé d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à solliciter Monsieur le Préfet en vue du lancement des procédures d'acquisitions foncières par voie amiable et par voie d'expropriation ainsi que toutes procédures s'y rapportant.

Article 6 : Il est décidé d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à signer, au nom du Département du Loiret, tous les actes ou documents nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

Article 7 : Il est pris acte que les dépenses correspondantes seront imputées sur l'opération « Construction 2 collèges Pithiviers et Dadonville » n° 2016-00078 sur le budget 2020.

DECLARATION DE PROJET

Exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général de la construction de deux collèges dans le Pithiverais

Il est tout d'abord rappelé que le présent document relève des dispositions de l'article L126-1 du Code de l'Environnement et de l'article L122-1 du Code de l'Expropriation.

« Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III du présent titre, l'autorité de l'Etat ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

Si la déclaration de projet n'est pas intervenue dans le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête, l'opération ne peut être réalisée sans une nouvelle enquête.

En l'absence de déclaration de projet, aucune autorisation de travaux ne peut être délivrée.

Si les travaux n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la déclaration de projet, la déclaration devient caduque. Toutefois, en l'absence de changement dans les circonstances de fait ou de droit, le délai peut être prorogé une fois pour la même durée, sans nouvelle enquête, par une déclaration de projet prise dans les mêmes formes que la déclaration initiale et intervenant avant l'expiration du délai de cinq ans.

La déclaration de projet est publiée dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. »

« La déclaration d'utilité publique des opérations susceptibles d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement est soumise à l'obligation d'effectuer la déclaration de projet prévue à l'article L. 126-1 du code de l'environnement.

Si l'expropriation est poursuivie au profit d'une collectivité territoriale, d'un de ses établissements publics ou de tout autre établissement public, l'autorité compétente de l'Etat demande, au terme de l'enquête publique, à la collectivité ou à l'établissement intéressé de se prononcer, dans un délai qui ne peut excéder six mois, sur l'intérêt général du projet dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'environnement. Après transmission de la déclaration de projet ou à l'expiration du délai imparti à la collectivité ou à l'établissement intéressé pour se prononcer, l'autorité compétente de l'Etat décide de la déclaration d'utilité publique.

Lorsque l'opération est déclarée d'utilité publique, la légalité de la déclaration de projet ne peut être contestée que par voie d'exception à l'occasion d'un recours dirigé contre la déclaration d'utilité publique. Les vices qui affecteraient la légalité externe de cette déclaration sont sans incidence sur la légalité de la déclaration d'utilité publique.

Si l'expropriation est poursuivie au profit de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics, la déclaration d'utilité publique tient lieu de déclaration de projet.

L'acte déclarant d'utilité publique l'opération est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant son utilité publique ».

A cet égard, ce document reprend pour l'essentiel des éléments figurant dans le dossier soumis à l'enquête unique, auxquels il ne saurait en aucun cas se substituer.

I PRESENTATION DU PROJET

I.1 CONTEXTE / SITUATION ACTUELLE

Une demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), pour le projet de construction d'un collège sis sur la commune de Dadonville dans le département du LOIRET, a été présentée à la Préfecture du Loiret. Parallèlement, un nouveau collège sera construit sur le site du collège actuel sur la commune de Pithiviers afin de remplacer l'établissement devenu vétuste.

En effet, la demande de DUP s'impose aujourd'hui pour finaliser les acquisitions foncières, sises à Dadonville, nécessaires à la réalisation de l'opération même si, les négociations à l'amiable demeurent une priorité.

L'assiette foncière recevant la construction du nouveau collège sur la commune de Pithiviers est, quant à elle, déjà maîtrisée.

Sur le nouveau site de Dadonville, la réussite du projet repose sur l'édification de plusieurs ouvrages complémentaires relevant simultanément de la compétence de trois maîtres d'ouvrage : le Département du Loiret, la Communauté de Communes du Pithiverais et la Commune de Dadonville.

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, par le Code de l'Education, notamment son article L.213-1, le Département du Loiret et maître d'ouvrage des travaux de construction du collège de Dadonville inscrit au Programme Prévisionnel d'Investissement des collèges, de l'aménagement des abords et immédiats du collège (les parvis, les aires de dépose-minute, les aires d'arrêt des cars scolaires), et de l'aménagement d'un giratoire sur la RD 623.

D'autres abords, relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Commune de Dadonville doivent par ailleurs être aménagés : les réseaux nécessaires à la viabilisation du site, la sécurisation du carrefour (RD623 et RD123), et de l'entrée de ville (RD123) afin de faciliter notamment la circulation des transports scolaires.

Parallèlement à cette action du Département du Loiret, la Communauté de Communes souhaite édifier un gymnase situé à proximité immédiate du futur collège de Dadonville.

La complémentarité des équipements compris dans cette opération de construction et leur proximité immédiate justifient de la réalisation d'une opération unique de construction.

Conscientes que ces projets parallèles revêtent un intérêt pour chacune d'entre elles, mêlent leurs compétences respectives, les parties se sont rapprochées afin de réfléchir et d'aboutir à une mutualisation optimale de leur achat, et de cohérence d'ensemble des projets. Les parties ont convenues de désigner le Département du Loiret comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération.

I.2 LE PERIMETRE DE L'OPERATION

L'ensemble de l'opération du transfert du collège DENIS POISSON s'étend sur deux sites distincts dans le Département du Loiret et représente une assiette foncière de 9ha 01a 35ca les deux sites de Dadonville et Pithiviers confondus.

L'un sur le site du collège actuel Denis POISSON sis la commune de Pithiviers pour une superficie de 54 446 m² impactant 7 parcelles nécessitant un réaménagement du site par la création d'un nouveau collège et le maintien de certains équipements.

Le site du projet envisagé par le Département du Loiret s'étend ainsi sur 35 689 m² sur la commune de Dadonville, dans le département du Loiret (45), et concerne 5 parcelles, soit la totalité de la surface des parcelles cadastrées section ZC n° 138 (pour 14 m²), 140 (pour 7187 m²), 390 (pour 27 070 m²), 744 (pour 854 m²) et une partie de la surface de la parcelle cadastrée section ZC n° 730 (pour 564 m²). L'ensemble sur le site de Dadonville représente une superficie de 35 689 m².

Par souci d'exhaustivité, il convient de préciser que les chemins ruraux et le Domaine Public du Département représentent une surface de 1ha 33a 36ca.

Il convient de préciser que seule l'assiette foncière sur la commune de Dadonville fait l'objet du présent dossier de Déclaration d'Utilité Publique. En effet, le site actuel sis sur la commune de Pithiviers est déjà sous la maîtrise foncière du Département du Loiret.

Situé au Nord-Ouest de la commune de Dadonville, au sein de son tissu péri-urbain, ce périmètre d'intervention pour la réalisation de l'opération et pour lequel est sollicitée la Déclaration d'Utilité Publique, se situe à l'extrémité de la rocade de Pithiviers (RD 623), vers la rue d'Yèvre (RD 123).

La partie la plus importante du périmètre, constituée des parcelles cadastrées section ZC n° 140, 390 et 744 et figurant le terrain d'assiette du collège et de ses équipements annexes, est située en zone A au Plan Local d'urbanisme de la Commune approuvé en date du 6 septembre 2011 et ayant fait l'objet d'une modification en date du 12 juillet 2016. Les parcelles cadastrées section ZC n° 138 et 730, nécessaires aux aménagements du réseau viaire, sont quant à elles situées en zone UD dudit PLU.

I.3 LE CHOIX DU SITE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, par le Code de l'Education, notamment son article L. 213-1 et par le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Département du Loiret a engagé depuis 1997 un important Programme Prévisionnel d'Investissement portant sur les collèges départementaux, en vue de planifier la construction, la reconstruction ou la restructuration de collèges du Loiret.

Ce programme prévoyait notamment la construction d'un 2nd collège sur le secteur de Pithiviers et la restructuration du collège actuel Denis Poisson.

Le Département du Loiret a décidé de maintenir la réalisation de cet investissement dans le cadre de son projet de mandature adopté par l'Assemblée départementale le 17 décembre 2015 et du PPI départemental 2016-2020 adopté en session de juin 2016.

Le collège Denis Poisson est le collège qui accueille le plus d'élèves dans toute l'Académie.

Construit en 1962 et partiellement restructuré en 1997, certains locaux du collège présentent des signes de vétusté.

Le projet de construction du collège de Dadonville répond ainsi à divers enjeux :

- Offrir des locaux adaptés aux nouveaux besoins pédagogiques et aux normes en vigueur ;
- Optimiser les conditions d'accueil des élèves par une répartition plus équilibrée des effectifs du collège Denis Poisson ainsi qu'à l'échelle du territoire en réduisant notamment les effectifs du collège Denis POISSON en le divisant en deux entités distinctes ;
- Optimiser la sécurisation des accès des élèves dont une majorité est transportée par cars et favoriser ainsi un environnement scolaire plus sécurisé ;

- Offrir les meilleures conditions d'apprentissage, d'enseignement et de travail.

I.3.1 Contexte communal

La commune de Dadonville se localise au Nord-Est de la région Centre-Val de Loire, dans le Nord du département du Loiret.

Elle se situe à 39,2km au Nord-Est d'Orléans, et 2,1km de Pithiviers.

Située dans le bassin de vie de Pithiviers, la commune de Dadonville fait partie de la Communauté de Communes du Pithiverais (CCDP).

Le projet est situé dans le tissu péri-urbain de la commune, à proximité immédiate de zones urbanisées, à l'extrémité de la rocade de Pithiviers (RD 623) vers la rue d'Yèvre (RD 123).

La population de la communauté de communes du Pithiverais présente un taux de variation annuel de 0,9 % entre les années 2010 et 2015, soit le taux le plus élevé de l'ensemble des grandes agglomérations du Loiret. Elle a ainsi vu sa population passer de 28 116 à 29 371 habitants sur cette période de cinq ans.

La population Dadonvilloise s'élève de son côté en 2014 à 2 466 habitants pour une superficie de 18,2 km², soit une densité d'environ 135 habitants par km².

Entre 2009 et 2014, la population a évolué de 2,7 %.

La commune est traversée par cinq routes départementales :

- la RD 928 constituant la déviation sud de Pithiviers
- la RD 2152 constituant une limite séparative avec la commune de Pithiviers-le-Vieil
- la RD 950 reliant la commune à la commune de Yèvre-la-Ville
- la RD 921 constituant l'artère principale du bourg
- la RD 123 reliant la commune à la commune de Boësses

La commune est par ailleurs desservie par une seule ligne régulière, à savoir la ligne 11 du réseau de mobilité interurbaine (Rémi), reliant la commune de Pithiviers à celle de Montargis.

A l'échelle du projet envisagé, le réseau de mobilité interurbaine (Rémi) s'avère être le seul à desservir les lieux. En effet, comme ceci a été indiqué ci-dessus, la ligne 11 dudit réseau de car est l'unique ligne régulière desservant la commune de Dadonville.

Néanmoins, le réseau de mobilité interurbaine (Rémi) se charge également des transports scolaires au sein du département du Loiret. De ce fait, il est prévisible qu'en cas de mise en œuvre du présent projet, l'offre soit adaptée afin de desservir ce nouveau site.

I.3.2 Description du site

Comme évoqué dans le « I.2. Périmètre du projet », l'assiette du collège projeté, ainsi que de ses équipements annexes comprend cinq parcelles, soit les parcelles cadastrées section ZC n° 138 (pour 14 m²), 140 (pour 7187 m²), 390 (pour 27 070 m²), 744 (pour 854 m²) et une partie de la parcelle cadastrée section ZC n° 730 (pour 564 m²).

La parcelle section ZC n° 140 située lieudit « Saint-Pierre » se présente comme étant une parcelle agricole non bâtie d'une superficie de 7 187 m².

La parcelle section ZC n° 390 située lieudit « Saint-Pierre » se présente comme étant une parcelle agricole non bâtie d'une superficie de 27 070 m².

La parcelle section ZC n° 744 située lieudit « Saint-Pierre » se présente comme étant une parcelle agricole non bâtie d'une superficie de 854 m².

Par ailleurs, le projet comprend également des emprises sur les parcelles ZC n° 138 et 730, celles-ci ayant pour objectif de permettre l'aménagement du réseau viaire situé à proximité du projet de collège.

La parcelle section ZC n° 138 située lieudit « Saint-Pierre » se présente comme étant une parcelle en bordure de la voirie existante. Sa superficie est de 14 m².

La parcelle section ZC n° 730 située lieudit « Derrière le parc » se présente comme étant une voirie d'accès à un lotissement accessible par la RD 123. Sa superficie est de 1 725 m², toutefois, l'emprise nécessaire au projet est de 564 m².

I.3.3 Détermination du choix du site

La possibilité de construire les deux nouvelles structures sur le site existant a été envisagée mais néanmoins rapidement écartée. En effet, celle-ci ne satisfaisait pas les attendus en termes de sécurité des usagers et de réduction des nuisances et insécurités liées aux transports (cf. chapitre « choix du parti retenu », ci-dessous).

Différents sites ont donc par la suite été étudiés par le Département du Loiret afin de déterminer celui présentant les caractéristiques les plus cohérentes avec la mise en œuvre du projet. Les différents sites évoqués se situaient sur la commune de Pithiviers, Pithiviers-le-Vieil et Dadonville.

Chacun des sites a fait l'objet d'une analyse le confrontant à l'impact d'un projet en son sein au regard de l'urbanisme communal et intercommunal et de l'environnement, des éléments de valorisation du foncier, des éléments contextuels du site et enfin des éléments observables sur site.

Il est ainsi ressorti de cette analyse foncière qu'au regard des thématiques telles la multiplicité ou non des propriétaires et exploitants agricoles pouvant complexifier les procédures d'acquisition, les différents aménagements nécessaires pour assurer la sécurité des usagers (piétons, cyclistes, automobilistes, usagers des cars), la desserte des sites, le zonage des sites et la compatibilité avec les documents d'urbanisme de référence (SCoT et PLU communal), les contraintes environnementales, la proximité des réseaux divers ou encore la facilitation d'une sectorisation raisonnée au regard du positionnement du collège Denis Poisson sur la commune de Pithiviers, le terrain envisagé sur la commune de Dadonville disposait du meilleur potentiel.

Le site retenu sur la commune de Dadonville possède ainsi des qualités principales nécessaires à la réalisation du projet, ce dernier imposant notamment une surface conséquente pouvant supporter, outre le collège, l'ensemble des équipements nécessaires (bâtiment de restauration, gymnase, logements de fonction), mais également l'aménagement d'accès suffisants et de parkings. En outre, le site jouit d'une accessibilité facilitée via les liaisons douces, permettant de développer les modes doux tout en assurant une meilleure sécurité des différents usagers.

Il aurait été souhaitable de réaliser ce projet en zone déjà urbanisée, ce qui aurait permis un impact moindre sur l'environnement et n'aurait aucunement participé à la réduction de terres agricoles. Toutefois, la commune de Dadonville ne disposant pas du foncier suffisant situé en zone déjà urbanisée, le choix s'est porté sur une zone située à proximité immédiate de zones déjà urbanisées, encadrant par ailleurs partiellement le site. Ceci a permis de limiter, dans la mesure du possible, les inconvénients précités en ne créant notamment aucune « dent creuse ».

I.3.4 Programme global prévisionnel de constructions

Le programme prévisionnel retenu prévoit :

- La création d'un collège (comprenant des logements de fonction) doté d'une surface de plancher de 5 835 m² ;
- L'aménagement des abords du collège ;
- La construction d'un gymnase doté d'une surface de plancher de 1 910 m².

I.3.5 Parti d'aménagement

Le projet traduit la volonté de construire un nouveau collège indépendant du site sur lequel s'insère le collège actuel de Pithiviers. A cet effet, l'opération projetée intégrera l'ensemble des aménagements nécessaires à un fonctionnement autonome.

Le projet retenu contient donc les éléments suivants :

Partie du projet figurant l'objet du dossier :

- Construction d'un nouveau collège sis sur la commune de Dadonville pour un effectif d'environ 600 élèves + 64 SEGPA ;
- Aménagement des abords et construction d'un gymnase pour les usagers du futur collège de Dadonville.

Partie du projet ne nécessitant pas de procédure d'expropriation pour sa mise en œuvre :

- Construction d'un nouveau collège sis sur la commune de Pithiviers pour un effectif d'environ 600 élèves + 64 SEGPA sur une parcelle de 20 000 m² située au Sud du site actuel ;
- Conservation de la demi-pension et du gymnase actuel pour les usagers du futur collège de Pithiviers ;

Sur le principe des constructions et aménagements décrits ci-avant, un schéma d'aménagement du site a été réalisé (cf. page suivante).

Celui-ci permet notamment de visualiser l'organisation des transports aux abords du site. Il est ainsi prévu que les cars soient en mesure d'accéder au site et de le quitter aisément et dans diverses directions. Pour ce faire, le réseau de voies d'accès est desservi par le biais d'un carrefour giratoire aménagé sur la RD 623. Par ailleurs, le réseau viaire situé à proximité du projet de collège est également aménagé de manière à renforcer la sécurité aux abords de l'établissement : des chicanes et écluses sont réalisées sur la RD 123, de même qu'un carrefour giratoire au croisement des RD 123 et 623.

De même, une zone de stationnement est aménagée au Sud-Est du site pour l'utilisation du personnel et des enseignants du collège.

Afin de permettre la dépose des élèves par les parents, une contre-allée est aménagée en bordure de la RD 623 et peut accueillir 25 véhicules. Celle-ci permet donc une dissociation des accès en fonction du mode de transport utilisé, évitant de ce fait un encombrement dans une même zone, aux heures d'arrivées et de départs des élèves. L'entrée au site par la RD 123, s'insérant entre des pavillons permet pour sa part l'accès aux logements de fonction, situés à proximité.

Enfin, une priorité est donnée à la forte végétalisation des limites du site, ceci afin d'opérer une transition douce au regard du paysage naturel situé aux alentours.

I.4 LE PROJET AU REGARD DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET D'URBANISME

I.4.1 SCoT

Les orientations générales du SCoT du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais préconisent notamment de :

- Développer et structurer le pôle urbain central de Pithiviers ;
- Favoriser l'optimisation du foncier et la recherche de la densité ;
- Conforter les équipements de centralité du pôle urbain central de Pithiviers ;
- Préserver les richesses du patrimoine naturel.

Le projet s'attache à respecter ces axes directeurs.

Le SCoT du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a fait l'objet d'une évaluation environnementale, laquelle a écarté toute incidence significative sur l'environnement direct et indirect quant à sa mise en œuvre. Le projet de construction d'un nouveau collège sur la commune de Dadonville respectant les prescriptions environnementales dudit SCoT concernant la zone choisie, il peut donc être considéré que ce projet n'impactera pas l'environnement de manière exorbitante au regard des incidences significatives sur l'environnement direct et indirect liées au SCoT.

I.4.2 PLU

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé en date du 6 septembre 2011 et a fait l'objet d'une modification en date du 12 juillet 2016.

Le projet s'insère majoritairement sur des parcelles situées en Zone A (Agricole) dudit PLU (assiette du collège et de ses équipements annexes). Toutefois les parcelles ZC n° 138 et 730, nécessaires aux aménagements prévus du réseau viaire situé à proximité du projet, sont localisées en Zone UD.

Les dispositions du PLU de la commune de Dadonville font en partie obstacle au projet envisagé. En effet, le règlement actuel de la zone A n'est pas applicable dans la mesure où il est contraire aux dispositions de l'article R123-7 du code de l'urbanisme qui dispose que seules sont autorisés dans les zones A des PLU :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

La construction du nouveau collège projeté est en l'espèce incompatible avec le maintien d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur son terrain d'implantation. En conséquence, le projet implique un déclassement de la zone agricole A sur son emprise.

I.4.3 Mise en compatibilité du PLU

Dans le document de mise en compatibilité du PLU du dossier d'enquête publique, il est proposé d'intégrer les emprises situées en zone A et nécessaires au projet de construction du collège sur la commune et contenues au sein du périmètre de DUP à la zone « 1AUe » du PLU communal. En effet, celle-ci a vocation à accueillir des équipements publics.

Mise en compatibilité du PLU en partie nécessaire :

- Mise en compatibilité nécessaire concernant les emprises situées en Zone A ;
- Mise en compatibilité non nécessaire concernant les emprises situées en Zone UD.

Une évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU de Dadonville. L'autorité compétente en matière d'évaluation environnementale de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme sur la commune de Dadonville (département du Loiret) est la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Centre – Val-de-Loire.

I.5 JUSTIFICATION DE L'OPERATION

- Optimisation des conditions d'accueil des élèves du Pithiverais par une meilleure répartition des effectifs et structurer le pôle urbain central de Pithiviers
- Optimisation de la sécurité aux abords de l'établissement

- Optimisation de la sécurité routière aux abords de l'établissement et facilitation du transport sécurisé des élèves

I.6 LE COUT

L'enveloppe financière pour la maîtrise du foncier nécessaire à la réalisation du projet a été évaluée à un coût total de 77 000 euros concernant le site de Dadonville. Ce montant correspond à l'estimation sommaire et globale des acquisitions foncières réalisée par la brigade d'évaluation domaniale en date du 27 septembre 2018.

Ce montant comprend les indemnités principales (biens déjà acquis et biens restant à acquérir), les indemnités de remploi, ainsi que les indemnités d'évictions.

Le coût de réalisation du projet intégrant les sites de Dadonville et Pithiviers, y compris le foncier dadonvillois, s'établit ainsi à 42 167 385 euros H.T.

II MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'INTERET GENERAL

II.1 LA FINALITE D'INTERET GENERAL DE L'OPERATION DE DUP

Afin de déterminer si une opération peut être légalement déclarée d'utilité publique, il convient d'opérer un bilan entre les avantages et les inconvénients qui découlent de la réalisation du projet envisagé.

Ainsi, les inconvénients communément retenus par la jurisprudence, dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique sont les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics que peut comporter le projet.

Cependant, dès lors que ces inconvénients ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt que présente l'opération, l'utilité publique de cette dernière peut être déclarée.

Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire d'intervenir sur la commune de Dadonville, qui présente le foncier nécessaire à la construction d'un nouvel établissement afin de :

- Optimiser les conditions d'accueil des élèves du Pithiverais par une meilleure répartition des effectifs sur le territoire et structurer le pôle urbain central de Pithiviers;
- Optimiser la sécurité aux abords de l'établissement ;
- Faciliter le transport sécurisé des élèves.

II.2 LE BILAN DES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'OPERATION

II.2.1 Avantages

Le projet de construction d'un collège sis sur la commune de Dadonville comporte de nombreux avantages tout à la fois pour les usagers de l'actuel collège Denis Poisson situé sur la commune de Pithiviers, et, plus largement, pour la communauté de communes du Pithiverais. Ces avantages ont fait l'objet d'une approche détaillée dans le 3.6 « Justification de l'opération » de la Pièce B « notice explicative » du dossier d'enquête.

Ainsi, ce projet a pour principaux avantages de :

- Limiter les effectifs des établissements d'enseignement secondaire du Pithiverais ;

- Offrir des locaux adaptés aux nouveaux besoins pédagogiques et aux normes en vigueur ;
- Garantir une offre de collèges cohérente avec les objectifs de développement et de structuration du pôle urbain central de Pithiviers ;
- Améliorer les conditions d'accueil des élèves par une répartition plus équilibrée des effectifs du collège Denis POISSON à l'échelle du territoire ;
- Offrir un environnement de travail plus sécurisant ;
- Permettre un suivi accru des élèves ;
- Offrir les meilleures conditions d'apprentissage, d'enseignement et de travail ;
- Optimiser la sécurité et limiter les nuisances liées au transport des collégiens la plupart étant actuellement transportés en cars ;
- Préserver la mixité sociale au sein des établissements d'enseignement secondaire du Pithiverais.

Par ailleurs, le présent projet permettra l'utilisation de structures préexistantes telle la liaison douce en bordure de la rocade de Pithiviers (RD 623) permettant de relier, à pied ou en vélo, l'établissement aux quartiers résidentiels situés au Sud-Ouest du projet envisagé.

En outre, le site reste accessible aux infrastructures permettant les activités sportives des collégiens, à savoir notamment l'ancien stade du Prieuré, localisé à environ 500 mètres du terrain retenu, et dont l'accès peut s'effectuer via ladite liaison douce. De même, le centre aquatique intercommunal, localisé sur la commune de Pithiviers, peut aisément être rejoint en car.

Enfin, cette construction nouvelle permettra d'offrir à ses usagers des locaux modernes et respectant les normes environnementales applicables, permettant de ce fait un bilan énergétique bien plus valorisant que celui de la structure actuelle, relativement vétuste.

II.2.2 Inconvénients

Les principaux inconvénients du projet résident dans la :

- Atteinte aux terres agricoles ;
- Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme communal nécessaire ;
- Atteinte au droit de propriété par le recours à l'expropriation ;
- Coût financier de l'acquisition des immeubles situés dans le périmètre de la DUP.

Toutefois, avant de proposer le projet et le présent dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, une réflexion a été menée par le département du Loiret et une évaluation environnementale a été réalisée en avril 2017 par Thema Environnement, Ingénieurs Conseils, afin d'analyser le site, les impacts du projet sur la zone concernée et, en conséquence, l'opportunité de réaliser ce projet.

De plus, des négociations amiables ont été engagées avec les propriétaires des terrains concernés, qui, bien que n'ayant pu aboutir dans un premier temps, ont permis de s'assurer de l'absence d'une totale opposition pour céder les parcelles nécessaires à l'opération.

II.2.3 La nécessité de recourir à l'expropriation

Le projet porte à la fois sur du foncier appartenant d'ores-et-déjà au Département du Loiret et sur du foncier appartenant à des propriétaires privés.

S'agissant des parcelles appartenant aux propriétaires privés, seules parcelles présentant la nécessité d'une acquisition, celles-ci ont fait l'objet de négociations préalables. Toutefois, malgré un accord sur le prix entre le Département du Loiret et les propriétaires des terrains, ainsi que la prise d'une délibération par le Département du Loiret en Commission

permanente du 17 novembre 2017 portant acquisition à l'amiable des emprises pour le futur collège de Dadonville, la cession n'a pu aboutir. En effet, le prix trop important demandé par les propriétaires pour les terrains concernés n'a pu être accepté par la Préfecture du Loiret, eu égard à l'évaluation largement inférieure qui en a été faite par France Domaine. Celle-ci a donc demandé le retrait de la délibération précitée.

La maîtrise foncière totale du secteur implique donc nécessairement de recourir à une procédure d'expropriation. Ceci n'exclut néanmoins pas, en parallèle, la continuité des démarches d'acquisitions amiables auprès des propriétaires tout au long de la procédure, dans le cas notamment où ceux-ci accepteraient la cession des terrains à un prix inférieur à celui initialement prévu par la délibération du Département du Loiret.

II.2.4 La qualification d'opération d'utilité publique

L'opération de construction d'un collège sis sur la commune de Dadonville répond à une finalité d'intérêt général comme il a été démontré dans le 6.1. De plus, l'expropriant n'est pas en mesure de réaliser l'opération dans des conditions équivalentes sans recourir à l'expropriation, comme il a été démontré dans le 6.3. Enfin, les atteintes à la propriété privée, le coût financier et les inconvénients d'ordre social, économique ou environnemental que comportent l'opération ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente, comme il a été démontré au 6.2

II.2.5 CONCLUSION

Il résulte de ce bilan que les inconvénients de l'opération ne sont pas excessifs eu égard aux avantages présentés. Par conséquent, l'utilité publique de l'opération est manifeste.

L'opération projetée satisfait visiblement un besoin d'utilité publique. Ces intentions rendent donc indispensables l'acquisition de parcelles privées, compensée par le versement d'indemnités aux propriétaires concernés. Ni le coût foncier du projet, ni les atteintes qu'il porte à la propriété privée et à l'environnement ne sont excessifs au regard de l'utilité publique qu'il représente. Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est le Département du Loiret.

III AVIS DES SERVICES DE L'ETAT

III.1.1 Avis de la DDT

Le 4 décembre 2018, la direction départementale des territoires a émis un avis sur le dossier d'enquête publique du présent projet. Ses remarques ont toutes été prises en compte dans le dossier d'enquête.

III.1.2 Avis de l'Autorité environnementale

Le 8 octobre 2018, par suite à la saisine de l'autorité environnementale pour une demande d'examen au cas par cas, le préfet a arrêté que le présent projet n'est pas soumis à évaluation environnementale en application du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

En l'absence d'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale Centre-Val de Loire en date du 6 mai 2019, en application de l'article R104-25 du code de l'urbanisme, il est convenu de constater l'absence d'observation émise sur le dossier d'enquête du présent dossier.

III.1.3 Avis de la chambre d'agriculture

La chambre d'agriculture en date du 29 mars 2019 a donné un avis favorable au projet.

IV LA CONSULTATION DU PUBLIC

IV.1 ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

La réalisation du projet de construction de 2 collèges dans le Pithiverais étant donc soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques au titre de plusieurs réglementations, il a été en conséquence procédé à une procédure d'enquête publique unique relative :

- à la déclaration d'utilité publique (D.U.P.) du projet de deux collèges dans le Pithiverais,
- à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- à la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

L'arrêté d'ouverture d'enquête publique a été pris par le Préfet du Loiret en date du 4 avril 2019.

L'enquête publique unique s'est déroulée du mardi 7 mai 2019 8h30 au vendredi 7 juin 2019 à 17h00 inclus sous l'autorité du commissaire enquêteur. Les pièces des dossiers de l'enquête unique ont été déposées dans les lieux d'enquête où toutes personnes intéressées pouvaient en prendre connaissance aux jours et heure d'ouverture exceptés jours fériés. Soit en mairie de Pithiviers (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30) et en mairie de Dadonville (lundi, mercredi et jeudi de 9h00 à 11h00, mardi de 9h00 à 11h00 et de 17h00 à 19h00, vendredi de 9h00 à 11h00 et de 15h00 à 17h00 et le samedi de 9h30 à 11h30).

La consultation du dossier était également disponible depuis le site internet des services de l'Etat dans le Loiret : www.loiret.gouv.fr. Un accès gratuit au dossier était également garanti par un poste informatique au siège de l'enquête en mairie de Dadonville. Deux registres d'enquête étaient disponibles dans les lieux d'enquête. Les observations pouvaient également être adressées par écrit au siège de l'enquête ou formulées à l'adresse électronique suivante : pref-enquetes-publiques@loiret.gouv.fr. Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences : 2 en mairie de Dadonville, le mardi 7 mai de 9h00 à 12h00 et le samedi 18 mai de 9h00 à 12h00 et 2 en mairie de Pithiviers, le jeudi 23 mai de 13h30 à 16h30 et le vendredi 7 juin de 13h30 à 16h30.

Le commissaire enquêteur a recueilli 4 avis relevés sur le registre de Dadonville, 1 courrier et note du Maire de Pithiviers, 1 mémoire présenté par le cabinet Drouot, avocats représentant de la SCEA de la Grosse Pierre, principal propriétaire impacté. 3 avis recueillis sur le registre sont exprimés par des personnes voisines du futur collège de Dadonville et 1 avis du maire de Dadonville.

Le commissaire enquêteur a remis au Département le 13 juin 2019 le Procès Verbal de synthèse de l'enquête comprenant les questions et les demandes de précisions formulées selon les observations recueillies. Un mémoire en réponses du Département a été transmis au commissaire enquêteur le 18 juin 2019.

IV.2 RAPPORT ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 8 juillet 2019. Il émet un avis favorable :

- au dossier de demande d'utilité publique sans réserve ;

- à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet sans réserve ;
- à la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Au vu des conclusions du commissaire enquêteur, aucune modification au projet soumis à l'enquête publique unique n'est envisagée par le Maître d'ouvrage.

V CONCLUSION GENERALE

En conclusion, le Département du Loiret déclare d'intérêt général le projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais.

Département du LOIRET

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur:

- la déclaration d'utilité publique (D.U.P.) du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

RAPPORT DU COMMISAIRES ENQUÊTEUR

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°19000048/45 du 15 mars 2019

1ère partie : Rapport d'enquête

2ème partie : Conclusions et avis

3ème partie : Pièces annexes

Documents joints au rapport :

2 registres d'enquête

2 certificats de dépôt du dossier en Mairie

2 certificats d'affichage

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2015

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

1^{ère} partie Le rapport d'enquête

Sommaire

I Généralités

- I.1 Préambule
- I.2 Objet de l'enquête
- I.3 Cadre juridique
- I.4 Nature et caractéristique du projet
- I.5 Composition du dossier d'enquête

II Organisation et déroulement de l'enquête

- II.1 Désignation du commissaire enquêteur
- II.2 Modalités de l'enquête
- II.3 Concertation préalable

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS 4⁵19000048/45 du 15 mars 2019

II.4 Information effective du public

II.5 Rencontre avec les maires des communes concernées et le Président de la communauté de communes du Pithiverais,

II.6 Incidents relevés au cours de l'enquête

II.7 Climat de l'enquête

II.8 Clôture de l'enquête et transfert des registres

II.9 Notification des observations au Maître d'ouvrage

III Analyse des observations du public

III.1 Observations du public

III.2 Courriers remis au commissaire enquêteur

III.3 observations présentées sur la boîte fonctionnelle

IV Observations présentées par le commissaire enquêteur

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS 80F19000048/45 du 15 mars 2019

I Généralités

I.1 Préambule

L'enquête publique unique a été prescrite par un arrêté du Préfet du LOIRET, du 04 avril 2019, ordonnant son ouverture et en fixant les conditions de son déroulement.

Cette décision a été prise à la demande du Président du Conseil départemental du LOIRET pour obtenir un arrêté reconnaissant l'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais.

I.2 Objet de l'enquête

La procédure d'enquête publique a pour objet, sur un plan général, d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, préalablement à certaines décisions, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information.

La présente enquête publique unique a pour objet :

- la demande de déclaration d'utilité publique présentée par le Président du Conseil départemental du LOIRET, pour engager une procédure d'expropriation, en vue du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

I.3 Le cadre juridique

Cette enquête est conduite conformément :

- au code de l'environnement, notamment les articles L.222-1 et suivants, L.123-1-A et suivants, R. 122-3, R. 122-27, R. 123-1 et suivants ;
- au code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-54 et suivants, R.153-13, R.153-14, R.153-20 et R.153-21 ;
- au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article L.11-1-1 ;
- vu, le décret n°55-22 du 04 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n°55-1350 du 14 octobre 1955 ;
- à la décision n°E19000048/45 du 15 mars 2019 de Madame la Présidente du Tribunal administratif d'ORLEANS portant désignation du commissaire enquêteur ;
- à l'arrêté en date du 04 avril 2019 du Préfet du département du LOIRET prescrivant l'ouverture de l'enquête publique.

I.4 Nature et caractéristiques du projet

Le présent projet a été préparé par les services du Conseil départemental du LOIRET.

Il convient d'exposer en liminaire, qu'il n'existe actuellement au cœur du territoire du Pithiverais, qu'un unique établissement d'enseignement secondaire, le collège Denis Poisson, situé sur la commune de Pithiviers.

C'est le plus important de l'ensemble de l'académie Orléans-Tours puisqu'il a accueilli pour l'année scolaire 2017/2018, 1028 élèves pour une capacité maximale de 1100 élèves.

Il regroupe les élèves de 18 communes, à savoir : Ascoux, Bondaroy, Bouilly-en

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Gâtinais, Bouzonville-aux-bois, Courcy-aux-loges, Dadonville, Engenville, Escrennes, Estouy, Guigneville, Laas, Marsainvilliers, Morville, Pithiviers, Pithiviers-le-Viel, Ramoulu, Vrigny et Yèvre-la-Ville.

En outre, un autre établissement, le Lycée professionnel Jean de la Taille est implanté à Pithiviers, à proximité du site même du collège Denis Poisson.

Il accueille pour sa part, 400 élèves.

En conséquence, ce sont environ 1500 jeunes qui sont concentrés dans une seule zone. Aux problèmes de forte promiscuité ainsi créée, s'ajoute des difficultés de circulation et de stationnement pour les cars (environ 25 pour près de 800 élèves) qui rencontrent dans un environnement déjà caractérisé par une forte concentration de population, des retards significatifs et d'autres problèmes de sécurité.

Cette situation a donc conduit le Conseil départemental à présenter un projet qui pourrait permettre de régler, au mieux, un certain nombre des problèmes exposés.

C'est ainsi qu'est projeté la construction de deux nouveaux collèges au sein du territoire du Pithiverais dont le collège sur la commune de Dadonville pour :

- rééquilibrer l'offre en matière d'équipements scolaires à l'échelle du territoire,
- scinder les effectifs de l'actuel collège Denis POISSON, en deux entités comprenant chacun environ 600 élèves,
- préserver la mixité sociale, tout en offrant de meilleures conditions d'accueil et d'enseignement,
- améliorer les conditions de circulation à proximité des nouveaux établissements en réduisant le nombre de cars, de véhicules parents, personnel et enseignants sur chaque site du fait de la baisse sensible des effectifs.

Pour le site de Dadonville (objet du présent dossier), il s'agit donc de la construction d'un nouveau collège, d'environ 600 élèves, avec l'aménagement des abords et de la construction d'un gymnase, pour les usagers en premier lieu du futur collège.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS 8519000048/45 du 15 mars 2019

Le site du projet envisagé s'étend ainsi sur 35689m² sur la commune de Dadonville et concerne 5 parcelles soit la totalité des parcelles cadastrées section ZC n°138 pour 14m², n°140 pour 7187m, n°390 pour 27070m², n°744 pour 854m² et une partie de la surface de la parcelle cadastrée section ZC n°730 pour 564m².

Il convient de préciser que les chemins ruraux et le Domaine public du département représentent une surface de 1ha 33a 36 ca.

En complément et à une échelle plus large, le projet comprend également la construction d'un second collège sur la commune de Pithiviers, d'un effectif d'environ 600 élèves et la conservation de la demi-pension et du gymnase pour les usagers de ce futur collège. Le site est sous la maîtrise foncière du Département du Loiret.

I.5 Composition du dossier d'enquête

Le dossier mis à la disposition du public comprend 2 chemises bleues dans lesquelles sont encartées les pièces suivantes :

1ère chemise bleue : Dossier de demande d'enquête préalable à la DUP

- l'arrêté préfectoral du 04 avril 2019 portant ouverture de l'enquête publique,
- l'avis d'enquête publique,
- le procès-verbal de la réunion du 6 mars 2019 ayant pour objet la mise en compatibilité du PLU de la commune de Dadonville avec le projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais (avec son erratum),
- l'avis du Président de la Chambre d'Agriculture du Loiret, du 29 mars 2019,
- le constat d'absence d'avis du Président de la Mission régionale de l'autorité environnementale, par un courrier du 06 mai 2019,
- la pièce A : Informations juridiques et administratives,
- la pièce B : Notice explicative,

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

- la pièce C : Plans de situation,
- la pièce D : Plan général des travaux,
- la pièce E : Caractéristiques des ouvrages les plus importants,
- la pièce F : Appréciation sommaire des dépenses.
- le dossier de mise en compatibilité du PLU,
- et les annexes du dossier (dans une chemise grise) :
 - annexe 1 : délibération n°A 14 du Conseil départemental du LOIRET du
30 novembre 2018
 - annexe 2 : courrier du Maire de Pithiviers au Président du Conseil
départemental du LOIRET, du 17 octobre 2018
 - annexe 3 : étude d'opportunités foncières pour la construction d'un
nouveau collège dans le département du LOIRET
 - annexe 4 : évaluation environnementale
 - annexe 5 : Mission sur les secteurs de Pithiviers et Dadonville
 - annexe 6 : avis du Domaine sur la valeur vénale
 - annexe 7 : arrêté préfectoral du LOIRET du 08 octobre 2018 portant
décision après examen au cas par cas de la demande
enregistrée sous le n° F02418PO167

2^{ème} chemise bleue : Dossier de demande d'enquête parcellaire

Pièces constitutives :

- notice explicative
- état parcellaire
- plan parcellaire du 25/09/2018

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaires).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

et des registres d'enquête ouverts dans chacune des deux Mairies.

J'ai paraphé toutes les pièces du dossier ainsi que les 2 registres.

A l'examen, ce dossier réalisé par les services du Conseil départemental, est très complet, bien documenté, en présentant des cartes, photographies et croquis facilement consultables pour situer l'emplacement retenu y compris dans son environnement naturel.

II Organisation et déroulement de l'enquête

II.1 Désignation du commissaire enquêteur

Madame la Présidente du Tribunal administratif d'ORLEANS m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique par sa décision n°E19000048/45 du 15 mars 2019.

II.2 Modalités de l'enquête

Préalablement à l'ouverture de l'enquête, j'ai rencontré, le 1^{er} avril 2019, à la Préfecture du LOIRET, Bureau du contrôle de légalité et du conseil juridique, M. Alban BIGOT, qui m'a présenté et remis le dossier et avec lequel nous sommes convenus du déroulement de l'enquête, de la mise en place de la publicité légale. du nombre et des lieux d'organisation des permanences ainsi que du calendrier de celles-ci.

J'ai en outre eu des entretiens, le 23 avril 2019, dans les bureaux du Conseil Départemental, Direction de l'aménagement et du patrimoine avec M. Eric GAUTHIER Directeur, Mmes Isabelle MATHIEU et Sylviane MANCEAU, chargées d'action

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

foncière, pour évoquer les particularités de l'enquête, examiner de concert la procédure et la partie technique et préciser certains points.

L'enquête publique unique s'est déroulée du mardi 07 mai 2019 au vendredi 07 juin 2019, pour une durée de 31 jours consécutifs dans les locaux des Mairies de Dadonville et de Pithiviers, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Je me suis tenu à la disposition du public, pour 4 permanences, aux lieux et dates indiqués ci-après :

- en mairie de Dadonville : le mardi 7 mai 2019, de 9h00 à 12h00
- en mairie de Dadonville : le samedi 18 mai, de 9h00 à 12h00
- en mairie de Pithiviers : le jeudi 23 mai 2019 de 13h30 à 16h30
- en mairie de Pithiviers : le vendredi 7 juin 2019 de 13h30 à 16h30

II.3 Information effective du public

La publicité de l'enquête publique a été assurée par la voie d'annonces légales, par les services du Conseil départemental, avant ouverture de l'enquête et pendant son déroulement, dans les journaux La République du Centre dans ses éditions des jeudis 18 avril et 9 mai 2019 et le Courrier du LOIRET, aux mêmes dates.

J'ai vérifié que l'arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019 prescrivant l'enquête publique, avait bien été affiché et restait lisible sur les panneaux réservés à cet effet à l'extérieur des locaux de chaque Mairie.

Chacun des Maires a établi un certificat constatant le dépôt du dossier en Mairie ainsi qu'un certificat d'affichage de l'avis d'enquête, tous datés du 07 juin 2019. En outre, il a été procédé par les soins du Conseil départemental, à l'affichage du même avis (au format A2 de couleur jaune) sur les lieux situés au voisinage des aménagements projetés et visibles de la voie publique.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits eers et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS 8[°]E19000048/45 du 15 mars 2019

L'avis d'enquête publique ainsi que l'ensemble des pièces du dossier ont également été mis à disposition du public en étant publiés sur le site internet des services de l'Etat dans le LOIRET, à l'adresse suivante www.loiret.gouv.fr « rubrique publications – enquêtes publiques et avis de l'autorité environnementale – aménagement et urbanisme - enquêtes publiques en cours ».

Enfin, un courrier recommandé avec AR a été adressé, le 08 octobre 2018, à chacun des propriétaires et exploitants de la zone concernée pour l'informer et lui faire parvenir une copie de l'arrêté préfectoral ainsi qu'un questionnaire. Tous les courriers ont été réceptionnés. Il en a été accusé réception.

II.4 Information du commissaire enquêteur

Préalablement à l'ouverture de l'enquête, j'ai rencontré le 25 avril 2019, le matin pour l'un et l'après-midi pour l'autre, les Maires de Dadonville et de Pithiviers.

M. Marc PETETIN, maire de Dadonville, accompagné de Mme Béatrice MOREL, secrétaire de mairie, après avoir présenté le projet pour sa commune, a rappelé qu'il était l'auteur avec le Conseil municipal, de la proposition d'implanter un nouveau collège sur sa commune pour faire bénéficier les communes environnantes d'un foncier bien situé par rapport aux axes de circulation et en proximité avec la ville de Pithiviers.

J'ai effectué, le même jour, une visite sur le terrain, pour me rendre compte de la réalité du projet dans son environnement actuel, pavillonnaire et agricole et examiner les voies de circulation existantes.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits acquis et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

De son côté, M. Philippe NOLLAND, maire de Pithiviers, accompagné de M. Maurice KORIAT, directeur de l'urbanisme, Mme Anne GUEGEN, directrice adjointe chargée du service Eau et assainissement et M. Mohsine RAÏS, collaborateur du Maire, a, à son tour, évoqué le projet en soulignant le grand intérêt de la construction de deux collèges au regard en particulier de la répartition des effectifs, des problèmes de circulation et de stationnement des cars de ramassage scolaire qui restent toutefois à régler, des problèmes d'assainissement et des questions sur l'utilisation des équipements sportifs et notamment du nouveau gymnase de Dadonville.

J'ai rencontré également, M. Jean-Claude BOUVARD, Président de la communauté de communes du Pithiverais, à Pithiviers-le-Viel, le 10 mai 2019, qui a rappelé le rôle de la communauté de communes dans la partie du projet afférente à la construction du gymnase.

C'est cette entité qui financera la construction mais elle déléguera la maîtrise d'ouvrage au département.

Avec chacun de mes interlocuteurs, j'ai également fait un point sur la publicité légale engagée pour porter l'information de l'enquête. Ils m'ont indiqué que la population avait déjà une certaine connaissance du projet, en particulier à Dadonville, puisque le projet avait été plusieurs fois évoqué lors de réunions antérieures.

II.5 Incidents relevés au cours de l'enquête

Au cours de l'enquête, il n'y a eu aucun incident.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

II.6 Climat de l'enquête

Cette enquête s'est déroulée dans un très bon climat. Les deux communes concernées ont tout mis en œuvre avec le commissaire enquêteur, pour la bonne information du public, en offrant un espace suffisant aux visiteurs pour consulter le dossier.

Le soussigné ne peut que regretter que le public ne se soit pas exprimé d'avantage soit lors des permanences soit en inscrivant leur avis sur les registres ou sur la messagerie dédiée, quelqu'un soit le sens.

II.7 Clôture de l'enquête

L'enquête a été close, le vendredi 7 juin 2019, dernier jour fixé par l'arrêté, à 17h00.

La mention correspondante a été portée sur chacun des registres, qui ont été arrêtés et signés par le soussigné.

Ces registres sont joints avec les certificats, au présent rapport, pour être remis au Maître d'ouvrage.

II.8 Notification des observations au Maître d'ouvrage

Des observations ont été exprimées et inscrites par le public, sur le registre ouvert à la Mairie de Dadonville ainsi que par deux courriers qui y ont été déposés à mon intention. Par ailleurs, l'adresse électronique ouverte à la Préfecture a enregistré un seul courrier, déjà joint au registre.

Aucune observation n'a été portée sur le registre ouvert à la mairie de Pithiviers.

Ces observations et courriers ont été portées à la connaissance du Président du Conseil départemental, Maître d'ouvrage, à l'issue de l'enquête, le 13 juin 2019, lors d'une réunion, avec ses représentantes Mmes Isabelle MATHIEU et Sylviane

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS 90°E19000048/45 du 15 mars 2019

MANCEAU, chargées d'action foncière au sein de la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine.

Un courrier relatant ces observations a été remis en main propre. Il en a été accusé réception.

Le Maître d'ouvrage a répondu au commissaire enquêteur par un courrier, reçu le 20 juin 2019.

III Analyse des observations du public et relation des réponses apportées

III-1 Observations portées sur le registre d'enquête de Dadonville

1) M. et Mme COLLIN Gérard et Josiane, 36 rue Yèvre, à Dadonville

Remarques concernant le trajet des élèves en provenance du bas de la route d'Yèvre :

- route avec virages et trottoirs très étroits voire inexistants, pas de piste cyclables,
- arrêt de bus situé route d'Yèvre (ramassage primaire) face n°34 très certainement encombrant,
- piste cyclable sur RD 623 existante est-elle partageable avec les piétons ?
- pourquoi ne pas avoir fait le choix d'une implantation sur un terrain plus proche de Saint Aignan, clos Beauvois et St Eloi, permettant aux élèves de se rendre plus facilement au collège en évitant des trajets longs en temps et des ramassages en bus ? Ce qui éviterait des troubles d'une zone pavillonnaire tranquille.

Les questions de M. et Mme COLLIN ne concernent pas directement l'enquête publique dont l'objet est la déclaration d'utilité publique du projet de construction

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°19000048/45 du 15 mars 2019

de deux collèges dans le Pithiverais. Les pétitionnaires s'interrogent plutôt sur le trajet des élèves pour venir au collège et sur les troubles qui pourraient en résulter pour la zone pavillonnaire voisine du projet.

Cela dit, le Maître d'ouvrage dans sa réponse – insérée dans les pièces annexes – fournit ses arguments pour expliquer les raisons pour lesquelles le choix du terrain s'est porté, après une longue étude de plusieurs propositions, sur les parcelles proposées par la municipalité de Dadonville.

2) M. BOUVRY Patrick, 34 rue d'Yèvre

fait part de son avis absolument défavorable à la construction d'un collège à cet endroit avec les conséquences que cela implique compte tenu de la proximité :

- nuisance de la circulation de la rue avec les véhicules sans scrupules,
- accointance d'un public mineur non respectueux et bruyant,
- des travaux qui incombent de fortes dépenses supplémentaires d'un tout à l'égout.

Les observations de M.BOUVRY ne concernent pas directement l'enquête publique dont l'objet est la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges.

Le Maître d'ouvrage répond cependant aux inquiétudes du pétitionnaire notamment sur les mesures prises, dans le projet, pour limiter les nuisances de circulation.

3) M. VELLUET 44 rue d'Yèvre

estime que le choix du terrain est inapproprié compte tenu de la zone pavillonnaire existante et le fait d'accoler le collège à ces habitations n'est pas selon lui la meilleure idée du fait des nuisances.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Il pose la question de savoir si d'autres sites possibles ont été étudiés.
Il déclare comme nécessaire de prévoir une séparation entre l'arrière des propriétés voisines et le collège pour garantir la tranquillité.

Le Maître d'ouvrage répond à ces observations, aussi bien sur le choix du terrain que sur la proximité du collège avec la zone pavillonnaire (cf. son courrier inséré avec les pièces annexes pour l'intégralité de la réponse).

Je note avec intérêt pour ma part que le Maître d'ouvrage s'engage à donner une priorité à la forte végétalisation des limites du site, afin d'opérer une transition douce au regard du paysage naturel situé aux alentours (cf. plaquette Dossier de mise en compatibilité du PLU p8 et sa réponse du 18 juin 2019 « il s'agit de ne pas gêner les habitants présents antérieurement et leur garantir une perspective agréable à l'arrière de leurs propriétés ».)

III-2 Courriers remis au commissaire enquêteur

1) Note de M. PETETIN, maire de Dadonville

M. PETETIN reprend l'historique de la proposition de sa municipalité pour établir un nouveau collège sur sa commune après l'abandon d'un précédent projet qui aurait vu la construction d'un collège à Pithiviers, au lieudit Bois Médor, en même temps que la construction d'un éco quartier.

Il rappelle l'implication de son conseil municipal ainsi que celle d'autres élus.

Il pose la question de savoir sur quelle base le prix d'achat des parcelles agricoles en cause sera en définitive évalué.

Le Maître d'ouvrage souligne en réponse que le prix d'achat du foncier estimé dans le dossier d'enquête s'appuie sur l'évaluation de la Direction de l'immobilier de l'Etat, Pôle évaluations domaniales du LOIRET, qui a retenu une indemnité principale de 0,90€/m².

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°19000048/45 du 15 mars 2019

Il ajoute que dans le cas où la déclaration d'utilité publique serait prononcée et de désaccord sur le montant de l'indemnisation proposée, ce serait le juge qui déterminerait en définitive le prix.

2) Courrier de M. NOLLAND, maire de Pithiviers

Dans le cadre du projet présenté, Monsieur le Maire fait part de différentes observations sur la voirie et les déplacements, la circulation piétonne/vélo, l'assainissement/eaux pluviales, le flux/carte scolaire et les équipements sportifs, en ce qui concerne les deux futurs collèges.

Remarque étant faite que ces observations ne concernent pas directement l'objet de l'enquête publique qui porte sur la déclaration d'utilité publique du projet, il convient de noter que le Maître d'ouvrage a apporté des éléments de réponse auxquels on peut utilement se rapporter (cf. son courrier du 18 juin 2019 inséré dans les pièces annexes).

III-3 Courrier adressé sur la boîte fonctionnelle

Il s'agit d'un envoi adressé par le cabinet DROUOT avocats (LACHAUD, MANDEVILLE, COUTADEUR et associés) le 04 juin 2019, également par pli postal, reçu à la Mairie de Dadonville, le 06 juin 2019.

Dans son courrier (également joint aux pièces annexes du rapport), Me Claudine COUTADEUR, représente les associées de la SCEA de la Grosse Pierre ainsi que M. Bernard GAUTHIER. Il est utile de rappeler que la SCEA de la Grosse Pierre, est propriétaire et exploitante des parcelles cadastrées section ZC n°140 et 390 et M. Bernard GAUTHIER est propriétaire de la parcelle cadastrée section ZC n°730.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Elle formule des observations en premier lieu sur 4 points et 2 remarques :

-1- sur l'incompatibilité avec le SCOT du Pays de Beauce Gâtinais en Pithiverais.

Contrairement aux objectifs du SCOT, le projet serait de nature à contribuer à l'étalement urbain au détriment des espaces agricoles.

Dans sa réponse du 18 juin 2019, en renvoyant à la notice explicative de l'enquête (pièce B) et pages 10, 11, et 12 du dossier de mise en compatibilité du PLU de Dadonville, le Maître d'ouvrage considère que le projet s'attache à respecter les axes directeurs du SCOT. Je partage cet avis argumenté dans le dossier cité plus avant.

-2- sur l'incompatibilité avec le SAGE

Le projet apparaîtrait incompatible avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la nappe de Beauce dont l'objectif n°4 vise à prévenir et gérer les risques de ruissellement et d'inondation : « le fait d'ouvrir à l'urbanisation 35111m² de terres agricoles contreviendra nécessairement aux objectifs du SAGE, l'imperméabilisation des sols induisant mécaniquement des ruissellements et augmentant par là même les risques d'inondation ».

En réponse, le Maître d'ouvrage renvoie à l'annexe 4 du dossier d'enquête traitant de l'évaluation environnementale (pages 24 à 27) et (pages 121 à 124).

Il ajoute que la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Centre Val de Loire (MRAE), n'a émis aucune remarque sur ce dossier.

Je renvoie pour ma part au courrier du 06 mai 2019 de la MRAE, inclus dans le dossier d'enquête qui indique : « il convient de constater l'absence d'observation émise sur (ce) dossier ».

-3- sur l'insuffisance de l'estimation sommaire des dépenses

Le coût des dépenses tel qu'il apparaît dans le dossier serait manifestement sous-évalué dans la mesure où il fait ressortir un prix au mètre carré de 0,90€ sans rapport avec la réalité du marché.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Il est ajouté que les parcelles incluses dans le périmètre de la DUP sont en situation privilégiée en périphérie immédiate de la zone agglomérée et elles devraient être indemnisées en tant que telles.

Pour le Maître d'ouvrage, l'estimation des acquisitions foncières est basée sur l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat. C'est l'avis qui est annexé au dossier d'enquête.

Pour ma part, je souligne que la saisine de cette Direction est obligatoire – sans condition de montant - en cas d'acquisition de biens immobiliers par expropriation, pour produire, au dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, l'estimation sommaire et globale des biens dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation des opérations, avant de procéder aux notifications des offres amiables prévues par le code de l'expropriation, avant intervention des accords amiables (art L.1311-9 et L.1311-10 du code général des collectivités territoriales).

-4- sur le défaut d'utilité publique

Pour les pétitionnaires, le projet en cause est dépourvu d'utilité publique.

Ils entendent démontrer que les inconvénients de l'opération excèdent très largement les avantages attendus.

C'est ainsi qu'ils relèvent que la justification du projet ne ressort pas clairement du dossier d'enquête, qu'il manque de données chiffrées, que le département procède par affirmations en ce qui concerne l'objectif de sécurisation aux abords du collège Denis POISSON.

En réponse, le Maître d'ouvrage se rapporte au dossier d'enquête, dans la notice explicative (pièce B) et spécialement au chapitre 6 (pages 38 et 39).

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Pour ma part, je m'exprimerai sur ce point dans la partie « Conclusions et avis ».

Les pétitionnaires présentent en outre, 2 remarques :

a) **sur la préservation des espaces agricoles**

Ils signalent : que le projet emportera, sur la commune de Dadonville, l'ouverture à l'urbanisation de 3 parcelles agricoles représentant une superficie de 35111m²,

que la préservation des espaces agricoles constitue un objectif d'intérêt général que la loi ne cesse de rappeler depuis 2009,

que l'ouverture à l'urbanisation de ces parcelles agricoles est d'autant moins justifiée que la commune a acquis, par voie de préemption, le terrain de la friche de l'ancien Intermarché situé à l'angle de la route départementale et de la route de PUISEAUX,

que ce terrain de 16000m² aurait pu permettre l'aménagement d'un nouveau collège sur des parcelles déjà ouvertes à l'urbanisation.

Sur le choix du site, le Maître d'ouvrage fait remarquer que la superficie de l'ancien Intermarché est inférieure aux besoins nécessités par la construction du collège et du gymnase.

Par ailleurs, la totalité de l'emprise du projet se trouve sur des terres agricoles de grandes cultures (céréales, oléoprotagineux ou cultures industrielles). Une seule unité de culture est concernée en totalité, représentant environ 3,5ha. Cette superficie représente moins de 0,3% de la superficie agricole utilisée (SAU) par les exploitations ayant leur siège sur la commune de Dadonville (1487ha au recensement agricole de 2010), ce qui / constitue donc un impact modéré

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°F19000048/45 du 15 mars 2019

Enfin, il faut noter que la SCEA de la Grosse Pierre a déjà antérieurement accepté des négociations amiables, qui bien que n'ayant pas pu aboutir dans un premier temps, ont permis de s'assurer de l'absence d'une totale opposition pour céder les parcelles nécessaires à l'opération.

b) Sur la construction de deux collèges au sud de Pithiviers

Pour les pétitionnaires, le scénario retenu dans le projet, a pour effet de construire deux collèges à proximité immédiate, au sud de la commune de Pithiviers. Ils ajoutent qu'il aurait été plus opportun de prévoir la construction de deux collèges sur des territoires plus éloignés afin de desservir tout aussi bien le sud que le nord de l'agglomération. Cette situation n'aboutira pas à une meilleure répartition des effectifs mais encore les difficultés liées à la concentration des élèves au même endroit ne seront en rien réglées.

En réponse, le Maître d'ouvrage, fait observer que 38,2% des élèves du collège Denis Poisson proviennent de la commune de Pithiviers et 12,2%, de la commune de Dadonville, ce qui place cette commune en 2^{ème} position dans la provenance des élèves fréquentant le collège. Par ailleurs, plus de 30% des élèves proviennent des communes du Sud et 19,6%, du nord. Pour lui, la construction d'un collège sur la commune de Dadonville facilite un maillage de l'offre en matière d'équipements scolaires à l'échelle du territoire.

Pour ma part, je remarque que si l'on considère seulement la situation géographique des communes, on constate qu'hormis Pithiviers le Vieil qui pourrait être rattachée à Dadonville ou à Pithiviers, toutes les autres communes sont situées soit au sud de Dadonville soit au nord de Pithiviers, en nombre égal.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

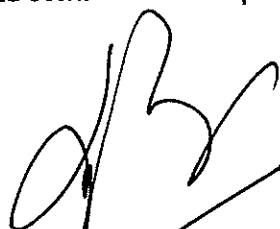
IV Observations du commissaire enquêteur

Le Maître d'ouvrage a joint à sa réponse du 18 juin 2019, une copie des courriers recommandés adressés aux propriétaires et exploitants avec les accusés de réception signés et les formulaires à retourner dûment servis (art R 131-6 du code de l'expropriation).

Les intéressés n'ont pas formulé d'observations à propos de ces formulaires.

A Orléans, le 5 juillet 2019

Le commissaire enquêteur



Jean-Michel BORDES

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Enquête publique unique

portant sur :

- la déclaration d'utilité publique (D.U.P.) du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits et autres intéressés (parcellaire).

2^{ème} partie Conclusions et avis du commissaire enquêteur

en 3 sous-parties :

- sur la DUP du projet de construction
- sur la mise en compatibilité du PLU de Dadonville
- sur le parcellaire

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°19000048/45 du 15 mars 2019

Conclusions sur l'enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de la construction de deux collèges dans le Pithiverais

Les présentes conclusions résultent de l'enquête publique unique prescrite par un **arrêté du Préfet du LOIRET, en date du 04 avril 2019, relative à la demande de déclaration d'utilité publique présentée par le Président du Conseil départemental du LOIRET, pour engager une procédure d'expropriation en vue du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais.**

L'enquête publique unique s'est tenue du 07 mai 2019 à 8h30 au 07 juin 2019 à 7h00 soit pendant 31 jours consécutifs.

Elle a été conduite par le soussigné, désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'ORLEANS, par décision n°E19000048/45 du 15 mars 2019.

Cette enquête s'est déroulée conformément aux prescriptions du code de l'environnement, du code de l'urbanisme, du code de l'expropriation et de l'arrêté du Préfet du LOIRET du 4 avril 2019 .

J'ai obtenu toutes les explications nécessaires de la part de l'autorité organisatrice et du Maître d'ouvrage.

Le dossier d'enquête a été mis à la disposition du public dans les Mairies de Dadonville et de Pithiviers où se sont tenues les permanences.

Le dossier était également disponible sur le site internet de la Préfecture du LOIRET où une adresse mail dédiée exclusivement à l'enquête était à la disposition du public pour y déposer ses observations.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcelaires).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

La publicité légale de cette enquête a été effectuée par la publication d'annonces légales à deux reprises, dans deux journaux locaux diffusés dans le département du LOIRET.

L'affichage réglementaire a été effectué par les soins du Maître d'ouvrage, sous forme d'affiches au format A3 (lettres noires sur fond jaune) réparties sur la commune et de l'avis d'enquête affiché à l'extérieur des Mairies.

Je constate que cette enquête s'est déroulée dans de très bonnes conditions et dans un très bon climat. Je me suis entretenu avec les Maires des deux communes dans lesquelles les permanences ont été organisées ainsi qu'avec le Président de la communauté de communes du Pithiverais.

Au cours de cette enquête, trois personnes ont inscrit leurs observations et un courrier a été inséré dans le registre de Dadonville et deux courriers ont été adressés au commissaire enquêteur dont l'un également déposé sur l'adresse mail de la Préfecture.

Aucune observation émanant d'association, aucune pétition n'ont été déposées au cours de cette enquête.

De l'analyse des observations du public, il ressort que seuls les propriétaires des parcelles concernées contestent en particulier, le caractère d'utilité publique du projet, les autres personnes hormis les deux Maires, sont toutes domiciliées Route de Yèvre à Dadonville, sur des parcelles très proches de l'emplacement des constructions projetées. C'est cette proximité qu'ils dénoncent par crainte des problèmes qu'elle peut engendrer.

Par ailleurs, le soussigné constate la faible participation du public à cette enquête. Cela peut s'expliquer par le fait que la concertation préalable a, au cours de réunions publiques et à l'occasion de publications dans la presse locale ou municipale, informé les habitants sur

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

ce projet.

L'ensemble des observations a fait l'objet d'un courrier-procès-verbal, remis au Maître d'ouvrage qui a répondu sur chacun des points.

Il faut indiquer que c'est faute d'un accord sur la base de l'évaluation fixée par le service immobilier de l'Etat, que le Président du Conseil départemental s'est vu contraint, par les textes, à recourir à la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique. En effet, des premières négociations avec les propriétaires des parcelles en cause avaient été engagées mais les propositions financières ne correspondaient pas.

La naissance du projet est plus ancienne puisqu'elle correspond au besoin exprimé depuis un certain temps (1997) par le Département, de doter Pithiviers d'un nouvel équipement scolaire, à savoir un collège, pour tenir compte d'un effectif élevé du collège Denis POISSON et le choix de créer un deuxième collège plutôt qu'un établissement rénové mais trop important en nombre d'élèves.

En effet, l'option de deux nouvelles structures sur le site existant ne pouvait pas donner satisfaction tant en termes de sécurité des usagers que de réduction des nuisances et insécurités liées aux transports.

C'est donc la recherche de la meilleure localisation de ce nouvel établissement qui a conduit le Département à retenir la proposition de la commune de Dadonville pour construire ce deuxième collège, en parallèle de la reconstruction d'un nouveau collège sur la commune de Pithiviers, au Nord du site actuel.

Comme indiqué plus haut, c'est faute d'un accord entre les parties, que la procédure d'expropriation a été sollicitée par le Président du département.

Il convient donc de s'interroger sur le caractère d'utilité publique de l'opération et d'examiner le bilan entre les avantages et les inconvénients.

Les uns et les autres sont clairement exposés dans la notice explicative du dossier.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Pour ma part, je retiens principalement que ce projet :

- résulte d'un examen sérieux des propositions dans le choix des solutions territoriales pouvant être retenues,

- permet de limiter les effectifs des établissements d'enseignement secondaire du Pithiverais . En construisant deux établissements de 600 élèves, en accord avec les normes de l'Education nationale, le Département offre à la communauté scolaire les conditions favorables à un enseignement de qualité, proche des élèves et dans des locaux adaptés aux nouveaux besoins pédagogiques,
- permet d'améliorer les conditions d'accueil des élèves, enseignants et parents en sécurisant l'arrivée, le départ et le stationnement des transports, qui est la problématique actuelle,
- en tout, optimise les conditions d'accueil des collégiens par une répartition plus équilibrée des effectifs à l'échelle du territoire des 18 communes tout en préservant la mixité sociale.

Je n'ignore pas :

- que ce projet requiert la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville (voir suite du rapport),
- que cette construction peut porter atteinte aux terres agricoles,

Mais Il faut noter : que les propriétaires et exploitants des parcelles en cause ne le revendiquent pas sérieusement puisqu'ils se sont déjà engagés, avec l'expropriant, dans des négociations et par une procédure amiable de cession mais qui n'a pas abouti faute d'accord sur le prix (cf. pièce B notice explicative p 39),

- que par ailleurs, le Président de la Chambre d'Agriculture a fait connaître dans son courrier du 29 mars 2019, son avis favorable au projet,
- qu'il peut porter atteinte au droit de propriété s'agissant d'une procédure d'expropriation,
- mais que là encore, une vente amiable qui a été entreprise entre les parties mais sans aller jusqu'à son terme, aurait conduit aux mêmes conséquences,

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E4900048/45 du 15 mars 2019

- qu'il a un coût financier mais que celui-ci doit être apprécié au regard des avantages attendus pour la population et surtout pour la collectivité éducative et sportive puisque le gymnase de Dadonville par exemple bénéficiera, en dehors des horaires scolaires, à toutes les communes de la Communauté de communes et à leurs associations.

Mes motivations découlent de l'étude approfondie des pièces du dossier, des visites sur les lieux, de l'analyse des observations, des échanges avec les représentants du Maître d'ouvrage et des deux municipalités, de l'examen de la réponse aux observations et de mes investigations.

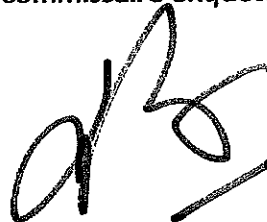
Je suis convaincu de l'utilité publique du projet qui est manifeste tant l'intérêt de la construction de deux collèges dont l'un sur la commune de Dadonville est amplement démontré.

J'estime que la mise en œuvre du projet conduira à un bilan positif pour la collectivité et répond au règlement d'une situation qui posait des problèmes depuis de nombreuses années.

Pour ces motifs, j'émet **un avis favorable** à la déclaration d'utilité publique en vue de la construction de deux collèges dans le Pithiverais.

A Orléans, le 5 juillet 2019

Le commissaire enquêteur



Jean-Michel BORDES

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E1900048/45 du 15 mars 2019

Conclusions sur l'enquête publique unique relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet

La mise en compatibilité est une procédure régie par le code de l'urbanisme.

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé, de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un document d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale ou plan local d'urbanisme), ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue aux articles L.153-54 à 153-58, R.153-13 et R.153-14 du code de l'urbanisme, s'agissant du plan local d'urbanisme (PLU).

En l'espèce, le présent dossier vise à modifier le document d'urbanisme applicable à la commune de Dadonville, c'est-à-dire le PLU.

Un PLU est un document de gestion et de planification de l'occupation des sols qui

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithivier;
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

s'applique, au cas particulier, au territoire communal de la commune de Dadonville.

La mise en compatibilité du PLU a pour objet d'adapter le contenu de ce document afin de **permettre, sur son périmètre d'application, la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée.** Il s'agit ici de la construction du collège de Dadonville. Elle porte sur l'ensemble des pièces dont les dispositions ne permettraient pas la **réalisation du projet et se traduit à proposer l'intégration des portions du site retenu pour la construction du nouveau collège, situées dans le périmètre de la DUP et actuellement intégrées en Zone A (agricole) en zone U (urbanisée).**

En effet et remarque étant faite que le dossier soumis à l'enquête expose avec justesse les raisons pour lesquelles une mise en compatibilité du SCOT du pays de Beauce Gâtinais en Pithiverais est sans objet et qu'il n'y a pas nécessité de modifier les dispositions du PADD, il ressort de l'étude produite que l'examen des orientations d'aménagement et de programmation du PLU conduit à conclure que les occupations et installations autorisées par la zone A en cause, ne permettent pas la construction d'un établissement d'enseignement secondaire et impliquent en conséquence une modification du zonage du PLU des terrains nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

Toutefois, les emprises nécessaires au projet et contenues au sein de cette zone auront uniquement vocation à l'aménagement du réseau viaire à proximité du projet (aménagement d'un giratoire, aménagement des voies de circulation et des accès au collège).

C'est la raison pour laquelle le règlement du PLU nécessite en conséquence d'être mis en compatibilité avec le projet de la DUP.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°18000048/45 du 15 mars 2019

C'est donc dans ce cadre, qu'il convient d'intégrer les emprises situées en zone A et nécessaires au projet de construction du collège sur la commune de Dadonville et contenues au sein du périmètre de DUP à la zone « 1AUe » du PLU communal. En effet, celle-ci à vocation à accueillir des équipements publics.

L'enquête relative à la mise en compatibilité du PLU de Dadonville s'est déroulée en même temps que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais.

Aucune observation concernant la modification du PLU de Dadonville n'a été relevée dans les registres d'enquête.

Le déroulement de l'enquête a eu lieu conformément aux dispositions réglementaires. La tenue régulière des 4 permanences programmées à des jours différents de la semaine, a donné au public la possibilité de s'exprimer et le dossier relatif à la mise en compatibilité, parfaitement explicite, a été mis à la disposition du public dans des conditions satisfaisantes.

Je suis convaincu, pour les motifs exposés, que la réalisation du projet présenté nécessite que soit modifié le PLU de la commune de Dadonville, cette mise en compatibilité découlant des conclusions favorables émises par le soussigné sur l'utilité publique du projet.

Le règlement du PLU ne suggère que peu de modifications dans la mesure où les dispositions de la zone 1AUe relatives à l'implantation et à la construction des bâtiments ne sont pas contraignantes pour la mise en œuvre du projet.

Il est actuellement fait référence au fait que « le secteur 1AUe est créé à Grantarvilliers à proximité de l'école ».

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

La modification consiste à récrire ce paragraphe de la manière suivante :

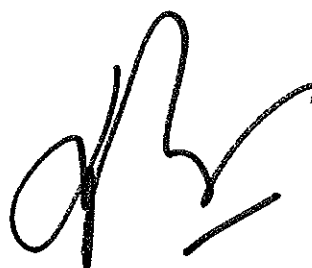
« A l'échelle de la commune de Dadonville, la zone 1AU se situe au nord de Bourgneuf. Un secteur 1AUe est créé à Grantarvilliers, à proximité de l'école, ainsi qu'à Saint-Pierre, en limite des RD 123 et 623. »

Mes motivations découlent de l'étude approfondie des pièces du dossier, des visites des lieux, de l'analyse des observations présentées au cours de l'enquête préalable à la DUP, des échanges avec les représentants des collectivités concernées à savoir Dadonville, Pithiviers et la communauté de communes du Pithiverais, de la réponse du Maître d'ouvrage et de mes investigations,

Par ces motifs, j'émet un **avis favorable** à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville, selon les modalités fixées dans le dossier et énoncées plus haut.

A Orléans, le 05 juillet 2019

Le commissaire enquêteur



Jean-Michel BORDES

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Conclusions sur la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (enquête parcellaire)

Le présent dossier concerne l'enquête parcellaire relative au projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais : un sur le site du collège actuel de Pithiviers et un collège sur un nouveau site sur la commune de Dadonville.

Les parcelles recevant le nouveau collège sur le site de Pithiviers étant déjà propriété du **Maître d'ouvrage**, un dossier d'enquête parcellaire n'est donc pas requis.

L'enquête parcellaire ne concerne donc que le site de Dadonville.

Il est précisé que l'enquête relative à l'utilité publique a été menée concomitamment et a fait l'objet des conclusions développées dans les parties précédentes.

Les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique permettront au Préfet du LOIRET, s'il le juge possible, de prendre un arrêté déclarant l'utilité publique du projet cité.

Il n'existe actuellement au cœur du territoire du Pithiverais qu'un unique établissement d'enseignement secondaire, le collège Denis POISSON, situé sur la commune de Pithiviers. C'est le plus important de l'académie Orléans-Tours puisqu'il a accueilli pour l'année scolaire 2017/2018, 1028 élèves pour une capacité maximale de 1100 élèves.

Il regroupe les élèves de 18 communes.

En outre, le Lycée professionnel Jean de la Taille est implanté, à proximité du site même du collège Denis POISSON. Il accueille pour sa part 400 élèves.

En conséquence, ce sont environ 1500 jeunes qui sont concentrés dans une seule zone. Aux problèmes de forte promiscuité ainsi créée, s'ajoute des difficultés de circulation et de stationnement pour les cars qui rencontrent dans un environnement déjà caractérisé

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS, n°19000048/45 du 15 mars 2019

par une forte concentration de population, des retards significatifs et d'autres problèmes de sécurité.

Cette situation a donc conduit le Conseil départemental à présenter un projet de construction de deux collèges au sein du territoire du Pithiverais dont le collège envisagé sur la commune de Dadonville.

Pour ce site, il s'agit de la construction d'un nouveau collège d'environ 600 élèves et également de l'aménagement des abords et de la construction d'un gymnase d'abord pour les usagers du futur collège.

L'enquête publique parcellaire s'est déroulée dans le cadre :

- du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique en particulier les articles R 131-1 à R 131-14,
- de la délibération du Conseil départemental du LOIRET du 30 novembre 2018,
- de la décision en date du 15 mars 2019 n°E190000048/45 de Madame la Présidente du Tribunal administratif d'ORLEANS me désignant commissaire enquêteur,
- de l'arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le 08 avril 2019, le Président du Conseil départemental du LOIRET a notifié l'enquête publique unique aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées commune de Dadonville section ZC n°138, 140, 390 au lieudit Saint Pierre et n°730 au lieudit Rue derrière le Parc .

Ce sont les personnes suivantes :

- M. Jean GAUTHIER, 2B voie communale de la Groue Dadonville (45300),
- Mme Monique GAUTHIER BOULIER 3B rue de l'Eglise Malesherbois (45330)

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

- SCEA de la Grosse Pierre représentée par ses co-gérantes
128 route de Pithiviers Pithiviers (45300)
- SCEA de la Grosse Pierre représentée par Christine GAUTHIER co-gérante
128 route de Pithiviers Pithiviers (45300)
- SCEA de la Grosse Pierre représentée par Claire GAUTHIER co-gérante
128 route de Pithiviers Pithiviers (45300)
- M. Bernard GAUTHIER 128 route de Pithiviers (45300)

toutes figurant au parcellaire

Ces notifications se sont faites par courriers recommandés avec accusés de réception.

Toutes ces pièces sont insérées avec les pièces annexes au rapport.

Le contenu du dossier soumis à enquête parcellaire, visé à l'article R 131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique comprenait :

- une notice explicative,
- un état parcellaire reprenant la liste des propriétaires établie à partir des documents cadastraux, avec la référence cadastrale et les origines de propriété,
- un plan parcellaire présentant le périmètre des acquisitions nécessaires à la réalisation du projet.

Il était clair, explicite et complet.

Aucune observation relative à l'enquête parcellaire n'a été inscrite sur les registres ou adressée par courrier postal ou électronique.

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

Avis du commissaire enquêteur :

Au terme de l'étude du dossier, des visites sur place, des renseignements recueillis, je considère :

- que l'information des propriétaires, des exploitants et du public a été correctement réalisée
- et que l'enquête s'est déroulée dans le respect de la réglementation et des textes en vigueur .
- que chacun pouvait exprimer sans contrainte ses remarques, recevoir toutes explications de ma part au cours des permanences, écrire ses observations sur les registres.
- que le dossier constitué en vue de l'enquête parcellaire est conforme au code de l'expropriation et comporte les pièces requises,
- que le périmètre du projet inclut les parcelles à exproprier,

Compte tenu :

- du respect de la procédure d'enquête parcellaire,
- qu'aucune déclaration ne remet en cause le plan parcellaire et la liste des propriétaires tels qu'ils figurent au dossier d'enquête,
- que les parcelles concernées par l'enquête parcellaire sont nécessaires pour la réalisation du projet soumis à l'enquête,
- qu'il n'y a aucune raison de modifier l'emprise foncière du projet,

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

-- que l'opération d'aménagement vise à satisfaire un besoin d'intérêt général,

J'émet un **avis favorable** sur le parcellaire présenté pour la commune de Dadonville en vue de mettre en œuvre le projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais.

A ORLEANS, le 05 juillet 2019

Le commissaire enquêteur



Jean-Michel BORDES

Enquête publique unique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de construction de deux collèges dans le Pithiverais,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Dadonville avec le projet,
- la détermination des immeubles à acquérir, la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés (parcellaire).

Arrêté du Préfet du LOIRET du 04 avril 2019

Décision du Tribunal administratif d'ORLEANS n°E19000048/45 du 15 mars 2019

COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION

B 02 - Convention de groupement de commandes pour la réalisation d'une étude permettant la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du voyage

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'autoriser la conclusion d'une convention de groupement de commandes avec l'Etat pour la mise en place d'un marché d'étude préalable à la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du voyage 2013-2019.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes notamment financiers de ladite convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention susvisée au nom du Département.



**CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES
pour la mise en place d'un marché d'étude préalable à la
du
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du
du Loiret 2013-2019**



révision

voyage

*Passée en application des dispositions des articles L. 2113-6 et suivants
du Code de la commande publique.*

Entre les soussignés :

- l'État, représenté par Jean-Marc FALCONE, Préfet du Loiret, Préfet de la région Centre-Val de Loire, d'une part,

et

- le Département du Loiret, représenté par son Président, Monsieur Marc GAUDET, d'autre part, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du 12 juillet 2019,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, texte fondateur, prévoit que le Schéma est révisé, selon la même procédure qui a conduit à son adoption, au moins tous les six ans à compter de sa publication. La révision est à lancer à l'initiative du Préfet ou du Président du Conseil Départemental.

Pour le Loiret, le Schéma 2013-2019 a été mis en révision par l'arrêté conjoint de l'Etat et du Département en date du 7 mai 2019.

La révision suppose une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante comportant la localisation, la fréquence et la durée des séjours, ainsi que de l'évolution du mode de vie et de l'ancrage des gens du voyage.

Sur ces bases, le prochain Schéma départemental sera élaboré et approuvé conjointement par le représentant de l'État dans le département et le Président du Conseil Départemental, après avis de la Commission départementale consultative et des organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

La co-construction du Schéma suppose un marché d'étude commun, copiloté et cofinancé par l'État et le Conseil Départemental.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre l'Etat et le Département du Loiret et d'en définir les modalités de fonctionnement, en vue de la passation du marché suivant :

« Réalisation d'une étude préalable pour la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Loiret 2013-2019 »

Cette étude permettra, selon les modalités qui seront prévues au cahier des charges constitutif du présent marché, de disposer d'une évaluation du Schéma 2013-2019 et de sa mise en œuvre, d'un diagnostic des besoins actuels et d'un nouveau Schéma pour les six prochaines années.

Article 2 : Durée du groupement de commandes

Le groupement de commandes est constitué de la procédure de passation du marché jusqu'à la réception des prestations exécutées par le titulaire du marché.

La présente convention prend effet à la date de notification de celle-ci aux membres du groupement après transmission au contrôle de légalité.

Article 3 : Adhésion et retrait des membres du groupement

Chaque membre du groupement adhère à la présente convention soit par délibération de son Assemblée délibérante, soit par signature de la présente convention.

Chaque membre s'engage à transmettre au Coordonnateur copie des documents utiles.

Chaque membre dispose, à tout moment, de la possibilité de se retirer du groupement de commandes ici constitué. Ce retrait entraîne automatiquement la dissolution du groupement.

Article 4 : Coordonnateur du groupement de commandes : désignation et missions

4.1 Désignation du Coordonnateur

L'État exercera la fonction de Coordonnateur du groupement.

4.2 Missions du Coordonnateur

Le Coordonnateur est chargé de l'organisation de la procédure de passation, du jugement des offres proposées par les candidats, de l'attribution du marché après analyse et avis de la Commission technique mixte, de la signature et de la notification du marché.

Les membres du groupement sont chargés conjointement de s'assurer de la bonne exécution du marché par son titulaire.

Aussi, dans le respect du Code de la commande publique, les missions du Coordonnateur seront les suivantes :

- Préparer le dossier de consultation à remettre aux candidats,
- Lancer l'avis d'appel public à la concurrence,
- Apporter le cas échéant tout rectificatif en cours de consultation,
- Mettre à disposition librement et gratuitement le dossier de consultation des entreprises aux candidats et réceptionner les candidatures et les offres,
- Créer une Commission technique mixte composée des personnes membres du groupement (Département du Loiret et État), pour ouvrir et effectuer l'analyse des offres,
- Préparer un rapport d'analyse des offres,
- Signer et notifier le marché,
- Envoyer les courriers aux entreprises non retenues,
- Répondre aux courriers des candidats dans le cadre des demandes de motifs de rejet,
- Le cas échéant, déclarer sans suite ou infructueuse la consultation.

Article 5: Procédure de dévolution des prestations

La consultation prendra la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique.

Article 6 : Choix des prestataires et notification du marché

Le choix des prestataires se fera d'un commun accord entre l'État et le Département du Loiret.

La notification du marché sera quant à elle réalisée par l'Etat, Coordonnateur du groupement.

Article 7 : Dispositions financières

Le montant budgété pour cette prestation s'élève au maximum à 20 000 € TTC (Toutes Taxes Comprises) pour la prestation principale. Des prestations complémentaires pourront, le cas échéant, être commandées en plus par l'un ou l'autre des membres du groupement.

Les crédits nécessaires à l'exécution de la convention et au règlement des prestations du marché sont inscrits dans les budgets respectifs de chaque membre du groupement.

7.1 : Frais liés à la constitution du groupement de commandes et à la procédure de passation

Les membres du groupement de commande participeront solidairement aux frais de fonctionnement du groupement, et notamment aux éventuelles publications légales.

7.2 : Financement des prestations

Le Département du Loiret et l'État prendront en charge chacun 50 % de l'étude.

Le règlement se fera directement auprès du prestataire, lequel adressera une facturation identique à chacune des deux institutions, le coût de chaque phase de l'étude étant partagé à parité entre elles.

Le Département du Loiret, tout comme l'État, prendra en charge, en tant que de besoin, l'accueil dans ses locaux du titulaire du marché.

Toutefois, les coûts liés aux transports et les frais de restauration seront à la charge du prestataire.

Article 8 : Dispositions diverses

Chaque membre du groupement s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du marché d'étude.

Une copie des rapports d'étude et des notes sera transmise aux membres du groupement par le Coordonnateur dans le mois qui suit leur réception. Le Coordonnateur du groupement n'est en aucun cas mandaté pour agir en justice au nom du groupement.

Les litiges pouvant naître de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif d'Orléans.

Fait en quatre exemplaires originaux à Orléans, le.....

Pour le Département du
Loiret :

Pour l'Etat :

Le Président du
Conseil Départemental

Le Préfet du Loiret, Préfet de
la Région Centre-Val de Loire

Marc GAUDET

Jean-Marc FALCONE

B 03 - Réajustement des objectifs CAOM 2019

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de l'avenant n°1 à la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2019 avec l'Etat sont approuvés et Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à le signer tel qu'annexé de la présente délibération.

Article 3 : Les termes de l'avenant n°8 à la convention 2019 de gestion de l'aide aux employeurs avec l'ASP sont approuvés et Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à le signer, tel qu'annexé de la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer les subventions suivantes au titre du cofinancement de l'aide au poste des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) pour 2019 et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à signer les conventions, les avenants et les cerfa correspondants :

- 47 148,72 € (soit 23 574,36 € par semestre) pour la structure Aabraysie Développement pour 2019,
- 53 042,31 € (soit 26 521,15 € par semestre) pour la structure ADS 45 pour 2019,
- 129 658,98 € (soit 64 829,49 € par semestre) pour la structure APAGEH pour 2019,
- 11 787,18 € (soit 5 893,59 € par semestre) pour la structure Artefacts Spectacles pour 2019,
- 29 467,95 € (soit 14 733,97 € par semestre) pour la structure ASER pour 2019,
- 58 935,90 € (soit 29 467,95 € par semestre) pour la structure FAP pour 2019,
- 82 510,26 € (soit 41 255,13 € par semestre) pour la structure Jardins de la Voie Romaine pour 2019,
- 206 275,65 € (soit 103 137,82 € par semestre) pour la structure Le Tremplin pour 2019,
- 23 574,36 € (soit 11 787,18 € par semestre) pour la structure Les Ateliers LigéteRiens pour 2019,
- 82 510,26 € (soit 41 255,13 € par semestre) pour la structure Orléans Insertion Emploi pour 2019,
- 35 361,54 € (soit 17 680,77 € par semestre) pour la structure Respire pour 2019,
- 91 350,65 € (soit 45 675,32 € par semestre) pour la structure Restaurants du Cœur du Loiret pour 2019,
- 106 084,62 € (soit 53 042,31 € par semestre) pour la structure SOLEMBIO pour 2019,
- 35 361,54 € (soit 17 680,77 € par semestre) pour la structure Val Espoir pour 2019,
- 23 574,36 € (soit 11 787,18 € par semestre) pour la structure AMIDON 45 pour 2019,
- 17 680,77 € (soit 8 840,38 € par semestre) ACI pour la structure Fraternité pour 2019.

Article 5 : Les dépenses liées au cofinancement des CDDI et des CUI-PEC, ainsi qu'à la rémunération de l'ASP pour la gestion du versement de l'aide départementale liée aux contrats aidés, seront imputées de la façon suivante sur le budget départemental 2019 :

- ✓ 017 – 65662 – B0301203 (CDDI et CUI-PEC),
- ✓ 017 – 611 – B0301304 (frais de gestion ASP).



Département du Loiret

Préfecture du Loiret

**Convention annuelle d'objectifs et de moyens
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental du Loiret et de l'Etat
Année 2019
Avenant N°1**

Entre

L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret

Et

Le Département du Loiret représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu le Code du travail et notamment ses articles L. 5132-1 et suivants ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles dans ses articles L. 262-1 à L. 263-4 ;

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique ;

Vu le décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique ;

Vu l'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique ;

Vu la circulaire DGEFP n°2005-41 du 28 novembre 2005 relative aux ateliers et chantiers d'insertion ;

Vu la circulaire DGEFP n°2009-42 du 5 novembre 2009 relative à l'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion au 1^{er} janvier 2010 ;

Vu la délibération n°B02 de l'Assemblée départementale du Conseil Départemental en date du 31 janvier 2019 relative à la Solidarité départementale en faveur de la politique « L'emploi : le Département s'engage dans la lutte pour l'insertion et contre les exclusions » - budget primitif 2019,

Vu la délibération n° B03 de la Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret en date du 12 juillet 2019

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Le premier volet traitant des « Contrats uniques d'insertion » est modifié comme suit :

(...)

OBJECTIFS QUANTITATIFS

Le Département s'engage, pour l'année 2019 et dans la limite des crédits disponibles, à assurer la continuité de la mise en œuvre des CUI (PEC et CIE) signés au cours des années antérieures et toujours actifs au 1er janvier 2019, et financés par le Département pour les bénéficiaires du RSA.

Cet engagement concerne prévisionnellement 55 CUI-PEC et 16 CUI-CIE signés les années antérieures et toujours actifs, et représente une dépense prévisionnelle de **223 505,48 €** pour l'année 2019.

L'engagement du Département pour l'année 2019 concerne uniquement les contrats signés antérieurement à 2019 et toujours actifs au 1^{er} janvier 2019, et ce jusqu'au terme de ces contrats. Il n'est cependant pas prévu d'engagement pour d'éventuels renouvellements ou nouveaux contrats.

Article 2 :

Le second volet traitant de l'« Insertion par l'activité économique » est modifié comme suit :

Le Département du **Loiret** et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du Schéma Départemental de Cohésion Sociale 2017-2021 et du Plan d'actions pour l'emploi.

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur **26** structures conventionnées par les services de l'Etat. Elle se répartit entre :

- **21** ateliers et chantiers d'insertion,
- **4** associations intermédiaires,
- **10** entreprises d'insertion,
- **2** entreprises de travail temporaire d'insertion.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

CHAMP D'INTERVENTION ET OBJECTIFS DU DEPARTEMENT

Champ d'intervention

En application de l'article L. 5132-3-1 du Code du travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat.

Organismes porteurs d'ACI :

- **Aabraysie Développement,**
- **ADS 45,**
- **APAGEH,**
- **ARTEFACTS Spectacles,**
- **ASER,**
- **FAP,**
- **Jardins de la Voie Romaine,**
- **Le Tremplin,**
- **Les Ateliers Ligériens,**
- **Orléans Insertion Emploi,**
- **Régie de Quartier Respire,**
- **Les Restaurants du Cœur du Loiret,**
- **Solembio,**
- **Val Espoir,**
- **Amidon 45,**
- **Fratércité.**

Objectifs prévisionnels du nombre de personnes prises en charge par le Département

Pour les bénéficiaires du RSA dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- un nombre prévisionnel de **175,50** personnes bénéficiaires du RSA recrutés sur **12** mois ;

La contribution financière mensuelle du Conseil Départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée de conventionnement.

L'engagement financier du Conseil départemental **pour l'année 2019** s'élève à :

(175,50 personnes) x 12 mois = 2 106 mois CDDI

Le montant financier correspondant pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 est de :

2 106 mois CDDI x (montant du RSA pour une personne seule x 0,88) = 1 034 325,05 €

Article 3 :

Les autres points de la convention demeurent inchangés

Fait à Orléans le

Le Préfet de la Région Centre – Val de Loire
et du Loiret

Le Président du Conseil Départemental
du Loiret

Jean-Marc FALCONE

Marc GAUDET

**AVENANT N°8
A LA CONVENTION DE GESTION DE L'AIDE AU POSTE OCTROYEE PAR LE CONSEIL
DEPARTEMENTAL POUR LES STRUCTURES PORTEUSES D'ATELIERS ET CHANTIERS
D'INSERTION**

Vu la convention de gestion de l'aide au poste octroyée pour les structures porteuses d'Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) entre le Conseil général et l'ASP signée le 24 novembre 2014, l'avenant n°1 signé le 17 juillet 2015, l'avenant n°2 signé le 7 décembre 2015, l'avenant n°3 signé le 14 juin 2016, l'avenant n°4 signé le 23 janvier 2017, l'avenant n°5 signé le 13 novembre 2017, l'avenant n°6 signé le 8 février 2018 et l'avenant n°7 signé le 8 janvier 2019,

Vu la délibération n°B02 de l'Assemblée départementale du Conseil Départemental en date du 31 janvier 2019 relative à l'ouverture des crédits par anticipation à l'adoption du budget départemental - budget primitif 2019,

Vu la délibération n°XX de Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 12 juillet 2019 autorisant le Président à signer le présent avenant,

ENTRE :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental,

d'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), représentée par Monsieur Stéphane LE MOING, Président Directeur Général,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les montants alloués à l'ASP au titre des crédits d'intervention et des frais de gestion pour l'année 2019.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIERES

L'article 3.1 « Crédits d'intervention » est complété comme suit :

Le montant de la participation financière maximale du Conseil Départemental au titre des crédits d'intervention est fixé à **1 034 325,05 €** pour l'année 2019.

Les crédits d'intervention versés par le Département doivent permettre le paiement de toutes les annexes financières signées depuis le 1^{er} janvier 2019, ainsi que la poursuite du paiement des annexes engagées avant cette date.

L'article 3.2 « Frais de gestion » est complété comme suit :

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1^{er} janvier 2019 comme suit :

- La saisie, gestion et paiement d'une annexe financière, d'un avenant de renouvellement ou modificatif ayant un impact financier sur le montant du cofinancement du Conseil départemental : 32,09 €.
- Forfait annuel de 6 730,28 € au titre de la mise en œuvre et du suivi de la convention. Il comprend notamment : l'instrumentation technique, le suivi financier de la convention (appels de fonds des crédits d'intervention, facturation des frais de gestion), l'accès à l'extranet, la production de statistiques et l'appui technique au Département.

Le montant total des frais de gestion est calculé de manière prévisionnelle et estimé à **8 270,60 €** pour 2019.

ARTICLE 4 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant. Ces dernières prévalent en cas de divergence.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Orléans, le

<p>Pour le Président et par délégation, La Vice-Présidente, Présidente de la Commission du Logement et de l'Insertion,</p> <p>Viviane JEHANNET</p>	<p>Pour le Président Directeur Général, et par délégation, Le Directeur régional Centre</p> <p>Michel BERRE</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

B 04 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits de subvention RSA et du dispositif Personnes en difficulté pour l'année 2019, les subventions suivantes :

Thème / sous thème	Structure	Intitulé de l'action	Objectifs 2019 retenus	Subvention 2019 décidée
RSA	Gâtinais Emploi		Accueil et suivi de bénéficiaires du RSA sur 15 postes, comprenant la réalisation de 2 700 heures travaillées, de 270 heures d'accompagnement individuel et 15 heures d'accompagnement collectif, pour une subvention d'un montant de 7 500 €.	7 500 €
RSA	Actual Interim Insertion (A2i)		Accompagnement et recrutement de 15 bénéficiaires du RSA sur 3 ETP comprenant la réalisation de 4 800 heures travaillées (soit un nombre d'heures travaillées moyen de 320 heures annuelles par personne) et un minimum de 15 heures d'accompagnement individuel annuel par personne entrée dans le dispositif.	4 800 €
	Maison de l'emploi	Subvention de fonctionnement		28 500 €
Personnes en difficulté / RSA	ADAGV	Accompagnement social global	Financement de l'association en 2019 à hauteur de 162 500 € pour l'accueil et le suivi de 500 personnes, dont 400 bénéficiaires du RSA, rencontrant des difficultés sociales globales, domiciliés à l'ADAGV et/ou stationnant sur le territoire de la Maison du Département d'Orléans.	162 500 €

Article 3 : La dépense sera imputée sur le budget départemental 2019, de la manière suivante :

Thème de la demande de subvention	Clé d'imputation	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
RSA	D21332	017	6574	B0301401	108 300 €
Personnes en difficulté	D02488	65	6574	B0301401	95 000 €

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes à la décision prise dans le cadre de la présente délibération, sur la base des modèles de conventions types adoptées par le Conseil général lors de sa Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération n°C02).

B 05 - Référencement social des bénéficiaires du RSA - Modalités de poursuite du partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais

Article 1 : Le rapport est adopté avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de conventionner, pour la période du 1^{er} mai 2019 au 31 décembre 2019, avec la Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais afin que celle-ci assure le référencement social de 133 bénéficiaires du RSA (en file active), isolés et couples sans enfant, ainsi que quelques familles avec des enfants (sans problématique enfance), résidant sur son territoire, pour un total de 1 068 mois-mesures d'accompagnement (soit 89 mesures), avec pour conséquence, un financement d'un montant de 35 600 €, prévu au budget départemental 2019.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes aux décisions prises dans le cadre de la présente délibération, sur la base des modèles de conventions types adoptés par le Conseil général lors de la Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération C02).

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées de la manière suivante sur le budget départemental 2019 : chapitre : 017 – nature : 65734 – action : B0301303.

B 06 - Renouvellement de la convention de partenariat permettant à l'association des Restaurants du Cœur du Loiret de bénéficier à titre gratuit des matériels d'impression du Département

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention 2019 à conclure avec l'association des Restaurants du Cœur du Loiret sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention telle qu'annexée à la présente délibération.

**Convention de partenariat 2019
Restaurants du Cœur du Loiret**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le modèle de « *Convention de partenariat* » adopté par le Conseil général, par délibération C02 du 11 décembre 2008,

Vu la demande de l'association des Restaurants du Cœur du Loiret en date du 13 septembre 2018,

Vu la délibération n°XX de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du 12 juillet 2019,

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du 12 juillet 2019,

Ci-après dénommé « le Département »,

Et d'autre part :

L'organisme désigné ci-après :

- Raison sociale : Restaurants du Cœur du Loiret
- Forme juridique : Association loi 1901
- Adresse : 23 bis rue Lavoisier – 45140 INGRE
- Représenté par : Yves MERILLON
- Qualité : Président

Ci-après dénommé « l'organisme »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements réciproques des parties dans le cadre de la réalisation d'impressions au profit de l'association des Restaurants du Cœur du Loiret, via les matériels du Département.

ARTICLE 2 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à réaliser des impressions au profit de l'association des Restaurants du Cœur du Loiret, à titre gratuit, via les matériels de la Direction de la communication et de l'information.

La reprographie de documents au profit de l'association des Restaurants du Cœur du Loiret est une subvention en nature dont le montant équivaut à **1 346,00 €**.

Les documents et quantités éligibles à la convention, estimés pour une année civile, sont les suivants :

- ✓ Flyers « collecte nationale » : environ 130 000 exemplaires au maximum.
- ✓ Fiches cartonnées destinées aux bénéficiaires : environ 8 000 exemplaires au maximum.
- ✓ Feuilles « rencontre » lors de la première visite du bénéficiaire : environ 2 000 exemplaires au maximum.
- ✓ Flyers « restos » : environ 3 000 exemplaires au maximum.
- ✓ Rapport d'activités de l'association : 200 exemplaires au maximum.
- ✓ Cartes de visite : 100 exemplaires au maximum.
- ✓ Fond de lettre A4 avec logo des Restaurants du Cœur en couleur et adresse : 500 exemplaires au maximum.

La livraison des documents est effectuée à l'Hôtel du Département, 15 rue Eugène Vignat, à Orléans. Les agents de la Direction de la Communication et de l'Information sont chargés de prévenir l'association dès lors que les documents sont réalisés.

Le Département se réserve un **délai d'un mois** pour répondre aux demandes de l'organisme, à compter du jour de transmission desdits documents.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE

L'organisme s'engage à solliciter le Département selon ses besoins réels. Dans ce cadre, les seuls documents et quantités mentionnés au sein de l'article 2 pourront être transmis et sollicités. La réalisation d'autres impressions par les agents départementaux devra faire l'objet d'une demande écrite de la part de l'association et le Département se réserve le droit d'y répondre défavorablement.

L'organisme s'engage, dans la mesure du possible, à transmettre ses documents à la Direction de la Communication et de l'Information de façon dématérialisée, aux adresses électroniques suivantes : repro@loiret.fr et jean-francois.boulmier@loiret.fr. L'organisme indique, lors de la transmission des documents, le nombre d'exemplaires souhaités. Chaque demande doit être accompagnée de la transmission du ou des document(s) correspondant(s), même si ce(s) dernier(s) a ou ont déjà fait l'objet de reprographies.

L'organisme s'engage à anticiper ses besoins, tenant compte du délai de réalisation mentionné au sein de l'article 2.

L'organisme, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Département dans tous les supports qu'il utilise, ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Dans le cadre de l'utilisation de supports graphiques (logos), il se rapprochera de la Direction de la Communication et de l'Information du Département, à l'adresse électronique suivante : dircom@loiret.fr.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution de tout ou partie des termes de la présente convention, la résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure préalable adressée à l'une ou l'autre des parties dans les mêmes formes, restée sans effets.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire, de dissolution de l'organisme bénéficiaire ou de toute autre cause ayant pour effet d'engendrer la disparition même de l'objet de la subvention.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 7 : DUREE ET PERIODE D'EFFET DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à la date de sa signature.

La période d'effet s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour l'organisme,

Le représentant
Yves MERILLON

Pour le Département,
Pour le Président et par délégation

Eric COULON,
Directeur de l'Insertion et de l'Habitat

B 07 - Projets de conventions dans le cadre du Fonds Unifié Logement (FUL) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) avec la Caisse d'Allocations Familiales du Loiret (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA)

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes des conventions de partenariat avec la CAF et la MSA dans le cadre de la gestion du Fonds Unifié Logement (FUL) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer lesdits documents tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 4 : Les recettes seront recouvrées, pour le FUL sur le chapitre 75, la nature 7511 et l'action B0301403 du budget départemental 2019.

Article 5 : Les recettes seront recouvrées, pour le FAJ sur le chapitre 75, la nature 7511 et l'action B0302203 du budget départemental 2019.



**Convention de partenariat 2019
technique et financière dans le cadre de la gestion
du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes
avec la Caisse d'Allocations Familiales du Loiret**

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi no 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL),

Vu la circulaire DGUHC/DGAS du 4 novembre 2004 relative aux dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement, contenues dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération n°C15 de la Commission permanente du Conseil Général du Loiret en date du 17 décembre 2004, adoptant le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département n°C06 en date du 10 février 2017, adoptant le Règlement Intérieur du Fonds Unifié Logement du Département du Loiret,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 13 décembre 2018 approuvant le transfert de compétence du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes à Orléans Métropole,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département n° XXX en date du XXX par laquelle il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat pluriannuelle technique et financière dans le cadre de la gestion du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes,

Vu les orientations du Plan Solidarité Logement et Hébergement 45 (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées),

Considérant l'implication de la CAF dans le domaine du logement et de l'habitat en faveur de ses ressortissants, déterminée dans le cadre des orientations de la Convention d'Objectifs et de Gestion (Cog) 2018/2022 signée entre l'Etat et la Cnaf.

Entre d'une part

- **le Département du Loiret**, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommé « le Département »

Et d'autre part,

- **La Caisse d'Allocations Familiales**, représentée par Monsieur Jean-Yves PRÉVOTAT, Directeur, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommé « la CAF »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du FAJ et du FUL, cette convention a pour objet de :

- définir les engagements des parties,
- fixer le montant de la contribution financière de la CAF,
- préciser les modalités de versement et les principes de reconduction.

Cette convention n'est pas exclusive de conventions conclues par le Département pour le reste du territoire du Loiret.

ARTICLE 2 : CADRE ET MODALITES D'EXECUTION

• 2.1 Public visé

Le dispositif est destiné exclusivement à apporter une aide ponctuelle aux :

- personnes en difficulté sociale et financière, dans le cadre du FUL,
- jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et/ou professionnelle, dans le cadre du FAJ.

- **2.2 Localisation**

Ce dispositif s'adresse aux jeunes, personnes et/ou familles ayant leur résidence principale sur le territoire du Département (Hors Orléans Métropole).

- **2.3 Objectifs des actions**

Le FUL du Loiret, dans le cadre de son règlement intérieur attribue différents types d'aides :

- des aides financières directes aux personnes et familles en difficultés sous forme de subvention dans le cadre de l'accès et du maintien dans le logement,
- des aides financières indirectes aux personnes et familles en difficultés sous la forme de mesures d'accompagnement, de garanties pour permettre aux personnes défavorisées d'avoir un cautionnaire, d'aides au financement des suppléments de dépenses de gestion locative aux associations et autres organismes à but non lucratifs qui sous-louent des logements à des personnes mentionnées dans l'article 1 de la loi du 31 mai 1990 ou qui en assurent la gestion immobilière.

Par ailleurs, le Département du Loiret contribue à l'insertion dans le logement avec l'Accompagnement Social Lié au Logement auprès des ménages en difficulté. En effet, l'accès au logement ou le maintien est un facteur d'insertion pour les ménages en situation de précarité ou d'exclusion. Il s'agit d'une intervention sociale effectuée en lien avec le logement qui doit permettre de favoriser, faciliter et accélérer l'insertion du ménage dans son logement.

Favoriser une meilleure gestion budgétaire des ménages en lien avec le paiement du loyer et des charges, permettre une meilleure intégration de la famille dans son environnement et aboutir à une meilleure utilisation du logement et des équipements pour tendre vers l'autonomie de la famille sont les principaux objectifs de l'accompagnement social.

Le FUL prend en charge ces mesures d'accompagnement social lorsqu'elles sont nécessaires pour des personnes et des familles, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

Dans le cadre de son règlement intérieur, le FAJ a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, par le biais, d'une part, d'actions et de mesures d'accompagnement et, d'autre part, d'aides financières individuelles, le cas échéant, sous forme de secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Les aides sont destinées prioritairement aux jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources. Néanmoins, les jeunes disposant de ressources ne leur permettant pas momentanément la poursuite de leur démarche d'insertion peuvent avoir accès aux aides du FAJ à titre exceptionnel.

L'ensemble des ressources effectives du jeune, quelque soit leur nature, est pris en compte dans l'évaluation de la situation conduisant à la décision d'aide.

Les jeunes scolarisés ou étudiants ne sont pas prioritaires, dans la mesure où ils ont accès au Fonds de Solidarité Lycéen, au Fonds de Solidarité Universitaire (CROUS). Néanmoins, s'ils rencontrent des difficultés particulières de nature à remettre en cause leur parcours, ils peuvent avoir accès aux aides du FAJ à titre exceptionnel.

Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ou leurs conjoints âgés de dix-huit à vingt-cinq ans n'ont pas accès aux aides individuelles du FAJ et leur participation à des actions d'accompagnement FAJ doit être étudiée au cas par cas.

- **2.4 Engagements des contractants**

- **2.4.1 Engagements du Département du Loiret**

Le Département du Loiret assure la gestion directe du FUL et du FAJ sur le périmètre du territoire Loirétain (Hors Orléans Métropole).

Elle s'engage à :

- consulter la CAF pour les modifications du règlement de fonctionnement du FUL,
- associer la CAF au Comité directeur du FUL,
- adresser, les règlements FUL et FAJ à la CAF en version dématérialisée dès lors qu'ils sont modifiés,
- transmettre à la CAF l'actualisation des participations financières des différents financeurs des fonds,
- transmettre mensuellement à la CAF un tableau synthétique des dépenses réalisées pour le FUL,
- transmettre semestriellement à la CAF, le montant des dépenses réalisées pour le FAJ,
- adresser à la CAF, chaque année, le bilan d'activités du FUL détaillant les données statistiques relatives aux aides versées.

- **2.4.2 Engagements de la Caisse d'Allocations Familiales**

La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à apporter une contribution financière :

- au titre du FUL : favoriser l'accès et le maintien dans le logement en finançant des aides directes (dépôt de garantie, aide aux impayés d'énergie...),
- au titre du FAJ : favoriser l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en finançant des aides individuelles.

Cette contribution est déterminée chaque année par le Conseil d'Administration de la CAF.

- **2.5 Règlement Intérieur du FUL**

Cette convention s'appuie sur le règlement intérieur du FUL susvisé, qui précise en particulier :

- les modalités de saisine du FUL,
- les modalités d'instruction des demandes,
- les conditions d'octroi des aides, ainsi que les critères de refus,
- la forme et le montant des aides financières et mesures de prévention,
- l'articulation de leur action avec celle des autres organismes intervenant dans leur domaine de compétence, notamment avec celles des commissions de surendettement.

• 2.6 Règlement Intérieur du FAJ

Cette convention s'appuie sur le règlement intérieur du FAJ susvisé, qui précise en particulier :

- les actions d'accompagnement,
- les critères d'attribution des aides individuelles,
- l'objet du FAJ,
- le rôle du référent du jeune,
- les aides individuelles : nature et modalités de versement,
- la procédure d'instruction et de décision des demandes d'aides individuelles,
- le financement du FAJ.

ARTICLE 3 : EVALUATION

Le Département du Loiret procèdera à une évaluation des dispositifs FUL et FAJ à partir des éléments énoncés ci-dessous.

Le Département du Loiret s'engage à communiquer à la CAF le bilan d'activité du FUL ainsi que le bilan financier de ce dispositif.

Le Département du Loiret s'engage à communiquer à la CAF un bilan global du FAJ.

Ces bilans seront fournis sous format numérique (pdf).

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES 2019

Chaque année, le Conseil d'Administration de la CAF fixe le montant de sa participation au titre des aides directes du FUL et des aides du FAJ.

Cette participation pour l'année 2019 sera calculée sur la base de 40 % des dépenses réalisées en 2019 pour le FUL, dans la limite de 600 000 € pour l'ensemble du département du Loiret, tous gestionnaires du FUL confondus.

Si les dépenses cumulées pour le FUL de la Métropole et du Conseil Départemental au titre de l'année 2019 devaient être supérieures à 600 000 €, une clé de répartition serait appliquée, soit :

- **42 %** pour Orléans Métropole,
- **58 %** pour le Conseil Départemental.

Pour le dispositif de sous-location à bail glissant, le montant de la participation de la CAF est de 51 % de 12 000 € soit **6 120 €**.

Pour le FAJ, le montant est de 52 % de 15 000 € en 2019 soit **7 800 €**.

Le paiement de la dotation financière à Orléans Métropole pour le FUL se fera sur présentation d'un titre de recettes :

- Un premier acompte de 40 % sera versé en fin du premier trimestre 2019. Il est calculé sur la base de 40 % des dépenses réalisées au titre du F.U.L. de l'année 2018, auquel est appliquée la clé de répartition entre Orléans Métropole et le Conseil Départemental, soit **74 892,01 €** pour le Département (807 026 € x 40 % (participation CAF) x 58 % (clé de répartition Métropole) x 40 % (au titre du premier acompte).

- Un deuxième acompte de 40 % sera versé courant du 3^{ème} trimestre selon le même calcul.
- Le solde sera versé en début d'année 2020 au vu des montants réels de dépenses.

Pour le FAJ et le dispositif sous-location à bail glissant, le paiement de la CAF s'effectuera en une seule fois avec le paiement du deuxième acompte relatif au FUL.

Ces titres de recettes seront émis dès signature de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution de tout ou partie des termes de la présente convention, la résiliation peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure préalable adressée à l'une ou l'autre des parties dans les mêmes formes, restée sans effet.

Dès réception du courrier valant dénonciation de la présente convention, le Président du Département du Loiret en informera les autres partenaires du dispositif FUL et du FAJ.

ARTICLE 6 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, après un préavis de trois mois suivant sa notification par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Dès réception du courrier valant dénonciation de la présente convention, le Président du Département du Loiret en informera les autres partenaires du dispositif FUL et du FAJ.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

- Résolution amiable

Les deux parties à la présente convention conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir au cours de son exécution par l'échange d'au moins deux correspondances.

- Résolution contentieuse

A défaut, tout litige qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 8 : PERIODE D'EFFET DE LA CONVENTION

Les actions afférentes à la convention sont réalisées entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019. La période d'effet de la présente convention s'étend de sa signature jusqu'au 31 janvier 2020.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour le Président et par délégation,

Viviane JEHANNET
Vice-Présidente,
Présidente de la Commission du Logement
et de l'Insertion

Pour la CAF,

Jean-Yves PREVOTAT
Directeur général

Convention de partenariat pluriannuelle 2019-2020 technique et financière dans le cadre de la gestion du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes

Caisse de Mutualité Sociale Agricole Beauce Cœur de Loire

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi no 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL),

Vu la circulaire DGUHC/DGAS du 4 novembre 2004 relative aux dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement, contenues dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération n°C15 de la Commission permanente du Conseil Général du Loiret en date du 17 décembre 2004, adoptant le nouveau règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département n°C06 en date du 10 février 2017, adoptant le Règlement Intérieur du Fonds Unifié Logement du département du Loiret,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 13 décembre 2018 approuvant le transfert de compétence du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes à Orléans métropole,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département n°XXX en date du XXX par laquelle il est décidé d'approuver les termes de la convention départementale de partenariat pour la gestion et le financement du dispositif du Fonds Unifié Logement (FUL) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ),

Vu les orientations du Plan Solidarité Logement et Hébergement 45 (Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées),

Considérant l'implication prépondérante et primordiale du Département en matière d'action sociale et d'habitat,

Considérant l'implication de la CMSA dans le domaine du logement et de l'habitat en faveur de ses ressortissants, déterminée dans le cadre des orientations de son plan d'action sanitaire et social,

Entre d'une part

- **le Département du Loiret**, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommé « le Département »

Et d'autre part,

- **La Caisse de Mutualité Sociale Agricole Beauce Cœur de Loire**, représentée par Monsieur Marc DEBACQ, Directeur général, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommé « la CMSA »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du FAJ et du FUL, cette convention a pour objet de :

- définir les engagements des parties,
- fixer le montant de la contribution financière de la CMSA,
- préciser les modalités de versement et les principes de reconduction.

Cette convention n'est pas exclusive de conventions conclues par le Département à l'égard d'autres organismes.

ARTICLE 2 : CADRE ET MODALITES D'EXECUTION

- **2.1 Public visé**

Le dispositif est destiné exclusivement à apporter une aide ponctuelle aux :

- personnes en difficulté sociale et financière, dans le cadre du FUL,
- jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et/ou professionnelle, dans le cadre du FAJ.

- **2.2 Localisation**

Ces dispositifs s'adressent aux jeunes, personnes et/ou familles ayant leur résidence principale dans le Département du Loiret (Hors Orléans Métropole).

• 2.3 Objectifs des actions

Le Fonds Unifié Logement du Loiret, dans le cadre de son règlement intérieur mis en œuvre à compter du 1^{er} avril 2017, attribue différents types d'aides aux ménages résidant sur le territoire du Département (Hors Orléans Métropole) :

- des aides financières directes aux personnes et familles en difficultés sous forme de subvention dans le cadre de l'accès et du maintien dans le logement,
- des aides financières indirectes aux personnes et familles en difficultés sous la forme de mesures d'accompagnement, de garanties pour permettre aux personnes défavorisées d'avoir un cautionnaire, d'aides au financement des suppléments de dépenses de gestion locative aux associations et autres organismes à but non lucratifs qui sous-louent des logements à des personnes mentionnées dans l'article 1 de la loi du 31 mai 1990 ou qui en assurent la gestion immobilière.

Par ailleurs, le Conseil Départemental contribue à l'insertion dans le logement avec l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) auprès des ménages en difficulté. En effet, l'accès au logement ou le maintien est un facteur d'insertion pour les ménages en situation de précarité ou d'exclusion. Il s'agit d'une intervention sociale effectuée en lien avec le logement qui doit permettre de favoriser, faciliter et accélérer l'insertion du ménage dans son logement.

Favoriser une meilleure gestion budgétaire des ménages en lien avec le paiement du loyer et des charges, permettre une meilleure intégration de la famille dans son environnement et aboutir à une meilleure utilisation du logement et des équipements pour tendre vers l'autonomie de la famille sont les principaux objectifs de l'accompagnement social.

Le FUL prend en charge ces mesures d'accompagnement social lorsqu'elles sont nécessaires pour des personnes et des familles, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

Dans le cadre de son règlement intérieur, le FAJ a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, par le biais, d'une part, d'actions et de mesures d'accompagnement et, d'autre part, d'aides financières individuelles, le cas échéant, sous forme de secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Les aides sont destinées prioritairement aux jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources. Néanmoins, les jeunes disposant de ressources ne leur permettant pas momentanément la poursuite de leur démarche d'insertion peuvent avoir accès aux aides du FAJ à titre exceptionnel.

L'ensemble des ressources effectives du jeune, quelque soit leur nature, est pris en compte dans l'évaluation de la situation conduisant à la décision d'aide.

Les jeunes scolarisés ou étudiants ne sont pas prioritaires, dans la mesure où ils ont accès au Fonds de Solidarité Lycéen, au Fonds de Solidarité Universitaire (CROUS) Néanmoins, s'ils rencontrent des difficultés particulières de nature à remettre en cause leur parcours, ils peuvent avoir accès aux aides du FAJ à titre exceptionnel.

Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ou leurs conjoints âgés de dix-huit à vingt-cinq ans n'ont pas accès aux aides individuelles du FAJ et leur participation à des actions d'accompagnement FAJ doit être étudiée au cas par cas.

- **2.4 Engagements des contractants**

- **2.4.1 Engagements du Département**

Le Département du Loiret assure la gestion directe du FUL et du FAJ.

Il s'engage à :

- associer la C.M.S.A au Comité directeur du FUL,
- adresser, les règlements FUL et FAJ à la CMSA en version dématérialisée dès lors qu'ils sont modifiés,
- adresser à la CMSA, chaque année, le bilan d'activités du FUL détaillant les données statistiques relatives aux aides versées.

- **2.4.2 Engagements de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole Cœur de Loire**

La CMSA Cœur de Loire s'engage à apporter une contribution financière :

- au titre du FUL : favoriser l'accès et le maintien dans le logement en finançant des aides directes (dépôt de garantie, aide aux impayés d'énergie...).
- au titre du FAJ : favoriser l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en finançant des aides individuelles.

Cette contribution est déterminée chaque année par le Conseil d'Administration de la CMSA

- **2.5 Règlement Intérieur du FUL**

Cette convention s'appuie sur le règlement intérieur du FUL susvisé, qui précise en particulier :

- les modalités de saisine du FUL,
- les modalités d'instruction des demandes,
- les conditions d'octroi des aides, ainsi que les critères de refus,
- la forme et le montant des aides financières et mesures de prévention,
- l'articulation de leur action avec celle des autres organismes intervenant dans leur domaine de compétence, notamment avec celles des commissions de surendettement.

- **2.6 Règlement Intérieur du FAJ**

Cette convention s'appuie sur le règlement intérieur du FAJ susvisé, qui précise en particulier :

- les actions d'accompagnement,
- les critères d'attribution des aides individuelles,
- l'objet du FAJ,
- le rôle du référent du jeune,
- les aides individuelles : nature et modalités de versement,
- la procédure d'instruction et de décision des demandes d'aides individuelles,
- le financement du FAJ.

ARTICLE 3 : EVALUATION

Le Département procèdera à une évaluation des dispositifs FUL et FAJ à partir des éléments énoncés ci-dessous.

Le Département s'engage à communiquer à l'organisme le bilan d'activité du FUL et le nombre de personnes ressortissantes de la CMSA bénéficiaires du dispositif sur son territoire d'intervention.

Ce bilan, accompagné d'un bilan financier de ce dispositif, devra parvenir à la CMSA Cœur de Loire.

Le Département s'engage à communiquer à l'organisme un bilan global au titre du FAJ.

Ces bilans seront fournis sous format numérique (pdf).

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES 2019

Chaque année, le Conseil d'Administration fixe le montant de la participation de la CMSA au titre du FUL et du FAJ.

Le montant de cette participation est fixé au cours du premier semestre après étude du bilan d'activité.

Pour le FUL, le montant est de 58 % de 36 000 € en 2019, soit 20 880 € (correspondant à la moyenne des aides individuelles du FUL accordées pour la période 2015-2017).

Pour le FAJ, le montant est de 52 % de 4 000 € en 2019, soit 2 080 € (correspondant à la moyenne des aides individuelles du FAJ et des actions d'accompagnement accordées pour la période 2015-2017).

Ces clés de répartition pour le Département du Loiret figurent dans la convention portant transfert de compétences du Fonds Solidarité Logement, du Fonds d'Aides aux Jeunes et de la prévention spécialisée entre le Département du Loiret et Orléans Métropole signée le 31 décembre 2018.

Le paiement de la dotation financière au Département se fera sur présentation d'un titre de recettes. Celui-ci sera émis dès signature de la présente convention, et pour les années suivantes, le titre exécutoire devra être présenté à la CMSA avant la fin de l'année concernée.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS FINANCIERS POUR 2020

L'apport financier au dispositif de solidarité du signataire de la présente convention fera l'objet d'un avenant financier conclu entre la CMSA et le Conseil Départemental en 2020.

Ce montant sera révisé annuellement chaque année et fonction des orientations prises par le Conseil d'Administration de la CMSA.

Le paiement de la dotation financière s'effectuera selon les dispositions financières prévues à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution de tout ou partie des termes de la présente convention, la résiliation peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure préalable adressée à l'une ou l'autre des parties dans les mêmes formes, restée sans effet.

Dès réception du courrier valant dénonciation de la présente convention, le Président du Conseil Départemental en informera les autres partenaires du dispositif FUL et du FAJ.

ARTICLE 7 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, après un préavis de trois mois suivant sa notification par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Dès réception du courrier valant dénonciation de la présente convention, le Président du Conseil Départemental en informera les autres partenaires du dispositif FUL et du FAJ.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

- Résolution amiable

Les deux parties à la présente convention conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir au cours de son exécution par l'échange d'au moins deux correspondances.

- Résolution contentieuse

A défaut, tout litige qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 9 : PERIODE D'EFFET DE LA CONVENTION

Les actions afférentes à la convention sont réalisées entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

La période d'effet de la présente convention s'étend de sa signature jusqu'au 31 janvier 2021.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour le Président et par délégation,

Pour la M.S.A Beauce Cœur de Loire,

Viviane JEHANNET
Vice-Présidente,
Présidente de la Commission
du Logement et de l'Insertion

Marc DEBACQ
Directeur général

COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP

C 01 - Mise à l'abri des jeunes se déclarant Mineurs Non Accompagnés

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'association IMANIS et le Département du Loiret pour la mise à l'abri des jeunes se déclarant Mineurs Non Accompagnés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'allouer une avance de trésorerie au titre des frais d'hébergement à l'association IMANIS pour un montant de 81 000 € qui sera récupérée selon les modalités précisées dans la convention.

Article 5 : Il est décidé d'allouer à l'association une subvention d'investissement d'un montant maximum de 49 000 € qui sera ajustée sur la base des factures produites.

Convention de partenariat 2019 entre IMANIS et le Département du Loiret pour la mise à l'abri de jeunes se déclarant mineurs non accompagnés

Entre :

Le Département du Loiret,
Sis 15 rue Eugène Vignat 45000 ORLEANS
Représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, dûment habilité par délibération n°C01 de la Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret en date du 12 juillet 2019,
ci-après dénommé « le département »,

Et

L'association IMANIS, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,
Sise 21 avenue de Verdun 45200 MONTARGIS
Représentée par Monsieur Denis COLLET, président

Ci-après dénommée « l'association »,

Ci-après conjointement dénommés « les parties ».

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données : RGPD) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3221-9 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 221-2-2, L. 223-2 et R. 221-11 à R. 221-15 ;

Ont convenu de mettre en œuvre la convention suivante :

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences et missions conférées par le Code de l'action sociale et des familles au Département en matière de protection de l'enfance, le Président du Conseil Départemental est responsable de la mise à l'abri des jeunes se déclarant Mineurs Non Accompagnés « MNA » jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur minorité et leur isolement.

Compte tenu de l'augmentation importante du nombre de jeunes se déclarant mineurs non accompagnés, de la saturation des structures actuelles d'hébergement et de la volonté du Département d'offrir des conditions d'accueil de qualité, le Département et l'association IMANIS se sont rapprochés en vue d'identifier un site unique en charge de la mise à l'abri des jeunes se déclarant mineurs non accompagnés.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de la mise à l'abri des jeunes se présentant devant les services du Département comme ayant la qualité de mineurs non accompagnés. Elle définit et encadre les modalités d'intervention de l'association ainsi que les engagements financiers du Département dans le cadre de la mise en œuvre de cette action.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à assurer la mise à l'abri et la prise en charge de jeunes orientés par le Département sur un site unique à Ouzouer-sur-Loire, jusqu'à leur orientation vers une autre structure ou jusqu'à la fin de leur prise en charge notifiée par le Département. La limite maximale quotidienne est fixée à 50 places.

L'association s'engage à ce que la structure d'accueil réponde aux normes d'hygiène et de sécurité prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

L'action conduite par l'association consiste à :

- assurer une prise en charge 24h/24, 365 jours/365, avec la présence sur la période 08 h 00 – 22 h 30 de deux accompagnateurs au moins et sur la période 22 h 30 – 08 h 00 d'un gardien logeant sur place et d'un accompagnateur ;
- fournir 3 repas par jour (sur place ou à emporter pour les jeunes déposés à la Préfecture ou au Département) ;
- fournir en cas de nécessité de la vêtue d'urgence ;
- fournir un kit d'hygiène pour la durée du séjour à chaque jeune ;
- assurer un lavage des vêtements une fois par semaine pour chaque jeune ;
- assurer la blanchisserie des linges de lit ;
- réaliser des activités ou des ateliers en fonction des possibilités locales et du respect du calme environnant ;
- garantir l'entretien des locaux, les jeunes étant responsables des chambres sous la supervision des équipes de l'association ;
- transmettre par écrit des éléments d'observations individualisés sur la vulnérabilité et la maturité des jeunes au service en charge de l'évaluation de la minorité et de l'isolement ;
- assurer les déplacements suivants :

* du lundi au vendredi :

- 1 trajet le matin avant 09 h 00 Ouzouer-sur-Loire – Préfecture – Département (Annexe Chateaubriand),
- 1 trajet le soir vers 17 h 00 Département (Annexe Chateaubriand) – Ouzouer-sur-Loire,
- en fonction des flux d'arrivées, d'autres trajets pourront être réalisés.

* le week-end :

- un ou deux allers-retours pour récupérer les jeunes mis à l'abri à la Maison de l'Enfance, en fonction des flux d'arrivée.

* à tout moment, si transport important est nécessaire.

Par mesure de précaution, un dispositif permettant de connaître l'identité des passagers pour chaque trajet sera mis en place (registre, liste, etc...).

L'association s'engage à inscrire toutes ses actions dans le respect de l'environnement immédiat. En particulier, la tranquillité du voisinage devra être un souci permanent des équipes de l'association. En tant que de besoin, des réunions seront ainsi organisées avec le voisinage de manière à étudier d'éventuels aménagements dans le fonctionnement du site. Un compte-rendu de ces réunions sera adressé au Département sous un délai de 15 jours à compter de leur tenue.

L'association fait son affaire personnelle de toutes taxes et redevance futures ou présentes constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché en aucune façon à ce sujet. L'association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel.

L'association s'engage à remettre mensuellement une facture au département, précisant le nombre de nuitées utilisées par jeunes présents (sur la base d'un modèle à élaborer conjointement).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Les jeunes sont adressés à l'association par le Département qui délivre à celle-ci une attestation de prise en charge indiquant notamment le nom du jeune et la date du début de l'accueil. Une notification de fin de prise en charge sera également transmise à l'association pour chaque jeune.

Le Département s'engage à allouer à l'association 54 € pour chaque jeune pris en charge par la navette le soir à Chateaubriand jusqu'au lendemain midi inclus. Cette tarification comprend donc :

- la prise en charge des besoins élémentaires du jeune : hébergement, distribution d'un kit d'hygiène, 3 repas (un déjeuner à emporter sera confectionné pour les jeunes déposés à la Préfecture ou au Département), une vêtue d'urgence en cas de nécessité et le lavage des vêtements ;
- les transports relatifs aux rendez-vous déterminés dans le cadre de la procédure d'évaluation (préfecture en début d'évaluation et annexe Chateaubriand) et nécessaires du fait de la situation médicale du jeune.

En cas de présence de plus de 24 heures, la facturation en jours de présence s'effectue sur la base du tarif journalier défini précédemment (54 €).

Au titre du démarrage de l'opération, une avance de trésorerie correspondant à un mois de fonctionnement d'accueil de 50 jeunes sera délivrée à la signature de la convention avec récupération de celle-ci par cinquième en déduction des paiements dus sur les cinq derniers mois de l'année 2019.

Les factures sur service fait devront être transmises au Département avant le 5 du mois suivant en vue d'un paiement sous 30 jours. La réception de la facture conditionne le début du délai défini ci-dessus.

Des travaux sur le site, localisé 2287 chemin de Châtillon, Le Marchais Mignon, 45570 Ouzouer-sur-Loire, financés par le Département, seront réalisés et réceptionnés par IMANIS, désigné maître d'ouvrage, et conformément à l'objet des devis en annexe :

- pose de Gabions « ANTIBRUIT » sur 66 m linéaire, 1 m de largeur et 2 m de hauteur pour un montant de 29 931,84 € ;
- palissade en béton imitation bois sur une face sur 100 m linéaire, hauteur 2m pour un montant de 18 364,82 €.

A minima un autre devis sera réalisé pour chacun des projets.

Ce financement sera réalisé sur le chapitre 204, la nature comptable 20422, l'action B0403209 « Protection des mineurs sans autorité parentale ». 80 % de ces montants seront versés à la signature de la convention ; 20 % seront versés sur présentation des factures après réalisation des travaux. Dans l'hypothèse où il s'avérerait, au vu des factures, que le montant des travaux est inférieur aux montants figurant dans la présente convention, le Département ajustera le solde de l'aide financière en conséquence.

La pose de gabion, projet prioritaire, sera réalisée dans les trois mois après la signature par les deux parties de la convention. Le deuxième projet sera réalisé avant la fin 2019.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la période de 12 mois à partir de la signature par les deux parties. Son renouvellement sera étudié chaque année dans le cadre d'un bilan d'activité annuel transmis par l'association 2 mois avant son terme. Ce bilan d'activité fera notamment apparaître, mensuellement :

- le nombre d'arrivées et de sorties ;
- le nombre de jeunes pris en charge (stock) ;
- les activités réalisées avec les jeunes ;
- le nombre de transport réalisés en précisant leur nature (urgence, récupération le week-end, etc...) ;
- nombre et nature des actions de partenariat engagées avec la commune et ses habitants ;
- durée moyenne de séjour d'un jeune ;
- données budgétaires.

En cas d'absence de transmission du bilan d'activité annuel, la présente convention ne pourra pas être reconduite de plein droit.

Par ailleurs et dans le cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effet.

En dehors de tout litige, la présente convention pourra être dénoncée à tout moment moyennant l'accord des deux parties avec un préavis de deux mois avant arrêt total des actions de la présente convention.

La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la présente convention et, le cas échéant, le reversement des sommes par l'association au prorata des actions payées non réalisées.

ARTICLE 5 : EVALUATION ET SUIVI DE L'ACTION

Le Département veillera à la bonne exécution de l'action conduite par l'association et pourra effectuer les contrôles nécessaires, sur pièce et sur place. L'association s'engage ainsi à donner libre accès au département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne exécution de l'activité.

L'association s'engage à fournir au Département :

- un règlement de fonctionnement du site en plusieurs langues ;
- un projet d'établissement ;
- un livret d'accueil en plusieurs langues ;
- un rapport d'activité de manière semestrielle et un suivi d'activité hebdomadaire.

ARTICLE 6 : DONNEES PERSONNELLES

Les échanges d'information comprenant des données à caractère personnel (DCP) devront être conformes à la législation européenne et française en vigueur au sujet de leur traitement et échanges entre les parties et avec d'autres partenaires le cas échéant.

Au regard de ladite législation et dans le cadre de la présente convention :

- Le département du Loiret est responsable du traitement des données à caractère personnel ;
- IMANIS est sous-traitant des traitements de données à caractère personnel.

Chacune des parties est tenue de se mettre en conformité dans le cadre de l'objet de la présente convention.

La conformité sera appréciée au regard de la nature de la mise en œuvre des outils de conformité (registres, mentions légales d'information, procédures...) prévus par les textes législatifs et réglementaires applicables.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

À ce titre, elle est également tenue de souscrire une assurance couvrant les dommages causés aux jeunes dont elle a la charge.

Sur demande du Département, l'association devra justifier de l'existence des polices d'assurance.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Orléans, le

Pour l'association,
Le représentant

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental

C 02 - Accueil des mineurs non accompagnés par des familles solidaires

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver le dispositif d'accueil familial solidaire visant à faire appel aux familles bénévoles pour accueillir des mineurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, au nombre desquels figurent les mineurs non accompagnés, dans les conditions particulières prévues au contrat joint en annexe.

Article 3 : Une indemnité forfaitaire d'un montant de 12,68 € pour jour et par enfant pourra être allouée au titre d'une participation à l'entretien et à la prise en charge de l'enfant. Les dépenses correspondantes seront imputées sur l'action B0403209, chapitre 65, nature 652414.

Article 4 : Il est décidé d'approuver la fiche correspondante du règlement départemental d'aide sociale.

Dispositif d'Accueil Familial Solidaire et Bénévole

TABLE DES MATIERES

1. Rappel des textes fondamentaux. Page 1
2. Les éléments de contexte. Page 1
3. Etat des lieux des structures pour mineurs non accompagnés dans le département du Loiret. Page 2
4. Pourquoi un dispositif d'accueil familial solidaire et bénévole. Page 2 et 3
5. Les objectifs de cet accueil. Page 3
6. Les étapes de la procédure. Page 4 à 6
 - 1^{ère} étape : L'information et l'évaluation des familles
 - 2^{ème} étape : La décision de confier un enfant à un tiers
 - 3^{ème} étape : La mise en relation et l'accompagnement
7. Modalités particulières. Page 6 à 7
 - L'évaluation et le contrôle des conditions d'accueil chez le tiers
 - L'indemnisation des familles et la prise en charge financière
 - Fiscalité et assurance
 - L'obligation de discrétion, les actes usuels et non usuels

ANNEXES.

- 1 : Contrat d'accueil de l'enfant chez le tiers solidaire et bénévole
- 2 : Acte usuel et non usuel

1- RAPPEL DES TEXTES FONDAMENTAUX

- Loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, article 13.
- Décret n° 2016-1352 du 10 octobre 2016 relatif à l'accueil durable et bénévole d'un enfant par un tiers. Le décret précise les conditions de cet accueil et ses finalités. Il définit les précautions à prendre avant d'y recourir, et les modalités d'accompagnement, de suivi et de contrôle du tiers
- Article L221-2-1. Donne la possibilité de confier un enfant pris en charge par l'Aide Sociale à l'enfance sur un autre fondement que l'assistance éducative, à un tiers, dans le cadre d'un accueil durable et bénévole.
- Titre 2° de l'article 196 du code général des impôts (CGI)
- Code général des impôts article 81-modifié par Décret n°2011-645 du 09 juin 2011-Article 1.

2- LES ELEMENTS DE CONTEXTE

Un rapport sénatorial publié en juin 2017 indiquait qu'en 2106, 13 008 mineurs non accompagnés (MNA) étaient pris en charge par les départements.

L'arrêté du 23 juillet 2018 fixant le montant du financement exceptionnel de l'Etat pour la prise en charge des mineurs non accompagnés confiés à l'aide sociale à l'enfance révèle que les départements accueilleraient 8 005 MNA en plus fin 2017.

En décembre 2017, il y aurait donc 21 013 MNA pris en charge en France métropolitaine.

Les mineurs non accompagnés sont à 95,8 % des garçons.

3- ETAT DES LIEUX DES STRUCTURES POUR MINEURS NON ACCOMPAGNES DANS LE LOIRET

Le nombre de mineurs non accompagnés pris en charge par le Département suite à une décision de placement du Juge des Enfants, n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

Ils étaient 239 mineurs non accompagnés au 31 décembre 2017. Ils sont 320 MNA au 20 février 2019.

Une très grande majorité d'entre eux est accueillie dans des structures hôtelières. Les structures classiques d'hébergement accueillent les plus jeunes et les plus fragiles.

Depuis juin 2018, « un dispositif expérimental d'accompagnement » a été mis en place. Ses objectifs sont d'apporter un soutien au projet scolaire et professionnel et d'évaluer les capacités à vivre en semi autonomie.

Ce dispositif accompagne environ 115 MNA dont un certain nombre a déjà été installé en hébergement hors hôtels en Centre de Formation des Apprentis, Foyers Jeunes travailleurs, studio, appartement partagé, colocation étudiante, résidence universitaire et internat scolaire.

4- POURQUOI UN DISPOSITIF D'ACCUEIL FAMILIAL SOLIDAIRE ET BENEVOLE

La grande majorité des MNA arrive en France entre 15 et 18 ans, avec l'intention et la volonté de trouver une formation et un emploi. Quelques-uns sont demandeurs d'asile mais la plupart provient de pays certes pauvres et parfois violents, mais sans menace justifiant la demande d'asile.

Dès lors que ces mineurs sans famille sont reconnus par la justice comme étant en danger en raison de leur minorité et de leur isolement, leur prise en charge relève de la compétence du département du Loiret au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Pour les accueillir, la collectivité dispose de différents dispositifs d'hébergements. En raison des arrivées importantes ces dernières années, ces derniers sont en fortes tensions.

Des familles loiretaines peuvent interpeler les services pour s'engager auprès des mineurs non accompagnés. Elles ne savent néanmoins pas toujours dans quel cadre et sous quelle forme, elles pourraient intervenir et accueillir un jeune à leur domicile.

En septembre 2018, 4 mineurs non accompagnés confiés (par décision judiciaire) au Département du Loiret, étaient pris en charge au sein de familles à titre solidaire et bénévole

Ces accueils ont été réalisés avec l'accord des services de l'Aide Sociale à l'Enfance. Afin d'assurer un suivi et accompagnement de qualité, des temps de réunion ont été organisés entre les accueillants et un travailleur social à partir de septembre 2018.

Art 221-2-1.CASF « Lorsqu'un enfant est pris en charge par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance sur un autre fondement que l'assistance éducative, le président du Conseil Départemental peut décider, si tel est l'intérêt de l'enfant et après évaluation de la situation, de le confier à un tiers, dans le cadre d'un accueil durable et bénévole. Sans préjudice de la responsabilité du président du Conseil Départemental... »

Cependant, cet accueil ne peut être ouvert à des mineurs confiés au Département du Loiret par le juge des enfants. C'est pourquoi, les services ont souhaité transposer ce type d'accueil et créer un dispositif offrant toutes les garanties et susceptible d'être mobilisé quel que soit le statut du mineur.

Dans les situations d'assistance éducatives, ce dispositif pourrait être mobilisé sous réserve d'informer le magistrat compétent des conditions de cet accueil et lui transmettre toutes les informations et les garanties nécessaires.

La démarche a été axée sur la volonté :

- d'identifier les besoins de ce public particulier ;
- de définir la spécificité de l'accueil familial bénévole et solidaire ;
- de construire un dispositif d'accueil solidaire et familial au regard du contexte juridique ;
- de consolider le statut de l'accueillant ou du tiers bénévole dans le Loiret.

5.LES OBJECTIFS DE CET ACCUEIL

L'accueil familial solidaire et bénévole se veut complémentaire des autres formes d'accompagnement. Il permet de proposer un nouveau mode d'accueil adapté aux besoins spécifiques de ces jeunes.

Cet accueil volontaire, durable et bénévole est assuré par un tiers à son domicile. Il peut être permanent ou non ; ceci en fonction des besoins du mineur et des possibilités de l'accueillant. (art D221-16).

Ce tiers peut être recherché dans l'environnement de l'enfant, parmi les personnes que ce dernier a déjà rencontrées et avec qui il a créé des liens ou parmi d'autres personnes se portant volontaires pour l'accueillir et

répondre de façon adéquate à ses besoins. Il s'inscrit dans le cadre du projet personnalisé de l'enfant. (art D221-17)

C'est le Président du Conseil Départemental du Loiret qui prend la décision de cet accueil.

Le département du Loiret fera un appel à la solidarité pour des familles candidates à l'accueil d'un mineur d'origine étrangère voulant lui apporter un environnement relationnel serein et sécurisant.

C'est un engagement citoyen qui permet d'apporter un étayage au jeune dans un contexte familial et non institutionnel.

La démarche est bénévole, les familles volontaires ne perçoivent pas de salaire. Elles sont néanmoins défrayées des frais afférents à l'accueil du jeune sur la base de l'indemnité d'entretien prévue pour les assistants familiaux.

L'accueil solidaire et bénévole contribue à l'intégration sociale de ces jeunes sur le département du Loiret par la compréhension et la transmission de valeurs qui leur permettront de devenir des citoyens à part entière.

Cet accueil concerne les jeunes à partir de l'âge de 13 ans. Ils sont reconnus comme mineurs non accompagnés suite à une décision de placement ordonnée par le Juge des Enfants dans le département du Loiret. Seuls des jeunes volontaires intègrent ce dispositif.

Cet accueil ne peut convenir à tous les mineurs non accompagnés. Ils doivent être obligatoirement dans une logique d'insertion et d'ouverture sur l'extérieur.

6. LES ETAPES DE LA PROCEDURE.

- 1^{ère} étape : L'information et l'évaluation des familles.

- Un appel à candidature sera lancé par le Conseil Départemental.

« L'association Parrainons 45 ! » qui vient de voir le jour en lien avec l'Union Départemental des Associations Familiales, se propose également de rechercher des familles volontaires au sein de leur réseau.

- Des réunions d'informations sont organisées deux à trois fois dans l'année par l'Unité MNA.

- Les tiers volontaires sont invités à se faire connaître auprès de l'Unité en rédigeant une demande écrite motivée.

- Les dossiers de candidature sont étudiés par l'Unité MNA.

- La situation de l'enfant doit être évaluée par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance afin d'obtenir la garantie que cet accueil est conforme à son intérêt. (Art D.221-17 du CASF).

- Une évaluation de la situation du tiers est réalisée par les services de l'Aide de l'Aide Sociale à l'Enfance. Un entretien est ainsi réalisé à son domicile où les services s'assurent qu'il est en capacité de veiller à garantir le développement physique, affectif, intellectuel et social de l'Enfant et notamment de préserver sa santé, sa sécurité et sa moralité. (Art D.221-19)

- Le Conseil Départemental du Loiret doit apporter à l'enfant et au tiers pressenti à l'accueil de l'enfant, toutes les informations nécessaires à la compréhension de cet accueil. Il informe sur le rôle et les obligations du tiers, sur l'accompagnement du tiers lors de cet accueil et sur les modalités de contrôle. (Article D 221-20)

Le tiers informe l'ensemble des personnes vivant à son domicile.

Le tiers et les majeurs vivant au domicile doivent fournir la preuve qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pour une infraction prévue aux articles du code pénal correspondant (art 221-1 à 18, 222-3, 224-1 à 224-5, au second alinéa de l'article 225-11-1 aux articles 225-12 à 225-12-4, 227-1, 227-2 et 227-15 à 227-28 du code pénal)

2^{ème} étape : La décision de confier un enfant à un tiers

Le Conseil Départemental du Loiret recueille l'avis de l'enfant et s'assure que ce dernier a bien compris le sens de ce projet. (Art D.221-20)

La décision confiant l'enfant au tiers est prise par écrit par le Président du Conseil Départemental du Loiret. Elle précise les modalités d'accueil de l'enfant (article D.221-21 du CASF).

Un contrat d'accueil est signé par le tiers bénévole et solidaire, le jeune et le Président du Conseil Départemental. Il est signé par le responsable de l'Unité Mineur Non Accompagné par délégation.

Ce contrat précise notamment les actions, les modalités d'accueil et la durée (annexe 1).

Pour assurer une continuité dans l'hébergement, des « binômes solidaires et bénévoles » peuvent être mobilisés pour permettre de palier aux imprévus ou au besoin de certaines familles de se retrouver.

- 3^{ème} étape : La mise en relation et l'accompagnement

Le service organise la première rencontre entre le mineur et la famille accueillante. Elle sera suivie d'un accueil progressif selon un calendrier fixé en fonction du rythme et des besoins du mineur.

Le Conseil Départemental organise un accompagnement et un suivi du tiers par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance ou un organisme habilité (Art D.221-22).

Le service de l'Aide Sociale à l'Enfance désigne un « référent » qui intervient auprès du tiers et de l'Enfant. Il les rencontre régulièrement sous la forme d'entretien et de visite à domicile. Il veille à repérer et à entendre les éventuelles difficultés rencontrées par les familles (Art D.221-22).

Cet accompagnement doit s'assurer de la bonne prise en compte des besoins de l'enfant par le tiers et de l'adéquation de l'accueil avec le projet personnalisé de l'enfant. Il permet d'apporter une aide et un soutien au tiers. (Art D.221-3)

L'accompagnement du référent auprès du jeune est axé autour :

- L'autonomie
- L'insertion sociale
- La sécurité matérielle et affective
- La personnalisation du projet
- L'accès au soin
- L'accès à la régularisation et au droit.
- La citoyenneté

L'accompagnement du référent auprès de la famille :

- Ecoute, échange et soutien autour des problématiques rencontrées dans le cadre de l'accueil.
- Information et orientation vers les lieux et interlocuteurs utiles.

Le tiers se voit la possibilité de joindre à tout moment le service de l'Aide Sociale à l'Enfance en cas d'urgence.

7. MODALITES PARTICULIERES

- L'évaluation et le contrôle des conditions d'accueil chez le tiers.

L'accueil de l'enfant chez un tiers fait l'objet d'évaluations régulières (art. L.223-5 du CASF, art D 221-3).

Si une inadéquation avec les besoins fondamentaux du jeune est observée ou lorsque l'exercice du contrôle fait apparaître que le tiers ou un majeur vivant à son domicile fait l'objet d'une condamnation pour une infraction visée à l'article D 221-19, le président du Conseil Départemental retire l'enfant au tiers (Art D221-24).

- L'indemnisation des familles et la prise en charge financière.

Le tiers accueille à titre bénévole. Il ne perçoit pas une rémunération comme un assistant familial. Néanmoins il pourra à sa demande être indemnisé des frais liés à l'entretien du mineur.

Cette indemnisation sera versée les jours de présence de l'enfant afin de couvrir :

- Les frais de nourriture
- Les frais d'hébergement
- Les frais d'hygiène corporelle
- Les loisirs réalisés au sein de la famille
- Les déplacements de proximités afférés au quotidien de l'enfant.

Son montant est de 12,67 euros par jour. Cette indemnité est versée pour les journées où l'enfant est à la charge effective de l'accueillant.

L'argent de poche et l'argent de vêture dont les montants sont fixés par le département, seront versés directement à l'enfant.

- Fiscalité et assurance

En terme de fiscalité, cet accueil volontaire à son domicile d'un enfant confié à l'Aide Sociale à l'Enfance relève du code général des impôts. (article 196-2 de l'article 196 et l'article 81 modifié par le décret n°2011-645 du 9 juin 2011-art 1).

Si les dépenses d'entretien (indemnité d'entretien) du mineur sont pris en charge par le département au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance, il n'est pas considéré comme étant à la charge du tiers. Il ne peut être pris en compte dans le calcul du quotient familial de la famille.

Dans le cas où le tiers ne souhaite pas être indemnisé, il pourra informer le service des impôts de cet accueil à son domicile.

L'indemnisation de l'entretien, attribuée à la famille est exonérée d'impôt sur le revenu.

Les mineurs admis au service de l'Aide Sociale à l'Enfance sont à ce titre, couverts par l'assurance du département du Loiret. En cas de dommage dont ils seraient victimes ou auteurs, la responsabilité du Département est donc engagée.

En cas de faute personnelle du tiers, le Département pourrait engager une action contre lui.

Le tiers est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité civile et familiale. Il doit également informer sa compagnie pour le contrat d'assurance « véhicule personnel ».

- L'obligation de discrétion, les actes usuels et non usuels.

Le tiers est soumis au secret professionnel (art 221-6 CASF du fait de sa participation à la mission ASE) pendant la durée de cet accueil et après expiration ce celui-ci.

Il ne doit chercher à entrer dans l'intimité de personne au-delà de ce qui lui est nécessaire dans l'exercice de sa fonction . Il doit garder le secret sur les informations reçues. Cette obligation a des effets juridiques. Sa violation est constitutive d'une infraction pénale. (Art L 221-6 du CASF et des articles 226-13 et 226-14 du code pénal).

Lorsque l'enfant est confié à un tiers, ce dernier accomplit tous les actes usuels relatifs à sa surveillance et à son éducation. (Art 373-4 du CC). (Annexes 2).

Les actes non usuels requièrent l'accord systématique du magistrat lorsque le mineur est confié au titre de l'assistance éducative ou du service de l'Aide Sociale à l'Enfance lorsque le mineur est sous tutelle du Président du Conseil départemental.

CONTRAT D'ACCUEIL de l'Enfant* chez un Tiers Solidaire et Bénévole

*: le terme « enfant » désigne indifféremment
« l'enfant, l'adolescent, ou le jeune majeur »

Dispositions générales

Le tiers solidaire et bénévole a une fonction singulière : il (elle) accueille à son domicile et dans sa famille à titre permanent ou non un ou des mineurs confié(s) à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Pour ce faire, le travail de collaboration implique des échanges réciproques permanents d'informations et de réflexions communes pour une meilleure prise en charge éducative des enfants.

Rôle du Responsable de l'Unité Mineur Non Accompagné et son équipe

Le Responsable de l'Unité Mineur Non Accompagné, par délégation du Président du Conseil Départemental, est chargé de la prise en charge globale de l'enfant confié, dans le respect du cadre légal et notamment le respect des droits de la famille et des mineurs.

Il nomme le Référent de l'enfant confié, notamment chargé de mener les entretiens et les visites au domicile du tiers.

Le Responsable de l'Unité Mineur Non Accompagné est l'interlocuteur privilégié des instances judiciaires.

Il est chargé avec son équipe :

- D'évaluer la situation de l'enfant préalablement à son placement et de privilégier autant que possible la recherche de familles d'accueil qui sont déjà dans l'environnement de l'enfant. Les liens d'attachement que l'enfant a pu nouer avec d'autres personnes que ses parents doivent être pris en compte. L'avis de l'enfant doit être préalablement recueilli dans des conditions appropriées à son âge et à son discernement, l'objectif étant de s'assurer que l'enfant a bien compris le sens de ce projet.
- Sur le fondement de l'évaluation précitée, de délivrer à l'enfant et au tiers auquel il envisage de confier l'enfant, l'information nécessaire à la compréhension de ce type d'accueil (rôle du tiers, obligations du tiers à l'égard de l'enfant, accompagnement

dont le tiers pourra bénéficier tout au long de l'accueil, modalités de contrôle dont il fera l'objet),

- De procéder à une évaluation préalable de la situation du tiers (au moins un entretien) :
 - pour s'assurer qu'il est en capacité de veiller à garantir le développement physique, affectif, intellectuel et social de l'enfant et notamment de préserver sa santé, sa sécurité et sa moralité,
 - pour s'assurer que le tiers ainsi que les majeurs vivant à son domicile, n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pour une infraction listée sous l'article D 221-19 du CASF (*sur les modalités pratiques de ce contrôle, voir le mail d'Emilie PACAUD à Nicolas BICKEL du 20/06 sur les collaborateurs bénévoles pour mise en place d'actions en faveur des MNA*)
- D'élaborer le projet d'accès à l'autonomie de l'enfant dans le respect de ses droits
- D'assurer un accompagnement et un suivi du tiers
- De la mise en place d'un travail d'accompagnement et d'information afin de favoriser l'insertion du mineur sur le territoire.
- De la cohérence des actions en faveur de l'enfant.

Ces actions s'exercent de la manière suivante, auprès :

○ **De l'enfant accueilli :**

- L'informer des éléments de sa situation et l'aider à la compréhension de sa situation,
- Respecter son vécu antérieur et ses liens affectifs,
- S'assurer qu'il bénéficie des conditions nécessaires à son développement physique et psychologique, son éducation,
- Veiller à la meilleure orientation scolaire ou professionnelle en tenant compte des souhaits et des capacités de l'enfant.
- Recueillir son avis avant toute proposition pour décision le concernant,
- Intervenir, même en urgence, face à tout événement le mettant en danger.

○ **Du tiers solidaire et bénévole :**

- Lui transmettre toutes les informations nécessaires à la compréhension de la situation de l'enfant afin de lui permettre d'exercer sa fonction d'accueil,
- L'associer à l'élaboration et au suivi du projet d'autonomie de l'enfant,
- Le (la) consulter préalablement à toute décision envisagée concernant l'enfant qu'il (elle) accueille, sauf situation d'urgence,
- L'aider à l'analyse des situations, à la recherche et à la mise en œuvre de réponses appropriées.

Rôle du tiers solidaire et bénévole

○ Auprès de l'enfant accueilli :

- Favoriser son intégration dans la famille d'accueil en fonction de son âge et de ses besoins, de veiller à ce qu'il y trouve sa place,
- Prendre en compte ses besoins physiques, psychiques, et de soins,
- Assurer son accompagnement éducatif au quotidien,
- Respecter son histoire, passée, présente et celle de sa famille, sa personnalité ainsi que les diverses dispositions prévues dans son projet,
- Favoriser la connaissance et l'appropriation des valeurs républicaines et des codes sociaux.
- Le guider dans une démarche citoyenne et responsable.
- Favoriser son autonomie.

○ Avec l'équipe de l'Unité MNA :

- Aider le mineur à grandir, à trouver ou retrouver un équilibre et à aller vers l'autonomie,
- Participer aux interventions psycho-socio-éducatives spécifiques à l'enfant,
- Collaborer aux différentes démarches administratives courantes en accord avec le Responsable,
- Echanger régulièrement avec le Référent sur la situation de l'enfant,

Des visites à domicile seront organisées trimestriellement afin de garantir et de contrôler le bon déroulement de l'accueil.

Il est rappelé que le tiers solidaire et bénévole est tenu au respect des décisions prises par le Conseil Départemental.

Il est également tenu à une obligation de secret sur les informations reçues pendant la durée du présent contrat et après expiration de celui-ci conformément à l'article 221-6 CASF

Le non-respect de de cette obligation est réprimée en vertu des articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal.

Lorsque l'exercice du contrôle fait apparaître que le tiers ou un majeur vivant à son domicile fait l'objet d'une condamnation pour une infraction visée à l'article D 221-19, lorsque les besoins fondamentaux de l'enfant sont insuffisamment pris en compte, le Président du Conseil départemental peut décider de retirer l'enfant confié au tiers.

-Dispositions relatives à l'accueil de :

L'enfant :

Né leà.....

Confié à l'Aide Sociale à l'Enfance, le

Jusqu'au

- *par décision du Procureur de la République en date du*

- *par décision du Juge des Enfants :*

- O.P.P (Ordonnance de placement Provisoire).en date du.....

- jugement en date du

- *par décision du Juge des tutelles.....*

Pris en charge par :

- La Direction Enfance Famille :

-

- adresse :

-
 -

- Tel :.....

Le référent de l'enfant, chargé du suivi de la situation, est :

- Nom

- tél (secrétariat):

-N° de téléphone de permanence : 02.38.25.46.02 en dehors des heures de bureau, les samedis, dimanches et jours fériés

Dans ce contrat, entre les soussignés :

d'une part,

- ♦ M. le Président du Conseil Départemental
représenté par le Responsable de l'Unité MNA
M.....

et d'autre part,

- ♦ le Tiers Solidaire et Bénévole, nom
domicilié(e)
Tél fixe : et / ou portable.....
Adresse, email :@.....

Il est convenu ce qui suit :

- M. et Mmes'engagent à accueillir l'enfant
..... :
 - Durant la période à laquelle l'enfant est confié à l'ASE...
 - Sur la période du au
Préciser :
.....
.....
- pour un accueil :
 - permanent continu ☐
 - permanent intermittent ☐
- En cas d'indisponibilité temporaire (événement soudain et imprévu) du tiers solidaire et bénévole, son remplacement sera effectué par un membre de sa famille (préciser) :
 -
.....
.....
.....

Le tiers solidaire et bénévole souhaite le versement de l'indemnité d'entretien ?

☐Oui

☐Non

Les allocations suivantes pour l'enfant sont versées au jeune :

- argent de poche ☐ si non, préciser :.....
- habillement ☐ si non, préciser :.....

- rentrée scolaire ☐ si non, préciser
- Noël ☐ si non, préciser

Les informations, en possession de l'Aide sociale à l'enfance et nécessaires à l'accueil de l'enfant, ont été transmises oralement au tiers solidaire et bénévole.

Les modalités de ce présent contrat pourront être révisées par avenant en fonction de l'évolution de la situation.

Fait à.....

Le.....

Signature du tiers bénévole et solidaire

Signature du Responsable
UMNA

Signature du conjoint (facultatif)

Signature du jeune concerné

Copies contrat d'accueil à l'Unité MNA

**AVENANT N°.....
au CONTRAT D'ACCUEIL**

En date du :

Concernant l'enfant :

.....
.....
.....

Accueilli chez le tiers solidaire et bénévole :

.....
Adresse :

.....
.....

Téléphone : 02.38..... ou 06.....

Nouvelles dispositions :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Fait à.....

Le.....

Signature du tiers solidaire bénévole

Signature du Responsable
UMNA

Signature du conjoint (facultatif)

Copies avenant au contrat d'accueil à l'Unité Accueil Familial et à l'assistant(e) familial(e)

EXERCICE DE L'AUTORITE PARENTALE EN PROTECTION DE L'ENFANCE : -ACTES USUELS ET NON USUELS-

ANNEXE au PROJET POUR L'ENFANT et au REFERENTIEL du suivi de l'enfant en ACCUEIL FAMILIAL

➤ Définition de l'autorité parentale :

« L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient aux parents jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement dans le respect dû à sa personne. » (Art. 371-1 du code civil modifié par la loi du 4 mars 2002).

➤ Dans le cadre des accueil à l'Aide Sociale à l'Enfance :

Lorsque l'enfant a été confié à un tiers, l'autorité parentale continue d'être exercée par les parents. Néanmoins, **le lieu d'accueil accomplit tous les actes usuels relatifs à sa surveillance et à son éducation** (Cf. Article 373-4 du code civil).

La loi de mars 2016 relative à la protection de l'enfant précise que lorsque l'enfant pris en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance est confié à une personne physique ou morale, **une liste des actes usuels de l'autorité parentale que cette personne ne peut pas accomplir, est annexée au projet pour l'enfant.** (Cf Article. L. 223-1-2 du code de l'action sociale et des familles).

L'article D223-17 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ajoute que cette annexe doit préciser « **la liste des actes usuels de l'autorité parentale que la personne physique ou morale à qui l'enfant est confié ne peut pas accomplir au nom du service de l'aide sociale à l'enfance sans lui en référer préalablement. Elle précise également les modalités selon lesquelles les titulaires de l'autorité parentale sont informés de l'exercice de ces actes usuels** ».

➤ Définition des actes usuels et non usuels :

L'acte usuel ne fait l'objet d'aucune définition légale précise. En pratique, il concerne **l'entretien et la prise en charge quotidienne** et s'applique de la même façon à tous les mineurs **sans nécessité d'accord préalable des parents**. Il s'agit, selon la jurisprudence, « *des actes relatifs à la surveillance et à l'éducation, des actes de la vie quotidienne, sans gravité, qui n'engagent pas l'avenir de l'enfant, qui ne donnent pas lieu à une appréciation de principe essentielle et ne présentent aucun risque grave apparent pour l'enfant, ou encore, même s'ils représentent un caractère important, des actes s'inscrivant dans une pratique antérieure non contestée* » (Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, 28 octobre 2011).

L'acte non usuel concerne **un acte important, notamment s'il rompt avec le passé ou s'il engage l'avenir de l'enfant**. Ainsi, tout choix inhabituel ou important dans la vie de l'enfant requiert l'accord systématique des détenteurs de l'autorité parentale. Si ce choix est contraire à l'intérêt de l'enfant, le service de l'Aide Sociale à l'Enfance peut saisir l'autorité judiciaire.

La jurisprudence définit les actes non usuels comme étant « *les décisions qui supposeraient en l'absence de mesure de garde, l'accord des deux parents, ou qui encore, en raison de leur caractère inhabituel ou de leur incidence particulière dans l'éducation et la santé de l'enfant, supposent une réflexion préalable sur leur bien-fondé* ».

classification ci-jointe des différents actes de l'autorité parentale (tableau non exhaustif) :

- ***La classification proposée pour les actes usuels avec ou sans accord du service de l'ASE peut être modifiée dans le cadre de la signature du PPE.***
- ***Les actes usuels peuvent nécessiter une décision des titulaires de l'autorité parentale s'il en est décidé ainsi lors de la signature du PPE.***
- ***Les actes non usuels doivent toujours être effectués par les titulaires de l'autorité parentale***
- ***Les modalités d'information aux titulaires de l'autorité parentale doivent être abordées lors de la signature du PPE. Ils doivent toujours être associés aux décisions prises pour l'enfant (sauf impossibilité).***

ACTES USUELS		ACTES NON USUELS
Sans validation du service	Avec validation du service	
<u>Vie quotidienne</u>		
<ul style="list-style-type: none"> - Déplacements en journée avec le lieu d'accueil même hors département. - Coupe de cheveux d'entretien (sans modification de la physionomie) - Achat de vêtements. - Style vestimentaire (en prenant en compte les souhaits de l'enfant) - Mode de déplacement relevant de la responsabilité civile (à pieds ou à vélo). 		<ul style="list-style-type: none"> - Piercing, Tatouage, Boucles d'oreilles. - Coupe de cheveux avec modification de la physionomie (ex : du long au court, teinture, tressage de toute la chevelure...) - Visite chez les grands-parents, oncle(s), tante(e), frère(s) et sœur(s). - Relations du mineur avec des tiers - Participation de l'enfant à une émission télévisée. - Droit à l'image de l'enfant. - Divulgence d'un élément de la vie privée de l'enfant ou de son image. - Mode de déplacement impliquant une assurance spécifique (moto, scooter).
<u>Santé</u>		
<ul style="list-style-type: none"> - Soins remboursés par la sécurité sociale, consultations médicales qui ne nécessitent pas d'intervention chirurgicale (vaccination obligatoires, blessures légères, etc.). - Poursuite d'un traitement récurrent. - Rencontres occasionnelles avec le psychologue du lieu d'accueil au titre de la prise en charge éducative globale. - Alimentation : menu de l'enfant pour les repas (exceptés les menus spécifiques liés à la religion ou à la santé de l'enfant) - Vaccins obligatoires - IVG (si la mineure souhaite garder le secret) 	<ul style="list-style-type: none"> - Inscription CMU. - Changement de médecin généraliste ou spécialiste, proche du lieu d'accueil qui se mettra en lien avec le médecin de famille sous réserve d'une pratique particulière du médecin (homéopathie par exemple, qui requiert l'accord parental). NB : les parents, dès le début du placement, doivent donner toutes les indications de prise en charge pour leur enfant (préférence du médecin, allergies éventuelles, contre-indication médicale) notamment en cas de suivis spécifiques. - Contraception pour une mineure code de la santé publique, article L.5134-1 (2). - Dépistage VIH Article L5134-1 du CSP. 	<ul style="list-style-type: none"> - IVG lorsque la mineure ne demande pas à garder le secret (code de la santé publique, article L2212 (1)) - Consultation particulière autre que le suivi habituel (spécialistes). - Hospitalisation (hors urgence) - Mise en place d'un traitement lourd ou avec des effets secondaires importants. - Décision d'arrêt de soins non remboursés par la sécurité sociale - Toute prise en charge médicale induisant une modification importante faite dans l'intérêt de l'enfant (psychothérapie, régime sous contrôle médical). - Régimes préconisés par les détenteurs de l'autorité parentale (allergie alimentaire, cadre religieux, ou convictions personnelles sous réserve que cela soit compatible avec l'organisation du lieu d'accueil). - Vaccinations non obligatoires - Autorisation d'une recherche biomédicale sur le mineur (article L1122-1 et L1122-2 du code de la santé publique).

Loisirs / sports

<ul style="list-style-type: none"> - Participation à des sorties de loisirs. - Visite ponctuelle chez un camarade de classe ou pour un anniversaire. - Heure de retour après une sortie autorisée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à une activité sportive ou à un loisir. - Nuitée chez un camarade à titre exceptionnel. - Vacances avec le lieu d'accueil (sous réserve des droits de visites ou d'hébergement des détenteurs de l'autorité parentale). 	<ul style="list-style-type: none"> - Déplacement motorisé du mineur nécessitant une modification de l'assurance responsabilité civile des parents. - Inscription au BSR. - Autorisation de conduire un deux-roues motorisé, même si le mineur en possédait un avant le placement. - Autorisation de co-voiturage avec d'autres adultes (parents d'élèves, parents de camarades de club sportif). - Autorisation de se rendre régulièrement chez un camarade et/ou d'aller passer un WE chez lui. - Autorisation parentale pour la pratique d'un sport à risque (cf. code des assurances). - Accord pour la conduite accompagnée et pour que l'assistant familial puisse être l'accompagnateur de l'enfant, sous réserve des conditions légales permis de plus de 5 ans et accord de son assureur. - Projet de vacances en dehors des personnes ayant la charge habituelle.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Scolarité

<ul style="list-style-type: none"> - Inscription à l'école si elle ne rompt pas avec une scolarité habituelle antérieure au placement. - Convocations ordinaires des enseignants pour faire le point de la scolarité avec les adultes assurant le quotidien. - Sortie scolaire de quelques heures (à la journée, sans nuitée). - Signature du carnet de correspondance tant qu'il ne contient que des informations ordinaires relatives au quotidien de l'enfant. - Justifications d'absences scolaires ponctuelles et brèves - Gestion des heures de retenues. - Accompagnement le jour de la rentrée selon les modalités définies dans le PPE. 	<ul style="list-style-type: none"> - Demande de dérogation à la carte scolaire pour l'inscription dans un établissement public. - Inscription à la cantine. - Inscription garderie périscolaire. - Consultation des dossiers scolaires. - Participation aux réunions de parents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Primo inscription scolaire. - Inscription dans une école religieuse. - inscription dans un établissement privé. - Signature du règlement intérieur dans le carnet de correspondance. - Réception des bulletins scolaires <i>[une copie doit être adressée à l'ASE]</i>. - Passage en classe supérieure. - Redoublement ou le saut de classe. - Vote aux réunions de représentants de parents d'élèves. - Information de l'orientation scolaire décidée par les enseignants. - Orientation scolaire. - Choix de la langue vivante. - Suivi scolaire spécifique (réseau, équipe éducative). - Orientation MDPH. - Ensemble de la procédure disciplinaire dont les voies de recours. - Internat scolaire. - Signature du contrat de stage et d'apprentissage. - Autorisation de se faire photographier. - Participation à des sorties ou activités scolaires avec nuitée (au moins une nuit à l'extérieur).
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<u>Administratif/Gestion de biens</u>		
		<ul style="list-style-type: none"> - Choix du nom d'usage de l'enfant. - Consentement à l'adoption du mineur (article 224-5 du CASF). -Demande de carte nationale d'identité (3). -Demande de passeport (idem ci-dessus). -Autorisation de sortie du territoire (sauf décision de justice). -Franchissement d'une frontière : autorisation sur papier libre du ou des détenteurs de l'autorité parentale pour un déplacement dans la journée induisant un franchissement de frontière. - Ouverture, alimentation et prélèvement livret d'épargne (Article 481 du Code Civil et L.221-4 du code monétaire). - Ouverture d'un compte bancaire. - Gestion/jouissance des biens exceptés ceux qui ont été acquis par le travail du mineur (Art 387 du Code Civil). - Conclusion d'une assurance vie sur la personne du mineur. - Porter plainte pour le mineur et le représenter (à différencier du signalement qui constitue une obligation pour les professionnels). -Consultation de son dossier ASE par le mineur
<u>Religion</u>		
		<ul style="list-style-type: none"> -Choix de la religion. -Inscription à une éducation religieuse et modalités de sa pratique (sous réserve que cela soit compatible avec l'organisation du lieu d'accueil).

(1) Code de la santé publique, article L2212 1

« Si la femme est mineure non émancipée, le consentement de l'un des titulaires de l'autorité parentale ou, le cas échéant, du représentant légal est recueilli. Ce consentement est joint à la demande qu'elle présente au médecin en dehors de la présence de toute autre personne. Si la femme mineure non émancipée désire garder le secret, le médecin doit s'efforcer, dans l'intérêt de celle-ci, d'obtenir son consentement pour que le ou les titulaires de l'autorité parentale ou, le cas échéant, le représentant légal soient consultés ou doit vérifier que cette démarche a été faite lors de l'entretien mentionné à l'article L. 2212-4. Si la mineure ne veut pas effectuer cette démarche ou si le consentement n'est pas obtenu, l'interruption volontaire de grossesse ainsi que les actes médicaux et les soins qui lui sont liés peuvent être pratiqués à la demande de l'intéressée, présentée dans les conditions prévues au premier alinéa. Dans ce cas, la mineure se fait accompagner dans sa démarche par la personne majeure de son choix. Après l'intervention, une deuxième consultation, ayant notamment pour but une nouvelle information sur la contraception, est obligatoirement proposée aux mineures ».

(2) Code de la santé publique, article L.5134-1

« Le consentement des titulaires de l'autorité parentale, ou le cas échéant du représentant légal, n'est pas requis pour la prescription, la délivrance ou l'administration de contraceptifs aux personnes mineures »

Décret du 27 mars 2001 pris en application de la loi °2000-1209 du 13 décembre 2000 relative à la contraception d'urgence qui régit la contraception d'urgence au sein des établissements scolaires du second degré dotés d'un infirmier ; la mineure peut refuser de s'entretenir ou d'informer le ou les détenteurs de l'autorité parentale.

(3) La signature d'un seul des détenteurs de l'autorité parentale suffit pour l'établissement d'une CNI ou d'un passeport. En appui de l'article 372-2 du code civil, le parent qui signe est réputé avoir eu l'accord de l'autre et engage sa responsabilité. Le parent alors en désaccord se retournera contre celui-ci en saisissant l'autorité judiciaire)

NB : pour mémoire : le domicile du mineur est celui du ou des détenteurs de l'autorité parentale ayant la garde (au sens affaires familiales) ; sa résidence est le lieu où le mineur est confié.

Proposition de fiche pour le R.D.A.S.

L'accueil en famille solidaire et bénévole des mineurs non accompagnés.

Nature de la prestation

Il s'agit d'Un accueil innovant temporaire ou permanent pour les mineurs non accompagnés afin de proposer une réponse alternative au placement institutionnel. Il s'appuie sur des familles solidaires et bénévoles qui souhaitent accueillir à leur domicile un jeune mineur non accompagné.

L'objectif étant de pouvoir faire grandir le mineur dans un environnement sécurisant et épanouissant et de favoriser son insertion sur notre territoire.

Bénéficiaires

Un enfant non accompagné est une personne âgée de moins de 18 ans, qui est séparé de ses deux parents et n'est pas pris en charge par un adulte ayant, de par la loi ou la coutume, la responsabilité de le faire. (Définition du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés)

Dans la mesure où ces jeunes sont considérés par la loi comme étant en danger en raison de leur minorité et de leur isolement, leur prise en charge est confiée aux Conseils Départementaux par décision judiciaire.

Procédures

Le Président du Conseil Départemental procède à une évaluation de la situation de l'enfant, afin de s'assurer que cet accueil est conforme à son intérêt. (Art D.221-17 du CASF).

Il délivre à l'enfant et au tiers auquel il envisage de confier l'enfant, l'information nécessaire à la compréhension de ce type d'accueil. (Art D.221-18 du CASF)

Il s'assure de l'évaluation du tiers qui après avoir reçu les informations nécessaires, accepte de se voir confier un enfant suite à une décision du service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Un référent est désigné par le service de l'ASE ou l'organisme habilité pour exercer l'accompagnement. Il intervient auprès du tiers et l'enfant sous forme d'entretiens ou de visites à domicile.

Un contrat d'accueil est conclu entre les différentes parties afin d'établir un statut d'accueillant et d'organiser les modalités

Une indemnité financière pourra être sollicitée par la famille d'accueil solidaire et bénévole pour soutenir l'entretien du mineur. Elle est proposée sur la base de l'indemnité d'entretien versée aux assistants familiaux soit un montant de 12,67 € par jour.

Références.

Article L221-2-1. Il donne la possibilité de confier un enfant pris en charge par l'Aide Sociale à l'enfance sur un autre fondement que l'assistance éducative, à un tiers, dans le cadre d'un accueil durable et bénévole.

Le décret précise les conditions de cet accueil et ses finalités. Il définit les précautions à prendre avant d'y recourir, et les modalités d'accompagnement, de suivi et de contrôle du tiers.

C 03 - Conventions relatives aux Centres de Planification ou d'Education Familiale (CPEF)

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes des conventions relatives aux Centres de Planification ou d'Education Familiale (CPEF) telles que jointes en annexe.

Article 3 : Il est décidé d'attribuer les subventions suivantes :

- 465 589 € pour le Planning Familial,
- 108 750 € pour le CPEF de Montargis,
- 73 620 € pour le CPEF de Gien,
- 95 724 € pour le CPEF DE Pithiviers.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions, telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le chapitre 011, nature 511, action B0401101.

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU CENTRE DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE DE MONTARGIS

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2112-1 et suivants, relatifs à la protection maternelle et infantile,

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2211-1 et suivants, L. 2212-1 et suivants, et L. 2214-1 et suivants, ainsi que les articles R. 2212-9 et suivants, relatifs à l'interruption volontaire de grossesse, et l'article R. 2311-7, relatif au centre de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 23 mars 1993 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu la convention signée le 7 décembre 2018,

ENTRE

⇒ Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental n° en date du...

Ci-après dénommé « le Département »,
D'une part,

et :

⇒ Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), représenté par son Président, Monsieur Benoît DIGEON,

Ci-après dénommé « le CCAS »,
D'autre part,

PREAMBULE

L'organisation de la planification et de l'éducation familiale est une compétence du Département. Les missions de planification ou d'éducation familiale sont fixées par le Code de la Santé Publique et ont pour objectifs de :

- favoriser la régulation des naissances,
- informer tout public concerné par les questions touchant à la sexualité (relations amoureuses, contraception, grossesse, interruption volontaire de grossesse, santé sexuelle, infection sexuellement transmissibles)
- prévenir les violences faites aux femmes,
- préparer à la vie de couple et à la fonction parentale,
- accompagner, par des entretiens de conseil conjugal, les femmes et les couples en demande d'interruption volontaire de grossesse et réaliser des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse dans certaines conditions.

L'ensemble des actions des centres de planification ou d'éducation familiale (CPEF) est basé sur une démarche de prévention, d'éducation et de promotion de la santé.

Le Département exerce cette mission par voie de convention avec le CCAS de Montargis.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de chacune des parties et notamment les modalités de collaboration entre le service départemental de protection maternelle et infantile (PMI) et le CCAS de Montargis travail de partenariat concernant le CPEF dont il a la gestion, dirigé par un médecin spécialiste qualifié en gynécologie et obstétrique ou ayant obtenu une dérogation du directeur de l'Agence Régionale de la Santé.

1.1 Missions

Le CCAS s'engage à mener les actions suivantes en respectant les objectifs énoncés dans le préambule de la présente convention dans les conditions fixées par les textes réglementaires :

- Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité.
Le CPEF délivre gratuitement des médicaments, objets et produits contraceptifs sur prescription médicale aux mineures désirant garder le secret et aux personnes dépourvues de couverture sociale.
La contraception d'urgence est également délivrée sans prescription médicale de façon anonyme et gratuite aux mineures et personnes sans couverture sociale.
- Diffusion d'information et actions individuelles et collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées au CPEF et à l'extérieur de celui-ci, en liaison avec d'autres organismes et collectivités concernés : établissements d'enseignement de l'éducation nationale, instituts médicaux éducatifs (IME), maisons d'enfants à caractère social (MECS), établissements spécialisés d'aide par le travail....

- Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial.
- Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse, obligatoires pour les femmes mineures et proposés pour les femmes majeures.
- Entretiens relatifs à la régulation des naissances et faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.
- Si nécessaire, lors d'une consultation médicale de contraception, dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.
- Le cas échéant, la pratique des IVG par voie médicamenteuse dans le respect de la réglementation en vigueur.

1.2 Fonctionnement

1.1.1 Locaux

- Les locaux du CPEF doivent être conformes aux règlements de sécurité et avoir reçu l'avis de conformité délivré par la Commission de Sécurité de Département.
- La stérilisation du matériel médical et l'élimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux sont sous la responsabilité du médecin du centre. La stérilisation par la vapeur d'eau saturée sous pression doit être la méthode appliquée. A défaut, il convient d'utiliser du matériel à usage unique.
- Le CPEF met à disposition du Département ses locaux pour les consultations de PMI de la sage-femme. Les examens biologiques concernant le suivi des grossesses et demandés lors de la consultation par la sage femme ne sont pas à la charge du CPEF.

1.1.2 Organisation des consultations médicales

- Chaque personne consultante possède un dossier individuel. Ce dossier comporte les relevés des examens cliniques et biologiques et leurs résultats. Ce dernier est placé sous la seule responsabilité d'un médecin et est régulièrement tenu à jour dans le respect du secret médical.
- LE CCAS s'engage à tenir un état de présence journalier des bénéficiaires, pouvant être consulté à tout moment et à mettre à disposition des personnes habilitées, par le Président du Conseil départemental, tout document concernant la réalisation de l'activité.

1.1.3 Personnel

- Le CCAS doit disposer au minimum pour les consultations et de façon permanente d'une personne compétente en matière de conseil conjugal et familial, conseillère en éducation sociale et familiale.
- Le CCAS porte sans délai à la connaissance du Président du Conseil départemental les modifications intervenues en ce qui concerne les personnels et leurs activités, le règlement intérieur, les locaux, l'organisation et le fonctionnement du CPEF.

1.1.4 Statistiques

La directrice du CCAS adresse, chaque année, au Médecin départemental Chef de service de protection maternelle et infantile les documents statistiques nécessaires, notamment à l'établissement des états définis par l'article L.2112-2 5^{ème} alinéa du Code de Santé publique.

ARTICLE 2

Le CPEF ne poursuit aucun but lucratif.

ARTICLE 3 : Dispositions financières et modalités de versement

3.1 Obligations financières à la charge du Département

Chaque année, le Président du Conseil départemental arrête les moyens alloués au CCAS nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

Ces moyens sont alloués dans le cadre du budget adopté annuellement par le Département et seront versés à l'organisme sous forme de dotation globale par douzième.

La dotation globale sera versée sous la forme d'un douzième provisoire calculé sur la base de la dotation de l'année précédente, jusqu'à la fixation de l'arrêté du Président du Conseil départemental fixant le montant de la dotation globale pour l'année en cours.

Au titre de l'année 2019, la dotation globale s'élèvera à **108 750 €**.

La dotation globale comprendra :

1) les moyens en personnel alloués au CCAS, nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

2) les frais médicaux comprenant :

⇒ Les frais résultant de l'achat de contraceptifs (mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale).

⇒ Les frais d'analyses et de laboratoire relatifs à la contraception prescrits par les médecins du centre de planification ou d'éducation familiale, pour les mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale. Lorsque les frais médicaux concernent des mineurs ou des majeurs désirant garder le secret, et que ces frais sont remboursables par l'assurance maladie, le CPEF procédera à l'anonymisation des actes.

Le CPEF devra tenir à disposition un état des remboursements des frais médicaux perçus par la CPAM.

3.2 Obligations financières à la charge du CCAS

Le CCAS s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

Le CCAS s'engage à donner libre accès au Département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

Le CCAS transmet au Président du Conseil départemental, le budget prévisionnel du CPEF, pour le 15 décembre de l'année précédant l'exercice budgétaire.

Le CCAS s'engage par ailleurs à demander le remboursement auprès de la Caisse d'Assurance Maladie du LOIRET des prestations suivantes :

- Les consultations de maîtrise de la fécondité et frais d'analyses et d'examens de laboratoire ordonnés en vue de prescription contraceptive visés à l'article L.2112-2 du Code de la Santé Publique (*ne peuvent donner lieu à remboursement : les consultations, examens et délivrance de produits à visée contraceptive pour les mineures souhaitant garder le secret ou les personnes ne relevant pas d'un régime de base de l'assurance maladie qui relèvent d'un financement du Conseil départemental*),
- l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse visée aux articles L. 2212-2 – 3, L. 2311-3 du Code de la santé publique,
- les entretiens pré et post IVG visés aux articles L. 2112-4, R 2311-7-4 du Code de la santé publique,
- le dépistage et traitement des maladies transmissibles par voie sexuelle visé aux articles L. 2311-5, R. 2311-14 du Code de la santé publique.

ARTICLE 4 : Contrôle de l'activité du centre de planification et d'éducation familiale_

Le Département procèdera à une évaluation de l'action menée à partir des éléments énoncés ci-dessous.

4.1 Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le Département

Le Département est chargé de vérifier la bonne exécution des termes de la présente convention par l'organisme.

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler le CCAS bénéficiaire de la subvention.

Dans ce cadre, il veillera à la bonne exécution de l'action conduite par le bénéficiaire et pourra effectuer les contrôles nécessaires sur pièce et sur place (visant notamment à l'exactitude des comptes rendus financiers transmis).

Le contrôle et le suivi de l'activité du CPEF du CCAS est exercé au moins une fois par an sur pièces et sur place, par le médecin départemental de protection maternelle et infantile ou son représentant.

Les activités dans le centre et à l'extérieur du CPEF sont consignées sur un registre permettant de transmettre des statistiques annuelles.

Dans le cas où le CCAS ne remplirait pas la totalité des actions prévues dans la convention et pour lesquelles il a sollicité une subvention, et dans le cas où il ne respecterait pas les conditions d'utilisation de la subvention, celle-ci sera reversée au département au prorata du nombre de jours réalisés.

4.2 Les engagements du CCAS

Le CCAS s'engage à communiquer au Département :

- Pour le 15 décembre de l'année N :
 - Le tableau des effectifs prévisionnels ainsi que le budget prévisionnel pour l'année suivante.
- Pour le 15 février de l'année N+1 :
 - Les statistiques annuelles conformément à l'article 1 de la présente convention (1.1.4.).
 - Un tableau des effectifs du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
- Pour le 30 juin de l'année N+1 :
 - Un bilan annuel d'activité du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
 - Un compte de résultat définitif (dépenses et recettes) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, certifié par le responsable de la structure ou toute personne ayant reçu délégation de signature,
 - Le « Bilan financier de l'organisme », le compte de résultat et le rapport d'activités de l'organisme pour l'année de l'année N-1.

Le CCAS est également tenu de fournir au département tous documents contribuant à faire connaître son résultat d'activité.

Il s'engage à donner libre accès au Département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

ARTICLE 5 : Contrôle de l'ARS sur certaines activités spécifiques

Les activités de dépistage et de traitement de certaines maladies sexuellement transmissibles sont soumises au contrôle de l'Agence Régionale de la Santé chargée de délivrer un agrément.

ARTICLE 6 : Modifications

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : Résiliation ou dénonciation de la convention

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois.

Dans cette hypothèse, le CCAS s'engage à reverser au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, conformément à l'article 5.1 de la présente.

Dans toutes ces hypothèses, le CCAS reversera au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, en particulier en cas d'interruption en cours d'année, conformément à l'article 5.1 de la présente.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : Assurances

Les activités du CPEF sont placées sous la responsabilité exclusive du gestionnaire qui souscrit tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 10 : Durée et période d'effet de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fait en deux exemplaires originaux,

Fait à Orléans, le

Pour le CCAS de Montargis,

Pour le Département du Loiret

Benoît DIGEON
Président du CCAS de Montargis

Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental du
Loiret

CONVENTION RELATIVE AU CENTRE DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE DE PITHIVIERS

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2112-1 et suivants, relatifs à la protection maternelle et infantile,

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2211-1 et suivants, L. 2212-1 et suivants, et L. 2214-1 et suivants, ainsi que les articles R. 2212-9 et suivants, relatifs à l'interruption volontaire de grossesse, et l' article R. 2311-7, relatif au centre de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 23 mars 1993 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu la convention du 6 février 2019,

ENTRE

Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, agissant en vertu d'une délibération n° de la Commission permanente en date du ,

Ci-après dénommé « le Département »,
D'une part,

Et :

Le centre hospitalier de Pithiviers, représenté par le Directeur général adjoint du Centre Hospitalier d'Orléans, Jean-Robert CHEVALLIER,

Ci-après dénommé « le Centre Hospitalier »,
D'autre part,

PREAMBULE :

L'organisation de la planification et de l'éducation familiale est une compétence du Département.

Les missions de planification ou d'éducation familiale sont fixées par le Code de la Santé Publique et ont pour objectifs de :

- favoriser la régulation des naissances,
- informer tout public concerné par les questions touchant à la sexualité (relations amoureuses, contraception, grossesse, interruption volontaire de grossesse, santé sexuelle, infection sexuellement transmissibles),
- prévenir les violences faites aux femmes,
- préparer à la vie de couple et à la fonction parentale,
- accompagner, par des entretiens de conseil conjugal, les femmes et les couples en demande d'interruption volontaire de grossesse et réaliser des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse dans certaines conditions.

L'ensemble des actions des centres de planification ou d'éducation familiale est basé sur une démarche de prévention, d'éducation et de promotion de la santé.

Le Département exerce cette mission par voie de convention avec le centre hospitalier de Pithiviers.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de chacune des parties et notamment les modalités de collaboration entre le service départemental de protection maternelle et infantile et le centre hospitalier de Pithiviers travail de partenariat concernant le centre de planification ou d'éducation familiale (CPEF) dont il a la gestion, dirigé par un médecin spécialiste qualifié en gynécologie et obstétrique ou ayant obtenu une dérogation du directeur de l'Agence Régionale de la Santé.

1.1 Missions :

Le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à mener les actions suivantes en respectant les objectifs énoncés dans le préambule de la présente convention dans les conditions fixées par les textes réglementaires :

- Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité.
Le CPEF délivre gratuitement des médicaments, objets et produits contraceptifs sur prescription médicale aux mineures désirant garder le secret et aux personnes dépourvues de couverture sociale.
La contraception d'urgence est également délivrée sans prescription médicale de façon anonyme et gratuite aux mineures et personnes sans couverture sociale.
- Diffusion d'information et actions individuelles et collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées au CPEF et à l'extérieur de celui-ci, en liaison avec d'autres organismes et collectivités concernés : établissements d'enseignement de l'éducation nationale, instituts médicaux éducatifs (IME), maisons d'enfants à caractère social (MECS), établissements spécialisés d'aide par le travail....
- Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial.
- Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse, obligatoires pour les femmes mineures et proposés pour les femmes majeures.

- Entretiens relatifs à la régulation des naissances et faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.
- Si nécessaire, lors d'une consultation médicale de contraception, dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.
- Le cas échéant, la pratique des IVG par voie médicamenteuse dans le respect de la réglementation en vigueur.

1.2 Fonctionnement:

1.1.1 Locaux

- Les locaux du CPEF doivent être conformes aux règlements de sécurité et avoir reçu l'avis de conformité délivré par la Commission de Sécurité de Département.
- La stérilisation du matériel médical et l'élimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux sont sous la responsabilité du médecin du centre. La stérilisation par la vapeur d'eau saturée sous pression doit être la méthode appliquée. A défaut, il convient d'utiliser du matériel à usage unique.
- Le CPEF met à disposition du Département ses locaux pour les consultations de PMI de la sage-femme.

1.1.2 Organisation des consultations médicales

- Chaque personne consultante possède un dossier individuel. Ce dossier comporte les relevés des examens cliniques et biologiques et leurs résultats. Ce dernier est placé sous la seule responsabilité d'un médecin et est régulièrement tenu à jour dans le respect du secret médical.
- Le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à tenir un état de présence journalier des bénéficiaires, pouvant être consulté à tout moment et à mettre à disposition des personnes habilitées, par le Président du Conseil départemental, tout document concernant la réalisation de l'activité.

1.1.3 Personnel

- Le centre hospitalier de Pithiviers doit disposer au minimum pour les consultations et de façon permanente d'une personne compétente en matière de conseil conjugal et familial, conseillère en éducation sociale et familiale.
- Le centre hospitalier de Pithiviers porte sans délai à la connaissance du Président du Conseil départemental les modifications intervenues en ce qui concerne les personnels et leurs activités, le règlement intérieur, les locaux, l'organisation et le fonctionnement du CPEF.

1.1.4 Statistiques

La directrice du centre hospitalier de Pithiviers adresse, **chaque année**, au Médecin départemental Chef de service de protection maternelle et infantile les documents statistiques nécessaires, notamment à l'établissement des états définis par l'article L.2112-2 5^{ème} alinéa du Code de Santé publique.

ARTICLE 2

Le centre de planification ou d'éducation familiale ne poursuit aucun but lucratif.

ARTICLE 3 Dispositions financières et modalités de versement

3.1 Obligations financières à la charge du Département

Chaque année, le Président du Conseil départemental arrête les moyens alloués au centre hospitalier de Pithiviers nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

Ces moyens sont alloués dans le cadre du budget adopté annuellement par le Département et seront versés à l'organisme sous forme de **dotation globale par douzième**.

La dotation globale sera versée sous la forme d'un douzième provisoire calculé sur la base de la dotation de l'année précédente, jusqu'à la fixation de l'arrêté du Président du Conseil départemental fixant le montant de la dotation globale pour l'année en cours.

Au titre de l'année 2019, la dotation globale s'élèvera à 95 724 €.

La dotation globale comprendra :

1) les moyens en personnel alloués au centre hospitalier de Pithiviers, nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

2) les frais médicaux comprenant :

⇒ Les frais résultant de l'achat de contraceptifs (mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale).

⇒ Les frais d'analyses et de laboratoire relatifs à la contraception prescrits par les médecins du centre de planification ou d'éducation familiale, pour les mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale. Lorsque les frais médicaux concernent des mineurs ou des majeurs désirant garder le secret, et que ces frais sont remboursables par l'assurance maladie, le CPEF procèdera à l'anonymisation des actes.

Le CPEF devra tenir à disposition un état des remboursements des frais médicaux perçus par la CPAM.

3) les frais de fonctionnement

3.2 Obligations financières à la charge du centre hospitalier de Pithiviers

Le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

Le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à donner libre accès au Département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

Le centre hospitalier de Pithiviers transmet au Président du Conseil départemental, le budget prévisionnel du centre de planification et d'éducation familiale, **pour le 15 octobre de l'année précédant l'exercice budgétaire**. Il lui fournit également un rapport annuel sur le fonctionnement technique, administratif et financier du centre, dans le premier trimestre suivant la fin d'une année civile.

Le centre hospitalier s'engage à tout mettre en œuvre pour passer convention avec la Caisse d'Assurance Maladie du LOIRET aux fins de prise en charge par l'assurance maladie des prestations suivantes :

- L'IVG par voie médicamenteuse visée aux articles L. 2112-2 et L. 2112-3, L. 311-3 du Code de santé publique,
- Les entretiens pré et post IVG visés aux articles L. 2112-4, R. 2311-7-4° du Code de santé publique,
- Le dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles visés aux articles L. 2311-5, R. 2311.14 du Code de santé publique, y compris pour les mineures souhaitant garder le secret (base anonymisée),
- Les contraceptifs remboursables y compris pour les mineures (base anonymisée).

ARTICLE 4 : Contrôle de l'activité du centre de planification et d'éducation familiale

Le Département procédera à une évaluation de l'action menée à partir des éléments énoncés ci-dessous.

4.1 Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le Département

Le Département est chargé de vérifier la bonne exécution des termes de la présente convention par l'organisme.

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler le centre hospitalier de Pithiviers bénéficiaire de la subvention.

Dans ce cadre, il veillera à la bonne exécution de l'action conduite par le bénéficiaire et pourra effectuer les contrôles nécessaires sur pièce et sur place (visant notamment à l'exactitude des comptes rendus financiers transmis).

Le contrôle et le suivi de l'activité du Centre de Planification et d'Education Familiale du centre hospitalier de Pithiviers est exercé au moins une fois par an sur pièces et sur place, par le médecin départemental de protection maternelle et infantile ou son représentant.

Les activités dans le centre et à l'extérieur du centre de planification et d'éducation familiale sont consignées sur un registre permettant de transmettre des statistiques annuelles.

Dans le cas où le centre hospitalier de Pithiviers ne remplirait pas la totalité des actions prévues dans la convention et pour lesquelles il a sollicité une subvention, et dans le cas où il ne respecterait pas les conditions d'utilisation de la subvention, celle-ci sera reversée au département au prorata du nombre de jours réalisés.

4.2 Les engagements du centre hospitalier de Pithiviers

Le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à communiquer au Département :

- Pour le 15 octobre de l'année N :
 - le tableau des effectifs prévisionnels ainsi que le budget prévisionnel pour l'année suivante.
- Pour le 15 février de l'année N+1 :
 - les statistiques annuelles conformément à l'article 1 de la présente convention (1.1.4.)
 - un tableau des effectifs du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
- Pour le 30 juin de l'année N+1 :
 - un bilan annuel d'activité du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
 - un compte de résultat définitif (dépenses et recettes) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, certifié par le responsable de la structure ou toute personne ayant reçu délégation de signature,
 - le « Bilan financier de l'organisme », le compte de résultat et le rapport d'activités de l'organisme pour l'année de l'année N-1.

Le centre hospitalier de Pithiviers est également tenu de fournir au département tous documents contribuant à faire connaître son résultat d'activité.

Il s'engage à donner libre accès au Département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

ARTICLE 5 : Contrôle de l'Agence Régionale de la Santé sur certaines activités spécifiques

Les activités de dépistage et de traitement de certaines maladies sexuellement transmissibles sont soumises au contrôle de l'Agence Régionale de la Santé chargée de délivrer un agrément.

Les dépenses y afférentes sont prises en charge par les organismes d'assurance maladie et par l'Etat.

ARTICLE 6 :

Le centre de planification et d'éducation familiale est tenu de fournir à tout moment, au médecin de l'unité territoriale de la solidarité, toute pièce administrative et comptable, relative au fonctionnement du centre.

ARTICLE 7 : Résiliation ou dénonciation de la convention

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois.

Dans cette hypothèse, le centre hospitalier de Pithiviers s'engage à reverser au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, conformément à l'article 5.1 de la présente.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 : Assurances

Les activités du CPEF sont placées sous la responsabilité exclusive du gestionnaire qui souscrit tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 10 : Durée et période d'effet de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Orléans, le

Pour le Centre Hospitalier de Pithiviers,

Pour le Département du Loiret,

Jean-Robert CHEVALLIER
Directeur général adjoint
du Centre Hospitalier d'Orléans

Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental
du Loiret

CONVENTION RELATIVE AU CENTRE DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE DE GIEN

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2112-1 et suivants, relatifs à la protection maternelle et infantile,

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2211-1 et suivants, L. 2212-1 et suivants, et L. 2214-1 et suivants, ainsi que les articles R. 2212-9 et suivants, relatifs à l'interruption volontaire de grossesse, et l' article R. 2311-7, relatif au centre de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 23 mars 1993 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu la convention du 11 mars 2019 conclue entre le Département du Loiret et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Gien,

ENTRE :

⇒Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental n°. en date du ...

Ci-après dénommé « le Département »,
D'une part,

et

⇒Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par son Président, Monsieur Christian BOULEAU, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration,

Ci-après dénommée, le CCAS
D'autre part,

PREAMBULE :

L'organisation de la planification et de l'éducation familiale est une compétence du Département.

Les missions de planification ou d'éducation familiale sont fixées par le Code de la Santé Publique et ont pour objectifs de :

- favoriser la régulation des naissances,
- informer tout public concerné par les questions touchant à la sexualité (relations amoureuses, contraception, grossesse, interruption volontaire de grossesse, santé sexuelle, infection sexuellement transmissibles),
- prévenir les violences faites aux femmes,
- préparer à la vie de couple et à la fonction parentale,
- accompagner, par des entretiens de conseil conjugal, les femmes et les couples en demande d'interruption volontaire de grossesse et réaliser des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse dans certaines conditions.

L'ensemble des actions des centres de planification ou d'éducation familiale est basé sur une démarche de prévention, d'éducation et de promotion de la santé.

Le Département exerce cette mission par voie de convention avec le CCAS de Gien.

ARTICLE 1 : Résiliation de la convention antérieure

La présente convention se substitue à celle du 11 mars 2019.

ARTICLE 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de chacune des parties et notamment les modalités de collaboration entre le service départemental de protection maternelle et infantile, et le centre de planification et d'éducation familiale, géré par le CCAS de Gien.

2.1 Missions

Le CCAS s'engage à mener les actions suivantes en respectant les objectifs énoncés dans le préambule de la présente convention dans les conditions fixées par les textes réglementaires :

- Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité.
Le CPEF délivre gratuitement des médicaments, objets et produits contraceptifs sur prescription médicale aux mineures désirant garder le secret et aux personnes dépourvues de couverture sociale.
La contraception d'urgence est également délivrée sans prescription médicale de façon anonyme et gratuite aux mineures et personnes sans couverture sociale.

- Diffusion d'information et actions individuelles et collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées au CPEF et à l'extérieur de celui-ci, en liaison avec d'autres organismes et collectivités concernés : établissements d'enseignement de l'éducation nationale, instituts médicaux éducatifs (IME), maisons d'enfants à caractère social (MECS), établissements spécialisés d'aide par le travail....
- Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial.
- Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse, obligatoires pour les femmes mineures et proposés pour les femmes majeures.
- Entretiens relatifs à la régulation des naissances et faisant suite à une interruption volontaire de grossesse.
- Si nécessaire, lors d'une consultation médicale de contraception, dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.
- Le cas échéant, la pratique des IVG par voie médicamenteuse dans le respect de la réglementation en vigueur.

2.2 Fonctionnement:

2.2.1 Locaux

- Les locaux du CPEF doivent être conformes aux règlements de sécurité et avoir reçu l'avis de conformité délivré par la Commission de Sécurité de Département.
- La stérilisation du matériel médical et l'élimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux sont sous la responsabilité du médecin du centre. La stérilisation par la vapeur d'eau saturée sous pression doit être la méthode appliquée. A défaut, il convient d'utiliser du matériel à usage unique.

2.2.2 Organisation des consultations médicales

- Chaque personne consultante possède un dossier individuel. Ce dossier comporte les relevés des examens cliniques et biologiques et leurs résultats. Ce dernier est placé sous la seule responsabilité d'un médecin et est régulièrement tenu à jour dans le respect du secret médical.
- LE CCAS s'engage à tenir un état de présence journalier des bénéficiaires, pouvant être consulté à tout moment et à mettre à disposition des personnes habilitées, par le Président du Conseil départemental, tout document concernant la réalisation de l'activité.

2.2.3 Personnel

- LE CCAS doit disposer au minimum pour les consultations et de façon permanente d'une personne compétente en matière de conseil conjugal et familial, conseillère en éducation sociale et familiale.

- LE CCAS porte sans délai à la connaissance du Président du Conseil départemental les modifications intervenues en ce qui concerne les personnels et leurs activités, le règlement intérieur, les locaux, l'organisation et le fonctionnement du CPEF.

2.2.4 Statistiques

La directrice du CCAS adresse, **chaque année**, au Médecin départemental Chef de service de protection maternelle et infantile les documents statistiques nécessaires, notamment à l'établissement des états définis par l'article L.2112-2 5^{ème} alinéa du Code de Santé publique.

ARTICLE 3 :

Le centre de planification et d'éducation familiale ne poursuit aucun but lucratif.

ARTICLE 4 : Dispositions financières et modalités de versement

4.1 Obligations financières à la charge du Département

Chaque année, le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués au CCAS nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

Ces moyens sont alloués dans le cadre du budget adopté annuellement par le Département et seront versés à l'organisme sous forme de **dotation globale par douzième**.

La dotation globale sera versée sous la forme d'un douzième provisoire calculé sur la base de la dotation de l'année précédente, jusqu'à la fixation de l'arrêté du Président du Conseil départemental fixant le montant de la dotation globale pour l'année en cours.

Au titre de l'année 2019, la dotation globale s'élèvera à **73 620 €**.

La dotation globale comprendra :

1) les moyens en personnel alloués au CCAS, nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

2) les frais médicaux comprenant :

⇒ Les frais résultant de l'achat de contraceptifs (mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale).

⇒ Les frais d'analyses et de laboratoire relatifs à la contraception prescrits par les médecins du centre de planification ou d'éducation familiale, pour les mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale. Lorsque les frais médicaux concernent des mineurs ou des majeurs désirant garder le secret, et que ces frais sont remboursables par l'assurance maladie, le CPEF procédera à l'anonymisation des actes.

Le CPEF devra tenir à disposition un état des remboursements des frais médicaux perçus par la CPAM.

4.2 Obligations financières à la charge du CCAS

Le CCAS s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

Le CCAS s'engage à donner libre accès au département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

Le CCAS transmet au Président du Conseil départemental, le budget prévisionnel du centre de planification et d'éducation familiale, **pour le 15 octobre de l'année précédant l'exercice budgétaire**. Il lui fournit également un rapport annuel sur le fonctionnement technique, administratif et financier du centre, dans le premier trimestre suivant la fin d'une année civile.

Le CCAS s'engage par ailleurs à demander le remboursement auprès de la Caisse d'Assurance Maladie du LOIRET des prestations suivantes :

- Les consultations de maîtrise de la fécondité et frais d'analyses et d'examens de laboratoire ordonnés en vue de prescription contraceptive visés à l'article L. 2112-2 du Code de la Santé Publique (*ne peuvent donner lieu à remboursement : les consultations, examens et délivrance de produits à visée contraceptive pour les mineures souhaitant garder le secret ou les personnes ne relevant pas d'un régime de base de l'assurance maladie qui relèvent d'un financement du Conseil départemental*),
- l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse visée aux articles L. 2212-2 – 3, L. 2311-3 du code de la santé publique,
- les entretiens pré et post IVG visés aux articles L. 2112-4, R. 2311-7-4 du Code de la santé publique,
- le dépistage et traitement des maladies transmissibles par voie sexuelle visé aux articles L. 2311-5, R. 2311-14 du Code de la santé publique.

ARTICLE 5 : Contrôle de l'activité du centre de planification et d'éducation familiale

Le Département procèdera à une évaluation de l'action menée à partir des éléments énoncés ci-dessous.

5.1 Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le département

Le Département est chargé de vérifier la bonne exécution des termes de la présente convention par l'organisme.

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler le CCAS bénéficiaire de la subvention.

Dans ce cadre, il veillera à la bonne exécution de l'action conduite par le bénéficiaire et pourra effectuer les contrôles nécessaires sur pièce et sur place (visant notamment à l'exactitude des comptes rendus financiers transmis).

Le contrôle et le suivi de l'activité du Centre de Planification et d'Education Familiale du CCAS est exercé au moins une fois par an sur pièces et sur place, par le médecin départemental de protection maternelle et infantile ou son représentant.

Les activités dans le centre et à l'extérieur du centre de planification et d'éducation familiale sont consignées sur un registre permettant de transmettre des statistiques annuelles.

Dans le cas où le CCAS ne remplirait pas la totalité des actions prévues dans la convention et pour lesquelles il a sollicité une subvention, et dans le cas où il ne respecterait pas les conditions d'utilisation de la subvention, celle-ci sera reversée au département au prorata du nombre de jours réalisés.

5.2 Les engagements du CCAS

Le CCAS s'engage à communiquer au Département :

- Pour le 15 octobre de l'année N :
 - le tableau des effectifs prévisionnels ainsi que le budget prévisionnel pour l'année suivante
- Pour le 15 février de l'année N+1 :
 - les statistiques annuelles conformément à l'article 2 de la présente convention (2.2.4.)
 - un tableau des effectifs du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
- Pour le 30 juin de l'année N+1 :
 - un bilan annuel d'activité du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
 - un compte de résultat définitif (dépenses et recettes) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, certifié par le responsable de la structure ou toute personne ayant reçu délégation de signature
 - le « Bilan financier de l'organisme », le compte de résultat et le rapport d'activités de l'organisme pour l'année de l'année N-1

Le CCAS est également tenu de fournir au département tous documents contribuant à faire connaître son résultat d'activité.

Il s'engage à donner libre accès au département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

ARTICLE 6 : Contrôle de l'Agence Régionale de la Santé sur certaines activités spécifiques

Les activités de dépistage et de traitement de certaines maladies sexuellement transmissibles sont soumises au contrôle de l'Agence Régionale de la Santé chargée de délivrer un agrément.

ARTICLE 7 : Modifications

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : Résiliation ou dénonciation de la convention

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois.

Dans cette hypothèse, le CCAS s'engage à reverser au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, conformément **à l'article 5.1 de** la présente.

Dans toutes ces hypothèses, Le CCAS reversera au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, en particulier en cas d'interruption en cours d'année, conformément **à l'article 5.1 de** la présente.

ARTICLE 9 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 10 : Assurances

Les activités du CPEF sont placées sous la responsabilité exclusive du gestionnaire qui souscrit tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 11 : Durée et période d'effet de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Orléans, le

Pour le Centre Communal d'Action
Sociale de Gien

Pour le Département du Loiret

Christian BOULEAU
Président du CCAS

Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental du
Loiret

<p style="text-align: center;">CONVENTION de PARTENARIAT RELATIVE AU CENTRE DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE DE L'ASSOCIATION « LE PLANNING FAMILIAL 45»</p>

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L. 2112-1 et suivants, relatifs à la protection maternelle et infantile,

Vu le code de santé publique et notamment ses articles L. 2211-1 et suivants, L. 2212-1 et suivants, et L. 2214-1 et suivants, ainsi que les articles R. 2212-9 et suivants, relatifs à l'interruption volontaire de grossesse, et l'article R. 2311-7, relatif au centre de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu l'arrêté du 23 mars 1993 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale,

Vu la convention du 7 décembre 2018 conclue entre le Département du Loiret et l'Association départementale du Loiret du Mouvement Français pour le Planning Familial,

Entre :

Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental n° en date du,

Ci-après dénommé « le Département »,
D'une part,

et :

L'Association départementale du Loiret « Le Planning Familial 45 » représentée par sa Présidente, Madame Monique LEMOINE, dûment habilitée par délibération du Conseil d'administration,

Ci-après dénommée, « l'Association »
D'autre part,

Préambule :

L'organisation de la planification et de l'éducation familiale est une compétence du Département.

Les missions de planification ou d'éducation familiale sont fixées par le Code de la Santé Publique et ont pour objectifs de :

- favoriser la régulation des naissances,
- informer tout public concerné par les questions touchant à la sexualité (relations amoureuses, contraception, grossesse, interruption volontaire de grossesse, santé sexuelle, infections sexuellement transmissibles)
- prévenir les violences faites aux femmes,
- préparer à la vie de couple et à la fonction parentale,
- accompagner, par des entretiens de conseil conjugal, les femmes et les couples en demande d'interruption volontaire de grossesse et réaliser des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse dans certaines conditions.

L'ensemble des actions des centres de planification ou d'éducation familiale est basé sur une démarche de prévention, d'éducation et de promotion de la santé.

Le Département exerce cette mission par voie de convention avec l'association.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de chacune des parties et notamment les modalités de collaboration entre le service départemental de protection maternelle et infantile et l'Association dans le cadre d'un travail de partenariat concernant le centre de planification ou d'éducation familiale (CPEF) dont elle a la gestion, dirigé par un médecin spécialiste qualifié en gynécologie et obstétrique ou ayant obtenu une dérogation du directeur de l'Agence Régionale de la Santé.

Article 2 : Obligations de l'association

2-1 – Implantation des centres de planification ou d'éducation familiale (CPEF) gérés par l'Association

Les 3 centres de planification ou d'éducation familiale se déclinent en 3 lieux distincts répondant respectivement aux besoins sanitaires et sociaux de la population :

- du Sud Loire d'Orléans pour le CPEF situé 33 rue Romain Rolland à La Source
- du Nord Loire d'Orléans pour le CPEF situé 6 rue du Brésil à Orléans
- du Sud Ouest du Département pour le CPEF situé 59 avenue de Vendôme à Beaugency

Les 3 CPEF sont soumis aux mêmes règles de fonctionnement et les moyens seront attribués à l'association par le Département de façon globale pour les 3 CPEF.

2-2 - Missions :

L'Association s'engage à mener les actions suivantes en respectant les objectifs énoncés dans le préambule de la présente convention dans les conditions fixées par les textes réglementaires :

- Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité.
Le CPEF délivre gratuitement des médicaments, objets et produits contraceptifs sur prescription médicale aux mineures désirant garder le secret et aux personnes dépourvues de couverture sociale.
La contraception d'urgence est également délivrée sans prescription médicale de façon anonyme et gratuite aux mineures et personnes sans couverture sociale.
- Diffusion d'information et actions individuelles et collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées au CPEF et à l'extérieur de celui-ci, en liaison avec d'autres organismes et collectivités concernés : établissements d'enseignement de l'éducation nationale, instituts médicaux éducatifs (IME), maisons d'enfants à caractère social (MECS), établissements spécialisés d'aide par le travail....
- Animation de salle d'attente de consultations de PMI
- Préparation à la vie de couple et à la fonction parentale, entretiens de conseil conjugal et familial
- Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse, obligatoires pour les femmes mineures et proposés pour les femmes majeures
- Pratique d'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse dans les conditions fixées par le code de santé publique et selon les clauses de la convention passée avec les Centres Hospitaliers d'Orléans et de Blois
- Entretiens relatifs à la régulation des naissances et faisant suite à une interruption volontaire de grossesse
- Si nécessaire, lors d'une consultation médicale de contraception, dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.

2-3 – Fonctionnement:

2.2-1 – Locaux

- Les locaux des CPEF doivent être conformes aux règlements de sécurité et avoir reçu l'avis de conformité délivré par la Commission de Sécurité de Département.
- La stérilisation du matériel médical et l'élimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux sont sous la responsabilité du médecin du centre. La stérilisation par la vapeur d'eau saturée sous pression doit être la méthode appliquée. A défaut, il convient d'utiliser du matériel à usage unique.

- Le CPEF met à disposition du Département ses locaux pour les consultations de PMI de la sage-femme. Les examens biologiques concernant le suivi des grossesses et demandés lors de ces consultations par la sage femme ne sont pas à la charge du CPEF.

2.2-2 Organisation des consultations médicales

- Chaque personne consultante possède un dossier individuel. Ce dossier comporte les relevés des examens cliniques et biologiques et leurs résultats. Ce dernier est placé sous la seule responsabilité d'un médecin et est régulièrement tenu à jour dans le respect du secret médical.
- L'Association s'engage à tenir un état de présence journalier des bénéficiaires, pouvant être consulté à tout moment et à mettre à disposition des personnes habilitées, par le Président du Conseil départemental, tout document concernant la réalisation de l'activité.

2.2-3 Personnel

- L'Association doit disposer au minimum pour les consultations et de façon permanente d'une personne compétente en matière de conseil conjugal et familial, conseillère en éducation sociale et familiale.
- L'Association porte sans délai à la connaissance du Président du Conseil départemental les modifications intervenues en ce qui concerne les personnels et leurs activités, le règlement intérieur, les locaux, l'organisation et le fonctionnement du CPEF.

2.2-4 Statistiques :

La Présidente de l'Association adresse, **chaque année**, au Médecin départemental Chef de service de protection maternelle et infantile les documents statistiques nécessaires, notamment à l'établissement des états définis par l'article L.2112-2 5^{ème} alinéa du Code de Santé publique.

Article 3 : Dispositions financières et modalités de versement

3-1 : Obligations financières à la charge du Département

Chaque année, le Président du Conseil départemental arrête les moyens alloués à l'Association nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus. Ces moyens sont alloués dans le cadre du budget adopté annuellement par le Département et seront versés à l'organisme sous forme de **dotation globale par douzième.**

La dotation globale sera versée sous la forme d'un douzième provisoire calculé sur la base de la dotation de l'année précédente, jusqu'à la fixation de l'arrêté du Président du Conseil départemental fixant le montant de la dotation globale pour l'année en cours.

Au titre de l'année 2019, la dotation globale s'élèvera à **465 589 €**.

La dotation globale comprendra :

1) les moyens en personnel alloués à l'association, nécessaires à l'exercice des missions définies ci-dessus et en fonction d'objectifs retenus.

2) les frais médicaux comprenant :

⇒ Les frais résultant de l'achat de contraceptifs (mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale).

⇒ Les frais d'analyses et de laboratoire relatifs à la contraception prescrits par les médecins du centre de planification ou d'éducation familiale, pour les mineurs ou majeurs ne bénéficiant pas de couverture sociale. Lorsque les frais médicaux concernent des mineurs ou des majeurs désirant garder le secret, et que ces frais sont remboursables par l'assurance maladie, le CPEF procèdera à l'anonymisation des actes.

Le CPEF devra tenir à disposition un état des remboursements des frais médicaux perçus par la CPAM.

3) les frais de fonctionnement

3-2 : Obligations financières à la charge de l'association

L'Association s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

L'Association tiendra une comptabilité conforme aux règles découlant du plan comptable général de 1999 et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité. Ainsi, l'Association fera son affaire personnelle de toutes taxes et redevances, présentes ou futures, constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la responsabilité du département ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet. L'Association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

L'Association s'engage à donner libre accès au département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

L'Association transmet au Président du Conseil Départemental, le budget prévisionnel du centre de planification et d'éducation familiale, **pour le 15 octobre de l'année précédant l'exercice budgétaire**. Il lui fournit également un rapport annuel sur le fonctionnement technique, administratif et financier du centre, dans le premier trimestre suivant la fin d'une année civile.

L'association s'engage par ailleurs à demander le remboursement auprès de la Caisse d'Assurance Maladie du LOIRET des prestations suivantes :

- Les consultations de maîtrise de la fécondité et frais d'analyses et d'examens de laboratoire ordonnés en vue de prescription contraceptive visés à l'article L.2112-2 du code de la Santé Publique (*ne peuvent donner lieu à remboursement : les consultations, examens et délivrance de produits à visée contraceptive pour les mineures souhaitant garder le secret ou les personnes ne relevant pas d'un régime de base de l'assurance maladie qui relèvent d'un financement du Conseil Départemental*),

- l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse visée aux articles L. 2212-2 – 3, L. 2311-3 du Code de la santé publique,
- les entretiens pré et post IVG visés aux articles L. 2112-4, R. 2311-7-4 du Code de la santé publique,
- le dépistage et traitement des maladies transmissibles par voie sexuelle visé aux articles L. 2311-5, R. 2311-14 du Code de la santé publique.

Article 4 : Contrôle de l'activité du centre de planification ou d'éducation familiale

Le Département procèdera à une évaluation de l'action menée à partir des éléments énoncés ci-dessous.

4-1. Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le Département

Le Département est chargé de vérifier la bonne exécution des termes de la présente convention par l'organisme.

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler l'association bénéficiaire de la subvention.

Dans ce cadre, il veillera à la bonne exécution de l'action conduite par le bénéficiaire et pourra effectuer les contrôles nécessaires sur pièce et sur place (visant notamment à l'exactitude des comptes rendus financiers transmis).

Le contrôle et le suivi de l'activité du Centre de Planification ou d'Education Familiale de l'Association est exercé au moins une fois par an sur pièces et sur place, par le médecin départemental de protection maternelle et infantile ou son représentant.

Les activités dans le centre et à l'extérieur du centre de planification et d'éducation familiale sont consignées sur un registre permettant de transmettre des statistiques annuelles.

Dans le cas où l'Association ne remplirait pas la totalité des actions prévues dans la convention et pour lesquelles il a sollicité une subvention, et dans le cas où il ne respecterait pas les conditions d'utilisation de la subvention, celle-ci sera reversée au département au prorata du nombre de jours réalisés.

4-2 Les engagements de l'association

L'Association s'engage à communiquer au Département :

- Pour le 15 octobre de l'année N :
 - le tableau des effectifs prévisionnels ainsi que le budget prévisionnel pour l'année suivante
- Pour le 15 février de l'année N+1 :
 - les statistiques annuelles conformément à l'article 2 de la présente convention (2.2.4.),
 - un tableau des effectifs du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,

- Pour le 30 juin de l'année N+1 :
 - un bilan annuel d'activité du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1,
 - un compte de résultat définitif (dépenses et recettes) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, certifié par le responsable de la structure ou toute personne ayant reçu délégation de signature
 - le « Bilan financier de l'organisme », le compte de résultat et le rapport d'activités de l'organisme pour l'année de l'année N-1

L'Association est également tenue de fournir au Département tous documents contribuant à faire connaître son résultat d'activité.

Il s'engage à donner libre accès au Département à toutes les pièces qu'il juge nécessaire au contrôle de la bonne utilisation de la subvention.

Article 5 : Contrôle de l'Agence Régionale de la Santé sur certaines activités spécifiques

Les activités de dépistage et de traitement de certaines maladies sexuellement transmissibles sont soumises au contrôle de l'Agence Régionale de la Santé chargée de délivrer un agrément.

Article 6 : Information - Communication

L'Association, dans le cadre de ses actions de communication relevant du CPEF, s'engage à informer du soutien du Département dans tous les supports qu'il utilise, y compris à l'intérieur du centre de planification ou d'éducation familiale ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Dans le cadre de l'utilisation de supports graphiques (logos), il se rapprochera de la Direction de la communication du Département ☎02.38.25.45.45.

Article 7 : Assurances

Les activités du CPEF sont placées sous la responsabilité exclusive du gestionnaire qui souscrit tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

Article 8 : Modifications

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

Article 9 : Résiliation ou dénonciation de la convention

9.1. Résiliation de la convention :

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois.

Dans cette hypothèse, l'Association s'engage à reverser au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, conformément à l'article 5.1 de la présente.

9.2. Résiliation de plein droit :

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire, de dissolution de l'Association bénéficiaire ou de toute autre cause ayant pour effet d'engendrer la disparition même de l'objet de la dotation.

Dans toutes ces hypothèses, l'Association reversera au Département la subvention allouée au prorata du nombre de jours réalisés, en particulier en cas d'interruption en cours d'année, conformément à l'article 5.1 de la présente.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

Article 11 : Durée et période d'effet de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Fait en deux exemplaires originaux,

Fait à Orléans, le

Pour l'Association
« Le Planning familial 45 »,

Pour le Département du Loiret,

Monique LEMOINE
Présidente

Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental du
Loiret

C 04 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance et formulées auprès de la Direction Petite Enfance - Enfance Famille au titre de l'année 2019

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits de subventions à caractère social et médico-social, pour l'année 2019, les subventions suivantes :

Dénomination	Subvention décidée
CROIX ROUGE FRANCAISE	12 000 €
RESIDENCES JEUNES ACACIAS COLOMBIER	175 000 €
TOTAL	187 000 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental, à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tél 02 38 25 43 25-communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental.

Article 4 : Les dépenses liées seront imputées de la manière suivante sur le budget départemental 2019 :

Domaine	Thème de demande de subvention	Intitulé de l'action	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
Petite Enfance - Enfance Famille	Subvention A.S.E / F.J.T	Financer des actions sur la parentalité, de prévention, de médiation familiale	65	6574	B0402101	175 000 €
Petite Enfance – Enfance Famille	Subvention Croix Rouge Française	Action spécifique Mineurs Non accompagnés	65	6574	B0403209	12 000 €

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes sur la base des modèles de conventions types adoptés lors de la Session du 9 au 21 décembre 2008 (délibération CO2).

C 05 - Conférence des financeurs - Attribution des crédits 2019

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver l'ensemble des projets examinés par la Conférence des financeurs du 9 juillet 2019, tels que joints en annexe à la présente délibération.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention type 2019, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer à la résidence autonomie « La Résidence gâtinaise » située à Corbeilles-en-Gâtinais, un financement à hauteur de 8 654,69 €, correspondant au montant du forfait-autonomie 2019 arrêté par la Commission permanente du 20 juin 2019.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions permettant de financer les actions avec les partenaires énumérés en annexe.

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTONS(S)	LIEU(X)	PARTICIPANTS ESTIMES / COMPOSITION DES GROUPES	PARTICIPATION DEMANDEE	CALENDRIER	CREDITS ACCORDES 2019
AGE-CLIC	CONFERENCE DEBAT CINEMATOGRAPHIQUE SUR LA DEPRESSION DE LA PERSONNE AGEE	Organisation d'une conférence débat cinématographique : - projection d'un film "un jour tu vieilliras" (1h) - Temps d'échange avec le réalisateur du film Edouard CARRON - Il y a 11h30 de conférence débat animé par le docteur AUDBERT et Sylviane BAOOT Plusieurs axes abordés : - Sensibilisation et éducation sur la dépression - Prévention et accompagnement des personnes âgées atteintes de la dépression - Information sur les formes de dépression	Courtenay Glen Lorris Sully-sur-Loire	Toutes les villes du : Canton de Glen Canton de Chailion Coligny Canton de Briare Canton de Chailion sur Loire Canton de Château Renard	1 Conférence Nombre de personnes prévisionnel pour la conférence : 120	NON	Lundi 23 septembre 2019	1 107 €
AGE-CLIC	PLATEFORME D'APPUI D'INFORMATION ET DE PREVENTION	Objectifs du projet : - Créer un dispositif d'information et de prévention permettant de répondre à un besoin majeur : aider les usagers de +60 ans à rester à leur domicile - prévenir les difficultés liées à la perte d'autonomie à domicile - garantir des solutions durables pour se maintenir à domicile - offrir des services diversifiés aux personnes avec un accompagnement collectif - Poursuivre les réunions publiques d'information d'accès aux droits (présentation des aides et dispositifs existants sur le maintien à domicile + missions CLIC) - Permettre aux usagers, aux familles et aux professionnels d'obtenir des réponses et des informations sur les dispositifs existants - Coordonner les actions de prévention avec les partenaires - Signatures de conventions de partenariat (13 partenaires) : SAAD, MSA, SSIAD, associations, EHPAD, RA - Travail commun avec les professionnels des hôpitaux pour mettre en place des actions de prévention (Conférences- débat) - Participation aux réunions de travail du CLS de la MAIA -> le CLIC est un observatoire des besoins du territoire - Participation du CLIC aux "Ateliers santé" (Mutualité française - 14/05/2019 - Bonny sur Loire) - Travail avec la Mutualité française pour proposer des actions complémentaires sur le territoire pour éviter les doublons - Travail avec les Petits frères des pauvres sur la mise en oeuvre d'une action suite à un diagnostic mené sur le repérage des personnes âgées isolées du gennois - Echanges inter-CLIC à renforcer pour favoriser l'uniformisation des actions de prévention sur le territoire : accès à l'information et aux droits, repérage des fragilisés, lutte contre l'isolement, proposition de participation aux ateliers de prévention	Courtenay Glen Lorris Sully-sur-Loire	Toutes les villes du : Canton de Glen Canton de Chailion Coligny Canton de Briare Canton de Chailion sur Loire Canton de Château Renard	Réunions publiques d'information : 9 Visites à domicile : 50 Nombre de personne prévisionnel : - Evaluation à domicile : 50 - Réunions d'information : 10 à 15 personnes - Nombre prévisionnel du projet global : 300	NON	Réunion d'information : - 24/01 à Aury Châtel - 04/04 à Arrabloy - 16/05 à Saint Germain des Prés - 13/06 à Triguères - 19/09 à Bonny sur Loire - 10/10 à La Bussière - 7/11 à Bolsmorand - 21/11 à Polly lez gien - 05/12 à Glen	59 406 €
CCAS SAINT PRYVE SAINT MESMIN	ATELIER CREATIVITES	2 Ateliers de 4 séances chacun seraient organisés sur 2 périodes propices - les vacances d'été : absence de la famille, des voisins - la période des vacances de la bousaant : mois propice pour promouvoir les actions de prévention pour le bien vieillir Les ateliers se dérouleraient dans une salle mise à disposition avec des intervenants extérieurs intervenant(s) : - art-thérapeute pour certaines séances - artiste praticienne mosaïste pour d'autres séances	Olivet	Saint Privé Saint Mesmin	Nombre de d'atelier : 2 Nombre de séance par atelier : 4 Nombre de personnes estimés par atelier: 12 Nombre de personnes estimés pr le projet global : 24	5 €	17 juin 2019 1 juillet 2019 15 juillet 2019 29 juillet 2019 7 octobre 2019 14 octobre 2019 (marque 2 dates)	900 €
CLIC ORPADAM	PLATEFORME SENIORS - ACCES AUX DROITS PREVENTION VIGILANCE	Contenu des actions proposées par la Plate-forme : - Rencontre avec les partenaires du territoire (dont les opérateurs potentiels) - Organisation de réunions d'information des territoires : information sur les droits, promotion du plan "bien vieillir", sensibilisation des professionnels de santé, animation des seniors pour qu'ils deviennent acteurs de leurs préventions, accompagnement personnalisé - Restitution des attentes et souhaits des seniors aux partenaires et opérateurs du territoire : synthèse des attentes et souhaits faisant mention des fragilités et priorités - Réflexion sur la faisabilité des actions dans le cadre d'un travail partenarial : mairie, CLS, MDD, pôle de santé, MSAP - Coordination des opérateurs retenus sur le territoire : coordonner l'offre pour un maillage du territoire, établir des conventions de travail, travailler sur la dynamique d'actions pour susciter l'intérêt des seniors, et leurs participations aux actions - Anticipation des futurs ateliers Poursuite des actions suivantes : (calendrier tourni) - (16) Réunions collectives d'information (territoires fragiles en priorité) : en partenariat avec CCAS, clubs, services ... - (6) Réunions à thèmes : en fonction de la thématique choisie par les seniors, la plateforme coordonne l'opérateur chargé de l'animation (temps collectif + temps individuel en fonction des besoins) - (6) Point d'information itinérant : rencontres organisées dans les lieux publics (espaces de loisirs, MSP ...) -> permet un 1er contact avec des seniors éloignés des actions collectives de prévention - Participation aux manifestations organisées par les professionnels / partenaires du territoire pour favoriser l'information, la création de liens professionnels; la mutualisation et la coordination à déployer	Montargis Chalette sur loing Courtenay	Bellegarde Montargis Dordaves Vimory Courtenay Ladon Chalette sur loing Lorris Thimory Villemandeur Saint Maurice sur lessard Pannes Amilly	Nombre d'atelier : 3 - réunion collective - réunion thématique - point d'information Nombre de séances : - 16 réunions collectives - 6 réunions thématiques - 6 points information Nombre prévisionnel de personnes concernées par le projet dans sa globalité : 160	NON	Villemandeur : 17/01/2019 et 09/04/2019 Montargis 15 et 16/05 et 28/11/2019 Saint Maurice sur Fessard : 13/11/2019 Ladon : 5/02/2019 Bellegarde : 12/03/2019 Dordaves : 23/01/2019 Chalette : 10/10/2019 Thimory : 26/11/2019 Fermiers : 2/04/2019 Amilly : 05/02/19 et 17/10/2019 Pannes : 31/12/2019 Vimory : 20/03/2019 Courtenay : 05/12/2019	58 010 €
CLIC RELAIS ENTOUR'ÂGE	PLATEFORME SENIORS ASSISTANCE	Ambition de devenir LE référent des acteurs locaux en coordonnant les actions à mettre en oeuvre en adéquation avec les besoins Poursuivre le lieu d'accueil, d'information et d'orientation, effectuer des VAD et rendez-vous au bureau Organiser des actions collectives suite à orientation de partenaires, repérage des besoins Contenu : Recensement et coordination des actions mises en oeuvre sur le territoire pour éviter les doublons et travailler à la complémentarité de l'offre pour combler le manque de réponse Coordination entre CLIC pour organiser le maillage des actions entre les territoires Partenariat établi avec les SAAD, SPASAD, hôpitaux, CCAS et Maires afin de coordonner les actions de prévention sur le territoire Participation aux forums, réunions, manifestations organisées par les acteurs du territoire	Beaugency Cléry Saint André La Ferté Saint Aubin	Beaugency, Baule, Messas, Cravant, Villorceau, Tavers, Lailly en Val Cléry Saint André, Dry, Jouy le Poier, Mézières les Cléry, Mareau aux prés La Ferté Saint Aubin, Semnaly, Marçilly en Villette, Ligny le Rihaut, Méneveau en vilette, Acon	Nombre de personnes prévisionnel concernées par le projet: non évalué Nombre de personne prévisionnel par action et par atelier : non évalué	NON	du 01/01/2019 au 31/12/2019	56 750 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTONS(S)	LIEUX(X)	PARTICIPANTS ESTIMES / COMPOSITION DES GROUPES	PARTICIPATION DEMANDEE	CALENDRIER	CREDITS ACCORDES 2019
CLIC DU VAL D'OR	DISPOSITIF D'APPUI ET DE COORDINATION	<p>- pour mener à bien les actions concertées proposées, les travaux préparatoires suivants seront réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none">- participer à des réunions et instances de partenaires pour identifier les besoins sur chaque territoire- être renseigné sur les actions menées sur le territoire- réaliser la communication sur les actions- réaliser la logistique du déroulement des actions- accueil, enseignements et inscriptions sur les actions- création d'outils pour le recueil de satisfaction <p>Afin de poursuivre les actions menées, nous nous appuierons sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les comptes rendus/bilans d'actions- un diagnostic des actions (participation, axes d'amélioration...) <p>Atelier "1, 2, 3 sortez, marchez, bougez" (Ssiel biev) : 2 ateliers de 15 séances Sully sur Loire</p> <p>Conférences sur la sécurité routière : 1 sur Sully sur Loire + 1 sur Châteauneuf sur Loire</p> <p>Réunion d'information sur la prévention des actes de délinquance/malveillance : vulnérabilité, amaqués, escroqueries (Gendarmerie nationale) : 7 communes (Sully sur Loire, Ouzouer sur Loire, Cerdon, Jargeau, Châteauneuf ur Loire, Sandillon, Vitry aux Loges)</p> <p>Réunion d'informations sur les maladies du grand âge et leur dépistage/prise en charge (ADJ/plateforme de répit, France Alzheimer et autres associations (Parkinson et SEP), MAIA) : Sully sur Loire (1 fois par mois)</p> <p>Réunion d'information sur l'alimentation et le portage de repas (diététicienne) : Vigliat</p> <p>Réunion d'information sur l'audition et la vue (Opticien qui bouge) : Saint Père sur Loire ou Saint Benoît sur Loire</p> <p>Conférences sur la prévention sur les risques de violence auprès des aînés (Gendarmerie, Association des victimes du Loiret) : Sully sur Loire et Châteauneuf sur Loire</p> <p>Séance de découverte des outils numériques pour débutants : 1 séance Sully sur Loire</p> <p>Séance " aide à la rédaction de documents administratifs" (accompagnement à la compréhension et à la rédaction) : 1 séance à Sully sur Loire et Châteauneuf sur Loire</p> <p><i>Séance au futur pour accéder aux droits : accompagnement des différents bords d'hébergement, des solutions de mobilité, à</i></p>	Sully-sur-Loire	Communauté de communes du Val de Sully (19 communes) Communauté de communes des Loges (20 communes)	Conférences / réunion d'information : plusieurs Forums / Salon : plusieurs Lieu d'accueil et d'informations sur sites et permanences sur des antennes communales Nombre prévisionnel des personnes concernées : - Accueil téléphonique, physique : 2500 - accès aux droits, réunions d'informations, forum : 80 - Nombre de visites à domicile : 250 - Prévention auprès des aidants : dépend du nombre d'accompagnement et de soutien aux aidants - Nombre de réunions de concertation multi-professionnels : 5 - Conférence sur la prévention routière : 50 personnes - Réunions d'informations "alimentation" : 50 personnes	NON	De janvier à décembre 2019	85 000 €
PASS' EMPLOI SERVICE	PASS' AGE AU NUMERIQUE	<p>Le projet se décline en plusieurs ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none">- Atelier utilisation de l'outil numérique (diagnostic, découverte de l'outil bureautique, utilisation d'internet, les sites...)- Atelier accompagnement dans les démarches administratives du quotidien (démarches santé et social, démarche CAF, démarche retraite, autres démarches)- Bilan : test de connaissances- Débat thé- Action pédaque	Orléans 4	Orléans l'Agomme	nombre d'atelier : 2 nombre de séances : 4 nombre de personnes prévisionnel concernées par le projet : 10 nombre de personnes prévisionnel par action : 10 personnes pour les ateliers et 50 personnes pour le débat	5€ adhésion	du 09 au 11 mars 2019 : sélection des participants lundi 11 mars 2019 information collective mardi 19 mars matinée atelier 1 séance 1=3h) jeudi 21 mars 2019 : après midi atelier 1 séance 2 = (3h) mardi 26 mars 2019 : matinée : atelier 1 séance 3 (3h) jeudi 28 mars 2019 : après midi : atelier 1 séance 4 (3h) mardi 04 avril 2019 : matinée atelier 2 séance 1 (3h) jeudi 04 avril 2019 : matinée atelier 2 séance 2 (3h) jeudi 25 avril 2019 : après midi atelier 2 séance 3 (3h) mardi 30 avril 2019 : matinée : atelier 2 séance 4 (3h) <i>évaluation de la pass'emploi service</i>	0 €
CCAS ORLEANS	REPERAGE/PREVEN TION FRAGILITE	<p>Afin de permettre de mener à bien cette action de repérage/prévention fragilisés, le CCAS veille à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Centraliser, disposer d'un fichier des ressources/des acteurs du territoire par thématique- Rencontrer régulièrement ces professionnels ou bénévoles pour présenter les missions du CLIC- Organiser/animer des rencontres/échanges dans le cadre du réseau gérontologique à l'échelle du territoire d'Orléans Métropole- Participer à des groupes de travail, des forums avec des acteurs intervenant dans des domaines comme le transport, de la santé, de l'aménagement, de l'habitat, du numérique ...- Relayer/Promouvoir l'offre de services, d'activités au travers la rédaction d'une newsletter bimestrielle diffusée sur le site d'Orléans Métropole et auprès d'adonnés à des fins de prévention- Développer la prestation de visites de convivialité en lien avec réseau de bénévoles- Multiplier les actions (ouverture des résidences autonomie au public extérieur, animations gratuites, tarifs préférentiel prestations en fonction des ressources...) afin de favoriser l'accès pour tous et disposer ainsi d'une meilleure connaissance des besoins et attentes des publics.	Orléans 1 Orléans 2 Orléans 3 Orléans 4	Orléans	nombre d'atelier : 0 nombre de séances : 0 nombre de conférence : 0 nombre de personnes prévisionnel concernées par le projet : nombre de personnes prévisionnel par action :	NON	Actions tout au long de l'année	45 000 €
IPISANTÉ	SILVERMED	<p>1 atelier de 7 séances de 5 personnes</p> <p>Sessions présentielles et en ligne de 3h : utilisation d'outils en ligne, diaporama, mini-videos, questionnaire en ligne ...</p> <p>Séance 1 : Comprendre l'objectif de l'atelier et Définir les notions sur le médicament et les classes médicamenteuses</p> <p>Séance 2 : En groupes, tracer le circuit du médicament, de la pharmacie à la maison</p> <p>Séance 3 : Les 7 règles d'or et Médicaments et personne âgée</p> <p>Séance 4 : la règle des 5B (bon moment, bon patient, bon médicament, bonne dose, bonne voie)</p> <p>Séance 5 : Conduite à tenir</p> <p>Séance 6 : Présentation des recommandations pour modifier son comportement</p> <p>Séance 7 : Evaluation de la formation (contenu et intervenants) et Apprendre à se connecter à la plateforme (piante</p>	Châteauneuf-sur-Loire Lorris Orléans 1	Orléans Bogny sur Blonne	nombre d'atelier : 4 Nombre de séances : 7 Nombre total de participants estimés : 25 à 30 par petits groupes de 5 personnes autour d'une table Nombre de participants estimés par séances : 100	NON	23/09/2019 : Orléans 07/10/2019 21/10/2019 : Bogny sur Blonne 04/11/2019	17 000 €
CLIC ENTRAIDE-UNION	PROGRAMME DE COORDINATION ET DE REPERAGE DE LA PERTE D'AUTONOMIE (PLATEFORME)	<ul style="list-style-type: none">- Identifier les acteurs de la prévention- Recenser et identifier les besoins en action de prévention- Réaliser un état des lieux des actions existantes sur le territoire du CLIC- Développer la coordination des actions de prévention en lien avec les partenaires du territoire- Identifier les problématiques pouvant alerter sur des besoins en actions de prévention- Rendre facile, accessible et visible l'information sur les actions de prévention <p>Mise en place de ces objectifs par le biais de la Plateforme qui est l'outil permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Répondre aux besoins du territoire- Etre un lieu d'écoute et d'échange avec les partenaires- Développer et mettre en oeuvre le programme coordonné de la Conférence des financeurs- Coordonner les actions de prévention sur le territoire- Développer un réseau de communication afin d'impliquer et responsabiliser l'ensemble des acteurs contribuant au maintien à domicile	Meung-sur-Loire	Les 33 communes couvertes par le CLIC.	Autres : réunions , visites et rencontre des professionnels Nombre total de participants estimés :	NON	Avril -décembre 2019 : déploiement du programme	22 393 €
CLIC ENTRAIDE-UNION	REUNION D'ACCES AUX DROITS SUR LE MAINTIEN A DOMICILE	<p>10 Réunions d'information (dans des lieux différents de ceux de 2018)</p> <p>Durée : 1 h 30 à 2 h</p> <p>Contenu : présentation PPT et échanges.</p> <p>Les thématiques abordées seront :</p> <ul style="list-style-type: none">- Maintien à domicile,- Structures d'hébergement,- Aides financières existantes. <p>1 transport gratuit individuel ou collectif peut être mis en place sur demande préalable auprès de nos services : covoiturage ou réservation d'un taxi</p>	Meung-sur-Loire	LON EN BEAUCE ARTENAY HUETRE COINCES LA CHAPELLE ONZERAIN ST SIGISMOND BUCY ST LIPHARD COULMIERS CHANGY MEUNGLOIRE.	Réunions d'information : 10 Nombre de participants estimés par séances : 8 à 20 Nombre total de participants estimés : 100	NON	Mars 2019 à Mai 2019 : Contacter les maires pour déterminer les dates et réserver les salles, Elaborer les invitations et effectuer la campagne de communication, Réajuster le support d'animation pour les réunions et les questionnaires de satisfaction. Jun 2019 à novembre 2019 : Mettre en place les réunions, Dépouiller les questionnaires de satisfaction, Etablir le compte rendu de l'action.	7 193 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	PARTICIPANTS ESTIMES / COMPOSITION DES GROUPES	PARTICIPATION DEMANDEE	CALENDRIER	CREDITS ACCORDES 2019
CLIC CCPG	PLATEFORME D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DROITS	<div>- Etre un observatoire des besoins des seniors</div> <div>- Consolider l'information qualitative émanant des partenaires afin de construire un programme d'actions en adéquation avec les besoins</div> <div>- Accompagner les élus en présentant régulièrement les actions proposées afin qu'ils soient un relais de proximité</div> <div>- Coordonner les actions envisagées par les partenaires afin d'éviter les doublons et de répartir les actions de manière cohérente sur le territoire en terme de calendrier et de localisation</div> <div>- Mettre en oeuvre une communication efficace auprès des seniors</div> <div>- Développer le partenariat auprès des acteurs du territoire afin qu'ils identifient leurs propres besoins, en fonction de la population qu'ils rencontrent (SAAD, SSIAD ...)</div> <div>Contenu : - Réunions trimestrielles de coordination réunissant les acteurs locaux agissant en matière de prévention, financés ou non par la Conférence des financeurs</div> <div>- Participation aux réunions, commissions communales afin de faire remonter les besoins et présenter les actions envisagées</div> <div>- Rencontres individuelles avec les partenaires pour présenter les missions CLIC et le programme d'actions envisagées pour développer le réseau</div> <div>- Réunions d'informations pour présenter le programme d'actions du territoire (les porteurs de projets pourront être présents)</div>	Malsherbes	communes de la CCPG	nombre d'atelier : 0 Nombre de séances : 0 autre : entretiens individuels, visites à domicile, permanences Nombre de participants estimés par séances Nombre total de participants estimés :8820	NON	DU 01/01/2019 AU 31/12/2019	21 650 €
COMITE DEPARTEMENTAL DU JEUX D'ECHECS	FAVORISER LA PRESERVATION DE L'AUTONOMIE ET LA SOCIALISATION DES PERSONNES RETRAITEES PAR LA PRATIQUE DU JEU D'ECHECS EN ATELIERS DE GROUPE A DES FINS SOCIALES ET SPORTIVES	<div>Ateliers hebdomadaires (vendredi) de 10h30 à 12h30 (26 séances)</div> <div>Les séances proposées favorisent l'entraide entre les participants pour renforcer la cohésion du groupe et favoriser les liens sociaux</div> <div>Des programmes pédagogiques échiquiens sont créés et adaptés aux seniors</div> <div>Diversée en 2 parties, la séance se compose d'un temps d'apprentissage et d'un temps de mise en pratique</div> <div>L'arrivée de nouveaux bénéficiaires peut se faire en cours d'année, l'intervenant accompagne le nouvel arrivant pour l'intégrer au groupe existant</div> <div>Vertus du jeu d'échecs : mémoire, logique, concentration, calcul, anticipation, créativité, objectivité, tolérance, respect, tenacité, envie d'apprendre, envie d'expliquer, plaisir de jouer, d'échanger et de partager avec les autres</div>	SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	Maison de quartier "Rol Tanguy" à Saint-Jean de la Ruelle	20 personnes 10 personnes par atelier	NON	Avril à décembre 2019 (26 séances)	0 €
MONTANT ATTRIBUE								374 409 €

CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES

CONVENTION 2019

[OPERATEUR]
[ACTION]

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et ses textes d'application,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le Programme coordonné de financement adopté par la Conférence des financeurs le 17 octobre 2018 et la Commission permanente du 18 octobre 2018

Vu la publication du Programme coordonné de financement au Recueil des actes administratifs du Département le 22 octobre 2018,

Vu la délibération n°C01 du Conseil Départemental adoptée lors de la Commission permanente du 29 mars 2019, relative à l'attribution des crédits relatifs aux actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus,

Vu l'appel à projets relatif développement des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus résidant dans le Loiret, publié le [date publication]

Vu le procès-verbal de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du [date Conférence],

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du [date CP],

ci-après dénommé « le Département »,

Et d'autre part :

L'organisme désigné ci-après :

- Raison sociale : OPERATEUR
- Forme juridique : STATUT
- Adresse : ADRESSE CP VILLE
- Représenté par : REPRESENTANT
- Qualité : FONCTION

Ci-après dénommé « l'organisme »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise en œuvre des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, réalisées par **[OPERATEUR]** pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département assure la gestion administrative, technique et financière de la Conférence des financeurs. A ce titre, le Département est garant de la bonne utilisation des concours versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et de l'exécution des actions financées.

2.1. Dispositions financières

Le Département s'engage à allouer à **[OPERATEUR]** une subvention d'un montant de **[MONTANT ACCORDE] €** correspondant à l'action « **ACTION«PROJET»** ».

Cette subvention sera versée en une fois à la signature de la présente convention par mandat administratif sur le compte du bénéficiaire n° _____.

2.2. Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le Département

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit du contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006, dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée

Le Département se réserve le droit de récupérer tout ou partie des fonds alloués en cas de non-utilisation ou d'utilisation à des fins autres que celles prévues lors du dépôt de la demande, ainsi qu'en l'absence de production des documents d'évaluation (bilan d'évaluation et pièces comptables justificatives).

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non-conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE

3.1. Destination de la subvention :

L'organisme s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

3.2. Obligations de l'organisme :

L'opérateur s'engage à informer le Département de tout changement de programmation de l'action subventionnée dès lors que le calendrier est amené à évoluer entre le dépôt de la demande de financement et la réalisation effective de l'action.

Si une action ne peut être mise en œuvre selon le programme et le calendrier arrêtés, le porteur se doit d'informer, sans délai, le Département, qui le cas échéant, se réserve le droit de procéder à une récupération de l'aide financière allouée et de l'affecter au financement d'une autre action.

3.3. Evaluation et contrôle :

L'organisme s'engage à donner suite à toutes demandes du Département aux fins d'obtenir les pièces ou informations relatives au conventionnement. Le Département procédera à la clôture du dossier faute de réponse dans les délais impartis. Cette clôture pourra entraîner la déprogrammation des crédits affectés à l'action.

L'organisme s'engage à communiquer au Département, dès la fin de l'action :

- le bilan détaillé de l'action mise en œuvre comprenant le bilan financier accompagné des pièces comptables (factures acquittées, fiches de paie...) justifiant l'utilisation des fonds publics alloués

L'organisme s'engage à communiquer au Département, au cours du premier semestre 2020 :

- le rapport d'activités de l'organisme se rapportant à l'année 2018,
- pour tout organisme à l'exception des organismes publics : le « *Bilan financier de l'organisme* » (joint en annexe) se rapportant à l'année 2019.

3.4. Information et communication :

L'organisme s'engage, en respectant les logos de l'ensemble des membres de la Conférence des financeurs :

- à mentionner le soutien financier de la Conférence des financeurs sur tous les documents, édités ou numériques, d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de communication, les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels les membres de la Conférence des financeurs seront associés en amont.

La promotion des actions financées peut être faite notamment par l'intermédiaire de l'Agenda du Loiret accessible à l'adresse suivante : <https://openagenda.com/loiret>

3.5. Responsabilité et assurances :

Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'organisme devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

A ce titre, il est également tenu de souscrire une assurance couvrant les dommages causés aux bénéficiaires dont il a la charge.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

5.1. Résiliation de la convention :

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure préalable adressée à l'une ou l'autre des parties dans les mêmes formes, restée sans effets.

Dans cette hypothèse, le Département s'engage à solliciter du bénéficiaire le reversement de la subvention allouée au prorata de l'action réalisée, conformément à l'article 2.2 de la présente.

5.2. Résiliation de plein droit :

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire, de dissolution de l'organisme bénéficiaire ou de toute autre cause ayant pour effet d'engendrer la disparition même de l'objet de la subvention.

Dans toutes ces hypothèses, la récupération de la subvention allouée par le Département s'effectuera au prorata de l'action réalisée, conformément à l'article 2.2 de la présente.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 7 : DUREE ET PERIODE D'EFFET DE LA CONVENTION

L'action afférente à la présente convention est réalisée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019.

La période d'effet de la présente convention s'étend du 1^{er} janvier 2019 jusqu'à réception par le Département des pièces mentionnées à l'article «3.2. *Evaluation et contrôle* ».

ARTICLE 8 : DONNEES PERSONNELLES

Le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, recueille des données personnelles. Au regard du Règlement général à la protection des données (RGPD), le Département du Loiret est responsable de traitement en matière de traitement de données personnelles pour l'action financée dans le cadre de la présente convention.

L'organisme signataire est quant à lui sous-traitant aux termes du RGPD.

À ce titre, il lui appartient de se mettre en conformité au RGPD et aux textes législatifs et réglementaires qui en découlent, le Département du Loiret étant habilité à effectuer des contrôles de mise en conformité dans ce domaine. Si d'éventuels litiges devaient apparaître, ils seront réglés selon les dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Il appartient au sous-traitant de bien informer les bénéficiaires de l'action du recueil de données personnelles les concernant selon les dispositions du RGPD et du corpus juridique français qui y est associé.

Afin d'être en conformité avec les lois et règlements concernant les données personnelles, le document en annexe intitulé « DONNÉES PERSONNELLES » est à remplir impérativement, pour rendre cette convention pleinement valide entre les parties.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour l'organisme,

Pour le Président et par délégation,

Le représentant
[NOM]
[FONCTION]

Alexandrine LECLERC
3^{ème} Vice-Présidente du Conseil
Départemental
Présidente de la Conférence des financeurs
de la prévention de la perte d'autonomie

DONNÉES PERSONNELLES

Le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, recueille des données personnelles. Au regard du Règlement général à la protection des données (RGPD), le Département du Loiret est responsable de traitement en matière de traitement de données personnelles. Il diffuse tout ou partie de ces coordonnées aux partenaires de la Conférence des financeurs énumérés dans le Code de l'action sociale et des familles (art. L. 233-1 et suivants) et dont la liste se trouve au bas de ce document, pour la bonne exécution des termes de la convention dont vous avez été destinataire.

La durée de conservation des documents est déterminée par le Code du patrimoine et les instructions des Archives départementales du Loiret.

Il est précisé que l'application du RGPD et des dispositions légales et réglementaires qui y sont associées impliquent que votre structure est sous-traitant au titre du RGPD des traitements de données personnelles que vous mettez en œuvre dans le cadre du financement du ou des projets auxquels la Conférence des financeurs participe.

Il vous appartient donc dans le cadre des obligations d'informations aux personnes de bien leur signifier que ces traitements recueillent des données personnelles qui les concernent et de leur indiquer leur destination, leur durée de conservation ainsi que leurs droits à rectification éventuelle.

Pour toute question relative au traitement des données personnelles, vous pouvez contacter le Département du Loiret à l'adresse ci-dessous :

DEPARTEMENT DU LOIRET
Délégué à la protection des données
45945 ORLEANS

ou sur www.loiret.fr

↳ Rubrique « Mon espace »

↳ section « Vos démarches en ligne »

↳ sous-section « Protection des données personnelles ».

ou par téléphone au 02.38.25.45.45.

Recueil du consentement pour le (la) représentant(e) légal(e)

Je soussigné(e) « CIVILITE, PRENOM, NOM », en qualité de représentant(e) légal(e) de « STRUCTURE »

- ☐ **Autorise**
☐ **N'autorise pas**

le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, à traiter et diffuser mes données personnelles auprès des partenaires de la Conférence des financeurs

Fait à

Le

« prénom nom »
« fonction »

Signature

Recueil du consentement pour le (la) référent(e) de l'action

Je soussigné(e) « CIVILITE, PRENOM, NOM », en qualité de référent(e) de l'action « NOM DU PROJET »

- ☐ **Autorise**
☐ **N'autorise pas**

le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, à diffuser mes données personnelles sur le site internet www.loiret.fr à des fins de communication.

Fait à

Le

« prénom nom »
« fonction »

Signature

Membres de la conférence des financeurs du Loiret : Agence Régionale de Santé Centre Val de Loire ; CARSAT ; Mairie d'Orléans ; Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais, Sécurité sociale des Indépendants ; Assurance maladie ; Agence Nationale de l'Habitat ; Mutualité Française ; MSA Beauce cœur de Loire ; Association des Maires du Loiret ; Caisse retraite complémentaire agirc-arrco

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

D 01 - Mobilisation en faveur des territoires : lancement des dispositifs du volet 3 valant pour l'année 2020 et répartition des montants plafonds des enveloppes cantonales des volets 3

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver le règlement de l'appel à projets 2020 d'intérêt communal tel qu'annexé à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à le diffuser à compter du 16 septembre 2019.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les montants plafonds 2020 suivants par canton du dispositif d'Appel à projets d'intérêt communal (volet 3), sous réserve du vote du budget 2020 :

Canton	Montant plafond en €
01 _ Beaugency	348 708 €
02 _ Châlette-sur-Loing	387 454 €
03 _ Châteauneuf-sur-Loire	400 369 €
04 _ Courtenay	529 520 €
06 _ Fleury-les-Aubrais	322 878 €
07 _ Gien	503 690 €
08 _ Lorris	452 030 €
09 _ Malesherbes	490 775 €
10 _ Meung-sur-Loire	400 369 €
11 _ Montargis	387 454 €
12 _ Olivet	219 557 €
17 _ Pithiviers	426 199 €
18 _ Saint-Jean-de-Braye	335 793 €
19 _ Saint-Jean-de-la-Ruelle	322 878 €
20 _ Saint-Jean-le-Blanc	284 133 €
21 _ Sully-sur-Loire	387 454 €
05 _ La Ferté-Saint-Aubin **	219 557 €
15 _ Orléans 3 *	193 727 €
99 _ Orléans ***	387 454 €
TOTAL	7 000 000 €

*Orléans 3 comprend seulement Ormes et Saran.

**La Ferté-Saint-Aubin comprend seulement Saint-Cyr-en-Val, Ardon, La Ferté-Saint-Aubin, Ligny-le-Ribault, Marcilly-en-Villette, Ménestreau-en-Villette, Sennely.

***Orléans : commune étant isolée.

Article 4 : Il est décidé d'approuver le règlement de l'appel à projets 2020 d'aide aux communes à faible population tel qu'annexé à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à le diffuser à compter du 16 septembre 2019.

Article 5 : Il est décidé d'approuver les montants plafonds 2020 suivants par canton du dispositif d'Aide aux communes à faible population volet 3 bis, sous réserve du vote du budget 2020 :

Canton	Montant plafond en €
02 _ Châlette-sur-Loing	8 000 €
03 _ Châteauneuf-sur-Loire	32 000 €
04 _ Courtenay	216 000 €
07 _ Gien	128 000 €
08 _ Lorris	192 000 €
09 _ Malesherbes	352 000 €
10 _ Meung-sur-Loire	144 000 €
11 _ Montargis	24 000 €
17 _ Pithiviers	272 000 €
18 _ Saint-Jean-de-Braye	8 000 €
20 _ Saint-Jean-le-Blanc	16 000 €
21 _ Sully-sur-Loire	56 000 €
TOTAL	1 448 000 €

Article 6 : Il est décidé d'approuver le règlement de l'appel à projets 2020 pour la répartition des crédits d'Etat provenant des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 7 : Il est décidé d'approuver le règlement de l'appel à projets 2020 pour des travaux de sécurité sur routes départementales en agglomération tel qu'annexé et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à le diffuser à compter du 16 septembre 2019.

Article 8 : Il est décidé d'approuver les montants plafonds 2020 suivants par canton du dispositif d'Appel à projets pour des travaux de sécurité sur RD en agglomération volet 3 ter, sous réserve du vote du budget 2020 :

Canton	Montant plafond en €
01 _ Beaugency	55 755 €
02 _ Châlette-sur-Loing	50 360 €
03 _ Châteauneuf-sur-Loire	59 353 €
04 _ Courtenay	77 338 €
06 _ Fleury-les-Aubrais	55 755 €
07 _ Gien	66 547 €
08 _ Lorris	77 338 €
09 _ Malesherbes	75 540 €
10 _ Meung-sur-Loire	55 755 €
11 _ Montargis	53 957 €
12 _ Olivet	26 978 €
17 _ Pithiviers	70 144 €
18 _ Saint-Jean-de-Braye	32 374 €
19 _ Saint-Jean-de-la-Ruelle	30 576 €
20 _ Saint-Jean-le-Blanc	46 763 €
21 _ Sully-sur-Loire	64 748 €
05 _ La Ferté-Saint-Aubin **	37 770 €

Canton	Montant plafond en €
15 _ Orléans 3 *	30 576 €
99 _ Orléans ***	32 374 €
TOTAL	1 000 000 €

*Orléans 3 comprend seulement Ormes et Saran.

**La-Ferté-Saint-Aubin comprend seulement Saint-Cyr-en-Val, Ardon, La Ferté-Saint-Aubin, Ligny-le-Ribault, Marcilly-en-Villette, Ménestreau-en-Villette, Sennely.

***Orléans : commune étant isolée.

APPEL A PROJETS D'INTERET COMMUNAL au titre du Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement Communal

ANNEE 2020

Dans un contexte marqué par la réforme de l'organisation territoriale, la forte contrainte à laquelle sont soumises les finances publiques et les menaces pesant sur la ruralité, le Département, en qualité de garant de la solidarité territoriale, a fait le choix de renforcer sa mobilisation en faveur du développement des territoires du Loiret. A ce titre, une politique de Mobilisation du Département en faveur des territoires est inscrite au projet de Mandat 2015-2021.

Le Département souhaite maintenir à un niveau élevé son effort en faveur des projets **d'intérêt communal** et ainsi conforter la commune comme échelon indispensable de proximité dans notre organisation territoriale

Le volet 3 de la Mobilisation du Département en faveur des territoires, intitulé «Investissements d'intérêt communal», a pour objectif de soutenir les opérations d'investissement d'intérêt local portées par les communes ou groupements de communes.

Afin d'accompagner les communes ou groupements de communes dans leurs projets d'intérêt local le Département lance annuellement un appel à projets.

Cet appel à projets d'intérêt communal et le Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement Communal qui lui est associé, visent à simplifier la multitude des dispositifs d'aides dédiés aux communes et groupements de communes et à améliorer la lisibilité du soutien départemental.

Au titre de l'année 2020, la Commission permanente du 12 juillet 2019 a décidé de lancer cet Appel à Projets d'Intérêt communal.

Projets éligibles :

Cet appel à projets vise à soutenir des projets d'investissement sous maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale (EPCI et syndicats) et **d'intérêt uniquement communal**. Ces projets doivent répondre aux besoins des habitants d'une commune, notamment en termes de services de proximité.

Dépenses éligibles :

Sont éligibles, notamment, les opérations de travaux, les réalisations d'équipements et études liées aux projets d'investissement sous maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale, **d'intérêt communal**.

Les dépenses d'investissement liées aux projets portés par des communes de moins de 650 habitants, dont le coût est inférieur à 20 000 € HT, ne sont pas éligibles au présent appel à projets. Le dispositif d'aide aux communes à faible population est réservé à ces projets.

Critères de sélection et modalités d'appréciation :

Lors de la sélection des projets, les critères suivants seront examinés à partir de la présentation du projet fournie dans le dossier de candidature :

1/ L'inscription du projet dans au moins une des trois thématiques et domaines suivants :

- Aménagement durable : vers un nouveau modèle d'aménagement en réponse aux besoins locaux (infrastructures, mobilité, patrimoine/tourisme, environnement, aménagement et urbanisme, etc...),
- Proximité et développement des territoires : des territoires plus proches des habitants et plus dynamiques (économie, THD/usages numériques, services à la population, etc...),
- Cohésion sociale et citoyenneté : bien vivre-ensemble au sein des territoires (animation locale, solidarité, enfance/jeunesse, culture, sport, etc...).

L'identification du projet parmi ces thématiques devra être formulée dans sa présentation (pièce constitutive du dossier de candidature).

2/ Les finalités d'intérêt communal du projet :

- répondre aux besoins du territoire communal et de ses habitants, notamment en termes de service de proximité, au regard de constats et/ou d'éléments de diagnostic territorial ;
- participer à structurer de manière cohérente le territoire communal.

Ces finalités devront être exposées et argumentées dans la présentation du projet.

3/ La qualité du projet.

Afin d'apprécier la qualité du projet les points suivants seront étudiés :

- la maturité et la viabilité économique du projet (délais de conception et de réalisation ; plan de financement) ;
- le fonctionnement du projet (programmation, exploitation, bénéficiaires) ;
- la réponse aux objectifs qualitatifs et quantitatifs de la thématique principale du projet (culture, sport, tourisme, économie, habitat, etc...) et aux aspirations des habitants de la commune ;
- l'intégration du projet dans son environnement ;
- les économies de fonctionnement potentiellement induites par le projet ;
- la rationalisation foncière ;
- l'apport du projet :
 - o en matière d'aménagement communal, de solidarité et de participation citoyenne, de service de proximité,
 - o en matière de développement durable : une attention particulière sera portée sur le caractère durable de tout projet de construction, extension, rénovation,
 - o comme réponse aux enjeux de la commune.
- le caractère innovant ;
- les modalités de suivi et d'évaluation du projet.

4/ L'adéquation des projets présentés avec les orientations stratégiques du projet de Mandat départemental 2015-2021, adopté en Session du 17 et 18 décembre 2015, et le programme d'actions du projet de territoire issu de la démarche prospective et de stratégie territoriale « Loirétains demain ».

De plus, la sélection des projets sera réalisée suivant les spécificités propres à la nature et à la thématique des projets. Ces spécificités peuvent être d'ordre réglementaire, liées à des caractéristiques territoriales et à des orientations et enjeux propres aux domaines dont relèvent les projets.

Procédure suivie :

Les subventions relatives au présent appel à projets seront attribuées dans la limite des montants plafonds définis par canton par l'Assemblée départementale au cours de la Session du 18 novembre 2016.

Les dossiers de candidature doivent être reçus au Département **au plus tard le 6 décembre 2019**.

Une conférence cantonale, animée par les conseillers départementaux référents de chaque canton et avec l'appui des développeurs territoriaux, sera organisée avant le 15 mars 2020.

Cette conférence constituera un temps fort d'échanges entre le Département et les communes et groupements de communes du canton. Elle permettra de dégager un consensus sur les dossiers déposés dans ce ressort territorial et sur une pré-affectation de l'enveloppe plafond allouée au canton.

Au cas où aucun consensus ne peut être défini, les dossiers seront étudiés par le comité de pilotage de la politique de Mobilisation du Département en faveur des territoires, composé du Président du Département et des six Vice-présidents, Présidents de Commissions intérieures, et en dernier ressort par le Président du Département.

Les procès-verbaux seront ensuite présentés dans chaque Commission intérieure. La Commission permanente statuera sur les projets retenus et votera le montant de la subvention départementale attribuée à chacun d'eux, dans la limite du montant de l'enveloppe plafond allouée au canton. Cette délibération interviendra, dans toute la mesure du possible, avant mai 2020 avec une dérogation possible pour cas particuliers.

Le Département se réserve la possibilité de prioriser les projets soutenus en fonction des orientations définies dans son projet de Mandat 2015-2021.

L'engagement définitif des crédits départementaux, votés par la Commission permanente, est conditionné au démarrage effectif de l'opération subventionnée dans les 18 mois suivant la notification de la subvention. A défaut, la décision de subventionnement deviendra caduque.

Définition du cadre d'intervention de la subvention départementale :

Le soutien financier maximal du Département ne peut excéder 80 % du montant total de l'opération.

Cadre d'intervention réglementaire :

Pour rappel, conformément à l'article L. 1111-10 du Code général des collectivités territoriales :

- la collectivité maître d'ouvrage doit apporter une participation minimale de 20 % du montant total des financements accordés par des personnes publiques au projet soutenu ;
- pour les projets d'investissement en matière de rénovation des monuments protégés au titre du Code du patrimoine, cette participation minimale du maître d'ouvrage est de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques, sauf dérogation accordée par le représentant de l'Etat dans le département ;

- pour les opérations d'investissement financées par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre d'un programme de coopération territoriale européenne, la participation minimale du maître d'ouvrage est de 15 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

La participation départementale est attribuée conformément :

- à la publication au JOUE du 19 juillet 2016 de la communication de la Commission sur les aides d'Etat ;
- à la décision d'exemption SIEG du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- aux trois régimes cadre exemptés, adoptés sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014 :
 - o Régime cadre exempté de notification N°SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,
 - o Régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020,
 - o Régime cadre exempté de notification N° SA.43197 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020.

Le Département ajustera ses modalités d'intervention selon les évolutions réglementaires.

Modalités de versement :

L'acte attributif de la subvention de chaque projet définira notamment les modalités de versement de la subvention départementale en fonction de la nature, des caractéristiques et du planning prévisionnel du projet.

S'il s'avère, en fin d'exécution de chaque projet, au regard du décompte définitif des travaux ou des factures visé par le comptable public, que le coût réel de l'opération est inférieur à l'estimation initiale constitutive du dossier de demande de subvention, l'aide sera attribuée au prorata de la dépense réellement engagée par le maître d'ouvrage. En cas de versement de l'aide en plusieurs fois, le montant du solde sera ajusté en conséquence.

Un premier acompte pour toute subvention supérieure à 3 500 euros sera versé sur présentation de l'attestation de démarrage de l'opération à fournir dans les 12 mois qui suivent la notification. Les subventions inférieures au montant précité seront versées en totalité à la fin du projet.

Autorisation de commencement anticipé des travaux :

Les dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération, objet de la demande de subvention ne peuvent pas être engagées avant le dépôt de la demande.

La commune ou le groupement de communes, maître d'ouvrage de l'opération subventionnée, pourra néanmoins engager ces dépenses, avant de recevoir la notification de la décision d'attribution de la subvention sollicitée.

Il est formellement spécifié que cette autorisation de commencement anticipé des travaux ne constitue nullement un engagement de financement de la part du Département, la collectivité maître d'ouvrage agissant à ses risques et périls.

Accompagnement de communes ou groupement de communes, porteurs de projets :

Les communes ou groupements de communes, porteurs de projets seront accompagnés, selon leurs besoins, pour le dépôt de leurs projets et pour le suivi de ceux-ci par leur développeur territorial ainsi que par le gestionnaire en charge de cette aide.

Politique de communication :

Les communes ou groupements de communes, porteurs de projets sélectionnés et bénéficiaires d'une subvention départementale devront s'engager, en respectant le logo du Département du Loiret :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée ;
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, **dès la phase de chantier** et ensuite, sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés aux projets subventionnés, et auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion des projets subventionnés devra porter le logo départemental et la mention « projet financé par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Département – logoloiret@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engagera à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait aux projets subventionnés : première pierre, visite, inauguration, etc...

Le respect des engagements liés à cette politique de communication fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

En cas de non-respect constaté de ces engagements, le Département se réserve le droit, après mise en demeure restée sans effet, de décider de ne pas verser tout ou partie de la subvention accordée ou d'exiger le reversement de tout ou partie de l'aide déjà reçue.

Le dossier de candidature accompagné des pièces à fournir sera mis à disposition sur le site du Département du Loiret : www.loiret.fr

Date limite de réception des propositions : 6 décembre 2019

Pour toute information complémentaire, et pour dépôt des projets :

Adresse :

Département du Loiret – Direction des relations avec les territoires
45945 Orléans

ou

Mail par secteur :

montargois@loiret.fr

giennois@loiret.fr

couronne-orleanaise@loiret.fr

pithiverais@loiret.fr

secteur-metropole@loiret.fr

APPEL A PROJETS

AIDE AUX COMMUNES A FAIBLE POPULATION 2020 (VOLET 3 BIS)

Les projets éligibles sont de deux types :

- Les projets d'investissement :

- cette aide vise à soutenir les projets d'investissement d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € HT chacun, liés à l'activité d'une commune à faible population,
- pour les communes nouvelles ou issues de fusion, elle concerne des projets d'investissement d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € HT chacun, destinés au territoire d'une commune déléguée ou associée à faible population,
- cette aide peut être mobilisée pour répondre aux situations d'urgence rencontrées par les bénéficiaires impliquant des dépenses d'investissement inférieures ou égales à 20 000 € HT. Les communes à faible population peuvent ainsi la mobiliser lorsqu'elles ont été confrontées à un événement imprévu, indépendant de leur volonté et de leur fonctionnement, et qu'elles se trouvent alors dans la nécessité d'agir très rapidement pour résorber les dégâts provoqués par cet événement sur un équipement municipal.

Les remboursements d'annuités d'emprunts scolaires ne sont plus éligibles à ce dispositif.

Le calendrier :

Les demandes de subvention doivent être reçues par le Département respectant le rythme des campagnes suivantes :

1^{ère} campagne : dépôt entre le 16 septembre et le 6 décembre 2019 ;

2^{ème} campagne : dépôt avant le 15 avril 2020 ;

3^{ème} campagne : dépôt avant le 15 septembre 2020.

Suite à ces campagnes, une à trois conférences cantonales, animées par les conseillers départementaux référents de chaque canton et avec l'appui des développeurs territoriaux, seront organisées.

Règlement de l'appel à projets pour la répartition des crédits d'Etat provenant des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole

Opérations éligibles aux crédits d'Etat provenant des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole

1. Liste des opérations éligibles au titre du produit des amendes de police

(Décret 88.351 du 12 avril 1988 modifié par le décret 2012-237 du 20 février 2012 – article 3)

Sont exclus du présent programme **les communes** et les groupements de communes **de plus de 10 000 habitants** qui **perçoivent directement de l'Etat les sommes qui leur reviennent**.

Le taux de subvention est de 50 % des travaux HT dans la limite de l'enveloppe annuelle attribuée par canton.

Les sommes allouées sont utilisées au financement des opérations suivantes :

a) Pour les transports en commun :

- Aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès aux réseaux, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aménagements de voirie, équipements destinés à une meilleure exploitation des réseaux ;
- Equipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

b) Pour la circulation routière :

- Etude et mise en œuvre de plans de circulation ;
- Création de parcs de stationnement ;
- Installation et développement de signaux lumineux et de la signalisation horizontale ;
- Aménagement de carrefours ;
- Différenciation du trafic ;
- Travaux commandés par les exigences de la sécurité routière ;
- Etudes et mise en œuvre d'expérimentations de zones d'actions prioritaires pour l'air prévues à l'article L. 228-3 du Code de l'environnement.

2. Liste des opérations éligibles au titre de la redevance des mines sur le pétrole

Sont subventionnables, tous les travaux de voirie entraînant des dépenses importantes (travaux de chaussée sur voies communales et revêtement de trottoirs uniquement). Le taux de subvention est de 30 % des travaux HT dans la limite de l'enveloppe annuelle attribuée par canton.

Seules les dépenses d'investissements sont éligibles aux crédits d'Etat

Procédure suivie :

Les subventions relatives au présent appel à projets seront attribuées dans la limite des montants plafonds définis par canton le Département sur la base des enveloppes de crédits communiquées par l'Etat.

Les dossiers de candidature doivent être reçus au Département **au plus tard le 6 décembre 2019**. Une conférence cantonale, animée par les conseillers départementaux référents de chaque canton et avec l'appui des développeurs territoriaux, sera organisée **avant le 15 mars 2020**.

Le dossier de candidature accompagné des pièces à fournir sera mis à disposition sur le site du Département du Loiret : www.loiret.fr

Date limite de réception des propositions : 6 décembre 2019

Pour toute information complémentaire, et pour dépôt des projets :

Adresse :

Département du Loiret – Service aux Territoires

45945 Orléans

ou

Mail par secteur :

montargois@loiret.fr

giennois@loiret.fr

couronne-orleanaise@loiret.fr

pithiverais@loiret.fr

secteur-metropole@loiret.fr



APPEL A PROJETS POUR DES TRAVAUX DE SECURITE SUR RD EN AGGLOMERATION

ANNEE 2020

Dans un contexte marqué par la réforme de l'organisation territoriale, la forte contrainte à laquelle sont soumises les finances publiques et les menaces pesant sur les collectivités locales, le Département, en qualité de garant de la solidarité territoriale, a fait le choix de renforcer sa mobilisation en faveur du développement des territoires du Loiret.

Afin d'accompagner les territoires dans la lutte contre l'insécurité routière, le Département souhaite mettre en œuvre un appel à projets annuel (volet 3 ter) spécifique aux travaux de sécurité sur routes départementales en agglomération, engagés par les communes ou les groupements de communes.

La Commission permanente du 12 juillet 2019 a décidé de lancer cet Appel à Projets, au titre de l'année 2020.

Bénéficiaires : Communes et groupements de communes.

Projets éligibles :

Travaux de sécurité sur routes départementales en agglomération sur :

- Les entrées d'agglomération sur 200 mètres en approche : mise en place de chicanes, rétrécissements par îlots franchissables, îlots franchissables, îlots centraux peints, îlots centraux en dur (pavés ou construits) ;
- Les traversées d'agglomération : réduction du nombre de voies et aménagement central de la chaussée, séparation centrale peinte, traitement par déhanchements successifs, renforcement du caractère urbain par coloration du revêtement, marquages spéciaux, réduction de la largeur de voie avec effet de porte en entrée ;
- Les carrefours : création d'un giratoire urbain, mise en place d'équipements de sécurité, tourne à gauche, reconfiguration géométrique ;
- Les traversées piétonnes : plateau surélevé, place traversante, protection renforcée de passage piéton, refuge centrale ;
- Les espaces affectés aux cyclistes, cheminement piétonnier et création de bordures de trottoirs et caniveaux, espace mixte sécurisé ;
- Les accès à un établissement scolaire (écoles maternelles, primaires), dépose minute ;
- L'accessibilité de la voirie aux personnes à mobilité réduite ;
- Les équipements liés à l'éclairage public : lorsque les travaux sont indissociables de l'opération de mise en sécurité de la voie.

Modalités du subventionnement :

- la prise en charge des travaux d'investissement éligibles en HT est fixée sur la base d'un taux de 30 à 50 %, dans la limite des enveloppes cantonales annuelles avec un plafond d'aide de 100 000 € par commune sur les 4 années,
- une bonification de 5 % suite à un audit de sécurité par le Département dans la limite de l'enveloppe cantonale annuelle,
- une fongibilité des crédits de façon pluriannuelle peut s'exercer au sein d'un même canton sur les 4 années.

Procédure suivie :

Les subventions relatives au présent appel à projets seront attribuées dans la limite des montants plafonds définis par canton.

Les dossiers de candidature doivent être reçus au Département **au plus tard le 6 décembre 2019**.

Une conférence cantonale, animée par les conseillers départementaux référents de chaque canton et avec l'appui des développeurs territoriaux, sera organisée **avant le 15 mars 2020**.

Cette conférence constituera un temps fort d'échanges entre le Département et les communes et groupements de communes du canton. Elle permettra de dégager un consensus sur les dossiers déposés dans ce ressort territorial et sur une pré-affectation de l'enveloppe plafond allouée au canton.

Au cas où aucun consensus ne peut être défini, les dossiers seront étudiés par le comité de pilotage de la politique de Mobilisation du Département en faveur des territoires, composé du Président du Département et des six Vice-présidents, Présidents de Commissions intérieures, et en dernier ressort par le Président du Département.

Les procès-verbaux seront ensuite présentés dans chaque Commission intérieure. La Commission permanente statuera sur les projets retenus et votera le montant de la subvention départementale attribuée à chacun d'eux, dans la limite du montant de l'enveloppe plafond allouée au canton. Cette délibération interviendra, dans toute la mesure du possible, avant mai 2020 avec une dérogation possible pour cas particuliers.

L'engagement définitif des crédits départementaux, votés par la Commission permanente, est conditionné au démarrage effectif des travaux dans les 18 mois suivant la notification de la subvention. A défaut, la décision de subventionnement deviendra caduque.

Définition du cadre d'intervention de la subvention départementale :

Le soutien financier maximal du Département ne peut excéder 80 % du montant total de l'opération.

Cadre d'intervention réglementaire :

Pour rappel, conformément à l'article L. 1111-10 du Code général des collectivités territoriales :

- la collectivité maître d'ouvrage doit apporter une participation minimale de 20 % du montant total des financements accordés par des personnes publiques au projet soutenu ;
- pour les projets d'investissement en matière de rénovation des monuments protégés au titre du Code du patrimoine, cette participation minimale du maître d'ouvrage est de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques, sauf dérogation accordée par le représentant de l'Etat dans le département ;
- pour les opérations d'investissement financées par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre d'un programme de coopération territoriale européenne, la participation minimale du maître d'ouvrage est de 15 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

La participation départementale est attribuée conformément :

- à la publication au JOUE du 19 juillet 2016 de la communication de la Commission sur les aides d'Etat ;
- à la décision d'exemption SIEG du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- aux trois régimes cadre exemptés, adoptés sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014 :
 - o Régime cadre exempté de notification N°SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;
 - o Régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;
 - o Régime cadre exempté de notification N° SA.43197 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2020.

Le Département ajustera ses modalités d'intervention selon les évolutions réglementaires.

Modalités de versement :

Une convention de financement et de partenariat sera établie pour chaque subvention attribuée qui définira notamment les modalités de versement de la subvention départementale en fonction du planning prévisionnel du projet.

S'il s'avère, en fin d'exécution de chaque projet, au regard du décompte définitif des travaux ou des factures visé par le comptable public, que le coût réel de l'opération est inférieur à l'estimation initiale constitutive du dossier de demande de subvention, l'aide sera attribuée au prorata de la dépense réellement engagée par le maître d'ouvrage. En cas de versement de l'aide en plusieurs fois, le montant du solde sera ajusté en conséquence.

Un premier acompte pour toute subvention supérieure à 3 500 euros sera versé sur présentation de l'attestation de démarrage de l'opération à fournir dans les 12 mois qui suivent la notification. Les subventions inférieures au montant précité seront versées en totalité à la fin du projet.

Autorisation de commencement anticipé des travaux :

Les dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération, objet de la demande de subvention ne peuvent pas être engagées avant le dépôt de la demande.

La commune ou le groupement de communes, maître d'ouvrage de l'opération subventionnée, pourra néanmoins engager ces dépenses, avant de recevoir la notification (avec convention jointe) de la décision d'attribution de la subvention sollicitée. **Toutefois, le démarrage des travaux est conditionné à l'octroi d'une permission de voirie.**

Il est formellement spécifié que cette autorisation de commencement anticipé des travaux ne constitue nullement un engagement de financement de la part du Département, la collectivité maître d'ouvrage agissant à ses risques et périls.

Enfin, pour permettre une coordination des travaux communaux, intercommunaux avec ceux à réaliser sous la maîtrise d'ouvrage du Département, il est proposé au bénéficiaire de l'aide de solliciter l'Agence Territoriale concernée.

Accompagnement des communes ou groupements de communes, porteurs de projets :

Les communes ou groupements de communes, porteurs de projets seront accompagnés, selon leurs besoins, pour le dépôt de leurs projets et pour le suivi de ceux-ci par leur développeur territorial.

Politique de communication :

Les communes ou groupements de communes, porteurs de projets sélectionnés et bénéficiaires d'une subvention départementale devront s'engager, en respectant le logo du Département du Loiret :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée ;
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, **dès la phase de chantier** et sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés aux projets subventionnés, et auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion des projets subventionnés devra porter le logo départemental et la mention « projet financé par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Département – logoloiret@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engagera à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait aux projets subventionnés : première pierre, visite, inauguration, etc...

Le respect des engagements liés à cette politique de communication fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

En cas de non-respect constaté de ces engagements, le Département se réserve le droit, après mise en demeure restée sans effet, de décider de ne pas verser tout ou partie de la subvention accordée ou d'exiger le reversement de tout ou partie de l'aide déjà reçue.

Le dossier de candidature accompagné des pièces à fournir sera mis à disposition sur le site du Département du Loiret : www.loiret.fr

Date limite de réception des propositions : 6 décembre 2019

Pour toute information complémentaire, et pour dépôt des projets :

Adresse :

Département du Loiret – Service aux Territoires
45945 Orléans

ou

Mail par secteur :

montargois@loiret.fr

giennois@loiret.fr

couronne-orleanaise@loiret.fr

pithiverais@loiret.fr

secteur-metropole@loiret.fr

D 02 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 3) : vote de dossiers de demandes de subvention 2019 au titre de l'appel à projets d'intérêt communal, de l'aide aux aménagements de sécurité sur routes départementales en agglomération et de la 2ème campagne d'aide aux communes à faible population

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les subventions aux collectivités conformément aux tableaux figurant en annexe à la présente délibération.

Article 3 : Il est décidé d'affecter les 21 opérations liées au volet 3 communal sur l'autorisation de programme 19-G0402201-APDPRAS pour un montant total 553 623 €.

Article 4 : Il est décidé d'affecter les 26 opérations liées au volet 3 bis (communes à faible population) sur l'autorisation de programme 19-G0402202-APDPRAS pour un montant total de 104 729,12 €.

Article 5 : Il est décidé d'affecter les 4 opérations liées au volet 3 ter (routes départementales) sur l'AP18-G0402203-APDPRPS pour un montant de 75 540 €.

CANTON DE SULLY-SUR-LOIRE					
FAPO : 2ème campagne					
Montant enveloppe 2019 56 000,00 €					
Solde enveloppe suite 1ère campagne FAPO 43 474,60 €					
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée	Taux
2019-02254	Bray / Saint-Aignan	Réfection avec remise aux normes de la salle des fêtes de Saint-Aignan	18 192,48 €	8 000,00 €	44%
TOTAL			18 192,48 €	8 000,00 €	
SOLDE ENVELOPPE FAPO				35 474,60 €	

CANTON DE CHATEAUNEUF SUR LOIRE

Volet 3 FAPO : 2ème campagne

				Solde enveloppe 2019		22 495 €
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée	Taux	
2019-02301	Combreux	Changement d'imprimante pour le secrétariat	480 €	384 €	80%	
2019-01867	Seichebrières	Acquisition d'une imprimante	335 €	268 €	80%	
TOTAL			815 €	652 €		
SOLDE ENVELOPPE FAPO				21 843 €		

CANTON DE MEUNG SUR LOIRE

Volet 3 FAPO : 2ème campagne 2019					
Solde enveloppe 2019				102 133 €	
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée	Taux
2019-02306	Bricy	Création d'un abri bus à l'école	3 950,44 €	3 160 €	80%
2019-01912	Bucy-le-Roi	Aménagement d'une rampe d'accès à la salle des fêtes pour personnes à mobilité réduite	14 189,80 €	8 000 €	56%
2019-02671	Bucy-Saint-Liphard	Renforcement du réseau d'eau potable	19 253,20 €	4 000 €	21%
2019-02674	Bucy-Saint-Liphard	Réhabilitation de l'ancien préau de l'école	13 683,98 €	4 000 €	29%
2019-02408	Charsonville	Eclairage de l'église par le remplacement des luminaires	13 923,04 €	8 000 €	57%
2019-01864	Coinces	Fourniture et pose d'un poteau d'incendie	3 200,00 €	2 560 €	80%
2019-01861	Coinces	Accessibilité de l'entrée de la mairie	9 854,84 €	4 434 €	45%
2019-02311	Gémigny	Travaux de menuiserie	2 914,00 €	2 331 €	80%
2019-02312	Gémigny	Remplacement du matériel informatique	1 690,00 €	1 352 €	80%
2019-02668	Lion-en-Beauce	Divers travaux de voirie	11 272,31 €	8 000 €	71%
2019-02410	Rouvray-Sainte-Croix	Isolation du logement communal	18 826,33 €	3 105 €	16%
2019-02669	Ruan	Mise en place de compteur d'eau sur le domaine public et remplacement de conduites d'eau en plomb	10 233,23 €	3 813 €	37%
2019-02404	Saint-Sigismond	Création de sanitaires et d'un espace archives	18 935,00 €	8 000 €	42%
2019-02313	Tournoisis	Changement des luminaires rue de la mairie (1ère tranche)	18 986,30 €	8 000 €	42%
			TOTAL	160 912,47 €	
				68 755 €	
				SOLDE ENVELOPPE FAPO	
				33 378 €	

CANTON DE GIEN					
FAPO : 2ème campagne					
Montant enveloppe 2019 136 082,39 €					
Solde enveloppe suite 1ère campagne FAPO 80 970,37 €					
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée	Taux
2019-02392	Batilly-en-Puisaye	Achat d'un souffleur thermique et d'une scie sabre	738,67 €	590,94 €	80%
2019-02389	Batilly-en-Puisaye	Aménagement emplacement pour pose de 2 colonnes tri sélectif	3 170,00 €	2 536,00 €	80%
2019-02392	Batilly-en-Puisaye	Travaux dans les logements locatifs	1 871,95 €	948,94 €	51%
2019-02650	Cernoy-en-Berry	Aménagement des extérieurs de la mairie	9 763,00 €	6 603,11 €	68%
2019-02286	Escrignelles	Jardin du souvenir, busage canalisation eau pluviale et mise en conformité électrique de l'horloge de l'église	9 624,26 €	7 699,41 €	80%
2019-02251	Langesse	Installation d'une grille plancher - regard trop-plein de l'étang	455,95 €	364,76 €	80%
2019-02385	Les Choux	Acquisition d'un désherbeur thermique	2 350,00 €	1 880,00 €	80%
2019-02388	Les Choux	Aménagement du cimetière	8 924,73 €	3 698,96 €	41%
2019-02246	Saint-Firmin-sur-Loire	Réfection complète couverture local technique	16 380,00 €	3 000,00 €	18%
TOTAL			53 278,56 €	27 322,12 €	
SOLDE ENVELOPPE FAPO				53 648,25 €	

CANTON DE MALESHERBES - conférence cantonale du 27/03/2019						
Volet 3 AAP: appel à projets d'intérêt communal						
				Montant enveloppe 2019 553 623,00 €		
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée (€)	Subvention allouée (%)
2019-00906	Ascoux	Ascoux	Travaux grande salle et cuisine de la salle des fêtes (phase 3)	45892,63	10555	23%
2019-02077	Augerville la Rivière	Augerville la Rivière	Modernisation de l'éclairage public -économie d'énergie- LEDS	31461,15	7236	23%
2019-00757	Aulnay la Rivière	Aulnay la Rivière	2ème phase de rénovation des vitraux de l'église St Martin + travaux de maçonnerie	23007,00	5292	23%
2019-02079	Batilly-en-Gâtinais	Batilly-en-Gâtinais	Aménagements du centre bourg: phases 2 et 3 (RD)	398542,55	100000	25%
2019-00707	Beaune la Rolande	Beaune la Rolande	Aménagement d'un centre technique municipal	198833,00	45732	23%
2019-00906	Boiscommun	Boiscommun	Sécurisation du Mail Nord: arrachage arbres	31448,70	7233	23%
2019-00684	Briarres sur Essonne	Briarres sur Essonne	Accessibilité et rénovation façade boulangerie	26072,31	5997	23%
2019-00809	Courcy aux Loges	Courcy aux Loges	Achat d'un tracteur	42000,00	9660	23%
2018-02815	Gaubertin	Gaubertin	Travaux d'urgence et de sécurité sur église St Aubin de Gaubertin suite à risque d'effondrement d'une partie de la toiture de la nef	91991,77	21158	23%
2019-02272	Juranville	Juranville	Aménagement de l'office de la salle des fêtes	59461,52	13676	23%
2019-02080	Le Malesherbois	Coudray	Aménagement du centre-bourg de Coudray	424800,00	42983	10%
2019-02082	Lorcy	Lorcy	Aménagements sécuritaires Route de Beaune, aux abords de l'école maternelle (RD31)	332592,00	100000	30%
2019-02084	Marsainvilliers	Marsainvilliers	Construction de bordures et caniveaux côté impair rue des Artisans (RD823): étapes 6 à 10	12218,50	3293	27%
2019-00247	Montbarrois	Montbarrois	Rénovation des toitures de l'église et des bâtiments communaux	27833,46	6402	23%
2019-00680	Nancray sur Rimarde	Nancray sur Rimarde	Acquisition d'un bien immobilier en vue d'y installer les locaux techniques de la commune	176000,00	40480	23%
2019-00720	Nibelle	Nibelle	Musée Saint-Sauveur: changement des plafonds	7432,00	1709	23%
2019-00844	Puiseaux	Puiseaux	Réhabilitation d'un bâtiment communal, locaux de services techniques, aménagement d'un bureau et d'un bloc vestiaire-sanitaire	108125,80	24869	23%
2019-00724	Ramoulu	Ramoulu	Construction d'une nouvelle station d'épuration avec comme filières de traitement des filtres plantés de roseaux	215597,00	49857	23%
2019-00843	Saint Loup des Vignes	Saint Loup des Vignes	Reprises des concessions sécurisation	30120,00	6928	23%
2019-02387	Vrigny	Vrigny	Terrain multisports	88000	20240	23%
2019-00170	Yevre la Ville	Yevre le Châtel	Aménagement d'un espace à vocation touristique, culturelle et professionnelle à Yèvre-le-Châtel- phase 2: électricité, équipement office, plomberie, chauffage, métallerie, stores, audiovisuel, sonorisation	78057,94	30323	39%
TOTAL				2 449 487,33 €	553 623,00 €	23%
Volet 3 TER: travaux de sécurité sur RD en agglomération						
				Montant enveloppe 2019 75 540,00 €		
N° dossier E-Sub	Bénéficiaire	Lieu du projet	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Subvention allouée (€)	Subvention allouée (%)
2019-02086	Escrennes	Escrennes	Aménagement de voirie rue Louis Bousсенard et rue Croix de la Musse (RD333)	66984,00	20095,00	30%
2019-02091	Givraines	Givraines	Aménagements des abords de la mairie et de la salle des fêtes (RD25) -phase 1 : maitrise d'œuvre+travaux	120477,33	36143,00	30%
2019-02093	Ondreville sur Essonne	Ondreville sur Essonne	Travaux de voirie sur RD26 et pose de bordures sur RD159	48730,00	14619,00	30%
2019-02084	Marsainvilliers	Marsainvilliers	Construction de bordures et caniveaux côté impair rue des Artisans (RD823): étapes 1 à 5	14369,15	4683,00	33%
TOTAL				250 560,48 €	75 540,00 €	30%

D 03 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurant du territoire de la Communauté de communes du Val de Sully : demande de subvention de la Communauté de communes du Val de Sully - Canton de Sully-sur-Loire - Construction d'une structure Multi-accueil à Ouzouer-sur-Loire

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 385 450 € (363 050 € + reliquat 22 400 €) à la Communauté de communes du Val de Sully pour la construction d'une structure multi-accueil à Ouzouer-sur-Loire, projet inscrit dans le cadre du contrat départemental de soutien aux projets structurants de la Communauté de communes du Val de Sully.

Article 3 : Il est décidé d'affecter l'opération 2019-02834 sur l'autorisation de programme 16-G0402101-APDPRPS du budget départemental 2019.

D 04 - Mobilisation du Département en faveur des Territoires (Volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Forêt : approbation de l'avenant au contrat signé le 05/07/2017

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Forêt, à intervenir entre la Communauté de communes de la Forêt et le Département du Loiret, tel qu'annexé à la présente délibération, et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à le signer.



AVENANT N°1 AU CONTRAT DEPARTEMENTAL DE SOUTIEN AUX PROJETS STRUCTURANTS DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA FORET

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du **XX** désigné ci-après « le Département »,

Et d'autre part,

La Communauté de communes de la Forêt, représentée par la Présidente du Conseil communautaire, Madame Marie-Claude DONNAT, dûment habilitée par la délibération du Conseil communautaire en date du **XX**,

Vu le contrat départemental signé le 5 juillet 2017,

Vu le compte-rendu du bureau communautaire de la Communauté de communes de la Forêt en date du 4 mars 2019 et le courrier de Monsieur le Maire de Trainou du 30 avril 2019, en lieu et place du bilan à mi-parcours du contrat prévu à l'article V-I du contrat départemental,

Décidant l'ajournement du projet suivant :

- Aménagement du parc d'activités « Le Point du Jour 2 » à Neuville-aux-Bois.

Proposant l'ajout des projets suivants :

- Requalification de trois rues (rue des Charmettes à Loury ; rue de Moulinville à Neuville-aux-Bois ; rue de la Croix Jubilé à Vennecy),
- Rénovation du réseau d'eau à Bougy-lez-Neuville présentant une pollution au CVM.

Et proposant l'abandonnement du projet suivant :

- Extension de l'accueil de loisirs d'Aschères-le-Marché.

Suite à ce bilan, une réaffectation des crédits fléchés sur le projet abandonné est proposée, dans la limite de l'enveloppe votée par l'assemblée délibérante départementale.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} : L'article II du contrat départemental signé le 11 décembre 2017 est modifié comme suit :

Intitulé du Projet	Rénovation du bassin d'apprentissage fixe de Neuville-aux-Bois
Maître d'ouvrage	Communauté de communes de la Forêt
Coût estimé du projet	913 775 €
Montant de financement à solliciter auprès du Département	448 265 €

Intitulé du Projet	Extension de l'accueil de loisirs d'Aschères-le-Marché
Maître d'ouvrage	Communauté de communes de la Forêt
Coût estimé du projet	441 806 €
Montant de financement à solliciter auprès du Département	128 000 €
Intitulé du Projet	Requalification de quatre rues à Neuville-aux-Bois (rue Just Roux), Loury (rue du Gros Chêne), Trainou (rue du Gros Baril) et Vennecy (rue Maison Rouge)
Maître d'ouvrage	Communauté de communes de la Forêt
Coût estimé du projet	417 200 €
Montant de financement à solliciter auprès du Département	96 496 €

Intitulé du Projet	Rénovation du réseau d'eau à Bougy-lez-Neuville présentant une pollution au CVM
Maître d'ouvrage	Communauté de communes de la Forêt
Coût estimé du projet	149 627 €
Montant de financement à solliciter auprès du Département	59 851 €

Intitulé du Projet	Requalification de trois rues (rue des Charmettes à Loury ; rue de Moulinville à Neuville-aux-Bois ; rue de la Croix Jubilé à Vennecy)
Maître d'ouvrage	Communauté de communes de la Forêt
Coût estimé du projet	150 230 €
Montant de financement à solliciter auprès du Département	72 266 €

Les annexes 1 et 4 du contrat initial sont modifiées en conséquence. Elles sont remplacées par les annexes 1 et 2 au présent avenant.

Les autres dispositions de l'article demeurent inchangées.

Article 2 :

Toutes les autres clauses du contrat initial restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différend.

Article 3 : Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

Fait à Orléans, le

En 2 exemplaires,

Pour la Communauté de communes de la Forêt,
La Présidente,

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,

Marie-Claude DONNAT

Marc GAUDET

Annexe 1 de l'avenant au contrat départemental de soutien aux projets structurants :

Programmation des projets au titre de l'article II « Soutien du Département aux investissements d'intérêt supra-communal »

Titre du projet : Rénovation du bassin d'apprentissage fixe de Neuville-aux-Bois

Maître d'ouvrage du projet : Communauté de communes de la Forêt

Localisation : 10 rue Just Roux 45170 Neuville-aux-Bois

Coût estimatif du projet (HT) : 913 775 €

Montant estimatif de la demande de financement auprès du Département : 448 265 €

Calendrier prévisionnel du projet : 2018-2019

Présentation argumentée du projet : cf annexe 2

Titre du projet : Extension de l'accueil de loisirs d'Aschères-le-Marché

Maître d'ouvrage du projet : Communauté de communes de la Forêt

Localisation : 13 rue Fleurie 45170 Aschères-le-Marché

Coût estimatif du projet (HT) : 441 806 €

Montant estimatif de la demande de financement auprès du Département : 128 000 €

Calendrier prévisionnel du projet : 2018-2019

Présentation argumentée du projet : cf annexe 2

Titre du projet : Requalification de quatre rues

Maître d'ouvrage du projet : Communauté de communes de la Forêt

Localisation : rue Just Roux à Neuville-aux-Bois, rue du Gros Chêne à Loury, rue du Gros Baril à Trainou et rue Maison Rouge à Vennecy

Coût estimatif du projet (HT) : 417 200 €

Montant estimatif de la demande de financement auprès du Département : 96 496 €

Calendrier prévisionnel du projet : 2017

Présentation argumentée du projet : cf annexe 2

Titre du projet : Rénovation du réseau d'eau à Bougy-lez-Neuville présentant une pollution au CVM

Maître d'ouvrage du projet : Communauté de communes de la Forêt

Localisation : Bougy-lez-Neuville

Coût estimatif du projet (HT) : 149 627 €

Montant estimatif de la demande de financement auprès du Département : 59 851 €

Calendrier prévisionnel du projet : 2019

Présentation argumentée du projet : cf annexe 2

Titre du projet : Requalification de trois rues

Maître d'ouvrage du projet : Communauté de communes de la Forêt

Localisation : rue des Charmettes à Loury ; rue de Moulinville à Neuville-aux-Bois ; rue de la Croix Jubilé à Vennecy

Coût estimatif du projet (HT) : 150 230 €

Montant estimatif de la demande de financement auprès du Département : 72 266 €

Calendrier prévisionnel du projet : 2019

Présentation argumentée du projet : cf annexe 2

Présentation argumentée des projets inscrits au contrat



NOTICE EXPLICATIVE

RENOVATION DU BASSIN D'APPRENTISSAGE FIXE

Le BAF de Neuville-aux-Bois a été construit en 1978. Cet équipement ne répond plus aux exigences réglementaires et aux qualités minimales requises d'accueil du public.

Cet équipement a comme vocation principal l'apprentissage de la natation en milieu scolaire de la grande section à la sixième. La profondeur maximale est de 1,10 mètre. Une activité aquagym s'est ajoutée dans les années 2000 et une école de natation (moins de 11 ans) est proposée depuis 5 ans.

Si l'équipement venait à fermer, une partie du territoire n'aurait plus la capacité de répondre aux exigences du ministère de l'éducation nationale pour le « savoir nager » qui fait partie du socle commun de connaissance en école primaire et au collège.

Depuis plusieurs années le BAF présente régulièrement des non-conformités en termes de qualité de l'eau et de l'air, notamment les teneurs en chloramine et en THM.

Après d'un programme de construction d'un équipement neuf à environ 2 000 000 euros, les élus ont décidé d'engager la rénovation de l'équipement, moins coûteuse. Un diagnostic technique a démontré les besoins d'amélioration du bâtiment.

Il s'agit :

- De le rendre accessible
- D'améliorer le traitement de l'eau et de l'air
- De mettre en conformité le renouvellement de l'eau
- D'optimiser le traitement énergétique (isolation,...)
- D'améliorer le confort des usagers (vestiaires,...)

Le cout total = 913 775 euros HT

NOTICE EXPLICATIVE

EXTENSION DE L'ACCUEIL DE LOISIRS A ASCHÈRES-LE-MARCHÉ

La Communauté de Communes de la Forêt gère un accueil de loisirs à Aschères-le-Marché pour les temps périscolaires, le mercredi après-midi et les vacances. Les enfants sont accueillis dans un bâtiment avec un étage.

Il a été rénové en 2006.

Cet équipement ne permet plus d'accueillir les enfants de moins de 6 ans dans de bonnes conditions. Le service Protection Maternelle Infantile du Conseil Départemental estime que 11 enfants de moins 6 ans maximum peuvent être accueillis au rez-de-chaussée. Cette tranche d'âge ne doit pas accéder à l'étage pour des raisons de sécurité.

Depuis la rentrée de septembre 2016, le nombre d'enfants de moins de 6 ans sur le temps d'accueil périscolaire s'élève en moyenne à 22. L'augmentation du nombre d'enfants est due au report des enfants de l'étude surveillée vers l'accueil périscolaire et la modification de la fin de l'école de 16h30 à 16h00 en raison du déplacement des Temps d'Activité Périscolaire le midi.

Le hall d'accueil est saturé, le nombre de sanitaire et la superficie de la salle d'activité sont insuffisants.

Une maison adjacente est à vendre. Le projet est d'acquérir et de rénover ce bien afin de permettre une extension de l'accueil de loisir sur sa partie rez-de-chaussée.

Cette extension permettra de :

- Résoudre les problèmes d'accessibilité
- Augmenter le nombre de sanitaires moins de 6 ans
- Créer un local technique entretien. Actuellement les produits et matériels sont stockés dans la cuisine.
- De répondre aux exigences de la PMI en termes de superficie pour la salle d'activité.
- Bénéficier d'un hall d'accueil fonctionnel.

Le cout total = 239 315 euros HT

NOTICE EXPLICATIVE

REQUALIFICATION DE QUATRE RUES

La Communauté de communes de la Forêt a pris la compétence voirie en 2014. Le transfert a été consolidé depuis le 1^{er} janvier 2017. Elle gère maintenant 158 km linéaire.

Un programme pluriannuel de requalification est engagé.

Le programme de requalification des rues est :

- Rue Just Roux à Neuville aux Bois
- Rue du Gros Chêne à Loury
- Rue du Gros Baril à Trainou
- Rue Maison Rouge à Vennecy

Les travaux portent sur :

- Reprofilage
- Purge
- Mise à niveau des bouches à clef et tampons
- Mise en œuvre du tapis en enrobé

Le montant des travaux sont estimé à 417 200 euros HT.

NOTICE EXPLICATIVE

RENOVATION DU RESEAU D'EAU POTABLE SUR BOUGY-LEZ-NEUVILLE

➤ **Objet :**

L'Agence Régionale de Santé a détecté, le 04 août 2017, au 180 route du Poteau à Bougy-lez-Neuville un niveau de chlorure de vinyl monomère. Le niveau est de 7,9ug/l pour une limite supérieure de 0,5 ug/l. Ce dépassement a été confirmé par un recontrôle le 21 août 2017.

Le courrier de l'Agence en 2018 conclut que le renouvellement des parties de réseau les plus critiques constitue la seule solution permettant de garantir une conformité durable vis-à-vis des CVM.

Le linéaire à renouveler est de 1 185 mètres linéaires.

Au regard de la faible population desservie qui implique un temps de séjour important, les purges ne semblent pas appropriées dans cette situation car les consommations seraient très importantes.

➤ **Objectif :**

L'objectif est de réduire la pollution en chlorure de vinyl monomère.

➤ **Nature des travaux :**

Il s'agit de remplacer la canalisation en PVC posée avant 1980 par une canalisation en polyéthylène haute densité sur 1 200 mètres linéaires

➤ **Durée des travaux :**

De juillet 2019 à septembre 2019. 2 mois

➤ **Coût prévisionnel global :**

Le montant des travaux s'élève à 149 627 € HT.


NOTICE EXPLICATIVE

REQUALIFICATION DE TROIS RUES

La Communauté de Communes de la Forêt a pris la compétence voirie en 2014. Le transfert a été consolidé depuis le 1^{er} janvier 2017. Elle gère maintenant 158 km linéaire.

Un programme pluriannuel de requalification est engagé.

Le programme de requalification des rues est :

-  Rue des Charmettes à Loury : 44 510 € HT
- Rue de Moulinville à Neuville-aux-Bois : 51 620 € HT
- Rue de la Croix Jubilé à Vennecy : 54 100 € HT

Les travaux portent sur :

- Reprofilage,
- Purge,
- Mise à niveau des bouches à clef et tampons,
- Mise en œuvre du tapis en enrobé.

Le montant des travaux est estimé à 150 230 euros HT.

D 05 - Partenariat 2019 avec la Chambre d'Agriculture du Loiret et soutien financier au dispositif Loiret Ecoute Active

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 237 120 € à la Chambre d'Agriculture du Loiret pour l'année 2019 dans le cadre d'un programme d'actions.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat et de financement du fonctionnement 2019 entre le Département et la Chambre d'Agriculture du Loiret telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 4 : Il est décidé d'imputer l'opération n°2019-02824 d'un montant de dépense de 237 120 € au bénéfice de la Chambre d'Agriculture du Loiret sur le chapitre 65 de l'action E0101201 du budget départemental.

Article 5 : Il est décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 50 000 € à la Chambre d'Agriculture du Loiret pour l'année 2019 dédiée spécifiquement à Loiret Ecoute Active dans la perspective d'accompagner les situations de fragilité du monde agricole.

Article 6 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de financement 2019 du dispositif Loiret Ecoute Active telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 7 : Il est décidé d'affecter l'opération n°2019-02825 d'un montant de dépense de 50 000 € au bénéfice de la Chambre d'Agriculture du Loiret sur l'autorisation d'engagement 19-E0101203-AEDPRAS du budget départemental.



Convention de partenariat et de financement du fonctionnement 2019 entre le Département du Loiret et la Chambre d'Agriculture du Loiret

ENTRE

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur **Marc GAUDET**, Président du Conseil départemental dûment habilité par la délibération n° de la Commission permanente date du 12 juillet 2019, dont Monsieur le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, a accusé réception le .../.../....

Ci-après désigné « LE DÉPARTEMENT »

ET

La Chambre d'Agriculture du Loiret, représentée par Monsieur **Jean-Marie FORTIN**, son Président, dont le siège social est situé au 13 avenue des Droits de l'Homme à Orléans,

Ci-après désignée « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU LOIRET »

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L612-4 du code du commerce,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative aux contrats d'associations et son décret d'application,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le budget primitif départemental pour l'année 2018 et ses décisions modificatives,

Vu la délibération du Conseil départemental du Loiret n° du 12 juillet 2019 décidant d'attribuer une subvention à la Chambre d'Agriculture,

Vu les statuts de la Chambre d'Agriculture,

Vu la demande de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux délégations de signature.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties afférentes au subventionnement de la Chambre d'Agriculture du Loiret, dans le cadre des crédits disponibles en faveur de l'agriculture. Les actions retenues au titre de ce conventionnement s'articulent autour des axes suivants :

- protection de l'environnement
- valorisation des productions locales et attractivité du territoire
- accompagnement de l'emploi dans le domaine agricole
- valorisation de l'image de l'agriculture

ARTICLE 2 : FINANCEMENT

Afin de permettre à la Chambre d'Agriculture du Loiret d'initier et de réaliser le programme d'actions 2019 tel qu'annexé à cette convention, le Conseil départemental accorde une aide sous forme de subvention pour un montant annuel de 237 120 euros.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention s'effectuera :

- 50 % dès la signature de la présente convention
- 50% sur présentation du bilan d'activités 2019 certifiés des actions inscrites à ce partenariat

ARTICLE 4 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Le financement accordé par le Département du Loiret est imputé pour un montant de 237 120 € sur le chapitre 65 de l'action E0101201 du budget département 2019.

ARTICLE 5 : SUIVI COMPTABLE

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage à tenir sa comptabilité de façon à suivre distinctement les opérations comptables afférentes au programme d'actions décrit en annexe à cette convention et se conformera aux obligations fiscales qui lui incombent.

ARTICLE 6 : SUIVI ET EVALUATION

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage expressément à fournir les informations nécessaires au suivi et à l'évaluation du programme d'actions qui pourront lui être demandées à tout moment par le Département. Un comité technique composé des représentants des deux parties s'assurera, dans le courant de l'année, de l'état d'avancement et de l'effectivité des actions et se réservera le droit de proposer le redéploiement d'actions qui seraient compromises dans leur mise en œuvre.

La Chambre d'Agriculture présentera un rapport d'activités et un bilan financier 2019 au Conseil départemental au cours du premier semestre 2020.

ARTICLE 7 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ ET DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage, en respectant le logo du Département :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Département Conseil départemental – tel. 02.38.25.45.45- logoloiret@loiret.fr.

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : visite, inauguration, ... Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers généraux concernés. La Chambre d'Agriculture du Loiret prendra contact avec le cabinet du Président du Conseil départemental.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Conformément à l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

La Chambre d'Agriculture du Loiret, bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, la Chambre d'Agriculture du Loiret doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006). Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non-conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

La programmation annexée et faisant l'objet de la présente convention est placée sous la responsabilité exclusive de l'organisme qui devra contracter toute assurance qui lui sera nécessaire.

ARTICLE 11 : MODIFICATION - RÉILIATION - REVERSEMENT

Toute modification apportée à la présente convention doit être effectuée par voie d'avenant. En cas de non-exécution totale ou partielle dans les délais prévus du programme, le Département peut résilier la convention aux torts exclusifs de la Chambre d'Agriculture du Loiret et exiger le reversement total ou partiel des sommes déjà versées. Les reversements seront effectués par la Chambre d'Agriculture du Loiret dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par le Département. Dans le cas où le nombre de jours réels mobilisés pour la programmation 2017 serait inférieur au nombre de jours estimé initialement, le montant de la subvention alloué par le Département serait ajusté au prorata du nombre de jours réels consacrés.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le différend à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente.

ARTICLE 13 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la convention sont le présent document et son annexe 1.

Fait à Orléans, en 2 exemplaires originaux,

Le,

Pour la Chambre d'Agriculture du Loiret,

Le Président,

Jean-Marie FORTIN

(lu et approuvé)

Pour le Département du Loiret,

Le Président,

Marc GAUDET

Président du Conseil départemental

(lu et approuvé)

ANNEXE 1 : PARTENARIAT 2019 ENTRE LE DEPARTEMENT DU LOIRET ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU LOIRET – PROGRAMMATION 2019

PROJETS	ACTION	INTERÊT POUR LES TERRITOIRES ET LES LOIRÉTAINS	OBJECTIF 2019	INDICATEURS	NBRE DE JOURS MOBILISÉS 2019	COÛT JOURS	PRESTATION EXTERNE	COÛT TOTAL	FINANCEMENT DEPARTEMENT
AXE 1 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT									
CONNAÎTRE LE POTENTIEL DU TERRITOIRE	Réaliser la carte des sols du département et la rendre accessible pour éclairer les prises de décision des élus. Réaliser sur deux secteurs tests du Loiret, des cartes de potentiels agronomiques : cartes attribuant une note au potentiel agricole de chaque unité de sol. Présenter ces cartes aux élus des secteurs retenus.	Traduire la carte des sols en outil de gestion de l'aménagement du territoire : éclairer le choix des élus sur les premiers éléments de potentiel agronomique pour l'implantation de projets d'aménagement (zone d'activité, habitat, infrastructure...). Possibilité de mobiliser également cette carte pour identifier les secteurs en friches les plus favorables pour une installation.	Poursuite de la cartographie des sols du Loiret. Production d'une carte du potentiel agronomique sur une carte au 1/50 000. Partage du résultat avec les élus des deux territoires retenus avec l'organisation d'une réunion de présentation (automne 2019) et une ouverture globale à la pédologie ainsi qu'une visite de terrain.	Carte des sols du Loiret complétée 2 cartes des sols interprétées avec réunions de restitution	110	600 €		66 000 €	39 600 €
DEVELOPPER LES ENERGIES RENOUVELABLES ET TRAVAILLER A L'ADAPTATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	Structurer une filière "méthanisation" sur le territoire : de la production de cultures intermédiaires à la valorisation de déchets des entreprises Loirétaines. Développer des essais sur les cultures intermédiaires : indispensables à la mise en œuvre des projets méthaniseurs Accompagner à la mise en œuvre des projets de méthaniseurs	Réduction de l'empreinte carbone du territoire. Valorisation des déchets en production énergétique. Proposer une piste de valorisation aux déchets des collectivités.	Organisation d'un salon régional des énergies renouvelables en agriculture en septembre 2019 : méthanisation, photovoltaïque et biomasse	Salon des énergies renouvelables organisé	65	600 €		39 000 €	23 400 €
PROMOUVOIR L'UTILISATION DE TECHNIQUES DE PRODUCTION INNOVANTES	Partager des méthodes alternatives auprès des groupes d'agriculteurs	Développement de pratiques agricoles durables	Réalisation de tours de plaine et diffusion de bulletins techniques auprès des agriculteurs Edition de "l'indispensable"	nombre d'adhérents/bulletins techniques et participants	30	600 €	6 000 €	24 000 €	14 400 €
AXE 2 : VALORISATION DES PRODUCTIONS LOCALES ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE									
CONTRIBUER A LA VALORISATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES DU LOIRET AUPRES DU GRAND PUBLIC	Organiser des Journées « portes ouvertes » Bienvenue à la Ferme (réseau chambre d'agriculture)	Faciliter l'accès et développer la connaissance des produits locaux auprès des Loirétains	Organisation des journées portes ouvertes de Bienvenue à la Ferme en avril 2019.	nombre de visiteurs	20	600 €		12 000 €	7 200 €
	Organiser des marchés de producteurs		Organiser 3 marchés : marchés paysan à la cité de l'agriculture, les 31 mars et 7 décembre / "Mangez fermier", soirée gourmande le 29/06 quai de Loire à Orléans	nombre de producteurs	22	600 €		13 200 €	7 680 €
PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU LOIRET		Mettre à disposition de données aux territoires afin de faire émerger des projets, connectés et cohérents avec le projet alimentaire territorial du Loiret	Réalisation de deux synthèses sur le territoire de deux communautés de communes qui seront identifiées dans le courant de l'année 2019. Les synthèses identifieront les données disponibles au travers des démarches réalisées sur le territoire (PLUJ, PAT) et mettront en avant les perspectives de développement de l'alimentation sur chacun des territoires étudiés.	Réalisation des notes "alimentation" et pistes de développement	35	600 €		21 000 €	12 600 €
	Anticiper les obligations de la Loi EGALIM en accompagnant le passage en "Haute Valeur Environnementale" (HVE) des entreprises agricoles pouvant fournir la restauration collective. Les exploitations en HVE doivent travailler sur quatre thématiques : la biodiversité, la stratégie phytosanitaire, la gestion des engrais, la gestion de la ressource en eau.	Accompagner les producteurs afin de leur permettre d'approvisionner préférentiellement la restauration collective et les collèges du Loiret. Appuyer le développement d'une agriculture prenant davantage en compte les enjeux d'eau et de biodiversité.	Construction de journées d'informations et de cycles de formation. Rencontre des opérateurs (organisation de producteurs, centres techniques...) afin d'échanger avec eux sur leur stratégie et d'identifier les perspectives de marché.	réunions émergence, information	35	600 €		21 000 €	12 600 €
	Coordonner les approvisionnements en production agricoles sur le territoire. Organiser et mettre en synergie les démarches alimentaires territoriales dans le Loiret Appuyer la démarche de concertation initiée par le Département sur le projet alimentaire territorial. Développer une démarche pilote sur des collèges mobilisés dans le Gâtinais et le Giennois, deux territoires déjà très mobilisés sur cette thématique. Mettre en œuvre et animer le lancement un outil de mise en relation, avec un focus sur les territoires test.	Anticiper et répondre aux objectifs de la Loi EGALIM. Développer le territoire et l'agriculture et valorisant des produits locaux et de qualité. Bénéficier d'un outil efficace, développé à l'échelle départementale pour mettre en relation les clients et fournisseurs de produits locaux.	Identifier les besoins des opérateurs en productions locales, dépôt du dossier PAT à la labellisation. Repérer les possibilités des agriculteurs de fournir en productions locales	dossier PAT déposé à la labellisation	90	600 €		54 000 €	32 400 €
DEVELOPPER LA FILIERE VEGETALE LOCALE AUPRES DES COMMUNES DU LOIRET		Répondre aux attentes de fleurissement des Loirétains, à l'obligation légale de ne plus utiliser de produits phytosanitaires ainsi qu'à la mise en œuvre d'approvisionnement locale des espaces verts signée par l'AMI en 2018.	Acquérir la plateforme APPROLOCAL et l'adapter au Loiret. Présenter et faire adhérer les agriculteurs et les clients à la plateforme. Initier et accompagner les premières rencontres de présentation d'APPROLOCAL en septembre 2019 avec déploiement de l'expérimentation de la plateforme sur 5 ou 6 collèges du Loiret. Contribuer à une rencontre annuelle chefs de cuisine des collèges et producteurs locaux	mise en œuvre de la plateforme APPROLOCAL , nbre producteurs recensés sur site, réunions d'appropriation et d'accompagnement avec les 5 ou 6 collèges nombre de commandes	70	600 €	12000	54 000 €	32 400 €
	Développer un réseau de communes souhaitant développer des végétalisations innovantes de leurs espaces verts, sans produits phytosanitaires, valorisant les produits horticoles locaux. Faire le lien entre tous les maillons de la filière (producteurs, paysagistes, clients, habitants)		Construction du contenu de l'appui proposé en lien avec la SHOL et le CAUE. Identification d'un groupe de communes test et lancement de la démarche d'expérimentation	nombre de communes test	30	600 €		18 000 €	10 800 €

ANNEXE 1 : PARTENARIAT 2019 ENTRE LE DEPARTEMENT DU LOIRET ET LA CHAMBRE D’AGRICULTURE DU LOIRET – PROGRAMMATION 2019

AXE 3 : ACCOMPAGNEMENT DE L'EMPLOI DANS LE DOMAINE AGRICOLE							12 000 €	7 200 €
SENSIBILISER LES PERSONNES EN INSERTION AUX MÉTIERS DE L'AGRICULTURE	Accompagner le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en identifiant l'adéquation entre l'offre en emplois agricoles et les profils des bénéficiaires	Accompagner le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA	Identification des actions actuellement conduites pour le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Identifier les pistes de travail concernant l'emploi agricole Soliciter les partenaires de l'emploi agricole afin de recenser les besoins de main d'œuvre dans le domaine agricole	Inventaire des emplois et profils recherchés	20	600 €	12 000 €	7 200 €
	AXE 4 : VALORISATION DE L'IMAGE DE L'AGRICULTURE						61 200 €	36 840 €
COMMUNIQUER SUR L'AGRICULTURE LOIRETAINE, SON POTENTIEL ET SON DEVELOPPEMENT	Communiquer sur la démarche de projet alimentaire territorial du Loiret (PAT), lui créer une identité visuelle et appuyer le Département dans le la mise en œuvre de la consultation citoyenne sur l'alimentation	Faire connaître la démarche de projet alimentaire territorial Impliquer le grand public, faire participer et adhérer les Loirétains	Réalisation d'un logo, d'une charte graphique et d'une newsletter. Appui à la démarche pilotée par le département concernant l'enquête citoyenne sur l'alimentation (appui au formalisation du contenu, relai de l'information...)	Charte graphique réalisée Bilan de la consultation	57	600 €	4 000 €	38 200 €
	Faire connaître les missions de la Chambre d'Agriculture du Loiret, les actions du partenariales menées et les valoriser	Valoriser les travaux conduits dans le partenariat dans les missions du département	Organiser une journée "Portes Ouvertes" à la chambre d'agriculture du Loiret à destination des élus et des équipes techniques du Département : présentation des actions menées en partenariat avec le Département et de leurs résultats, découverte de métiers, d'expertises, échanges sur des problématiques spécifiques (connaissance des territoire, carte des sols, alimentation, ...)	Journée Portes Ouvertes	10	600 €	6 000 €	3 600 €
	Promouvoir les actions d'innovation et de développement agricole vers les agriculteurs	Diffuser l'innovation aux agriculteurs	12 lettres envoyées aux 3000 agriculteurs du Loiret	nombre de lettres envoyées	20	600 €	17 000 €	10 200 €
	TOTAL CONVENTION 2019						395 400 €	237 120 €



Convention de financement 2019 du dispositif « Loiret Ecoute Active » entre le Département du Loiret et la Chambre d'Agriculture du Loiret

ENTRE

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur **Marc GAUDET**, Président du Conseil départemental dûment habilité par la délibération n° ... de la Commission permanente date du 12 juillet 2019, dont Monsieur le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, a accusé réception le .../.../2019.

Ci-après désigné « LE DÉPARTEMENT »

ET

La Chambre d'Agriculture du Loiret, représentée par Monsieur **Jean-Marie FORTIN**, son Président, dont le siège social est situé au 13 avenue des Droits de l'Homme à Orléans,

Ci-après désignée « LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU LOIRET »

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L612-4 du code du commerce,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative aux contrats d'associations et son décret d'application,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le budget primitif départemental pour l'année 2018 et ses décisions modificatives,

Vu la délibération du Conseil départemental du Loiret n° ... du 12 juillet 2019 décidant d'attribuer une subvention à la Chambre d'Agriculture,

Vu les statuts de la Chambre d'Agriculture,

Vu la demande de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux délégations de signature.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties afférentes au subventionnement de la Chambre d'Agriculture du Loiret pour le financement spécifique du dispositif « Loiret Ecoute Active », dans le cadre des crédits disponibles en faveur de l'agriculture.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT

Afin d'aider la Chambre d'Agriculture du Loiret à mettre en œuvre les objectifs définis dans le cadre du dispositif « Loiret Ecoute Active », tel qu'annexé à cette convention, le Conseil départemental accorde une aide sous forme de subvention pour un montant annuel de 50 000 euros.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention s'effectuera :

- 50 % dès la signature de la présente convention
- 50% sur présentation du bilan d'activités 2019 certifiés

ARTICLE 4 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Le financement accordé par le Département du Loiret est affecté pour un montant de 50 000 € sur l'autorisation d'engagement 19-E0101203-AEDPRAS du budget départemental.

ARTICLE 5 : SUIVI COMPTABLE

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage à tenir sa comptabilité de façon à suivre distinctement les opérations comptables afférentes au programme d'actions décrit en annexe à cette convention et se conformera aux obligations fiscales qui lui incombent.

ARTICLE 6 : SUIVI ET EVALUATION

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage expressément à fournir les informations nécessaires au suivi et à l'évaluation des actions poursuivies, qui pourront lui être demandées à tout moment par le Département et au moins un rapport d'activités et financier ainsi qu'un bilan arrêté au 31 décembre 2019.

ARTICLE 7 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ ET DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage, en respectant le logo du Département :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Département Conseil départemental – tel. 02.38.25.45.45- logoloiret@loiret.fr.

La Chambre d'Agriculture du Loiret s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers départementaux concernés. La Chambre d'Agriculture du Loiret prendra contact avec le cabinet du Président du Conseil départemental.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Conformément à l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

La Chambre d'Agriculture du Loiret, bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, la Chambre d'Agriculture du Loiret doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006). Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département. Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non-conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

La programmation annexée et faisant l'objet de la présente convention est placée sous la responsabilité exclusive de l'organisme qui devra contracter toute assurance qui lui sera nécessaire.

ARTICLE 11 : MODIFICATION - RÉSILIATION - REVERSEMENT

Toute modification apportée à la présente convention doit être effectuée par voie d'avenant. En cas de non-exécution totale ou partielle dans les délais prévus du programme, le Département peut résilier la convention aux torts exclusifs de la Chambre d'Agriculture du Loiret et exiger le reversement total ou partiel des sommes déjà versées. Les reversements seront effectués par la Chambre d'Agriculture du Loiret dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par le Département. Dans le cas où le nombre de jours réels mobilisés pour la programmation 2017 serait inférieur au nombre de jours estimé initialement, le montant de la subvention alloué par le Département serait ajusté au prorata du nombre de jours réels consacrés.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le différend à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente.

ARTICLE 13 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la convention sont le présent document et son annexe 1.

Fait à Orléans, en 2 exemplaires originaux,

Le,

Pour la Chambre d'Agriculture du Loiret,

le Président,

Jean-Marie FORTIN

(lu et approuvé)

Pour le Département du Loiret,

le Président,

Marc GAUDET

Président du Conseil départemental

(lu et approuvé)

ANNEXE 1 : PARTENARIAT 2019 ENTRE LE DEPARTEMENT DU LOIRET ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU LOIRET – LOIRET ECOUTE ACTIVE

PROJETS	OUTILS	RESULTATS ATTENDUS	OBJECTIF 2019	OBJECTIF A 5 ANS	INDICATEURS	NBRE DE JOURS MOBILISÉS 2019	COÛT TOTAL	FINANCEMENT DEPARTEMENT
ACCOMPAGNER LA FILIERE AGRICOLE ET PREVENIR LES DIFFICULTES	Loiret Ecoute Active : méthode d'écoute de besoin de terrain	Connaître et anticiper les pojets , identifier les opportunités et les menaces pour les exploitations agricoles du Loiret	50 entretiens individuels	500 exploitations rencontrées et accompagnées	nombre d'exploitations auditées	50	30 000 €	13 158 €
		Organiser les plans d'action prioritaires et assurer leur communication	Suivi des plans d'action individuels		synthèses des audits et communication	140	84 000 €	36 842 €
		TOTAL				190 jours	114 000 €	50 000 €

D 06 - Manifestations agricoles (politique E01) : demandes de subvention

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention à la Ville de Pithiviers d'un montant de 3 000 € pour l'organisation de la Foire de la Saint-Georges 2019.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-02828) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux Jeunes Agriculteurs du Loiret d'un montant de 2 000 € pour l'organisation de Festi'ferme le 1^{er} et 2 juin 2019 à Dry.

Article 5 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-02832) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

Article 6 : Il est décidé d'attribuer une subvention à l'Association des Jeunes pour les Initiatives Rurales d'un montant de 2 000 € pour l'organisation d'« Un Dimanche à la Campagne » le 18 août 2019 à Orléans.

Article 7 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-02829) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

D 07 - Politique départementale d'attractivité touristique du Loiret : modalités de gestion du Parc Floral de la Source, Orléans - Loiret, en 2019

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 553 500 € et une subvention d'investissement de 189 000 € à Orléans Métropole, pour la gestion, l'entretien et la valorisation du Parc Floral de la Source, Orléans – Loiret pour 2019.

Ces dépenses seront imputées sur l'action E0302202 du budget départemental.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention entre Orléans Métropole et le Département du Loiret, pour assurer les frais de gestion, d'entretien et de valorisation du Parc Floral en 2019, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à la signer.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA GESTION DU PARC FLORAL DE LA SOURCE, ORLEANS - LOIRET

Entre

Orléans Métropole, représentée par son Président, Monsieur Olivier CARRE, agissant en vertu de délibérations du

Et

Le Département du Loiret, représenté par son Président, Monsieur Marc GAUDET, agissant en vertu de délibérations du

Il est convenu ce qui suit

PREAMBULE

Le 23 décembre 1959, la Ville d'Orléans et le Département du Loiret ont acquis en indivision un ensemble immobilier désigné historiquement « domaine de la Source », situé à Orléans et dans lequel, comme son nom l'indique, la rivière Loiret prend sa source.

Par convention en date du 10 avril 1964, la Ville d'Orléans et le Département du Loiret ont confié la gestion du Parc Floral de la Source à une SEM, la SEMEPO, pour une durée de 30 ans qui s'est achevée le 31 décembre 1993.

Le 1er janvier 1994, la gestion du Parc Floral de la Source a été confiée à un syndicat mixte, créé à cet effet entre les deux collectivités : le syndicat mixte pour la gestion du Parc Floral d'Orléans-Loiret (SYPOL). Le syndicat mixte a finalement été dissout en 2005 ; la Ville d'Orléans a repris en régie directe simple la gestion du Parc Floral.

Le Département de Loiret, en sa qualité de propriétaire indivis et en considération de l'intérêt touristique d'envergure département du Parc Floral, s'est engagé, dans le cadre d'une convention partenariale pluriannuelle en date du 7 novembre 2005, à participer financièrement au coût de l'équipement, en investissement et en fonctionnement.

Depuis le 1er janvier 2018, la gestion du Parc Floral a fait l'objet d'un transfert de compétence de la Ville d'Orléans au profit d'Orléans Métropole, en application de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 (compétence facultative « aménagement et gestion du Parc Floral de la Source, Orléans-Loiret »). Orléans Métropole s'est ainsi substituée à la commune au titre de la convention, pour sa dernière année d'application.

La convention, prolongée deux fois par avenant, s'est achevée le 31 décembre 2018.

Par courrier du 7 janvier 2019, le Département a fait part de sa volonté de mettre fin à sa contribution au fonctionnement du Parc Floral à compter de début 2020. Dans cette perspective, le Département du Loiret et Orléans Métropole ont convenu de passer une nouvelle convention tenant compte des nouveaux montants de participation financière du Département aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du budget du Parc Floral pour 2019.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département du Loiret et Orléans Métropole contribuent à l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives à l'aménagement, à la gestion, à l'exploitation et au développement du Parc Floral de La Source, Orléans-Loiret, dans l'intérêt de l'indivision.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2019 et s'achèvera avec le dernier versement de la subvention de fonctionnement ou d'investissement.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS D'ORLEANS METROPOLE

Orléans Métropole poursuivra la gestion, l'exploitation et le développement du Parc Floral et en assurera la maîtrise d'ouvrage selon les modalités les plus adaptées qu'elle déterminera.

Orléans Métropole participera aux besoins de financement du Parc Floral pour les dépenses d'investissement et de fonctionnement, en complément du concours financier apporté par le Département.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DU DEPARTEMENT DU LOIRET AU FONCTIONNEMENT DU PARC FLORAL

4.1 Principe et montant de contribution

Le Département du Loiret contribuera en partie aux dépenses de fonctionnement et aux frais de personnel permanent qui assure l'entretien du parc, en participant à hauteur de 45% de l'équilibre de la section de fonctionnement, frais de personnel compris.

Le montant de la participation financière en fonctionnement sera donc d'un montant maximum de 553 500 € au titre de l'année 2019.

4.2 Modalités de versement

Le Département du Loiret versera sa participation comme suit :

- Versement initial forfaitaire de 276 750 €, à la signature de la convention, correspondant aux 2 premiers trimestres de l'année.
- Versement forfaitaire de 138 375 € pour le 3ème trimestre de l'année le 30 octobre 2019.
- Le solde de la participation sera ajusté en fonction des dépenses réelles réalisées sur l'année 2019 dont le détail doit être communiqué au département au plus tard le 30 juin de l'année N+1, en distinguant les dépenses relatives aux frais du personnel des autres dépenses de fonctionnement.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DU DEPARTEMENT DU LOIRET AUX INVESTISSEMENTS DU PARC FLORAL

5.1 Programme d'investissements

Orléans Métropole et le Département du Loiret définissent d'un commun accord les travaux à réaliser dans le cadre du programme annuel d'investissement.

5.2 Participation financière

Le Département du Loiret participera aux dépenses d'investissement faites au titre de l'équipement en matériel, de l'entretien et de la valorisation du Parc Floral.

Le montant de la participation financière en investissement sera d'un montant de 189 000 € au titre de l'année 2019, indépendamment des subventions d'investissement perçues par ailleurs.

5.3 Modalités de versement

Le Département du Loiret se libérera de la somme due au titre de l'investissement comme suit :

- Versement initial de 94 500 €, à la signature de la convention, correspondant aux 2 premiers trimestres de l'année.
- Versements trimestriels de 47 250 € pour les 3ème et 4ème trimestres de l'année, effectués respectivement aux dates suivantes : 1er septembre et 1er décembre 2019.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES D'ORLEANS METROPOLE

Les charges et produits du Parc Floral feront objet d'un budget annexe.

Orléans Métropole transmettra au Département du Loiret :

- Le budget primitif et le compte administratif dans le mois suivant leur approbation par le Conseil Métropolitain ;
- Un rapport d'activités permettant au Département du Loiret de s'assurer de la correspondance des actions menées et de leurs résultats avec les objectifs fixés dans les six mois suivant l'exercice pour lequel les subventions ont été attribuées ;
- Un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions dans les six mois suivant l'exercice pour lequel les subventions ont été attribuées.

ARTICLE 7 : SUIVI DE LA CONVENTION

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, un comité de réflexion et de suivi sera institué, composé de 3 membres titulaires et 3 membres suppléants, choisis au sein de chacune des assemblées des deux collectivités, respectivement par le Département du Loiret et par Orléans Métropole.

Le comité de réflexion et de suivi rend compte aux collectivités de la gestion du Parc Floral : des dépenses de fonctionnement, des investissements réalisés, des chiffres de fréquentation, des spectacles et animations programmés pendant la saison touristique, des comptes des boutiques,...

Le comité de réflexion a également pour mission de travailler sur le projet de cession des droits indivis du Département du Loiret à Orléans Métropole.

ARTICLE 8 : PROMOTION ET COMMUNICATION

Orléans Métropole s'engage à mentionner systématiquement la participation du Département du Loiret à l'occasion de la réalisation de travaux dans le parc Floral et à apposer le logo de celui-ci pour toutes les actions de promotion et de communication.

ARTICLE 9 : INCESSIBILITE

La présente convention étant conclue en considération de la qualité des parties au regard de la gestion du Parc Floral, celles-ci ne pourront céder les droits et obligations en résultant si ce n'est à d'autres collectivités publiques leur succédant en cette qualité.

Cette stipulation ne fait pas obstacle à la délégation de tout ou partie des activités du Parc à un tiers agissant sous le contrôle d'Orléans Métropole. Le choix de la délégation et du délégataire devra au préalable avoir été adopté par les organes délibérant des deux collectivités propriétaires.

Les deux collectivités s'engagent à tout mettre en œuvre pour permettre la sortie du Département de l'indivision avant l'échéance de la présente convention.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Dans l'hypothèse où l'une des deux parties ne respecterait pas ses engagements, l'autre pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée en tout ou partie sans effet. La résiliation sera effective après un préavis de 6 mois à compter de la réception de la lettre précitée.

La résiliation n'exonérera pas les parties de leurs obligations financières pour l'exercice budgétaire en cours.

ARTICLE 12 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention et notamment à engager toutes discussions de nature à prévenir ou résoudre des différends.

A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le

En deux exemplaires,

Pour Orléans Métropole

Le Président,

Pour le Département du Loiret

Le Président,

D 08 - Lutte contre la désertification médicale - "Soutien à l'installation de deux médecins généralistes - Achat de matériel professionnel"

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention au bénéfice de Madame Clémence BOURGEOIS, pour un montant plafond de 15 000 € et d'affecter l'opération n°2019-02837 sur l'autorisation de programme 19-A0603103-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention à intervenir entre Madame Clémence BOURGEOIS et le Département du Loiret, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention au bénéfice de Monsieur Sylvain GARNIER pour un montant plafond de 15 000 € et d'affecter l'opération n°2019-02988 sur l'autorisation de programme 19-A0603103-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 5 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention à intervenir entre Monsieur Sylvain GARNIER et le Département du Loiret, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

**CONVENTION D'ENGAGEMENT ET DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET LE DOCTEUR CLEMENCE BOURGEOIS
MEDECIN GENERALISTE**

ENTRE

Le Département du Loiret représenté par Monsieur **Marc GAUDET**, Président du Conseil Départemental du Loiret dûment habilité par délibération n° , en date du de l'Assemblée départementale ;

ci-après dénommé « LE DEPARTEMENT »

D'une part,

ET

Madame Clémence BOURGEOIS, médecin généraliste, domicilié 9 rue du champ Saint-Euverte Orléans

ci-après dénommé « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

Le Président du Conseil Départemental du Loiret ;

Vu l'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales portant codification de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, modifié par l'article 80 de la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la Sécurité sociale pour 2007,

Vu l'article L. 162-47 du Code de la sécurité sociale,

Vu l'article 108 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5),

Vu les articles R. 1511-44 et suivant du Code général des collectivités territoriales (portant codification du décret n°2005-1724 du 30 décembre 2005),

Vu l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016,

Vu la délibération n°IV donnant délégation de compétence à la Commission permanente du 13 avril 2015,

Vu la délibération du Conseil départemental n°D02 en date du 4 au 6 octobre 2017, relative à la révision de la politique départementale en faveur de la lutte contre la désertification médicale,

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux délégations de signature,

Vu la demande de subvention de **Madame Clémence BOURGEOIS** du **26 mai 2019**,

Vu la délibération du Conseil départemental n°....., en date du

Préambule

Le nombre de médecins en France reste élevé, pourtant les disparités régionales en termes de densité médicale sont importantes et vont s'aggraver dans les prochaines années.

L'égalité d'accès à la prévention et aux soins est un des principes fondamentaux de notre système de soins et contribue à l'amélioration de l'état de santé de la population, il est donc nécessaire, dès à présent, d'apporter des réponses concrètes au défi de la démographie médicale.

La loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance Maladie et la loi du 23 février 2005 sur le développement des territoires ruraux instaurent diverses aides à l'installation et au maintien à destination des médecins généralistes et mettent en place une série de mesures visant à renforcer l'attractivité de la médecine générale.

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5) autorise les collectivités territoriales et leurs groupements à attribuer des aides destinées à favoriser l'installation ou le maintien des professionnels de santé dans les zones définies en application du 1° de l'article L. 1434-4 (modifié par la LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016-art 158v) du code de la santé publique, dans lesquelles est constaté un déficit en matière d'offre de soins.

Enfin, cet article autorise les collectivités et leurs groupements à accorder une indemnité d'étude et de projet à tout étudiant, titulaire du concours de médecine, inscrit en faculté de médecine ou de chirurgie dentaire, s'il s'engage à exercer en tant que médecin généraliste, spécialiste ou chirurgien-dentiste au moins cinq années dans l'une des zones mentionnées à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique et définies par l'Agence Régionale de Santé. Pour bénéficier de cette aide, l'étudiant signe un contrat avec la collectivité qui attribue l'aide.

Le Département du Loiret a fait le choix d'accorder des aides aux étudiants de troisième cycle de médecine, notamment une indemnité allouée dans le cadre d'un contrat conclu entre la collectivité territoriale et l'étudiant en contrepartie de l'engagement à exercer au moins 5 ans sur l'ensemble du territoire. Ce contrat précise les sanctions encourues par les parties contractantes en cas de non-respect des engagements (Délibération n°C04 - Session du 18 au 21 décembre 2012). Une copie du contrat sera délivrée aux services de l'ARS Centre-Val de Loire conformément à l'article L1434-4 du Code de la santé publique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet et montant de la subvention

Article 1.1 : Objet de la subvention

En exécution de la délibération susvisée en date du XX 2019, il est attribué une subvention à **Madame Clémence BOURGEOIS** pour son installation en tant que médecin généraliste pour une durée minimale de 5 ans au 164 rue des chênes à Olivet, **elle s'engage à exercer au minimum cinq ans sur ce site situé hors zone carencée fragile** au regard de l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique.

Article 1.2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention attribuée à Madame Clémence Bourgeois pour son installation à Olivet, s'élève à 15 000 € maximum et sera proratisé au regard du coût des dépenses réelles.

Article 2 : Versement de la subvention allouée

Le versement de cette subvention interviendra comme suit :

- 60 % à la signature de la convention,
- 40 % sur présentation d'un état du coût des dépenses réelles signé par le comptable dans un délai maximum de 1 an à partir de la date de signature de la présente convention.

Article 3 : Imputation budgétaire de la dépense pour le Département du Loiret

Cette subvention sera imputée sur les crédits de paiement ouverts sur l'autorisation d'engagement l'autorisation d'engagement 19-**A0603103**-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

Madame Clémence BOURGEOIS s'engage à exercer au minimum cinq ans à Olivet situé en zone d'action complémentaire de l'ARS Centre-Val de Loire au regard de l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique.

Au surplus, **Madame Clémence BOURGEOIS** s'engage notamment, à :

- participer, dans la zone considérée, au dispositif de permanence des soins dans les conditions définies par le cahier des charges départemental fixé par arrêté préfectoral,
- coordonner son activité avec celle de l'ensemble des composantes de l'offre de soins sur la zone considérée : autres professionnels de santé libéraux, réseaux de soins, structures hospitalières et médico-sociales,
- respecter les règles conventionnelles (tarifs conventionnels, parcours de soins coordonnés, mise en œuvre de la télétransmission),
- effectuer des visites à domicile,
- mener des consultations et des actions en santé publique, notamment en tant que médecin traitant, conformément aux dispositions de la convention médicale nationale,
- favoriser l'accueil de stagiaires,

A défaut, la subvention allouée dans le cadre du présent arrêté sera réputée caduque.

Madame Clémence BOURGEOIS s'engage à communiquer au Département toute pièce utile à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation de l'indemnité allouée.

Article 5 : Sanctions en cas de non-respect des engagements

Le remboursement de la subvention perçue est dû en totalité en cas de non installation dans la zone visée dans la présente convention ou du non-respect des engagements précisés dans l'article 4.

Elle est remboursée au prorata de la durée d'installation, si celle-ci est inférieure à 5 ans :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente convention et de ses avenants,
- en cas de non-respect des dispositions conventionnelles, du Code de déontologie ou des textes législatifs et réglementaires, concernant la pratique professionnelle,
- en cas de condamnation pénale ou ordinaire.

Dans ces hypothèses, le Département émettra le titre de recettes correspondant.

Article 6 : Durée

Madame Clémence BOURGEOIS doit s'installer le 1^{er} aout 2019. Compte tenu des engagements décrits à l'article 4 ci-dessus, la présente convention est conclue pour une durée de **cinq ans** à compter de la date de signature de ce dernier. Il continu à produire ses effets jusqu'à son terme, y compris lorsque la commune dans laquelle est installé le professionnel devient zone déficitaire au sens de l'article L 162-47 du code de la sécurité sociale.

Article 7 : Communication

Madame Clémence BOURGEOIS, dans le cadre des actions de communication ou des relations avec les différents médias, devra citer le partenariat financier du Département du Loiret dans tous les supports utilisés.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel. 02.38.25.43.25 - communication@loiret.fr.

Fait en 2 exemplaires originaux
à Orléans, le

Madame Clémence Bourgeois

Pour le Président du Conseil Départemental
du Loiret
Et par délégation

Laurence BELLAIS,
Vice-président du Conseil départemental du Loiret
Président de la Commission du Développement des
Territoires, de la Culture et du Patrimoine

**CONVENTION D'ENGAGEMENT ET DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET LE DOCTEUR SYLVAIN GARNIER
MEDECIN GENERALISTE**

ENTRE

Le Département du Loiret représenté par Monsieur **Marc GAUDET**, Président du Conseil Départemental du Loiret dûment habilité par délibération n° , en date du de l'Assemblée départementale ;

ci-après dénommé « LE DEPARTEMENT »

D'une part,

ET

Monsieur Sylvain GARNIER, médecin généraliste, domicilié 21 rue de le Genetraille, 45 380 CHAINGY

ci-après dénommé « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

Le Président du Conseil départemental du Loiret ;

Vu l'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales portant codification de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, modifié par l'article 80 de la Loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la Sécurité sociale pour 2007,

Vu l'article L. 162-47 du Code de la Sécurité sociale,

Vu l'article 108 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5),

Vu les articles R. 1511-44 et suivant du code général des collectivités territoriales (portant codification du décret n°2005-1724 du 30 décembre 2005),

Vu l'arrêté N°2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016,

Vu la délibération n°IV donnant délégation de compétence à la Commission permanente du 13 avril 2015,

Vu la délibération du Conseil Départemental n°D02 en date du 4 au 6 octobre 2017, relative à la révision de la politique départementale en faveur de la lutte contre la désertification médicale,

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux délégations de signature,

Vu la demande de subvention de **Monsieur Sylvain GARNIER** du **28 mai 2019**,

Vu la délibération du Conseil Départemental n°....., en date du,

Préambule

Le nombre de médecins en France reste élevé, pourtant les disparités régionales en termes de densité médicale sont importantes et vont s'aggraver dans les prochaines années.

L'égalité d'accès à la prévention et aux soins est un des principes fondamentaux de notre système de soins et contribue à l'amélioration de l'état de santé de la population, il est donc nécessaire, dès à présent, d'apporter des réponses concrètes au défi de la démographie médicale.

La loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance Maladie et la loi du 23 février 2005 sur le développement des territoires ruraux instaurent diverses aides à l'installation et au maintien à destination des médecins généralistes et mettent en place une série de mesures visant à renforcer l'attractivité de la médecine générale.

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5) autorise les collectivités territoriales et leurs groupements à attribuer des aides destinées à favoriser l'installation ou le maintien des professionnels de santé dans les zones définies en application du 1° de l'article L. 1434-4 (modifié par la LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016-art 158v) du Code de la santé publique, dans lesquelles est constaté un déficit en matière d'offre de soins.

Enfin, cet article autorise les collectivités et leurs groupements à accorder une indemnité d'étude et de projet à tout étudiant, titulaire du concours de médecine, inscrit en faculté de médecine ou de chirurgie dentaire, s'il s'engage à exercer en tant que médecin généraliste, spécialiste ou chirurgien-dentiste au moins cinq années dans l'une des zones mentionnées à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique et définies par l'Agence Régionale de Santé. Pour bénéficier de cette aide, l'étudiant signe un contrat avec la collectivité qui attribue l'aide.

Le Département du Loiret a fait le choix d'accorder des aides aux étudiants de troisième cycle de médecine, notamment une indemnité allouée dans le cadre d'un contrat conclu entre la collectivité territoriale et l'étudiant en contrepartie de l'engagement à exercer au moins 5 ans sur l'ensemble du territoire. Ce contrat précise les sanctions encourues par les parties contractantes en cas de non-respect des engagements (Délibération n°C04 - Session du 18 au 21 décembre 2012). Une copie du contrat sera délivrée aux services de l'ARS Centre-Val de Loire conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet et montant de la subvention

Article 1.1 : Objet de la subvention

En exécution de la délibération susvisée en date du XX 2019, il est attribué une subvention à **Monsieur Sylvain GARNIER** pour son installation en tant que médecin généraliste pour une durée minimale de 5 ans au 1 rue des tanneries à Meung-sur-Loire, **il s'engage à exercer au minimum cinq ans sur ce site situé hors zone carencée fragile** au regard de l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique.

Article 1.2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention attribuée à Monsieur Sylvain GARNIER pour son installation à Meung-sur-Loire, s'élève à 15 000 € maximum et sera proratisé au regard du coût des dépenses réelles.

Article 2 : Versement de la subvention allouée

Le versement de cette subvention interviendra comme suit :

- 60 % à la signature de la convention,
- 40 % sur présentation d'un état du coût des dépenses réelles signé par le comptable dans un délai maximum de 1 an à partir de la date de signature de la présente convention.

Article 3 : Imputation budgétaire de la dépense pour le Département du Loiret

Cette subvention sera imputée sur les crédits de paiement ouverts sur l'autorisation d'engagement l'autorisation d'engagement 19-A0603103-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

Monsieur Sylvain GARNIER s'engage à exercer au minimum cinq ans à Meung-sur-Loire situé en zone d'action complémentaire de l'ARS Centre-Val de Loire au regard de l'arrêté N°2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L. 1434-4 du code de la santé publique.

Au surplus, **Monsieur Sylvain GARNIER** s'engage notamment, à :

- participer, dans la zone considérée, au dispositif de permanence des soins dans les conditions définies par le cahier des charges départemental fixé par arrêté préfectoral,
- coordonner son activité avec celle de l'ensemble des composantes de l'offre de soins sur la zone considérée : autres professionnels de santé libéraux, réseaux de soins, structures hospitalières et médico-sociales,
- respecter les règles conventionnelles (tarifs conventionnels, parcours de soins coordonnés, mise en œuvre de la télétransmission),
- mener des consultations et des actions en santé publique, notamment en tant que médecin traitant, conformément aux dispositions de la convention médicale nationale,
- favoriser l'accueil de stagiaires.

A défaut, la subvention allouée dans le cadre du présent arrêté sera réputée caduque.

Monsieur Sylvain GARNIER s'engage à communiquer au Département toute pièce utile à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation de l'indemnité allouée.

Article 5 : Sanctions en cas de non-respect des engagements

Le remboursement de la subvention perçue est dû en totalité en cas de non installation dans la zone visée dans la présente convention ou du non-respect des engagements précisés dans l'article 4.

Elle est remboursée au prorata de la durée d'installation, si celle-ci est inférieure à 5 ans :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente convention et de ses avenants,
- en cas de non-respect des dispositions conventionnelles, du code de déontologie ou des textes législatifs et réglementaires, concernant la pratique professionnelle,
- en cas de condamnation pénale ou ordinaire.

Dans ces hypothèses, le Département émettra le titre de recettes correspondant.

Article 6 : Durée

Monsieur Sylvain GARNIER doit s'installer le 1^{er} aout 2019. Compte tenu des engagements décrits à l'article 4 ci-dessus, la présente convention est conclue pour une durée de **cinq ans** à compter de la date de signature de ce dernier. Il continu à produire ses effets jusqu'à son terme, y compris lorsque la commune dans laquelle est installé le professionnel devient zone déficitaire au sens de l'article L. 162-47 du Code de la sécurité sociale.

Article 7 : Communication

Monsieur Sylvain GARNIER, dans le cadre des actions de communication ou des relations avec les différents médias, devra citer le partenariat financier du Département du Loiret dans tous les supports utilisés.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel. 02.38.25.43.25 - communication@loiret.fr.

Fait en 2 exemplaires originaux
à Orléans, le

Monsieur Sylvain GARNIER

Pour le Président du Conseil Départemental
du Loiret
Et par délégation

Laurence BELLAIS,
Vice-président du Conseil départemental du Loiret
Président de la Commission du Développement des
Territoires, de la Culture et du Patrimoine

D 09 - Appel à projets 2019 - Loiret Coopération - Examen de trois dossiers présentés lors du jury du 25 avril 2019

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'association Diaspora proche du lycée de YALOKÉ au titre de l'année 2019 pour le projet « Amélioration des conditions d'enseignement au sein du lycée Yaloke en CENTRE AFRIQUE ».

Article 3 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'association Pirogue 2000 au titre de l'année 2019 pour le projet « Création d'un jardin maraîcher et un couvoir solaire pour le village de Datché au NIGER ».

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 7 000 € à l'association Amitiés Abraysiennes Sans Frontières - AASF au titre de l'année 2019, pour le projet « Travaux de réhabilitation du barrage de Boussouma dans la province du Sanmentenga - 1^{ère} tranche - BURKINA FASO ».

Article 5 : Il est décidé d'affecter les opérations sur l'autorisation d'engagement 19-C0401201-AEDPRAS-SUB PORTEUR PROJET COOP DEVELOP DURABLE.

D 10 - Une politique de soutien à la marine de Loire : demande de subvention

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention à l'association Maison des Loisirs et de la Culture d'un montant de 1 800 € pour l'organisation d'un après-midi guinguette le 21 juillet 2019 au bord du Canal d'Orléans.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-02819) sur le chapitre 64, nature 20421, de l'action D0303302-APDPRAS du budget départemental 2019.

D 11 - Actions en faveur des châteaux et musées du Département : tarifications spécifiques pour le Château-musée de Gien - Proposition de signature d'une convention avec le château-musée de La Bussière et le Musée de la Faïencerie de Gien - Proposition de signature d'une convention avec l'association des Trompes du Musée de la Chasse de Gien et proposition de signature d'une convention avec les Gîtes de France, pour les quatre sites du Département

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la gratuité d'accès au salon de thé et aux terrasses du Château-musée de Gien.

Article 3 : Il est décidé d'approuver la mise en place d'un tarif de 5 € pour l'accès aux apéro-concerts et les séances de cinéma en plein-air au Château-musée de Gien (hors consommation).

Article 4 : Il est décidé d'approuver le tarif réduit de 5 € au Château de Gien en faveur des visiteurs venant du musée de la Faïencerie de Gien et du château-musée de la pêche de La Bussière.

Article 5 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'une salle du Château-musée de Gien avec l'association des Trompes du musée de la Chasse, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 6 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'agence des Gîtes de France du Loiret en vue d'accorder des tarifs réduits dans les Châteaux de Sully-sur-Loire, Chamerolles et Gien, ainsi qu'au Musée de la Résistance et de la Déportation de Lorris, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre :

Le Département du Loiret, sis 15 rue Eugène Vignat, 45000 ORLEANS, représenté par son président en exercice, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental, d'une part,

et Monsieur Jean-François GIRARD, la Butte, 45500 SAINT-MARTIN-SUR-OCRE, Président de l'association des Trompes du Musée de la Chasse de Gien, dénommé le Preneur, d'autre part.

PREAMBULE

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Le Département du Loiret est propriétaire du château-musée de Gien.

Il le gère en régie directe et l'exploite avec l'appui du personnel départemental affecté sur le site et obéissant au statut de la fonction publique territoriale ;

- Le château de Gien est classé « Monument Historique » et abrite des collections (animaux naturalisés, tableaux, tapisseries, sculptures...) labellisées « Musée de France » imposant des mesures de conservation et de protection adaptées ;

- Il est ouvert au public à des heures fixées par la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret et figurant au règlement intérieur du site.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département du Loiret met la Salle Henri de Linarès du château de Gien à disposition du Preneur, sise au rez-de-chaussée de l'aile Ouest, **à concurrence de 10 jours dans l'année de 16 h 30 à 20 h 30** pour la manifestation suivante : **cours de trompes de chasse.**

Article 2 : Les obligations du Preneur

2.1 Le Preneur s'engage à occuper la salle mise à sa disposition dans le respect des dispositions du règlement intérieur affiché sur le site, au nombre desquelles figurent plus particulièrement :

- L'interdiction de fumer à l'intérieur du site ;
- L'interdiction de photographier au flash dans les salles abritant des collections,

et s'engage à respecter les modalités spécifiques d'accès et de déplacement sur le site (*voir règlement intérieur*), modalités qui s'imposent à eux-mêmes ainsi qu'à leurs fournisseurs et invités.

2.2 Il ne pourra être procédé à aucune modification dans la logistique des lieux, à aucun accrochage d'aucune sorte que ce soit sur les murs, peintures ou tapisseries.

2.3 Les besoins supplémentaires en éclairage et chauffage ne pourront être satisfaits par le Preneur que s'ils répondent aux conditions de conservation des collections, à savoir :

- Chauffage radiant uniquement ;
- Aucun éclairage direct sur les œuvres.

2.4 Le Preneur s'engage, à l'heure énoncée sous l'article 1, à restituer les salles mises à sa disposition dans leur état initial de propreté, d'aménagements et de rangement.

2.5 Seuls les véhicules en livraison sont autorisés dans l'enceinte du château, à compter de l'heure de mise à disposition susvisée et jusqu'à l'heure de fin.

2.6 En vue de contribuer à garantir la sécurité des biens et des personnes, le Preneur est tenu de respecter les dispositions suivantes :

(Les dispositions qui suivent s'imposent lorsque les tiers occupants modifient, de part les installations et équipements qui leur appartiennent, la circulation et le cheminement du public où tout simplement lorsqu'ils apportent eux-mêmes des équipements qui se surajoutent aux biens meubles parties intégrantes de l'établissement)

- Le Preneur s'engage à respecter le nombre maximal de personnes autorisées (80 personnes) à fréquenter la salle mise à disposition ;

- Le Preneur devra maintenir libres, ouverts, déverrouillés et dégagés en permanence pendant la présence du public lié à la manifestation, tous les dégagements de l'établissement ;

- Il est interdit au Preneur d'entreposer des matériaux divers dans les circulations mises à disposition du public lié à la manifestation ;

- Le Preneur s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les décors, tentures, aménagements suspendus éventuels, ne constituent pas une gêne à l'évacuation du public et pour que les systèmes d'accrochage assurent une parfaite stabilité ;

- Le public de la manifestation devra être maintenu par le Preneur hors de portée des tableaux électriques et des commandes accessibles aux personnes responsables ;

- Le Preneur veillera à ce que les câblages électriques restent inaccessibles au public lié à la manifestation et ne constituent pas une gêne ou un risque en cas d'évacuation de l'établissement ;

- Le Preneur devra isoler les zones techniques des zones accessibles au public lié à la manifestation par une barrière efficace interdisant l'accès du public auxdites zones (notamment aux régies de sonorisation et d'éclairage, aux organes de distribution et d'alimentation électriques) ;
- Les moyens de secours propres à l'établissement devront être maintenus visibles et constamment dégagés ;
- Le Preneur s'engage à prendre connaissance des consignes de sécurité affichées par le Département en matière de sécurité incendie et des noms des personnels du château à alerter en cas de problème de sécurité particulier ;
- Enfin, les dispositions du règlement intérieur affiché dans l'établissement s'imposent au Preneur.

Article 3 : Les obligations du Département propriétaire

3.1 Le Département du Loiret met à disposition du Preneur les alimentations en eau et en électricité disponibles sur le site.

Toute modification ou adaptation de ces installations ne peut être que provisoire et doit faire l'objet d'une demande d'autorisation du Preneur. Elles seront effectuées par les fournisseurs du château, dans un souci de garantir une sécurité optimale et elles seront à la charge du Preneur.

3.2 Le Département doit veiller à s'assurer que les locaux du château sont adaptés, au titre de la sécurité préventive, à l'accueil du type de manifestation prévu par le Preneur.

3.3 Le Département doit s'assurer dans tous les cas que l'établissement dont il assume la responsabilité a satisfait aux contrôles périodiques définis par le règlement de sécurité et que les prescriptions demandées lors de la dernière visite de la Commission de Sécurité ont bien été réalisées.

3.4 Le Département s'engage à mettre en place un personnel « de sécurité » pendant toute la durée de la manifestation et à établir et afficher des consignes précises fixant la mission à remplir par le personnel en cas d'incendie.

Le Département veillera également à afficher bien en évidence et d'une façon inaltérable, près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain, les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers.

3.5 Le Département s'engage à s'assurer du bon fonctionnement de tous les organes techniques et de sécurité notamment des alarmes et des installations électriques de sécurité.

3.6 Le Département s'engage à suspendre l'activité habituelle de l'établissement en cas d'incompatibilité avec le type de la manifestation.

Article 4 : Assurances

4.1 Il est convenu que le Département et son assureur renoncent au recours contre le Preneur en cas d'incendie, d'explosion ou de dégâts des eaux. En conséquence, le Preneur est dispensé de l'assurance « *risques locatifs* ».

Toutefois, les recours sont maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

Si la responsabilité de l'occupant, auteur ou responsable du sinistre est assurée, l'assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets.

Le Département conserve sa capacité à engager un recours contre l'occupant ou le responsable du sinistre pour des franchises laissées à sa charge dans la limite de 793 € pour les risques incendie, dégâts des eaux et de 3 050 € pour les actes de vandalisme, dégradations etc.

4.2 Le Preneur est en revanche tenu d'assurer :

- ses propres responsabilités en cas de dommages causés aux tiers, responsabilités liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (pertes d'exploitation, de jouissance etc).

Le Preneur et son assureur devront réciproquement renoncer à tout recours contre le Département et son assureur.

Le Preneur s'engage enfin à produire au Département, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées.

Article 5 - Dispositions financières

Aucune contrepartie n'est demandée au Preneur.

Article 6 - Dénonciation

Le Département et le Preneur se réservent le droit de dénoncer la présente convention en cas de violation des dispositions à la charge de chacune des parties.

Article 7 - Formalités

- La présente convention est dispensée de la formalité d'enregistrement ;
- En cas de désaccord entre les parties à la présente convention sur une ou plusieurs de ses dispositions, celles-ci s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable, préalablement à une saisine du Tribunal compétent.

Fait à Orléans, le

En 2 exemplaires originaux

Pour le Département, Pour le Président et par délégation, Philippe LACOMBE Adjoint au Directeur général adjoint, Responsable du Pôle Citoyenneté et Cohésion sociale, Directeur de la Culture et des Sports	Pour le Preneur,
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------



GÎTES DE FRANCE
Loiret

CONVENTION DE PARTENARIAT CARTE AVANTAGES CLIENTS 2019

A RENVoyer

Entre d'une part :

- Château-musée de Gien - 1 place du Château 45500 GIEN
- Château de Sully sur Loire - Chemin de la Salle verte 45600 SULLY SUR LOIRE
- Château de Chamerolles - Gallerand, 45170 CHILLEURS AUX BOIS
- Musée de la Résistance et de la Déportation - Esplanade Charles de Gaulle 45260 LORRIS

ci-après dénommés « les partenaires »

Représentés par : Madame Marie-Pierre LE MEN - Responsable du château-musée de Gien et du musée de la Résistance et de la Déportation de Lorrain.

et : Madame Sophie PIROU - Responsable des châteaux de Sully et Chamerolles.

Et d'autre part :

La SAS Réservation Gîtes de France Loiret

Domiciliée : 23 Boulevard Rocheplatte - 45000 ORLEANS

Représentée par : Monsieur Luc THOMAS, en qualité de président.

Contact : Service promotion - Delphine TOUYA - delphine.touya@gites-de-france-loiret.com

ENGAGEMENTS DE GÎTES DE FRANCE LOIRET	ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation et édition du Classeur « Partenaires - Avantages clients 2019 » • Référencement de votre prestation dans une fiche du classeur « Partenaires - Avantages clients 2019 » • Diffusion de la « Carte Avantages » et du « Classeur » par les propriétaires auprès des clients Gîtes de France Loiret • Mise en place d'un lien internet vers votre site à partir du nôtre 	<ul style="list-style-type: none"> • Nature de l'offre exacte : Tarif réduit accordé à 1 adulte (6€ au lieu de 8€ pour les châteaux et 2€ au lieu de 6€ pour le musée de la Résistance et de la Déportation de Lorrain). • Respect de la gratuité, du montant ou du pourcentage de la réduction offerte • Mise en place d'un lien internet entre votre site (si vous en avez un) et celui des Gîtes de France Loiret (www.gites-de-france-loiret.com) <p>DUREE DU PARTENARIAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1an renouvelable, du 01.01.19 au 31.12.19

Les parties doivent être en possession d'un exemplaire de la convention de partenariat une fois celui-ci signé.

Signature avec la mention « Lu et approuvé »

Fait à Orléans, le 02/04/19

Pour Gîtes de France Loiret :

« Lu et approuvé »

SAS RESERVATION GITES DE FRANCE LOIRET
23 boulevard Rocheplatte - 45000 ORLEANS
Tél. : 02 38 43 30 90
e-mail : resa@gites-de-france-loiret.com

Fait à : le :

Pour le partenaire :



A CONSERVER

Entre d'une part :

- Château-musée de Gien - 1 place du Château 45500 GIEN
- Château de Sully sur Loire - Chemin de la Salle verte 45600 SULLY SUR LOIRE
- Château de Chamerolles - Gallerand, 45170 CHILLEURS AUX BOIS
- Musée de la Résistance et de la Déportation - Esplanade Charles de Gaulle 45260 LORRIS

ci-après dénommés « les partenaires »

Représentés par : Madame Marie-Pierre LE MEN - Responsable du château-musée de Gien et du musée de la Résistance et de la Déportation de Lorriss.
et : Madame Sophie PIROU - Responsable des châteaux de Sully et Chamerolles.

Et d'autre part :

La SAS Réservation Gîtes de France Loiret
Domiciliée : 23 Boulevard Rocheplatte - 45000 ORLEANS

Représentée par : Monsieur Luc THOMAS, en qualité de président.

Contact : Service promotion - Delphine TOUYA - delphine.touya@gites-de-france-loiret.com

ENGAGEMENTS DE GITES DE FRANCE LOIRET	ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES
<ul style="list-style-type: none">• Réalisation et édition du Classeur « Partenaires - Avantages clients 2019 »• Référencement de votre prestation dans une fiche du classeur « Partenaires - Avantages clients 2019 »• Diffusion de la « Carte Avantages » et du « Classeur » par les propriétaires auprès des clients Gîtes de France Loiret• Mise en place d'un lien internet vers votre site à partir du nôtre	<ul style="list-style-type: none">• <u>Nature de l'offre exacte :</u> Tarif réduit accordé à 1 adulte (6€ au lieu de 8€ pour les châteaux et 2€ au lieu de 6€ pour le musée de la Résistance et de la Déportation de Lorriss).• Respect de la gratuité, du montant ou du pourcentage de la réduction offerte• Mise en place d'un lien internet entre votre site (si vous en avez un) et celui des Gîtes de France Loiret (www.gites-de-france-loiret.com) <p>DUREE DU PARTENARIAT</p> <ul style="list-style-type: none">• 1an renouvelable, du 01.01.19 au 31.12.19

Les parties doivent être en possession d'un exemplaire de la convention de partenariat une fois celui-ci signé.
Signature avec la mention « Lu et approuvé »

Fait à Orléans, le 02/04/19

Pour Gîtes de France Loiret :
« Lu et approuvé »

SAS RESERVATION GITES DE FRANCE LOIRET
23 boulevard Rocheplatte - 45000 ORLEANS
Tél. : 02 38 43 30 90
e-mail : resa@gites-de-france-loiret.com

Fait à : le :

Pour le partenaire :

D 12 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité et favorise l'attractivité touristique : proposition d'une convention de partenariat avec Tourisme Loiret pour la participation du château de Chamerolles à la "Route de la rose"

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 28 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat avec Tourisme Loiret pour permettre la participation du Château de Chamerolles à la « Route de la rose », telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

La dépense d'un montant de 3 280 € sera imputée sur l'action C0104104.



CONVENTION DE PARTENARIAT



ENTRE :

Tourisme Loiret, dont le siège social se situe 8 rue d'Escures à Orléans, et représentée par son Président, Monsieur Frédéric Néraud.
Ci-après dénommée Tourisme Loiret.

D'UNE PART,

ET :

Le Conseil Départemental du Loiret, dont le siège social se situe 15 Rue Eugène Vignat à Orléans, et représentée par son Président, Monsieur Marc Gaudet.

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJECTIF

Tourisme Loiret et ses partenaires poursuivent un intérêt commun dans le développement de la démarche territoriale identitaire de la « Route de la Rose », initiée par Tourisme Loiret.

Ainsi Tourisme Loiret a souhaité formaliser ses relations partenaires institutionnels dont le Conseil départemental du Loiret afin de développer et promouvoir la Route de la Rose dans le Loiret et à l'extérieur du Département.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE TOURISME LOIRET

Tourisme Loiret s'engage à mettre en œuvre en 2019 différentes actions de communication et de relations publiques dans le cadre du lancement officiel de la Route de la Rose :

- Une conférence de presse quelques jours avant le lancement officiel,
- Une journée de lancement officielle,
- Le parrainage de la Route de la Rose,
- L'organisation d'un voyage de presse (spécialisée et généraliste) avec l'aide d'une agence événementielle (avec hébergement dans le Loiret et restauration),
- Une campagne de communication nationale en particulier sur Paris comportant le recours aux réseaux sociaux...,
- La participation à un salon,
- La création d'un flyer pour les producteurs de roses.

Tourisme Loiret s'engage à mentionner le nom du Conseil Départemental sur les documents de communication réalisés afin de promouvoir, outre l'affichage, la Route de la Rose.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil Départemental s'engage à participer au financement des opérations de communication mentionnées à l'Article 2 à hauteur de 3 280 €.

Il procèdera au versement de cette somme à Tourisme Loiret dès signature de la présente convention par les deux parties.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter dès la signature par les deux parties.
Elle est conclue pour une durée d'une année.

ARTICLE 5 : MODALITES DE DENONCIATION DE LA CONVENTION

L'une ou l'autre partie peut demander par courrier avec préavis de trois mois la dénonciation de cette convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

Tous les changements qui pourraient intervenir dans l'application de la présente convention donneront lieu à un accord des deux parties.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents d'Orléans.

La présente convention est rédigée en DEUX EXEMPLAIRES.

Fait à Orléans,
Le

Pour le Conseil Départemental
Le Président,
Marc Gaudet

Pour Tourisme Loiret
Le Président,
Frédéric NERAUD

D 13 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Fonds-d'Accompagnement Culturel aux Communes

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes, 11 subventions pour un montant total de 7 217,50 €, aux bénéficiaires mentionnés dans le tableau ci-après :

N° dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la demande	Décision
2019-02773	COMMUNE AUTRUY-SUR - JUINE (756)	PITHIVIERS	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour une animation musicale donnée par les Troubadours de Sury de Châteauneuf-sur-Loire le 14 juillet 2019 à Autruy-sur-Juine.	250 €
2019-02786	COMMUNE BATILLY-EN- PUISAYE (764)	GIEN	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour une animation musicale donnée par "Musicarue" de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin le 14 juillet 2019 à Batilly-en-Puisaye.	175 €
2019-02785	COMMUNE FEROLLES (879)	SAINT-JEAN-LE- BLANC	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour le festival "Faites du foin" animé par l'association "Secousses rurales" de Marcilly-en-Villette les 12 et 13 juillet 2019 à Férolles.	1 500 €
2019-02787	COMMUNE FREVILLE-DU- GATINAIS (885)	LORRIS	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour l'animation de la randonnée dinatoire par les trompes de chasse "Les Echos de Chamerolles" de Chilleurs-aux-Bois le 22 juin 2019.	250 €
2019-01853	COMMUNE MAREAU-AUX- PRES (928)	BEAUGENCY	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour un spectacle de clown "Les Zigloos aux Caraïbes" donné par la compagnie Artempo d'Orléans le 13 décembre 2019 à la médiathèque de Mareau-aux-Prés.	250 €
2019-02818	COMMUNE NIBELLE (958)	MALESHERBES	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour l'organisation d'un concert donné par l'association Scènes de Pithiviers-le-Vieil le 24 août 2019 à Nibelle.	500 €
2019-02775	COMMUNE NOGENT-SUR- VERNISSON (50471)	LORRIS	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour l'organisation d'un concert donné par l'orchestre symphonique Confluence d'Orléans le 7 décembre 2019 à l'Espace des Etangs de Nogent-sur-Vernisson.	692,50 €
2019-02782	COMMUNE SAINT- FLORENT-LE- JEUNE (1007)	SULLY-SUR- LOIRE	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour un spectacle musical donné par l'orchestre Mélodies-Blues d'Orléans le 7 septembre 2019 à la salle polyvalente de Coullons.	650 €
2019-02795	COMMUNE SANDILLON (50327)	SAINT-JEAN-LE- BLANC	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour l'organisation du festival "Sandinotes 2019" du 14 au 16 juin 2019 à Sandillon.	1 500 €

N° dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la demande	Décision
2019-02791	COMMUNE SOLTERRE (1040)	MONTARGIS	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour l'organisation d'un spectacle musical par l'association ASEA de Châlette-sur-Loing le 7 septembre 2019 à Solterre.	850 €
2019-02783	COMMUNE THORAILLES (1049)	COURTENAY	Demande de subvention au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes pour une animation musicale donnée par l'association "Mille et une fêtes" de Montargis le 14 juillet 2019 à Thorailles.	600 €
MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS :				7 217, 50 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental – tel 02 38 25 43 25 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : Ces subventions seront imputées sur le chapitre 65 - nature 65734 de l'action C0103302 « Subvention accueil spectacle vivant » sur laquelle les crédits disponibles s'élèvent à 42 611 €.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

Article 6 : Il est décidé d'annuler la subvention de 400 € attribuée à la commune de Fréville-du-Gâtinais lors de la Commission permanente du 24 mai dernier au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes, conformément à la demande de la commune. Cette aide n'ayant pas encore été versée, il n'est pas nécessaire d'émettre un titre de recette.

D 14 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer au titre du programme C-01-03 « Valoriser le patrimoine et les pratiques culturelles » des subventions d'un montant de **12 450 €**, aux bénéficiaires ci-après :

Fonds de soutien départemental aux structures culturelles de proximité :

Manifestation musicale

Dénomination	19618 - COMITE DES ORGUES DE LA CATHEDRALE D'ORLEANS - Canton d'ORLEANS 4	
Objet de la demande	2019-01992 - Subvention pour l'organisation du festival « Au son des Orgues » en juillet et août 2019	Décision
		500 €

Animations diverses

Dénomination	4329 - Association Animation Bourgogne Chatelet Dessaux (ABCD) - ORLEANS - Canton d'ORLEANS 4	
Objet de la demande	2019-01026 - Subvention de fonctionnement pour l'année 2019	Décision
		2 000 €

Dénomination	4329 - Association Animation Bourgogne Chatelet Dessaux (ABCD) - ORLEANS - Canton d'ORLEANS 4	
Objet de la demande	2019-01045 - Subvention pour l'organisation du festival de Travers les 5 et 6 octobre 2019	Décision
		3 000 €

Dénomination	80579 - ASSOCIATION ARBRE ET COMPAGNIE - SAINT-ANGE ET-TORSAY (28)	
Objet de la demande	2019-02138 – Subvention pour l'organisation d'un spectacle en façade le 15 juin 2019 à Gien	Décision
		1 000 €

Dénomination	31274 - ALLO MAMAN BOBO - ORLEANS - Canton d'ORLEANS 4	
Objet de la demande	2019-02627- Subvention pour l'organisation du festival Boutons d'Art du 13 au 15 septembre 2019	Décision
		1 350 €

Dénomination	877 - COMMUNE FAY-AUX-LOGES - Canton de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	
Objet de la demande	2019-01807 - Subvention pour l'organisation d'un festival de théâtre "Fay'stival" du 22 au 26 mai 2019	Décision
		2 500 €

Dénomination	877 - COMMUNE FAY-AUX-LOGES - Canton de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	
Objet de la demande	2019-01806 - Subvention pour la 2 ^{ème} édition du salon du livre le 19 mai 2019	Décision
		1 100 €

Dénomination	808 - COMMUNE CHALETTE-SUR-LOING - Canton de CHALETTE-SUR-LOING	
Objet de la demande	2019-02424 - Subvention pour l'organisation de la journée de la Fraternité le 26 octobre 2019	Décision
		1 000 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 4 : Les subventions attribuées sont réparties et imputées en fonction de leur nature ainsi :

Au titre de l'action C-01-03-303 : « Subventions accompagnement structures culturelles » :

- sur le chapitre 65, nature 6574 - Aides aux associations : 7 850 € ;
- sur le chapitre 65, nature 65734 - Aides aux communes : 4 600 €.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées.

D 15 - Modification des circonscriptions territoriales de certaines communes dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental de Boësses, Echilleuses, Grangermont, Ondreville-sur-Essonne, Bromeilles avec extension sur Puisieux, La Neuville-sur-Essonne, Givraines et Beaumont-du-Gâtinais (77)

Article 1 : Le rapport est adopté avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de donner un avis favorable à la modification des circonscriptions territoriales des communes de Boësses, Echilleuses, Grangermont, Ondreville-sur-Essonne, Bromeilles, Puisieux et La Neuville-sur-Essonne, rendue nécessaire suite à l'aménagement foncier agricole forestier et environnemental réalisé par le Département sur le secteur de la CIAF de Boësses, Echilleuses, Grangermont, Ondreville-sur-Essonne, Bromeilles et extensions.

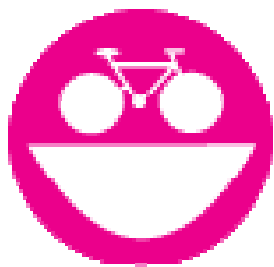
**COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

E 01 - Convention de partenariat Vélotour 2019

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention de partenariat en vue de valoriser le Vélotour à passer entre le Département du Loiret et EVENT ETC 2019 sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.



Vélotour Orléans 2019

Convention de partenariat

DÉPARTEMENT DU LOIRET

&

EVENT ETC

Entre les soussignés,

D'une part,

LE DÉPARTEMENT DU LOIRET – 45945 ORLEANS, représenté par Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, autorisé par délibération de la Commission permanente du....., dont Monsieur le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, a accusé réception le..... ..

Et d'autre part,

EVENT ETC ; SARL au capital de 4 860 € numéro 512753179 dont le siège est 21 bis rue du Simplon, 75018 Paris, représentée par son gérant Bastien de MARCILLAC,

PRÉAMBULE

Le Vélotour est organisé par la société Event etc. Il permet de découvrir une ville autrement en entrant à vélo dans des sites habituellement interdits à cette pratique.

Cet événement se tient tout au long de l'année dans de nombreuses villes telles qu'Orléans, Marseille ou Le Havre.

Pour cette année, la date retenue pour Orléans est le dimanche 16 juin 2019. Depuis la première édition en 2009, le parcours se renouvelle chaque année et plus de 145 sites différents ont été traversés à vélo. Le Palais des sports, le théâtre national, la patinoire sont des exemples de sites visités durant les années précédentes. L'événement a pour objectifs de valoriser le patrimoine, développer le sport loisir et proposer un moment d'échanges et de convivialité aux participants. Il est accessible à tous et propose de nombreuses animations pendant le parcours. En 2018, le Vélotour avait réuni 6 000 participants.

Le Département du Loiret souhaite s'associer à l'événement pour la deuxième année consécutive au même titre que la région Centre-Val de Loire et la Métropole d'Orléans. La participation à cet événement valorisera l'image et la notoriété du Département à travers différents types de prestations et d'actions de communication.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de définir et préciser les engagements d'Event etc et du Département du Loiret à l'occasion du Vélotour du 16 juin 2019.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DU LOIRET

Afin de soutenir le Vélotour et en contrepartie des engagements décrits dans l'article 3, le partenaire s'engage à :

- Attribuer une subvention de 5 000 € TTC,
- Mettre en ligne sur son site internet www.loiret.fr un article sur le Vélotour,
- Communiquer sur ses outils digitaux (Facebook Loiret et agenda Loiret.fr), en amont de la manifestation,
- Mettre à disposition de la signalétique Département (banderoles et oriflammes spécifiques « sport »).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS D'EVENT ETC

Event etc. s'engage à :

- Donner le droit d'utilisation de la marque Orléans Vélotour en tant que partenaire officiel,
- Insérer sur le site internet velotour.fr/orleans le logo du Département du Loiret,
- Diffuser 2 annonces de mise en avant du Département du Loiret sur ses réseaux sociaux,
- Insérer le logo du Département du Loiret sur l'ensemble des supports print,
- Insérer le logo du Département du Loiret sur l'arche de départ,
- Déployer 25 mètres de banderoles et 3 oriflammes aux couleurs du Département au village du départ et à l'arrivée,
- Mettre à disposition un espace de visibilité à l'arrivée (stand),
- Déployer 10 mètres de banderoles et 2 oriflammes sur le site de ravitaillement,
- Insérer une publicité format A6 dans le guide des participants,
- Fournir 50 places au Département du Loiret à offrir ou à faire gagner,
- Transmettre au Département après l'événement une évaluation des actions menées avec les photos des dispositifs de communication valorisant le Département.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

Le présent contrat est conclu à partir de sa notification et jusqu'au 30 juin 2019 inclus. Ce partenariat ne peut, en aucun cas, être automatiquement reconduit.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1- Intégralité de la convention

Les parties reconnaissent que la présente convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

5.2- Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

5.3- Nullité

Si l'une des stipulations de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention, ni altérer la validité des autres dispositions.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues au présent contrat, et 30 jours après une mise en demeure restée sans réponse, le contrat sera résilié de plein droit à moins qu'il en soit précisé autrement dans la lettre.

En cas d'annulation, de report ou d'interdiction de l'opération ou de la promotion du parrain, par disposition légale, réglementaire ou décision de justice, les parties se rapprocheront afin de convenir de la nouvelle affectation à donner aux sommes prévues au contrat. Si les parties n'arrivaient pas à trouver de nouvelle affectation, le contrat serait résolu de plein droit sans que cela puisse donner lieu à indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents d'Orléans.

Fait en 2 exemplaires, le

Pour Event etc,

Pour le Département du Loiret,
le Président du Conseil Départemental du Loiret,

Bastien de MARCILLAC
Directeur d'Event etc,

Marc GAUDET

E 02 - Convention de partenariat relative à une plateforme d'hébergement d'applications et de données pour la solution technique de continuité de trafic développée dans le cadre du projet BE-GOOD

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat relative à une plateforme d'hébergement d'applications et de données pour la solution technique de continuité de trafic développée dans le cadre du projet BE-GOOD, telle qu'annexée à la présente délibération, et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental à la signer.

Convention de partenariat relative à une plateforme d'hébergement d'applications et de données pour la solution technique de continuité de trafic développée dans le cadre du projet BE-GOOD

ENTRE

Le Conseil Départemental du Loiret, sis 15 rue Eugène Vignat, 45945 Orléans, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente du xxxxxx, ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

ET

Orléans Métropole, sise Espace Saint-Marc, 5 place du 6 juin 1944, BP 95801, 45058 Orléans Cedex 1, représenté par le Président d'Orléans Métropole, Monsieur Olivier CARRE, dûment habilité par la délibération du conseil métropolitain du xxxxx, ci-après dénommée « Orléans Métropole »,

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre du projet européen Interreg VB NWE « BE-GOOD »¹ relatif à la smartcity et aux infrastructures qui se déroule sur la période 2016-2020, ont été développés de nouveaux usages numériques en réutilisant des données publiques ouvertes d'intérêt général. Ce projet européen réunit 8 partenaires d'Europe Nord-Ouest dont Orléans Métropole et le Département du Loiret qui développent un système d'information en temps réel sur les conditions du trafic routier départemental prenant en compte les différentes perturbations (par exemple travaux de voiries, événements, inondations).

En vertu d'un groupement de commandes signé en avril 2017, le Département et Orléans Métropole ont retenu un prestataire, l'entreprise Nextérité pour réaliser ce projet. Le marché porte sur le développement d'une plateforme de données et de deux applications destinées aux :

¹ *Building an Ecosystem to Generate Opportunities in Open Data / Construire un écosystème pour générer des opportunités en Open Data

- citoyens qui disposeront d'un système de navigation multimodal (application dénommée ViaFacil),
- gestionnaires qui disposeront d'une application de gestion des données liées aux perturbations routières (application dénommée ViaPro).

Le marché, notifié le 28 mars 2018, comprend 3 tranches :

- Une tranche ferme d'une durée de 9 mois qui est achevée,
- Une 1^{ère} tranche conditionnelle d'implémentation du prototype de 6 mois qui est en cours de réalisation,
- Une 2^{ème} tranche conditionnelle de développement final de la solution de 6 mois qui sera effective en 2019.

Pour la bonne réalisation des missions confiées au prestataire, et pour la bonne utilisation future de ces nouveaux services, il est indispensable de disposer d'une plateforme d'hébergement des données et des applications disponible 24 h / 24 h et 7 j / 7 j.

Il est à noter qu'aucune des 2 collectivités ne dispose d'une infrastructure technique offrant ce niveau de service.

Le Département dispose déjà d'un marché d'hébergement permettant de mettre en œuvre l'infrastructure nécessaire. Le coût global annuel (infrastructure et maintenance) à répartir entre les deux parties s'élève comme suit :

Période	Prix HT (€)	Prix TTC (€)
1/3/2019 - 31/12 2019	17 909,04	21 490,85
1/1/2020 - 31/12/2020	21 473,04	25 767,65
1/1/2021 – 31/12/2021	21 473,04	25 767,65

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties concernant l'accès à une plateforme d'hébergement de données et des applications (ViaFacil et ViaPro) avec la maintenance comprise.

Article 2 - Engagements d'Orléans Métropole

Orléans Métropole s'engage à verser une participation financière à hauteur de 50 % des coûts d'hébergement des données et de la maintenance de cette plateforme pendant la durée de la convention.

Compte tenu de la récupération du fonds de compensation de la TVA sur les dépenses engagées par le Département au titre de cet hébergement, la participation de 50 % d'Orléans Métropole sera calculée sur la base du montant HT.

La participation d'Orléans Métropole sera versée annuellement à l'appui d'un titre de recettes émis par le Département, auquel la copie des factures et des pièces justificatives afférentes sera jointe.

Article 3 - Engagement du Département

Le Département est titulaire du marché relatif à une infrastructure d'hébergement de serveurs et de sites internet passé avec l'entreprise ADD-ON TELECOM jusqu'au 31/12/2021.

Il s'engage à donner des droits d'accès et des autorisations d'utilisation aux services d'Orléans Métropole qui en feront la demande dans le respect des textes relatifs à l'utilisation des données personnelles et dont les modalités seront définies dans les outils de conformité y afférents.

Article 4 - Données personnelles

En référence à l'article 3, le Département du Loiret et Orléans Métropole occupent une place de co-responsable de traitement au regard du Règlement (UE) 2016/79 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit Règlement général sur la protection des données « RGPD »), dans les traitements de données personnelles concernés par ladite convention.

En ce qui concerne les aspects des traitements qui seraient purement liés à l'infrastructure technique d'hébergement de données concernés par les traitements de données personnelles de la présente convention, Le Département du Loiret sera le seul responsable de traitement au regard du Règlement cité au paragraphe précédent de cet article.

Article 5 Localisation des données

Les données d'Orléans Métropole et du Département du Loiret sont stockées sur les serveurs localisés aux adresses suivantes :

Site principal : 5, place du Maupas - 45130 MEUNG-SUR-LOIRE

Site secondaire : 42 - 45, rue de la Beauce – 28010 LUCE

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est applicable à compter de sa notification. Elle est conclue pour une durée correspondant à la durée du marché d'hébergement du Département du Loiret, notamment le 31/12/2021. Six mois avant l'expiration de la présente convention, il sera dressé un bilan entre les parties pour évaluer l'opportunité de la reconduire de façon expresse.

Article 7 - Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 8 - Litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif d'Orléans.

Fait à Orléans en deux exemplaires, le

Le Département du Loiret,
Le Président,
Marc GAUDET

Orléans Métropole
Le Président,
Olivier CARRE

E 03 - Le Département partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux structures porteuses des 4 dossiers, figurant au tableau ci-dessous, au titre de la politique départementale « Préserver la ressource en eau et en garantir la qualité », volet « Rivières » - section fonctionnement :

Dossier	Bénéficiaire	Objet	Montant du projet	Montant de subvention attribué
2019-01491	EPAGE du bassin du Loing	Evolution du site internet du SIVLO vers l'EPAGE	7 926 €	2 377,80 €
2019-01184	Syndicat du bassin du Loiret	Travaux d'entretien ripisylve 2019 et gestion des espèces invasives	34 359,40 €	10 307,82 €
2019-00747	Syndicat mixte du bassin de la Bonnée	Arrachage de la Jussie 2019	10 000 €	3 000 €
2019-00725	Syndicat intercommunal d'aménagement de rivières et du cycle de l'eau (SIARCE)	Programme d'entretien de la rivière Essonne et de ses affluents – Année 2019	16 956 €	5 086,80 €
		4 dossiers		20 772,42 €

Article 3 : Il est décidé d'affecter ces opérations n°2019-01491, n°2019-01184, n°2019-00747 et n°2019-00725 sur l'autorisation d'engagement 19-D0101101-AEDPRAS, aide financière aux acteurs locaux, pour un montant total de 20 772,42 €.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions à intervenir avec ces structures, telles qu'annexées à la présente délibération, dont les termes sont approuvés.

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
EPAGE du bassin du Loing

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 12 juillet 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

L'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du bassin du Loing, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Benoît DIGEON, domicilié 25 rue Jean Jaurès - 45200 MONTARGIS, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 11 janvier 2019,

d'autre part,

Vu la demande de l'EPAGE du bassin du Loing en date du 8 mars 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du _____, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 2 377,80 € à l'EPAGE du bassin du Loing pour faire évoluer le site internet du SIVLO suite à la création de l'EPAGE.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour l'évolution du site internet du SIVLO vers l'EPAGE du bassin du Loing pour lequel il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Refonte graphique du site Web.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 2 377,80 € (soit 30 % du montant global de 7 926 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président de l'EPAGE
du bassin du Loing,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Benoît DIGEON

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat du bassin du Loiret

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 12 juillet 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le syndicat du bassin du Loiret, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Patrick RABOURDIN, domicilié en Mairie de Férolles - 45150 FEROLLES, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 6 novembre 2018,

d'autre part,

Vu la demande du syndicat du bassin du Loiret en date du 28 février 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du _____, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 10 307,82 € au syndicat du bassin du Loiret pour les travaux d'entretien de ripisylve 2019 et la gestion des espèces invasives.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux d'entretien de ripisylve 2019 et la gestion des espèces invasives, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Gestion de l'hydrocotyle fausse renoncule sur un linéaire de 14 km (communes de Vienne-en-Val, Tigy et Neuvy-en-Sullias) ;
- Entretien de ripisylve sur le Dhuy (9,682 km sur les communes de Neuvy-en Sullias, Tigy et Vienne-en-Val), le Coudresceau (1,116 km à Saint Cyr-en-Val)), le Loiret (1 km à Saint Hilaire-Saint-Mesmin) + 3km sur tout cours d'eau.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration ou d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 10 307,82 € (soit 30 % du montant global de 34 359,40 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le syndicat du bassin du Loiret par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du syndicat
du bassin du Loiret,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Patrick RABOURDIN

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte du bassin de la Bonnée

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 12 juillet 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le syndicat mixte du bassin de la Bonnée, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Gilles BURGEVIN, domicilié 8 Place du Martroi - 45730 ST BENOIT SUR LOIRE, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 29 mars 2019,

d'autre part,

Vu la demande du syndicat du bassin du Loiret en date du 13 février 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du _____, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 3 000 € au syndicat mixte du bassin de la Bonnée pour les travaux d'arrachage de jussie 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux d'arrachage de jussie 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Arrachage manuel de la Jussie (2 passages) sur un linéaire de 11,5 km du Coulouis, Saint-Laurent aval, Bonnée de la confluence avec le Saint-Laurent jusqu'au Golfe et Nouvelle Bonnée jusqu'à la Loire.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration ou d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 3 000,00 € (soit 30 % du montant global de 10 000 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le syndicat mixte du bassin de la Bonnée par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du syndicat mixte
du bassin de la Bonnée,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Gilles BURGEVIN

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat intercommunal d'aménagement de rivières
et du cycle de l'eau (SIARCE)

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 12 juillet 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le syndicat intercommunal d'aménagement de rivières et du cycle de l'eau (SIARCE), représenté par Monsieur le Président, Monsieur Xavier DUGOUIN, domicilié 58-60 rue Fernand Laguide - 91100 CORBEIL-ESSONNES, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 13 septembre 2018,

d'autre part,

Vu la demande du syndicat du bassin du Loiret en date du 6 février 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du _____, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 5 086,80 € au SIARCE pour le programme d'entretien de la rivière Essonne et de ses affluents - Année 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour le programme d'entretien de la rivière Essonne et de ses affluents – Année 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- 14,13 km de berges sur le département du Loiret soit 7,065 km de rivières sur la commune du Malesherbois.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration ou d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 5 086,80 € (soit 30 % du montant subventionnable de 16 956,00 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le SIARCE par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du SIARCE,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Xavier DUGOUIN

Les actes administratifs publiés
dans ce recueil peuvent être consultés
à l'Hôtel du Département
15, rue Eugène Vignat – 45000 ORLEANS